



# Assemblée générale

Distr. générale

17 juin 2011

Français

Original : anglais, arabe, chinois,  
espagnol et français

## Soixante-sixième session

Point 116 b) de la liste préliminaire\*

### Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections

## Élection de membres de la Commission du droit international

### Note du Secrétaire général

## Table des matières

|                                                                      | <i>Page</i> |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| I. Introduction . . . . .                                            | 3           |
| II. Curriculum vitæ des candidats . . . . .                          | 4           |
| Mohammed Bello Adoke (Nigéria) . . . . .                             | 4           |
| Ali Mohsen Fetais Al-Marri (Qatar) . . . . .                         | 9           |
| Noor Farida Ariffin (Malaisie) . . . . .                             | 11          |
| Lucius Caflisch (Suisse) . . . . .                                   | 18          |
| Enrique J. A. Candiotti (Argentine) . . . . .                        | 32          |
| Yacouba Cissé (Côte d'Ivoire) . . . . .                              | 36          |
| Pedro Comissário Afonso (Mozambique) . . . . .                       | 41          |
| Riad Daoudi (République arabe syrienne) . . . . .                    | 46          |
| María del Luján Flores (Uruguay) . . . . .                           | 51          |
| James C. Droushiotis (Chypre) . . . . .                              | 58          |
| Abdelrazeg El-Murtadi Suleiman (Jamahiriya arabe libyenne) . . . . . | 61          |
| Concepción Escobar Hernández (Espagne) . . . . .                     | 67          |
| Eduardo Ferrero Costa (Pérou) . . . . .                              | 75          |
| Salifou Fomba (Mali) . . . . .                                       | 81          |

\* A/66/50.



|                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Mathias Forteau (France) . . . . .                                              | 88  |
| Zdzislaw W. Galicki (Pologne). . . . .                                          | 96  |
| Kirill Gevorgian (Fédération de Russie) . . . . .                               | 103 |
| Juan Manuel Gómez-Robledo (Mexique) . . . . .                                   | 109 |
| Hussein A. Hassouna (Égypte). . . . .                                           | 117 |
| Mahmoud D. Hmoud (Jordanie). . . . .                                            | 122 |
| Huang Huikang (Chine) . . . . .                                                 | 126 |
| Marie G. Jacobsson (Suède) . . . . .                                            | 131 |
| Maurice Kamto (Cameroun). . . . .                                               | 146 |
| Kriangsak Kittichaisaree (Thaïlande) . . . . .                                  | 156 |
| Ahmed Laraba (Algérie). . . . .                                                 | 164 |
| Ewald W. Limon (Suriname) . . . . .                                             | 167 |
| Tiyanjana Maluwa (Malawi). . . . .                                              | 171 |
| Donald M. McRae (Canada). . . . .                                               | 188 |
| Shinya Murase (Japon) . . . . .                                                 | 194 |
| Sean D. Murphy (États-Unis d'Amérique) . . . . .                                | 198 |
| Bernd H. Niehaus (Costa Rica) . . . . .                                         | 208 |
| Georg Nolte (Allemagne) . . . . .                                               | 210 |
| Ki Gab Park (République de Corée) . . . . .                                     | 212 |
| A. Rohan Perera (Sri Lanka) . . . . .                                           | 222 |
| Chris M. Peter (Tanzanie). . . . .                                              | 231 |
| Ernest Petrič (Slovénie) . . . . .                                              | 237 |
| Gilberto Vergne Saboia (Brésil) . . . . .                                       | 240 |
| Narinder Singh (Inde) . . . . .                                                 | 245 |
| Pavel Šturma (République tchèque). . . . .                                      | 251 |
| Surya P. Subedi (Népal) . . . . .                                               | 260 |
| Dire D. Tladi (Afrique du Sud) . . . . .                                        | 268 |
| Muaz Ahmed Mohamed Tungo (Soudan) . . . . .                                     | 276 |
| Eduardo Valencia-Ospina (Colombie). . . . .                                     | 281 |
| Stephen C. Vasciannie (Jamaïque) . . . . .                                      | 292 |
| Marcelo Vázquez-Bermudez (Équateur) . . . . .                                   | 298 |
| Amos S. Wako (Kenya). . . . .                                                   | 303 |
| Nugroho Wisnumurti (Indonésie). . . . .                                         | 312 |
| Sir Michael Wood (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). . . . . | 319 |
| Jan M. F. Wouters (Belgique). . . . .                                           | 322 |

## **I. Introduction**

1. Dans une note verbale datée du 5 octobre 2010, adressée aux représentants permanents des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général a invité les gouvernements à lui communiquer les noms des candidats qu'ils avaient l'intention de présenter en vue de l'élection des membres de la Commission pour le prochain mandat de cinq ans, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2012, ainsi que les curriculum vitæ de ces candidats.
2. Les noms des personnes dont la candidature avait été présentée au 1<sup>er</sup> juin 2011, en application de l'article 5 du Statut de la Commission du droit international, figurent dans les documents A/66/88 et Add.1 et 2.
3. Les curriculum vitæ des candidats communiqués par les gouvernements sont reproduits à la section II du présent document.

## **II. Curriculum vitæ des candidats**

### **Mohammed Bello Adoke (Nigéria)**

[Original : anglais]

#### **Mohammed Bello Adoke, membre du CIArb et S. A. N.**

#### **Procureur général et Ministre de la justice de la République fédérale du Nigéria**

Mohammed Bello Adoke est né le 1<sup>er</sup> septembre 1963. Il est titulaire d'une licence (deuxième classe supérieure) en droit obtenue en 1985 à l'Université Ahmadu Bello de Zaria (Kaduna). Il a été appelé au barreau nigérian en octobre 1986. Il a exercé différentes fonctions à la Direction des affaires scolaires de l'État de Kwara, au Ministère de la justice de l'État de Kano (où il a été avocat stagiaire) et dans les cabinets Zakari Yaro & Co et I. M. Boyi & Co. Il a ensuite créé son propre cabinet Bello & Co, très prisé, et qui comprend un arbitre exerçant au plan international, de nombreux juristes et plus ou moins de stagiaires selon les périodes. M. Adoke n'a pas cessé d'exercer depuis 1986.

M. Adoke est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en droit fiscal international délivré par l'Université Robert Kennedy de Zurich (Suisse) et d'un diplôme de troisième cycle en droit du commerce international de l'Université de Nottingham (Royaume-Uni). En sa qualité de membre du Chartered Institute of Arbitrators, il a participé à plusieurs séminaires et conférences sur l'arbitrage, les affaires et le droit au Nigéria et dans d'autres pays. Il a exercé comme arbitre à la fois en Angleterre et au Nigéria; le Gouvernement fédéral nigérian l'a désigné comme arbitre dans le différend qui l'oppose à la société Shell Ultra Deep Limited devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, à Washington. M. Adoke a aussi été choisi par le Gouvernement fédéral pour l'arbitrage d'importants différends actuels en matière d'investissements avec, entre autres, la société Global Steel Holdings Limited et l'administration chargée des entreprises publiques.

Il est membre de l'Association internationale du barreau. Il a été l'administrateur judiciaire de plusieurs sociétés en difficulté qu'il a, dans bien des cas, réussi à redresser. Juriste accompli, arbitre agréé et notaire, M. Adoke a aussi été membre du Conseil d'administration de la société Peugeot à Kaduna entre 2006 et 2008 et Président du Comité d'audit de la Unity Bank. Il siège actuellement au Conseil supérieur des avocats. Il est membre honoraire de l'Institut des cadres nigériens et de l'Institut des industriels et des administrateurs d'entreprises. Il a fait partie de la commission présidentielle chargée de revoir la législation nigérienne en matière de conciliation et d'arbitrage.

M. Adoke a présidé la section de Kano de l'Association du barreau nigérian et une de ses commissions nationales (National Bar Centre Committee) à Abuja. Il a également été membre de son comité exécutif national, qui en est la plus haute instance de décision.

En juillet 2006, M. Adoke a été élevé au rang d'avocat principal du barreau. Il fait actuellement partie du groupe de travail chargé, au niveau national, de la réforme de la législation nigériane en matière d'investissement.

Le 6 avril 2010, M. Adoke a été nommé Procureur général et Ministre de la justice par le Président Goodluck Ebele Jonathan.

M. Adoke copréside actuellement la Commission de suivi de l'Accord de Greentree sur la rétrocession de la presqu'île de Bakassi au Cameroun par le Nigéria.

## Curriculum vitae

### Renseignements personnels

Nom : Mohammed Bello Adoke, S. A. N.

Date de naissance : 1<sup>er</sup> septembre 1963

Lieu de naissance : Jos, État du Plateau

État d'origine : Kogi

Situation matrimoniale : Marié

### Formation

- |                                                                 |           |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|
| 1. Université de Nottingham (Royaume-Uni)                       | 2001-2002 |
| 2. Université Robert Kennedy, Zurich (Suisse)                   | 1999      |
| 3. Chartered Institute of Arbitrators, Londres                  | 1998      |
| 4. Université Bayero, Kano, État de Kano                        | 1997-1998 |
| 5. Nigerian Law School, Lagos                                   | 1985-1986 |
| 6. Université Ahmadu Bello, Zaria, État de Kaduna               | 1982-1985 |
| 7. Institut d'administration, Zaria, État de Kaduna             | 1980-1982 |
| 8. École secondaire publique, Omu-Aran, État de Kwara           | 1974-1979 |
| 9. École secondaire baptiste, Port Harcourt, État de Rivers     | 1968-1973 |
| 10. Township School, Moscow Road, Port Harcourt, État de Rivers | 1968-1973 |

### Diplômes et qualifications

- |                                                                                                                                                                                                                  |              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 1. Certificat relatif aux aspects juridiques de la dette et de la gestion financière, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche                                                               | Juillet 2006 |
| 2. Certificat en rédaction, conseil, négociation et compétences juridiques diverses, Université de Georgetown, Washington                                                                                        | 2004         |
| 3. Certificat de participation au séminaire sur l'arbitrage commercial international et la conciliation organisé par l'African Development Law Centre en coopération avec l'Université de Georgetown, Washington | 2004         |
| 4. Certificat Legal and Economic Framework for National Competition Policy, Université de Georgetown, Washington                                                                                                 | 2003         |
| 5. Diplôme de troisième cycle en droit commercial international                                                                                                                                                  | 2002         |
| 6. Diplôme de troisième cycle en droit fiscal international                                                                                                                                                      | 1999         |
| 7. Chargé de recherches, Chartered Institute of Arbitrators                                                                                                                                                      | 2000         |
| 8. B. L.                                                                                                                                                                                                         | 1986         |

- |                                             |      |
|---------------------------------------------|------|
| 9. LL. B. (deuxième classe supérieure)      | 1985 |
| 10. Diplôme de droit (mention Upper Credit) | 1972 |
| 11. Certificat de la West African School    | 1979 |

### **Expérience**

- |                                                                                                                                                                                                                |             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 1. Instituteur dans l'enseignement public, Okene, État de Kogi                                                                                                                                                 | 1979-1980   |
| 2. Juriste, Ministère de la justice de l'État de Kano                                                                                                                                                          | 1986-1987   |
| 3. Avoué et avocat au cabinet Zakari Yaro & Co.                                                                                                                                                                | 1987-1989   |
| 4. Avocat principal chargé des questions de procédure, de documentation et de fiscalité au cabinet I. M. Boyi & Co.                                                                                            | 1989-1991   |
| 5. Avocat général chez M. A. Bello & Co., cabinet spécialisé dans les questions d'insolvabilité, de recouvrement, d'arbitrage, de modes alternatifs de règlement des litiges, de fiscalité et d'investissement | Depuis 1991 |
| 6. Chargé de cours extérieur, Chartered Institute of Transport                                                                                                                                                 | 1987-1990   |
| 7. Conseiller juridique et secrétaire (à temps partiel) d'Afri-Projects Consort Limited, Abuja                                                                                                                 | 1997-1999   |
| 8. Conseiller juridique auprès de Kabo Holdings Limited                                                                                                                                                        | 1995-1999   |
| 9. Conseiller juridique auprès de Voix System, Londres                                                                                                                                                         | Depuis 2003 |

### **Fonctions et responsabilités**

- |                                                                                                                 |             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 1. Membre du Conseil d'administration de Peugeot, Kaduna                                                        | 2006-2008   |
| 2. Président du Comité d'audit, Unity Bank Plc                                                                  | Depuis 2008 |
| 3. Membre du Comité d'audit, Intercity Bank Plc                                                                 | 2003-2006   |
| 4. Membre du Comité national chargé de réformer et d'harmoniser la législature nigériane en matière d'arbitrage | 2005        |
| 5. Président de l'Association du barreau nigérian, section de Kano                                              | 2003-2005   |
| 6. Président du National Bar Centre Committee                                                                   | 2004-2006   |
| 7. Membre de la section de la pratique du droit de l'association du barreau nigérian                            | Depuis 2004 |
| 8. Président du forum des juges de l'Association du barreau nigérian, section de la pratique du droit           | 2008        |
| 9. Consultant juridique auprès de la Petroleum Trust Fund                                                       | 1996-1999   |
| 10. Notary public, Nigéria                                                                                      | 1999        |
| 11. Président d'honneur à vie de l'association des étudiants en droit, Université Ahmadu Bello, Zaria           | 1990        |

- |                                                                                                                  |              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 12. Secrétaire chargé de la publicité, association du barreau nigérian, section de Kano                          | 1989-1990    |
| 13. Membre du conseil de rédaction, Kano State Law Reporting Committee                                           | 1988-2000    |
| 14. Membre du Conseil d'administration de l'Association nigériane des étudiants en droit                         | 1984-1985    |
| 15. Secrétaire général, société des étudiants en droit, Université Ahmadu Bello, Zaria                           | 1983-1984    |
| 16. Admission au barreau nigérian (Inner Bar) en qualité d'avocat principal                                      | Juillet 2006 |
| 17. Président de la réunion des ministres de la justice, Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest | 2011         |

**Associations dont il est membre**

1. Association internationale du barreau
2. Chartered Institute of Arbitrators (Royaume-Uni)
3. Chartered Institute of Corporate Administration and Industrialists
4. Institute of Business Executives

**Loisirs**

Lecture, recherches et voyages



## **Ali Mohsen Fetais Al-Marri (Qatar)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 8 février 1965, à Doha

Situation de famille : Marié

Profession : Attorney General (ayant rang de ministre)

### **Diplômes**

1997 : Doctorat en droit public international (thèse sur les frontières dans la péninsule arabe), Université de Paris I.

### **Fonctions**

1. Depuis le 7 octobre 1998 : Chef du Département des affaires juridiques du Cabinet de l'Émir (grade de vice-ministre).
2. Du 1<sup>er</sup> juin 1997 au 6 octobre 1998 : Vice-Secrétaire général du Conseil des ministres (participant aux réunions hebdomadaires du Conseil).
3. Du 1<sup>er</sup> juin 1997 au 6 octobre 1998 : Conseiller juridique au Cabinet de l'Émir.
4. 1996-97 : Chargé de recherche en droit au Cabinet de l'Émir.
5. Depuis 1997 : Professeur de droit international à l'Université du Qatar.

### **Participation à des commissions nationales et à des organismes internationaux**

1. Membre et rapporteur de la Commission chargée d'établir la constitution permanente du Qatar.
2. Membre de la Commission du droit international de l'ONU depuis 2002 (réélu en 2006).
3. Chef de la Commission qatarienne chargée de l'approbation des marchés et accords internationaux auxquels l'État du Qatar est partie.
4. Contrôleur en chef de toutes les procédures judiciaires nationales et internationales intéressant l'État du Qatar.
5. Expert accrédité auprès du Centre commercial d'arbitrage du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn).
6. Arbitre auprès du Centre d'arbitrage commercial du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn) (depuis novembre 1997).
7. Membre du Comité de délimitation des frontières entre l'État du Qatar et le Royaume d'Arabie saoudite.
8. Représentant du Qatar devant la Cour internationale de Justice, dans l'affaire *Qatar c. Bahreïn*.
9. Membre du Comité de coopération militaire entre le Qatar et la France.
10. Membre du Comité de coopération militaire entre le Qatar et les États-Unis d'Amérique.

11. Membre du Conseil d'administration de la Compagnie générale des télécommunications qatariennes depuis 1995.
12. Président de la commission chargée d'élaborer la constitution du ministère public et d'en définir la compétence.
13. Président de la commission chargée d'élaborer la constitution du Conseil supérieur de la magistrature et la loi relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire.
14. Président de la conférence régionale franco-qatarienne sur la justice, à Doha (octobre 2004).
15. Membre de l'Association internationale des procureurs et poursuivants (depuis 2006).
16. Vice-Président du premier Sommet mondial des magistrats et chefs de parquet et des ministres de la justice, à Antigua (Guatemala) (2004-2005).
17. Président du deuxième Sommet mondial des magistrats et chefs de parquet et des ministres de la justice, à Doha (2005-2007).
18. Président de la conférence franco-arabe sur la justice (avril 2008).
19. Titulaire du grade de chevalier de la Légion d'honneur de la République française.
20. Titulaire du grade d'officier de la Légion d'honneur de la République française.

**Langues**

1. Arabe
2. Français
3. Anglais

**Noor Farida Ariffin (Malaisie)**

[Original : anglais]

|                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Date de naissance</b>           | 3 septembre 1946                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Formation universitaire</b>     | Avocate (Gray's Inn), Royaume-Uni (1970)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Expérience professionnelle</b>  | Quarante ans dans la fonction publique internationale malaisienne : 19 ans dans l'administration judiciaire, 5 ans au Secrétariat du Commonwealth et 16 ans au Ministère des affaires étrangères                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Antécédents professionnels</b>  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 20 juillet 2008-aujourd'hui        | Directrice générale, Service de recherche, Département des traités et du droit international, Ministère des affaires étrangères                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 20 juillet 2006-31 décembre 2009   | Ambassadrice extraordinaire auprès du Groupe d'experts juristes de haut niveau chargé du suivi de la Charte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 13 septembre 2000-31 décembre 2007 | <p>Ambassadrice de la Malaisie au Royaume des Pays-Bas</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentante permanente de la Malaisie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques</li> <li>• Coagente de la Malaisie auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à la souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)</li> </ul> <p>(L'affaire avait été soumise conjointement à la Cour internationale de Justice le 2 novembre 1998. L'arrêt a été rendu le 17 décembre 2002.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Coagente de la Malaisie auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à la souveraineté sur Pedra Blanca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)</li> </ul> <p>(L'affaire avait été soumise conjointement à la Cour internationale de Justice le 24 juillet 2003. L'arrêt a été rendu le 23 mai 2008.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentante de la Malaisie aux réunions du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage</li> </ul> |

|                                                                 |                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentante de la Malaisie aux réunions du Conseil des représentants diplomatiques de la Conférence de La Haye de droit international privé</li> </ul> |
| 16 septembre 1996-<br>29 août 2000                              | Sous-secrétaire à la Division des affaires territoriales et maritimes du Ministère des affaires étrangères                                                                                        |
| 1 <sup>er</sup> février 1996-<br>16 septembre 1996              | Juge à la Sessions Court de Klang (État de Selangor)                                                                                                                                              |
| 1 <sup>er</sup> novembre 1994-<br>1 <sup>er</sup> février 1996  | Chef adjointe de la Division de conseil au Cabinet du Procureur général                                                                                                                           |
| 16 février 1993-<br>1 <sup>er</sup> novembre 1994               | Chef de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères                                                                                                                                |
| 16 janvier 1988-<br>31 janvier 1993                             | Détachée au Secrétariat du Commonwealth, à Londres, pour diriger le programme Femmes et développement du Groupe Ressources humaines et développement                                              |
| 1 <sup>er</sup> octobre 1984-<br>6 janvier 1988                 | Conseillère fédérale principale au Groupe de planification économique du Cabinet du Premier Ministre                                                                                              |
| 1 <sup>er</sup> janvier 1984-<br>1 <sup>er</sup> octobre 1984   | Rédactrice adjointe principale à la Division de la rédaction du Cabinet du Procureur général                                                                                                      |
| 1 <sup>er</sup> décembre 1980-<br>1 <sup>er</sup> janvier 1984  | Directrice du Bureau d'aide juridique                                                                                                                                                             |
| 15 août 1979-<br>1 <sup>er</sup> décembre 1980                  | Conseillère fédérale principale au Département des impôts                                                                                                                                         |
| 1 <sup>er</sup> mai 1977-15 août 1979                           | Juge-avocate au Ministère de la défense                                                                                                                                                           |
| 1 <sup>er</sup> novembre 1976-<br>1 <sup>er</sup> mai 1977      | Greffière adjointe principale à la Haute Cour de Penang                                                                                                                                           |
| 1 <sup>er</sup> novembre 1974-<br>1 <sup>er</sup> novembre 1976 | Greffière adjointe principale à la Haute Cour de Kuala Lumpur                                                                                                                                     |
| 1 <sup>er</sup> mars 1973-<br>1 <sup>er</sup> novembre 1974     | Juriste au Ministère de la défense                                                                                                                                                                |
| 1 <sup>er</sup> septembre 1972-<br>1 <sup>er</sup> mars 1973    | Juge à la Magistrates' Court (tribunal d'instance) de Kuala Lumpur                                                                                                                                |
| 24 février 1971-<br>1 <sup>er</sup> septembre 1972              | Fonctionnaire de l'administration judiciaire, juriste au Cabinet du Procureur général                                                                                                             |
| <b>Faits professionnels notables</b>                            | Chef de la délégation malaisienne aux négociations bilatérales avec l'Indonésie sur la délimitation des frontières maritimes (juillet 2008-aujourd'hui)                                           |

Membre du Groupe consultatif de personnalités éminentes créé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

La convocation du Groupe consultatif entre dans le cadre des activités entreprises par le Haut-Commissariat pour faire adopter dans les programmes juridiques et politiques internationaux des idées nouvelles face aux problèmes qu'il connaît actuellement. Les délibérations du Groupe consultatif ont également pour objectif d'assister le Haut-Commissariat dans la préparation de la conférence internationale de niveau ministériel qui doit se tenir à Genève les 7 et 8 décembre 2011.)

Membre du Groupe consultatif créé par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et chargé d'examiner la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques et de faire des recommandations sur les activités futures de l'Organisation, en prévision de la réduction des activités de vérification concernant les armes chimiques après le 29 avril 2012, date limite de destruction des stocks d'armes chimiques déclarés

Membre de l'Équipe technique Malaisie-Viet Nam chargée de préparer la demande conjointe Malaisie-Viet Nam adressée à la Commission des limites du plateau continental en vertu du paragraphe 8 de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, concernant la partie méridionale de la mer de Chine méridionale

Chef de la délégation malaisienne lors de l'introduction de la demande conjointe Malaisie-Viet Nam concernant l'extension du plateau continental à la Commission des limites du plateau continental, le 27 août 2009

Membre du Groupe de juristes de haut niveau chargé de suivre l'application de la Charte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, créé en juillet 2008 et chargé par les ministres des affaires étrangères des États membres de l'Association de réfléchir aux problèmes suivants :

- a) Personnalité juridique de l'Association;
- b) Voies de résolution des différends;
- c) Problèmes juridiques divers relevant de la charte de l'Association

(Le Groupe d'experts a rédigé les traités suivants, qui ont ensuite été adoptés par les États membres :

- i) Accord sur les privilèges et immunités de l'Association;
- ii) Accord de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur les mécanismes de règlement des différends.)

Membre du groupe de discussion lors du Colloque du soixantième anniversaire de la Cour internationale de Justice, le 10 avril 2006

Membre de la délégation malaisienne auprès de la Cour internationale de Justice lors des audiences de l'affaire relative à la souveraineté sur Pedra Blanca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour), en novembre 2007; en tant que coagente de la Malaisie, auteur de la déclaration liminaire succédant à celle de l'agent pendant la procédure orale

Membre de la délégation malaisienne, conduite par le Ministre des affaires étrangères, auprès de la Cour internationale de Justice pour les plaidoiries relatives à l'avis consultatif sur les Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, en février 2004

Membre de la délégation malaisienne auprès de la Cour internationale de Justice lors des audiences de l'affaire relative à la souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie), en juin 2002

(En tant que coagente de la Malaisie, auteur de la déclaration liminaire succédant à celle de l'agent au cours de la procédure orale.)

Présidente de la huitième Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, du 20 au 24 octobre 2003

Présidente du Groupe de rédaction de la déclaration politique de la première Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques, en mai-juin 2003

Dans l'exercice de ses fonctions d'ambassadrice aux Pays-Bas, organisatrice des séjours du Premier Ministre, du Ministre des affaires étrangères et du Ministre du commerce international et de l'industrie

de Malaisie ainsi que de plusieurs autres ministres du Gouvernement fédéral et de chefs de gouvernement de la Fédération de Malaisie

Chef de la délégation malaisienne aux pourparlers bilatéraux avec le Viet Nam en 2000 portant sur le différend surgi au sujet de l'Arrangement commercial concernant la zone de chevauchement des revendications territoriales sur le plateau continental dans le golfe de Thaïlande signé en 1993 entre les deux pays. Les pourparlers ont abouti à une conclusion satisfaisante

Chef de la délégation malaisienne à la série de pourparlers tripartites entre la Malaisie, la Thaïlande et le Viet Nam de 1999 et 2000 au sujet de la revendication du Viet Nam sur une partie de la zone de codéveloppement Malaisie-Thaïlande du golfe de Thaïlande. Les pourparlers ont abouti à une résolution satisfaisante des prétentions vietnamiennes

Chef de la délégation malaisienne à la réunion de 2000 de l'Autorité internationale des fonds marins

Chef de la délégation malaisienne aux réunions de 2000 et 2010 des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Représentante de la Malaisie aux consultations avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de novembre 1993 à leur bonne fin en juillet 1994

Représentante de la Malaisie à la Sixième Commission (Commission des questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993 et 1994

Chef du Comité d'organisation et secrétaire de la Conférence lors de la Réunion des ministres de la condition féminine du Commonwealth, tenue en novembre 1991 à Ottawa

Membre du Comité du Secrétariat du Commonwealth chargé d'organiser la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Kuala Lumpur, en 1989

**Expérience, connaissances et expertise**

Participation à de nombreuses réunions et conférences internationales concernant notamment les Nations Unies, le Commonwealth, la Réunion Asie-Europe, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, la

Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques, la Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et la Réunion de l'Autorité internationale des fonds marins

Organisation de la Conférence trisannuelle sur la piraterie et la sécurité maritime à Kuala Lumpur, en mai 2009

Organisation du Colloque international sur les présentations de demande à la Commission des limites du plateau continental, en mai 2010

Participation à de nombreuses réunions bilatérales, notamment sessions de commissions conjointes avec l'Indonésie, la Thaïlande, la République populaire de Chine et les Philippines

Cours sur les négociations multilatérales destiné aux fonctionnaires internationaux donné à l'Institut de diplomatie de relations internationales

Cours sur la concurrence des revendications territoriales en mer de Chine méridionale donné à l'Institut malaisien des affaires maritimes et au Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour

Cours sur les institutions judiciaires de La Haye destiné aux étudiants et enseignants de l'Université nationale de Malaisie et de l'Université de technologie MARA

Direction de la délégation malaisienne à une série de réunions et de journées d'études relevant du projet de gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale, programme de diplomatie officielle auquel ont participé les six pays mis en cause dans les différends provoqués par des revendications territoriales concurrentes en mer de Chine méridionale, plus l'Indonésie, organisatrice des journées d'études

Participation à une formation aux procédures contentieuses devant la Cour internationale de Justice organisée par le Groupe de recherche sur les frontières internationales de l'Université de Durham (Royaume-Uni)

Représentation du Secrétariat du Commonwealth aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies



|                                                    |                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                    | Participation à la délégation du Secrétariat du Commonwealth aux sessions de la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992                                  |
|                                                    | Présentation de communications sur diverses questions de droit lors de conférences juridiques organisées par le Conseil du barreau de Malaisie et l'Association juridique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est |
|                                                    | Constitution d'un réseau de relations dans les milieux universitaires et diplomatiques, et dans le monde des affaires et la société civile partout dans le monde                                                            |
| <b>Mandats nationaux</b>                           | Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Institut malaisien des affaires maritimes                                                                                                                                 |
| <b>Choix de publications</b>                       | « L'aide judiciaire en Malaisie », <i>Current Law Journal</i> (1984)                                                                                                                                                        |
| <b>Vie associative et autres centres d'intérêt</b> | Membre fondatrice de l'Association d'aide aux femmes malaisiennes, qui gère un refuge pour les femmes victimes de violences dans la famille                                                                                 |
|                                                    | Membre et ancienne présidente de l'Association des femmes avocates de Malaisie                                                                                                                                              |
|                                                    | Membre fondatrice d'Asia Pacific Forum on Women, Law and Development                                                                                                                                                        |
|                                                    | Membre du Conseil d'administration d'International Women's Rights Action Watch Asia Pacific                                                                                                                                 |

## **Lucius Caflisch (Suisse)**

[Original : français]

Nom : Caflisch  
Prénom : Lucius Conrad  
Date et lieu de naissance : 31 août 1936  
État civil : Marié  
Nationalité : Suisse

### **Études**

- Faculté de droit de l'Université de Genève (1955-1958)
- Faculté de sciences politiques de l'Université Columbia, New York (1959-1960)

### **Grades universitaires**

- Licence en droit, Université de Genève (1958)
- M. A., Université Columbia, New York (1962)
- Docteur en droit, Université de Genève (1968)

### **Autres qualifications et distinctions**

- Admis au barreau de Genève (1962)
- Membre associé (1979) puis membre (1985) de l'Institut de droit international
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage (1990)
- Docteur *honoris causa*, Académie nationale de droit, Odessa (2004)

### **Fonctions précédentes**

- Assistant, faculté de droit de l'Université de Genève (1962-1963)
- Boursier de l'« American Council of Learned Societies », faculté de droit de l'Université de Californie à Berkeley (1964-1965)
- Attaché de recherche, Institut universitaire de hautes études internationales à Genève (1965-1968)
- Conseiller juridique adjoint, Conférence européenne de biologie moléculaire (1967-1968)
- Chargé de cours, Institut universitaire de hautes études internationales à Genève (1968-1972)
- Chargé de cours, faculté de droit de l'Université de Genève (1969-1970, 1971-1972)
- Boursier de recherche, « Woodrow Wilson International Center for Scholars » à Washington (1970-1971)

- Professeur de droit international, Institut universitaire de hautes études internationales à Genève (1973-2006)
- Professeur invité, faculté de droit de l'Université de Genève (1974-1975)
- Greffier, Tribunal arbitral franco-britannique sur la *Délimitation du plateau continental* (1977-1978)
- Greffier, Tribunal arbitral franco-américain relatif à l'Accord aérien du 27 mars 1946 (1978)
- Professeur invité, faculté de droit de l'Université de Virginie à Charlottesville (1978-1979)
- Chef adjoint de la délégation suisse à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1982)
- Professeur invité, faculté de droit de l'Université de Lausanne (1982)
- Chef de la délégation suisse à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins (1984-1990)
- Directeur par intérim (1984-1985), puis Directeur (1985-1990) de l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève
- Président, Commission suisse de recherche polaire (1984-1990)
- Suppléant, faculté de droit de l'Université de Neuchâtel (juin 1987)
- Conseil du Gouvernement du Sénégal, Tribunal arbitral sur la délimitation des espaces maritimes (*Sénégal c. Guinée-Bissau*) (1987-1989)
- Conseil du Gouvernement du Sénégal, Cour internationale de Justice, affaire relative à la sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (*Guinée-Bissau c. Sénégal*) (1989-1990)
- Délégué de la Suisse à la onzième réunion consultative spéciale du Traité sur l'Antarctique (1990)
- Jurisconsulte du Département fédéral des affaires étrangères, Berne (1991-1998)
- Juge à la Cour européenne des droits de l'homme (1998-2006)
- Conseil du Gouvernement du Costa Rica dans l'affaire des droits de navigation et des droits connexes, Cour internationale de Justice (*Costa Rica c. Nicaragua*) (2006-2009)
- Chargé de cours, faculté de droit de l'Université de Fribourg (2007-2010)

#### Fonctions actuelles

- Membre de la Commission du droit international des Nations Unies
- Membre ou Président de tribunaux arbitraux CIRDI, CNUDCI (depuis 2005)
- Membre du Bureau de la Cour de conciliation et d'arbitrage dans le cadre de l'OSCE (depuis 1995)
- Membre du Tribunal arbitral Pakistan/Inde, affaire *Kishenganga* (Indus) (depuis 2010)

## Publications

1. The Recent Judgment of the International Court of Justice in the Case Concerning the Aerial Incident of July 27, 1955, and the Interpretation of Article 36(5) of the Statute of the Court, *American Journal of International Law*, vol. 54 (1960), p. 855 à 868
2. Die Gründung Italiens in schweizerischer Sicht, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XIX (1962), p. 103 à 120
3. La crise financière des Nations Unies, *La Suisse dans la communauté internationale*, vol. 17 (1962), p. 30 à 35
4. The Law of State Succession. Theoretical Observations, *Netherlands International Law Review*, 1963, p. 337 à 366
5. Qui payera les opérations au Congo et au Moyen-Orient? *La Suisse dans la communauté internationale*, vol. 18 (1963), p. 22 à 28
6. Indirect Injuries to Foreign Creditors in International Law, *Revue belge de droit international*, 1967, p. 404 à 427
7. La protection des sociétés commerciales et des intérêts indirects en droit international public (La Haye, Nijhoff, 1969), p. xvi à 287
8. La nationalité des sociétés commerciales en droit international privé, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXIV (1967), p. 119 à 160
9. La pratique suisse en matière de droit international public 1967, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXV (1968), p. 235 à 282
10. *Conference on Contemporary Problems of the Law of Armed Conflicts*, Summary Record of the Conference (New York, Carnegie Endowment for International Peace, 1971), p. 63 à 119
11. La pratique suisse en matière de droit international public 1968-1969, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXVI (1969-1970), p. 75 à 208
12. The Protection of Corporate Investments Abroad in the Light of the Barcelona Traction Case, *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. 31 (1971), p. 162 à 196
13. International Law and Ocean Pollution: The Present and the Future, *Revue belge de droit international*, 1972, p. 7 à 33
14. La pratique suisse en matière de droit international public, 1970, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXVII (1971), p. 153 à 200
15. (Avec H.-J. Geiser, Ch. Verdon et H. Reimann), *Répertoire des décisions et des documents de la procédure écrite et orale de la Cour permanente de justice internationale et de la Cour internationale de Justice*, série I, 1922-1945, vol. 3 : *Les sujets du droit international* (Genève, IUHEI, 1973), p. 790
16. (Dir.), Les espaces maritimes dans les relations internationales, *Annales d'études internationales*, vol. 4 (1973), p. 372
17. Some Aspects of Oil Pollution from Merchant Ships, *Annales d'études internationales*, vol. 4 (1973), p. 213 à 236

18. La pratique suisse en matière de droit international public, 1971, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXVIII (1972), p. 193 à 294
19. The Future of the Law of the Sea, *Review of the International Commission of Jurists*, 1973, p. 35 à 47
20. Propriété privée 1 : Les biens des étrangers en temps de paix, *Fiche juridique suisse*, n° 826 (1974), p. 31
21. La révision du droit international de la mer, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXIX (1973), p. 49 à 81
22. La pratique suisse en matière de droit international public, 1972, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXIX (1973), p. 287 à 406
23. Résumés de plusieurs affaires devant la Cour permanente de justice internationale, in K. Marek (dir.), *Précis de la jurisprudence de la Cour internationale*, vol. I (La Haye, Nijhoff, 1974), p. 16 à 27, 562 à 579, 644 à 677, 846 à 855, 912 à 931, 951 à 971
24. La pratique suisse en matière de droit international public, 1973, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXX (1974), p. 101 à 164
25. La pratique suisse en matière de droit international public, 1974, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXI (1975), p. 155 à 269
26. Access of Land-Locked States to the Sea, *Iranian Review of International Relations*, n° 5/6 (hiver 1975/76), p. 53 à 76
27. *Répertoire suisse de droit international* (1914-1939), P. Guggenheim (dir.) avec L. Caflisch, C. Dominicé, B. Dutoit et J.-P. Ritter, 5 vol. (Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1975), p. xxxvi à 2623
28. Reference Procedures and the International Court of Justice, in L. Gross (dir.), *The Future of the International Court of Justice* (Dobbs Ferry, N.Y., Oceana, 1976), vol. II, p. 572 à 609
29. La pratique suisse en matière de droit international public, 1975, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXII (1976), p. 69 à 166
30. The Doctrine of « Mare Clausum » and the Third United Nations Conference on the Law of the Sea, in Institut universitaire de hautes études internationales, *Les relations internationales dans un monde en mutation* (Leyde, Sijthoff, 1977), p. 197 à 228
31. La pratique suisse en matière de droit international public, 1976, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIII (1977), p. 129 à 248
32. Chapitre 16 (« Switzerland »), in E. Lauterpacht & J. Collier (dir.), *Individual Rights and the State in Foreign Affairs* (New York, Praeger, 1977), p. 498 à 545
33. Land-Locked and Geographically Disadvantaged States and the New Law of the Sea, *Thesaurus Acroasium*, vol. VII (1977), p. 341 à 404
34. La pratique suisse en matière de droit international public, 1977, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIV (1978), p. 49 à 162

35. Résumés de plusieurs affaires devant la Cour internationale de Justice, in K. Marek (dir.), *Précis de la jurisprudence de la Cour internationale*, vol. II (La Haye, Nijhoff, 1978), p. 292 à 323, 374 à 389, 588 à 605, 792 à 863, 956 à 1099
36. (Avec Jacques Piccard) The Legal Regime of Marine Scientific Research and the Third United Nations Conference on the Law of the Sea, *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. 38 (1978), p. 848 à 901
37. (Avec Richard Perruchoud) La pratique suisse en matière de droit international public, 1978, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXV (1979), p. 117 à 180
38. Land-Locked States and their Access to and from the Sea, *British Year Book of International Law*, vol. 49 (1978), p. 71 à 100
39. Vers une renaissance de l'arbitrage entre États? *Liber Amicorum Adolf F. Schnitzer* (Genève, Georg, 1979), p. 69 à 99
40. L'avenir de l'arbitrage interétatique, *Annuaire français de droit international*, t. XXV (1979), p. 9 à 45
41. Les zones maritimes sous juridiction nationale, leurs limites et leur délimitation, *Revue générale de droit international public*, t. 80 (1980), p. 68 à 119
42. Le règlement judiciaire et arbitral des différends dans le nouveau droit international de la mer, *Festschrift Rudolf L. Bindschedler* (Berne, Staempfli, 1980), p. 351 à 371
43. La pratique suisse en matière de droit international public, 1979, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXVI (1980), p. 139 à 238
44. The Delimitation of Marine Spaces between States with Opposite or Adjacent Coasts, *Anuario de Derecho Internacional Publico* (Buenos Aires), vol. 1 (1981), p. 85 à 103
45. (Dir. avec R. Zacklin), *Le régime juridique des fleuves et des lacs internationaux* (La Haye, Nijhoff, 1981), p. xiv à 415
46. La pratique suisse en matière de droit international public, 1980, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXVII (1981), p. 181 à 278
47. Submarine Antiquities and the International Law of the Sea, *Netherlands Yearbook of International Law*, vol. XIII (1982), p. 3 à 32
48. International Claims: Contemporary Swiss Practice, in R. B. Lillich & B. H. Weston (dir.), *International Claims: Contemporary European Practice* (Charlottesville, University Press of Virginia, 1982), p. 139 à 186
49. La pratique suisse en matière de droit international public, 1981, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXVIII (1982), p. 69 à 152
50. The Fishing Rights of Land-Locked and Geographically Disadvantaged States in the Exclusive Economic Zone, in B. Conforti (dir.), *La zona economica esclusiva* (Milan, Giuffrè, 1983), p. 29 à 48

51. Les zones maritimes sous juridiction nationale, leurs limites et leur délimitation, in D. Bardonnet et M. Virally (dir.), *Le nouveau droit international de la mer* (Paris, Pedone, 1983), p. 35 à 116
52. The Settlement of Disputes Relating to Activities in the International Seabed Area, in C. L. Rozakis et C. A. Stephanou (dir.), *The New Law of the Sea* (Amsterdam, North-Holland, 1983), p. 303 à 344
53. La pratique suisse en matière de droit international public, 1982, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIX (1983), p. 177 à 268
54. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adoptée le 30 avril 1982, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIX (1983), p. 39 à 104
55. Study and Practice of International Law in Switzerland, *Chinese Yearbook of International Law*, 1983, p. 436 à 440 (en chinois)
56. A New Type of Intergovernmental Organisation: The International Seabed Authority, *Philippine Yearbook of International Law*, vol. IX (1983), p. 1 à 46
57. Der Falkland-Konflikt und seine Hintergründe, in T. Ginsberg/M. Ostheider (dir.), *Lateinamerika vor der Entscheidung* (Francfort, Fischer Taschenbuch-Verlag, 1984), p. 196 à 216
58. (Avec Georges Abi-Saab) La nouvelle Convention sur le droit de la mer en tant qu'accord de produits de base, *Mélanges Georges Perrin* (Lausanne, Payot, 1984), p. 21 à 50
59. La pratique suisse en matière de droit international public, 1983, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XL (1984), p. 115 à 195
60. Monroe-Doktrin, in I. Seidl-Hohenveldern (dir.), *Lexikon des Rechts: Völkerrecht* (Neuwied, Luchterhand, 1985), p. 190 et 191
61. L'héritage grotien et le régime juridique des ressources naturelles de la mer, in *Grotius et l'ordre juridique international* (Lausanne, Payot, 1985), p. 53 à 61
62. Sto Je Drzava U Nepovoljnom Geografskom Polozaju?, *Zbornik*, vol. 35 (1985), p. 599 à 611 (cf. n° 67)
63. La pratique suisse en matière de droit international public, 1984, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLI (1985), p. 135 à 234
64. La délimitation des espaces marins entre États dont les côtes se font face ou sont adjacentes, in R.-J. Dupuy/D. Vignes (dir.), *Traité du nouveau droit de la mer* (Paris, Economica, 1985), p. 375 à 440
65. La pratique suisse en matière de droit international public, 1985, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLII (1986), p. 41 à 119
66. Fisheries, in the Exclusive Economic Zone: An Overview, in U. Leanza (dir.), *The International Legal Regime of the Mediterranean Sea* (Milan, Giuffrè, 1987), p. 149 à 171
67. What Is a Geographically Disadvantaged State?, *Ocean Development and International Law*, vol. 18 (1987), p. 641 à 663 (cf. n° 62)
68. La pratique suisse en matière de droit international public, 1986, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLIII (1987), p. 131 à 187

69. Regime of the International Seabed: Past, Present and Future, *Chinese Yearbook of International Law*, 1987, p. 421 à 434 (en chinois)
70. Le régime juridique de l'Arctique, in Commission suisse de recherche polaire, *Les régions polaires et les chercheurs suisses* (Berne, Haupt, 1988), p. 51 à 65
71. La pratique suisse en matière de droit international public, 1987, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLIV (1988), p. 167 à 249
72. Maritime Boundaries, Delimitation, in Rudolf Bernhardt (dir.), *Encyclopedia of Public International Law*, onzième livraison (Amsterdam, North-Holland, 1989), p. 212 à 219
73. Land-Locked and Geographically Disadvantaged States, *ibid.*, p. 169 à 174
74. (Dir. avec Fred Tanner), *The Polar Regions and Their Strategic Significance* (Genève, PSIS, 1989), 114 pages (PSIS Special Studies, n° 2/1989)
75. The Law of International Waterways in its Institutional Aspects, *Festschrift für Dietrich Schindler* (Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1989), p. 21 à 45
76. La pratique suisse en matière de droit international public, 1988, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLVI (1989), p. 187 à 254
77. Vers une nationalisation ou une internationalisation des espaces marins?, *Relations internationales*, n° 61 (printemps 1990), p. 59 à 78
78. Essai d'une typologie des frontières, *Relations internationales*, n° 63 (automne 1990), p. 265 à 293
79. L'Antarctique, nouvelle frontière sans frontières?, *Mélanges Michel Virally* (Paris, Pedone, 1991), p. 157 à 173
80. Pratique suisse en matière de droit international public, 1989, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLVII (1990), p. 97 à 184
81. Chapitre 8 : The Delimitation of Marine Spaces between States with Opposite or Adjacent Coasts, in R.-J. Dupuy/D. Vignes (dir.), *A Handbook on the New Law of the Sea* (Dordrecht, Nijhoff, 1991), p. 425 à 499 (cf. n° 64)
82. Pratique suisse en matière de droit international public 1990, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 1 (1991), p. 513 à 580
83. (Avec Blaise Godet), Chapitre 49 : La Suisse et le règlement pacifique des différends, in A. Riklin/H. Haug/R. Robert Probst (dir.), *Nouveau Manuel de la politique extérieure suisse* (Berne, Haupt, 1992), p. 957 à 971
84. The Interaction of Science and Politics in the Field of International Relations: The Case of Antarctica, *Polar Record*, vol. 28 (1992), p. 159 à 162
85. La pratique suisse en matière de droit international public 1991, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 2 (1992), p. 551 à 597
86. *Sic utere tuo ut alienum non laedas* : Règle prioritaire ou élément pour déterminer le droit d'utilisation équitable et raisonnable d'un cours d'eau international?, *Internationales Recht auf See und Binnengewässern, Festschrift für Walter Müller* (Zurich, Schulthess, 1993), p. 27 à 47



87. Vers des mécanismes paneuropéens de règlement pacifique des différends, *Revue générale de droit international public*, t. 97 (1993), p. 1 à 38
88. Règles générales du droit des cours d'eau internationaux, *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, t. 219 (1989-VII), p. 9 à 225
89. Unequal Treaties, *German Yearbook of International Law*, vol. 35 (1992), p. 52 à 80
90. Règlement pacifique des différends en Europe : la Procédure de La Valette et les perspectives d'avenir, *Études de droit international en l'honneur de Pierre Lalive* (Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1993), p. 437 à 456
91. Le règlement pacifique des différends internationaux à la lumière des bouleversements intervenus en Europe centrale et en Europe de l'Est, *Anuario de derecho internacional* (Navarra), vol. IX (1993), p. 17 à 39
92. *Le règlement pacifique des différends internationaux : nouvelles tendances*, Conférence commémorative Gilberto Amado, Genève, Nations Unies (octobre 1993)
93. Friedliche Streitregelung im gesamteuropäischen Rahmen, *Zeitschrift für schweizerisches Recht*, vol. 112 (1993), p. 307 à 325
94. The Law of International Waterways and Its Sources, in R. St. I. Macdonald (dir.), *Essays in Honour of Wang Tieya* (Dordrecht, Nijhoff, 1993), p. 115 à 129
95. Le rôle du tiers dans le règlement des différends, in Institut international de recherches sur la paix à Genève (GIPRI), *Les grands problèmes de la paix* (Genève, 1993), p. 129 à 139
96. La pratique suisse en matière de droit international public 1992, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 3 (1993), p. 669 à 749
97. The Role of Law and of Legal Science in the Next Century, *Keio Law Review* (1993), p. 1 à 19
98. La pratique suisse en matière de droit international public 1993, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 4 (1994), p. 597 à 639
99. Valeur et effet des déclarations faites par des juges ou arbitres internationaux, in M. Rama-Montaldo (dir.), *Le droit international dans un monde en mutation. Liber Amicorum en hommage au professeur Eduardo Jiménez de Aréchaga* (Montevideo, Fundación de cultura universitaria, 1994), p. 1159 à 1180
100. Is the International Court Entitled to Review Security Council Resolutions Adopted under Chapter VII of the United Nations Charter?, in N. Al-Nauimi/R. Meese (dir.), *International Legal Issues Arising under the United Nations Decade of International Law* (Dordrecht, Kluwer, 1995), p. 633 à 662
101. The OSCE Court of Arbitration: Necessary or Redundant?, *American Society of International Law Bulletin* n° 9 (novembre 1995), p. 23 à 27
102. La pratique suisse en matière de droit international public 1994, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 5 (1995), p. 589 à 655

103. Emerging Rules on International Waterways: The Contribution of the United Nations, *Political Geography*, vol. 15 (1996), p. 273 à 285
104. Réflexions sur la création d'une cour criminelle internationale, in Jerzy Makarczyk (dir.), *Theory of International Law at the Threshold of the 21st Century. Essays in Honour of Krzysztof Skubiszewski* (La Haye, Kluwer, 1997), p. 859 à 890
105. (Avec Laurence Cuny) Der Vergleichs- und Schiedsgerichtshof der OSZE: Aktuelle Probleme, in *OSZE-Jahrbuch* (1997), p. 373 à 382
106. La pratique suisse en matière de droit international public 1995, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 6 (1996), p. 593 à 642
107. The OSCE Court of Conciliation and Arbitration: Some Facts and Issues, in M. Bothe/N. Ronzitti/A. Rosas (dir.), *The OSCE in the Maintenance of Peace and Security. Conflict Prevention, Crisis Management and Peaceful Settlement of Disputes* (La Haye, Kluwer, 1997), p. 381 à 408
108. La pratique suisse en matière de droit international public 1996, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 7 (1997), p. 637 à 707
109. La Convention du 21 mai 1997 sur l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, *Annuaire français de droit international*, t. XLIII (1997), p. 751 à 798
110. (Avec François Godet) De la réglementation à l'interdiction des mines antipersonnel, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 8 (1998), p. 1 à 50
111. La pratique suisse en matière de droit international public 1997, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 8 (1998), p. 615 à 682
112. Toward the Establishment of a Permanent international Criminal Jurisdiction, *International Peacekeeping* (mai-août 1998), p. 110 à 114
113. La condition des épaves maritimes en droit international public, in L.-A. Sicilanos (dir.), *Droit et justice. Mélanges en l'honneur de Nicolas Valticos* (Paris, Pedone, 1999), p. 68 à 88,
114. (Avec Serge Gamma) La Suisse, dépositaire des Conventions de Genève, *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, supplément au numéro 3 (mars 1999), p. 7 et 8
115. Der neue Internationale Strafgerichtshof: Ein Instrument zur Durchsetzung des humanitären Völkerrechts und der Menschenrechte, *Liechtensteinische Juristen-Zeitung*, vol. 20 (1999), p. 3 à 12
116. La pratique suisse en matière de droit international public 1998, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 9 (1999), p. 639 à 715
117. La pratique suisse en matière de droit international public 1999, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 10 (2000), p. 627 à 684
118. Immunité de juridiction et droits de l'homme, in L. Boisson de Chazournes/V. Gowlland (dir.), *L'ordre juridique international, un système en quête d'équité et d'universalité. Liber Amicorum Georges Abi-Saab* (La Haye, Nijhoff, 2001), p. 65 à 676

119. Rédaction des définitions relatives au droit des cours d'eau internationaux, in J. Salmon (dir.), *Dictionnaire de droit international public* (Bruxelles, Bruylant, 2001)
120. Der neue Internationale Strafgerichtshof – Ein nötiger oder wünschenswerter Eingriff in die staatliche Hoheit? *Eingriff in die inneren Angelegenheiten fremder Staaten zum Zwecke des Menschenrechtsschutzes*. Internationale Juristen-Kommission, Jahrestagung vom 22. September bis 24. September 2000 in Brandenburg (Heidelberg, 2002), p. 39 à 62
121. Ehe und Familie in der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, in E. L. Barnstedt et autres (dir.), *Was gehen den Staat Ehe und Partnerschaft an? 35. Reinhäuser Juristengespräche in Gedenken an Karl Michaelis* (Heidelberg, C. F. Müller, 2002), p. 102 à 117
122. The Contribution of the European Court of Human Rights to the Development of the International Law on Asylum, in V. Chetail/V. Gowlland-Debbas (dir.), *La Suisse et la protection internationale des réfugiés* (La Haye, Kluwer, 2002), p. 207 à 217
123. The Rome Statute and the European Convention on Human Rights, *Human Rights Journal*, vol. 23 (2002), p. 1 à 12
124. La pratique suisse en matière de droit international public 2000, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 11 (2001), p. 573 à 678
125. Le Statut de Rome et la Convention européenne des droits de l'homme, in R. Bieber (dir.), *Mélanges en l'honneur de Bernard Dutoit* (Genève, Droz, 2002), p. 33 à 55
126. La pratique suisse en matière de droit international public 2001, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 12 (2002), p. 599 à 654
127. La pratique suisse en matière de droit international public 2002, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 13 (2003), p. 439 à 488
128. Independence and Impartiality of Judges: The European Court of Human Rights, *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, vol. 2 (2003), p. 169 à 173
129. Cent ans de règlement pacifique des différends interétatiques, *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, t. 288 (2001), p. 245 à 467
130. Judicial Means for Settling Water Disputes, in The Permanent Court of Arbitration/Peace Palace Papers, *Resolution of International Water Disputes* (La Haye, Kluwer, 2003), p. 235 à 245
131. La pratique suisse de la protection diplomatique, in J.-F. Flauss (dir.), *La protection diplomatique. Mutations contemporaines et pratiques nationales* (Bruxelles, Bruylant, 2003), p. 73 à 86
132. Der internationale Strafgerichtshof: Straftatbestände, Schutz der Menschenrechte, Kollektive Sicherheit, *Liechtensteinische Juristen-Zeitung*, vol. 24 (2003), p. 3 à 11

133. Marriage and Family in the Case-Law of the European Court of Human Rights, in *Estudios de derecho internacional en homenaje al profesor Ernesto J. Rey Caro* (Cordoba, Drnas-Lerner, 2003), p. 925 à 940
134. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte und dessen Überwachungsmechanismen: Vergangenheit, Gegenwart, Zukunft, *Revue de droit suisse*, vol. 122 (2003), p. 125 à 145
135. The Pellegrin Ruling: Origins and Consequences, in L. C. Vohrah et autres (dir.), *Man's Inhumanity to Man. Essays on International Law in Honour of Antonio Cassese* (La Haye, Kluwer, 2003), p. 183 à 209
136. La Convention européenne des droits de l'homme et les étrangers, *Studi in onore di Gaetano Arangio-Ruiz* (Naples, Editoriale scientifica, 2004), p. 1857 à 1871
137. La pratique dans le raisonnement du juge international, *Société française pour le droit international, Colloque de Genève : La pratique et le droit international* (Paris, Pedone, 2004), p. 125 à 138,
138. (Avec Antônio A. Cançado Trindade) « Les Conventions américaine et européenne des droits de l'homme et le droit international général », *Revue générale de droit international public*, t. 108 (2004), p. 5 à 62
139. La pratique suisse en matière de droit international public 2003, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 14 (2004), p. 661 à 719
140. La pratique suisse en matière de droit international public 2004, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 15 (2005), p. 713 à 772
141. The Protection of Human Rights in Europe and the General Rules of International Law, in *Trends in the International Law of Human Rights. Studies in Honour of Professor Antônio Augusto Cançado Trindade* (Porto Alegre, Febris, 2005), t. IV, p. 537 à 558
142. Immunité des États et droits de l'homme. Évolution récente, in Bröhmer (dir.), *Internationale Gemeinschaft und Menschenrechte. Festschrift für Georg Ress* (Cologne, C. Heymann, 2005), p. 935 à 948
143. L'efficacité du système européen de protection des droits de l'homme, in *El derecho internacional: normas, hechos y valores. Liber Amicorum José Antonio Pastor Ridruejo* (Madrid, Universidad Complutense, 2005), p. 43 à 58
144. Neues zur Formulierung und Umsetzung von Urteilen des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, in *Weltinnenrecht. Liber Amicorum Jost Delbrück* (Berlin, Duncker & Humblot, 2005), p. 101 à 112
145. Provisional Measures in the International Protection of Human Rights: The Mamatkulov Case, in *Common Values in International Law. Essays in Honour of Christian Tomuschat* (Kehl, N. P. Engel, 2006), p. 493 à 515
146. The Reform of the European Court of Human Rights, *Human Rights Law Review*, vol. 6 (2006), p. 403 à 415
147. « Jurisdiction » under Article 1 of the European Convention on Human Rights, in *International Law of the XXIst Century. For the 80<sup>th</sup> Anniversary of Professor Igor I. Lukashuk* (Kiev, Promeni, 2006), p. 560 à 583

148. New Practice Regarding the Implementation of the Judgments of the Strasbourg Court, *Italian Yearbook of International Law*, vol. XV (2005), p. 3 à 23
149. Die Rechtsprechung des EGMR: Die Technik der Pilotfälle, *Europäische Grundrechte Zeitschrift*, vol. 33 (2006), p. 521 à 523
150. (Avec Martina Keller) Le Protocole additionnel n° 15 à la Convention européenne des droits de l'homme, in *Human Rights – Strasbourg Views. Liber Amicorum Luzius Wildhaber* (Kehl, N. P. Engel, 2007), p. 91 à 113
151. La saisine de la Cour européenne des droits de l'homme – commentaire, in H. Ruiz Fabri/J. M. Sorel (dir.), *La saisine des juridictions internationales* (Paris, Pedone, 2006), p. 251 à 258
152. Article 76, in O. Corten/P. Klein (dir.), *Les Conventions de Vienne sur le droit des traités. Commentaire article par article* (Bruxelles, Bruylant, 2006), vol. III, p. 2679 à 2694
153. La pratique suisse en matière de droit international public 2005, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 16 (2006), p. 605 à 657
154. Le droit international et la Cour européenne des droits de l'homme, in Cour européenne des droits de l'homme (dir.), *Dialogue entre juges* (Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2007), p. 23 à 40
155. La pratique suisse en matière de droit international public 2006, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 17 (2007), p. 743 à 801
156. Family, Right to International Protection, and European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes, *Encyclopedia of Public International Law* [Oxford, Oxford University Press (Internet)]
157. La pratique suisse en matière de droit international public 2007, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 18 (2008), p. 457 à 544
158. Militärpersonen und die Europäische Konvention für Menschenrechte, in A. Fischer-Lescano/H.-P. Gasser/T. Marauhn/N. Ronzitti (dir.), *Frieden und Freiheit. Festschrift für Michael Bothe zum 70. Geburtstag* (Baden-Baden, Nomos, 2008), p. 1101 à 1119
159. The Law – Substantive and Procedural Questions, in *Conference on International Courts and Tribunals – The Challenges Ahead*, Lancaster London, 6 et 7 octobre 2008, *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, vol. 7 (2008), p. 289 à 299
160. L'application du droit international général par la Cour européenne des droits de l'homme, in I. Buffard/J. Crawford/A. Pellet/S. Wittich (dir.), *International Law between Universalism and Fragmentation. Festschrift in Honour of Gerhard Hafner* (Leyde, Nijhoff, 2008), p. 627 à 647
161. La pratique suisse en matière de droit international 2008, *Revue suisse de droit international public et européen*, vol. 19 (2009), p. 537 à 605
162. A Typology of Borders, in B. Vukas/T. M. Sošić (dir.), *International Law: New Actors, New Concepts, Continuing Dilemmas: Liber Amicorum Božidar Bakotić* (Leyde, Brill, 2010), p. 183 à 219

163. Europäische Grenzziehungen in Afrika: Kasikili/Sedudu und andere Geschichten, in G. Kreis (dir.), *Europa und Afrika. Betrachtungen zu einem komplexen Verhältnis* (Bâle, Schwabe, 2010), p. 43 à 67
164. The Peaceful Settlement of Disputes on Maritime Delimitation, in J. Basedow/U. Magnus/R. Wolfrum (dir.), *The Hamburg Lectures on Maritime Affairs 2007 & 2008* (Heidelberg, Springer, 2010), p. 177 à 194
165. Autour de l'affaire Stoll, in L. Boisson de Chazournes/M. Kohen (dir.), *International Law and the Quest for Its Implementation. Liber Amicorum Vera Gowlland-Debbas* (Leyde, Brill, 2010), p. 265 à 286
166. Actes de gouvernement et droits de l'homme : l'affaire Marković, in W. Kälin et al. (dir.), *International Law, Conflict and Development*, (Leyde, Nijhoff, 2010), p. 135 à 167
167. Essai de typologie des frontières fluviales et Résumé et conclusions, in *L'actualité du droit des fleuves internationaux. Actes des journées d'étude des 24 et 25 octobre 2008* (Paris, Pedone, 2010), p. 17 à 27 et 93 à 103
168. The International Protection of Human Rights: A Luxury imposed by the West?, *Agenda Internacional* (Lima), 15<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 26, 2008, p. 9 à 15.

#### À paraître

169. Waivers in International and in European Human Rights Law, in J. K. Cogan et al. (dir.), *Essays in Honour of M. Reisman*
170. Vattel and the Peaceful Settlement of International Disputes, in *Le droit international de Vattel au XXI<sup>e</sup> siècle. Colloque du 28 février 2008*
171. La pratique suisse en matière de droit international public 2009, *Revue suisse de droit international et européen*, vol. 20, 2010
172. Precedent in the Practice of the European Court of Human Rights, Third St. Gallen International Dispute Resolution Conference, 14 et 15 octobre 2010
173. Labour Relations before the Strasbourg Court (article)
174. (Avec Martina Keller) Der europäische Gerichtshof für Menschenrechte im Neuen Europa – Folgen des Beitritts der Staaten Mittel – und Osteuropas (article)
175. Le droit à l'eau – un droit de l'homme internationalement protégé?, Société française pour le droit international, Colloque d'Orléans, 4 et 5 juin 2010 : L'eau en droit international
176. Le déclaration d'Interlaken – un tournant dans l'histoire de la Cour de Strasbourg? (article)
177. Human Rights and Sovereign Immunity (article)
178. The Independent World Commission on the Oceans; A Station in the Life of Guido de Marco, *Telos* 2011 (article)

#### Commission du droit international

Premier rapport sur les effets des conflits armés sur les traités, du 22 mars 2010 (document A/CN.4/627), et additif du 21 avril 2010 (document A/CN.4/627/Add.1)

**Extrait d'une note verbale datée du 14 février 2011, reçue de la Mission permanente de la Suisse**

La Suisse est convaincue que le professeur Caflisch a amplement démontré tout au long de son mandat la pertinence et la grande qualité de son travail. Membre apprécié de la Commission, élu en 2006, le professeur Caflisch a été nommé Président du Groupe de travail sur les « effets des conflits armés sur les traités » en 2007 et 2008, puis Rapporteur spécial en 2009. Son premier rapport lors de la soixante-deuxième session de la Commission est d'une excellente qualité. Il serait bienvenu que le professeur Caflisch puisse poursuivre son travail lors d'un nouveau mandat.

Le professeur Caflisch dispose d'une longue expérience de l'enseignement du droit international public à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, dont il a aussi été le Directeur de 1984 à 1990. Il a siégé à la Cour européenne des droits de l'homme au titre du Liechtenstein de 1998 à 2006.

Auparavant, le professeur Lucius Caflisch avait représenté la Suisse à bon nombre d'importantes négociations internationales et exercé les fonctions de juriconsulte du Département fédéral des affaires étrangères pendant une dizaine d'années. Il a notamment apporté une contribution de premier plan à l'heureuse conclusion de la Convention sur le droit de la mer, de la Conférence d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Le professeur Caflisch jouit d'une très grande renommée, tant au niveau national qu'international. Auteur de très nombreuses publications, il a su démontrer sa grande capacité à conjuguer rigueur scientifique et réalisme politique.

## Enrique J. A. Candiotti (Argentine)

[Original : anglais]

Né à Santa Fe (Argentine) le 23 mai 1936

Marié, deux enfants

Licencié en droit de l'Université de Buenos Aires, 1960

Chargé de cours de droit public international à la faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires (1969-1970)

A participé au Séminaire de la Commission du droit international à Genève, en 1970

Langues étrangères : allemand, anglais, français, italien

1955 : Entre dans le service diplomatique argentin en tant qu'attaché

1959 : Secrétaire

1969 : Conseiller

1972 : Ministre

1980-2006 : Ambassadeur

### Activités diplomatiques

1956-1960 : Administrateur auxiliaire à la Direction générale des affaires politiques du Ministère des affaires étrangères argentin

1961-1964 : Secrétaire chargé des affaires juridiques et politiques à l'ambassade d'Argentine en Italie

1965-1968 : Secrétaire chargé des affaires juridiques à l'ambassade d'Argentine au Royaume-Uni

1971-1972 : Conseiller pour les affaires politiques à l'ambassade d'Argentine en République fédérale d'Allemagne

1978-1980 : Ministre-Conseiller, Chef de mission adjoint, à l'ambassade d'Argentine en République fédérale d'Allemagne

1981 : Directeur général du Département des affaires politiques au Ministère argentin des affaires étrangères

1983-1985 : Ambassadeur en République démocratique allemande

1986-1989 : Ambassadeur aux États-Unis d'Amérique

1990-1991 : Directeur général de la sécurité internationale et des affaires nucléaires et spatiales au Ministère argentin des affaires étrangères

1991 : Directeur général du Département des affaires politiques au Ministère argentin des affaires étrangères

1992-1997 : Ambassadeur en Australie (également pour la Nouvelle-Zélande et les Fidji)



- 1999-2000 : Secrétaire d'État aux affaires étrangères et latino-américaines au Ministère argentin des affaires étrangères
- 2001-2006 : Ambassadeur en République fédérale d'Allemagne

### **Activités juridiques**

- 1965-1966 : Secrétaire de la délégation argentine au tribunal d'arbitrage pour l'affaire du différend frontalier Argentine/Chili, Londres
- 1968-1971 : Conseiller juridique adjoint au Ministère argentin des affaires étrangères
- 1972-1977 : Conseiller puis Ministre à la délégation argentine auprès du tribunal d'arbitrage pour l'affaire du canal Beagle, Genève
- 1977-1978 : Conseiller juridique adjoint au Ministère argentin des affaires étrangères
- 1982-1983 : Conseiller juridique au Ministère argentin des affaires étrangères
- Depuis 1997 : Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye
- Depuis 1997 : Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies :
- 1997-1998 : Président du Groupe de travail de la Commission du droit international sur les actes unilatéraux des États
- 1999 : Président du Comité de rédaction de la Commission du droit international
- 2001 : Deuxième Vice-Président de la Commission du droit international
- 2002 : Premier Vice-Président de la Commission du droit international
- 2003 : Président de la Commission du droit international
- 2005-2007 : Président du Groupe de travail sur les ressources naturelles partagées (aquifères transfrontières)
- 2008 : Président du Groupe de travail sur la responsabilité des organisations internationales
- 2009 : Président du Groupe de travail sur les ressources naturelles partagées
- 2007-2011 : Président du Groupe de travail sur le programme à long terme de la Commission du droit international

### **Conférences et réunions internationales**

- 1968 : Représentant au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale de l'Organisation des Nations Unies, Rio de Janeiro
- 1969 : Représentant au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et coopération entre les États, New York

- 1969 : Représentant à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)
- 1970 : Représentant à la Conférence latino-américaine sur le droit de la mer, Lima
- 1981-1982 : Représentant aux trente-sixième et trente-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 1982 : Chef de délégation à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York
- 1984-1989 : Chef de la délégation argentine au Conseil de l'Organisation maritime internationale (OMI) et à son comité juridique, Londres
- 1985 et 1987 : Chef de la délégation argentine aux conférences de l'OMI
- 1987-1991 : Chef de la délégation argentine aux réunions consultatives bilatérales sur la défense et les affaires nucléaires et spatiales entre l'Argentine et les États-Unis d'Amérique, le Brésil, le Canada, le Chili et la République fédérale d'Allemagne
- 1990 : Chef de la délégation argentine à la première Conférence de l'espace pour les Amériques, Costa Rica
- 1990 : Chef de la délégation argentine au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies et à son sous-comité juridique
- 1990 : Chef de la délégation argentine à la Conférence de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes pour la réforme du Traité de Tlatelolco
- 1990 : Représentant à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne
- 1994 : Chef de la délégation argentine au Groupe d'experts de la Commission baleinière internationale pour l'instauration d'un sanctuaire de baleines dans l'océan Austral, Norfolk Island (Australie)
- 1996-1999 : Représentant aux cinquante et unième, cinquante-deuxième, cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)
- 2000 : Chef de la délégation argentine à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies « Beijing + 5 », New York
- 2000 : Chef de la délégation argentine à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 2000 : Chef de la délégation argentine à la vingt et unième réunion ministérielle du Groupe des Quinze, Mexico
- 2002 : Chef de la délégation argentine à la septième Conférence des États parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, Bonn

### **Participation à des négociations juridiques multilatérales et bilatérales**

Négociations sur les différends frontaliers entre l'Argentine et le Chili concernant le fleuve Encuentro (1965) et le canal Beagle (1970-1971 et 1977) et entre l'Argentine et l'Uruguay concernant le Rio de la Plata (1968-1969)

1969 : Convention des Nations Unies sur les missions spéciales

1982 : Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

1984-1985 : Membre de la délégation argentine durant la phase finale de la médiation du Vatican dans le différend entre l'Argentine et le Chili au sujet du canal Beagle et lors des négociations du Traité de paix et d'amitié entre l'Argentine et le Chili

1988 : Chef de la délégation argentine à la Conférence de l'OMI sur la répression des actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, Rome

1990-1991 : Chef de la délégation argentine lors des négociations entre l'Argentine et le Brésil pour une politique nucléaire commune : Déclaration de Foz do Iguaçu, Accord instituant l'Agence nucléaire argentine-brésilienne et Accord de garanties nucléaires entre l'Argentine, le Brésil et l'Agence internationale de l'énergie atomique

Diverses missions spéciales ayant trait à des questions juridiques et politiques en Autriche, au Brésil, au Chili, en Équateur, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas, en République fédérale d'Allemagne, au Saint-Siège et dans l'ex-Union soviétique

En sa qualité de conseiller juridique du Ministère argentin des affaires étrangères, a rédigé des avis juridiques sur des questions de droit international public, des rapports, des mémorandums et des projets de traité, des conventions, des compromis d'arbitrage et d'autres instruments juridiques internationaux

A participé à l'établissement de pièces écrites (mémoires, contre-mémoires et répliques), à la compilation et à la traduction des annexes des preuves écrites et cartographiques et à la préparation des exposés oraux dans le cadre des procédures d'arbitrage concernant l'affaire du différend frontalier entre l'Argentine et le Chili (1964-1966) et l'affaire du canal Beagle (1972-1977)

A animé des cours et séminaires sur le droit international public, le droit de la mer, le droit de l'environnement, le régime de l'Antarctique et les traités et négociations de désarmement et de non-prolifération au Conseil argentin des relations extérieures, à l'École de guerre, à l'Institut des services diplomatiques, au Séminaire de la Commission du droit international, à Genève, et au Comité juridique interaméricain, à Rio de Janeiro

Membre de la Société américaine de droit international, de l'Association argentine de droit international et du Conseil argentin des relations extérieures

## Yacouba Cissé (Côte d'Ivoire)

[Original : anglais]

**Nom :** CISSÉ Yacouba (juriste et professeur de droit international)

**Date et lieu de naissance :** 11 janvier 1963 à Ouragahio/Gagnoa (Côte d'Ivoire)

**Nationalité :** Ivoirienne

**État civil :** Marié, quatre enfants

**Langues :** Anglais, espagnol, français

### Résumé

Yacouba Cissé est maître de conférences en droit et conseiller sur les questions relatives à la délimitation des frontières maritimes. En tant qu'universitaire, il est l'auteur de nombreuses publications sur le droit de la mer et le droit maritime, et a enseigné le droit international public à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa (Canada). Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en droit public de l'Université nationale d'Abidjan, ainsi que d'une maîtrise en gestion des ressources maritimes de l'Université de Rimouski, au Québec, et d'un doctorat en droit de l'Université d'Ottawa. Il exerce les fonctions de conseiller juridique pour la délégation de la Côte d'Ivoire à la Commission des questions juridiques (Sixième Commission) de l'Organisation des Nations Unies à New York. Il a publié un ouvrage sur les frontières maritimes africaines et un certain nombre d'articles sur le droit de la mer, en particulier la délimitation des frontières maritimes, le droit de l'environnement marin et le droit maritime commercial. Il a également été chercheur et conseiller juridique pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande sur les questions liées à la délimitation de ses frontières maritimes avec l'Australie, et a participé, au même titre, à l'affaire concernant la délimitation des frontières maritimes entre les provinces canadiennes de Terre-Neuve-et-Labrador et de Nouvelle-Écosse. De 2000 à 2006, il a assisté, en tant que conseiller juridique de la Côte d'Ivoire, aux réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Convention de Montego Bay, signée en 1982) et à celles de l'Assemblée générale consacrées à la question des océans et du droit de la mer. Yacouba Cissé est actuellement avocat au barreau de Côte d'Ivoire, professeur de droit international à l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire) et maître de conférences à l'Institut universitaire d'Abidjan, à l'Université internationale bilingue d'Abidjan et à l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer d'Abidjan. Il fait également partie de la Commission nationale ivoirienne de délimitation des frontières maritimes entre le Ghana et la Côte d'Ivoire. Sa carrière universitaire à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa lui a permis de se familiariser avec les systèmes de *common law* et de droit romano-germanique. Il a enseigné le droit international public et donné d'autres cours de droit international.

## Formation

Doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa (1999) (thèse sur la délimitation des frontières maritimes en Afrique)

Maîtrise en gestion des affaires maritimes de l'Université de Rimouski, Québec (1992-1994)

Maîtrise en droit public de l'Université de Côte d'Ivoire (1990-1991)

Licence en droit public de l'Université de Côte d'Ivoire (1989-1990)

Certificat de l'Académie de droit international et de relations internationales de La Haye (1999) sur la question du droit international des transports maritimes

## Distinctions honorifiques

Lycée (filiale littéraire) : honneurs (1981)

Médaille du barreau de Paris (1999-2000) (pour la meilleure thèse de doctorat en droit)

Bourse du doyen de recherche juridique (2006)

Prix Wilson & Lafleur de la meilleure publication universitaire (2006)

Bénéficiaire de la bourse du Centre d'étude et de recherche en droit international et relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye

## Expérience professionnelle et pratique juridique

Actuellement professeur de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Bouaké et avocat au barreau de Côte d'Ivoire à Abidjan

Journaliste à *Fraternité Matin* et *Patriote*, Abidjan (1990-1992)

Stagiaire et chercheur invité à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, New York (1997)

Assistant de recherche en droit à la Section de droit civil à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa (1995-1999)

Consultant et chercheur pour la Caisse canadienne d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires : recherche sur la responsabilité de l'armateur et élaboration d'un manuel des demandes d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causés par les navires (1998-2006)

Représentant de la Côte d'Ivoire à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'examen du point 34 de l'ordre du jour (Les océans et le droit de la mer) et à la première réunion du Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, à New York

Conseiller juridique de la Côte d'Ivoire à la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York (sur les questions relatives au droit de la mer, à la juridiction de l'État du port, à la gestion internationale des pêches, au plateau continental et aux zones économiques exclusives)

Chercheur et conseiller juridique de Terre-Neuve-et-Labrador dans le différend l'opposant à la Nouvelle-Écosse concernant la délimitation des frontières maritimes : analyse des politiques et recherche juridique sur la délimitation des frontières maritimes internationales (2001)

Chercheur invité au Tribunal international du droit de la mer, à Hambourg (Allemagne) (2006)

Membre de la Commission nationale ivoirienne de délimitation des frontières maritimes entre la Côte d'Ivoire et le Ghana (2010)

Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa et professeur adjoint de droit (Université d'Ottawa : sections de droit civil et de *common law*) (2000-2009)

### **Principaux cours donnés de 2000 à 2011**

Droit international public

Droit de la mer (droit public)

Droit maritime (droit privé)

Droit aérien et spatial

Droit de l'Union européenne

Règlement des différends en droit international

Droit commercial international

Droit international de l'environnement

Droit international humanitaire

Introduction à l'étude du droit

### **Travaux académiques**

Étude anthropologique des systèmes de pêche en République islamique de Mauritanie (1992)

Manifestations et enjeux des nationalismes maritimes (1993)

Abidjan, port d'éclatement : conditions d'existence et de succès (1993)

Conteneurisation et évolution du statut juridique du transitaire (1993)

### **Principales publications**

#### **Ouvrage**

*Droit des espaces maritimes et enjeux africains*, Collection bleue, 2001, Wilson & Lafleur, Montréal, Québec

## Articles

Yacouba Cissé et Donald M. McRae : « The Legal Regime of Maritime Boundary Agreements », in *International Maritime Boundary*, 2005, vol. V, publié par l'American Society of International Law (D. Colson et R. Smith)

« The Transboundary Oil Deposit at Sea: Legal Regime in Maritime Delimitation », (2004) 35, *Ottawa Law Review* 43

« Le commissionnaire de transport, le *Non Vessel Operating Common Carrier*, le consortium maritime : sont-ils transporteurs maritimes? », (2004) 34 *Revue générale de droit*, n° 3

« L'identification du transporteur maritime à l'épreuve de la qualification juridique » (2004) 34 *Revue générale de droit*, n° 2

*The Evolution and Development of International Maritime Boundaries Delimitation Law*, Ph. D. Thesis, 1999, Université d'Ottawa

« The identity of ocean carrier », *Hague Centre of International Law and International Relations*, General publication, 2001

« International Obligations and Federal-Provincial Jurisdiction: The Great Canadian Dilemma », in Canadian Council on International Law, Proceedings 27<sup>th</sup> Annual Conference, 15-17 octobre 1998, 111

« The Joint Development in Maritime Boundary Delimitation », in *Ottawa Law Review*, 2005

« The Case Cameroun-Nigeria: The Prevalence of the Title over the Effectivities », in *Bulletin of the Canadian Counsel on International Law*, 2003

« Ghana-Côte d'Ivoire : Peut-on éviter la guerre du pétrole? » in *Fraternité Matin*, entretiens des 9 et 10 mars 2010

## Recensions

*Les frontières maritimes internationales : essai de classification pour un tour du monde géopolitique*, par G. Labrecque. In (1997) 35 *The Canadian Yearbook of International Law*, 476

*Institut du droit économique de la mer : annuaire de droit de la mer*. In (1998) 36 *The Canadian Yearbook of International Law*, 538

*Protection internationale de l'environnement : recueil d'instruments juridiques*, par Laurence B. de Chazournes, R. Desgagné, C. Romano. In (1999) 37 *The Canadian Yearbook of International Law*, 490

*Droit international public*, 2000, Larcier, par Joe Verhoven, in (2000) 38 *The Canadian Yearbook of International Law*

## Activités et leadership

**1995-1997 :** Président de l'Association des étudiants diplômés en droit de l'Université d'Ottawa

- 1994-1995 :** Membre de l'International Law Student Association de l'Université d'Ottawa
- 1997-1998 :** Membre du Conseil canadien de droit international
- 1998-1999 :** Rapporteur pour la vingt-sixième Conférence du Conseil canadien de droit international
- 2001-2002 :** Rapporteur pour la trentième Conférence du Conseil canadien de droit international
- 2004-2006 :** Membre du Conseil exécutif du Conseil canadien de droit international
- 2008-2010 :** Membre de l'Association canadienne de droit maritime
- 2010-2011 :** Membre de l'Association ivoirienne du droit des transports



## **Pedro Comissário Afonso (Mozambique)**

[Original : anglais]

### **I. Renseignements personnels**

Date de naissance : 18 septembre 1957

### **II. Fonctions actuelles**

- Diplomate de carrière avec rang d'Ambassadeur
- Ambassadeur du Mozambique auprès de la Suède et des pays nordiques (depuis 2006)
- Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (Rapporteur général en 2004; Vice-Président en 2007; Président du Comité de rédaction en 2008)

### **III. Fonctions antérieures**

- Ambassadeur et Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (1989 à 1996)
- Ambassadeur du Mozambique au Portugal (1996 à 2001)
- Directeur des affaires juridiques et consulaires au Ministère des affaires étrangères et de la coopération (2001 à 2006)
- Professeur de droit international public à l'Institut des relations internationales (droit des traités et droit des organisations internationales) (2001 à 2006)
- Président du Conseil interministériel technique du projet du barrage de Cahora Bassa (2001 à 2006)

### **IV. Études primaires et secondaires**

- École primaire de Gumansanze à Caia (Sofala) (1962 à 1966)
- École primaire de Murraça à Caia (Sofala) (1966 à 1967)
- École secondaire de Zóbué (Tete) (1967 à 1972)
- École secondaire Pêro de Anaia à Beira (Sofala) (1974)

### **V. Études supérieures**

- Deuxième année de philosophie, Séminaire São Pio X (Maputo) (1972 à 1974)
- Licence en droit, faculté de droit de l'Université Eduardo Mondlane (Maputo) (1975 à 1981)
- Maîtrise en droit (spécialisation en droit constitutionnel et en droit international, faculté de droit de l'Université Columbia (New York) (1990 et 1991)
- Études de troisième cycle en relations internationales, faculté des affaires internationales et publiques de l'Université Columbia (1992 à 1994)

**VI. Études et formations complémentaires**

- Droit international des réfugiés, Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie) (1983)
- Règlement des conflits, Département de recherche sur la paix et les conflits, Université d'Uppsala (Suède) (1988)
- Cours de droit bancaire, faculté de droit de l'Université de Lisbonne (2001)

**VII. Autres fonctions occupées et expérience professionnelle**

- Conseiller juridique au Département des affaires juridiques et consulaires du Ministère mozambicain des affaires étrangères, pour les questions de droit international (traités, accords, conventions, droit diplomatique et consulaire) (1981 à 1983)
- Directeur pour l'Afrique et le Moyen-Orient au Ministère mozambicain des affaires étrangères (1983 à 1985)
- Directeur du service des organisations et conférences internationales au Ministère mozambicain des affaires étrangères (1985 à 1989)
- Ambassadeur et Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (1989 à 1996)
- Chef adjoint et Chef par intérim de la délégation mozambicaine à l'Assemblée générale (1989 à 1995)
- Vice-Président du Comité spécial de l'océan Indien (1989 et 1990)
- Président du Groupe des États d'Afrique à l'Organisation des Nations Unies (1990)
- Vice-Président de l'Assemblée générale (1990 et 1991)
- Vice-Président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1990 à 1992)
- Président de la Commission des questions juridiques (Sixième Commission) de l'Assemblée générale (1991 et 1992)
- Président du Comité des demandes de réformation des jugements du Tribunal administratif des Nations Unies (1991 et 1992)
- Représentant du Mozambique auprès du Conseil de sécurité et auprès du Secrétaire général pour la mise en œuvre de l'Accord général de paix pour le Mozambique (1992 à 1994)
- Chargé, en qualité de Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, de régler des questions épineuses concernant le processus de paix au Mozambique, notamment des questions politiques, diplomatiques et juridiques liées à l'Opération de maintien de la paix des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ). Négociation et signature, au nom du Gouvernement mozambicain, de l'Accord sur le statut des forces avec le Secrétariat de l'ONU
- Dans le cadre du processus de paix au Mozambique, collaboration étroite avec le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'époque,

- M. Kofi Annan, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Jan Eliasson, qui lui ont apporté un ferme appui
- Négociation et signature, au nom du Gouvernement mozambicain, d'accords établissant des relations diplomatiques avec plusieurs pays, dont le Chili (en 1990), l'Indonésie (en octobre 1991), Israël, la Corée du Sud et l'Ukraine (en 1993)
  - Représentant du Mozambique aux conférences de l'Organisation de l'unité africaine, du Mouvement des pays non alignés et de l'Organisation des Nations Unies et à divers autres conférences et forums internationaux
  - Participation active à l'élaboration des statuts et de la déclaration constitutive de la Communauté des pays de langue portugaise (1996)
  - Représentant du Mozambique auprès du Comité permanent de la Communauté des pays de langue portugaise depuis 1996 et Président de ce comité en 2000 et 2001
  - Professeur de droit invité par les universités mozambicaines pour enseigner notamment le droit international public, le droit international de l'environnement, le droit des traités, les droits de l'homme et le développement économique (depuis 1995)
  - Doyen du groupe des ambassadeurs africains au Portugal (2000 et 2001)
  - Conseiller juridique du Gouvernement mozambicain pour les questions de droit international
  - Président du Comité des hauts responsables des organes de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (2002 et 2003)
  - Président de la délégation mozambicaine à la Commission permanente mixte pour le barrage de Cahora Bassa (2003 à 2006)
  - Chef de la délégation mozambicaine au Comité spécial chargé de négocier une convention contre la corruption (2002 à 2006)

### **VIII. Autres expériences et activités**

- Professeur auxiliaire à la faculté de droit de l'Université Eduardo Mondlane (1979 à 1981)
- Membre du Comité de coordination du premier recensement général de la population au Mozambique, en poste dans la province de Sofala (1980)
- Membre de la délégation mozambicaine qui a négocié l'Accord de Nkomati entre le Mozambique et l'Afrique du Sud (1984)
- Secrétaire de la Commission mixte de sécurité Afrique du Sud-Mozambique créée en vertu de l'Accord de Nkomati (1984 et 1985)
- Secrétaire exécutif du Comité d'organisation du Sommet des chefs d'État des cinq pays africains lusophones à Maputo (1985)
- Coordonnateur du Comité national de l'Année internationale de la paix (1986)

- Coordonnateur de la troisième réunion du Conseil de coordination (ambassadeurs, directeurs et chefs de département) du Ministère des affaires étrangères (1988)
- Membre du Comité central pour le débat national sur le projet de révision de la Constitution (qui a introduit le multipartisme au Mozambique en 1990)

## **IX. Publications**

Nombreux articles et exposés sur le droit international, le droit constitutionnel et d'autres questions ayant trait aux relations internationales, parmi lesquels :

1. *Environment and Development. A case of Sustainable Development*, New York, septembre 1992
2. *Diplomacy of Environment and Sustainable Development: The Path to the United Nations Conference on Environment and Development*, Université Columbia, New York, 1992 (collectif)
3. Critique littéraire de *Equality, the Third World and Economic Delusion*, New York, 1992
4. *Constitutionalism and Human Rights in the Soviet Union*, New York, 1991
5. *Process of Change and Reforms at the United Nations: Assessment and Prospects*, New York, 1991 (collectif)
6. *Negotiations and Prospects for Conflict Resolutions in Southern Africa*, Uppsala (Suède), 1992
7. *The Sixth Committee and the New International Economic Order*, New York, 1991 (sur l'invitation de la Mission des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies)
8. From Conflict to Elections: A Critical Assessment of the Process of Peace and Democratization in Mozambique, exposé présenté à l'Université Columbia, New York, 1994
9. « Le Mozambique, le Portugal, la Communauté des pays de langue portugaise et l'avenir », Lisbonne, magazine *ELO*, n° 25, 6<sup>e</sup> année, février 1997
10. « La Communauté des pays de langue portugaise : un an plus tard », Lisbonne, magazine de la Chambre de commerce Portugal-Mozambique, n° 16, août 1997
11. Entretien avec le journaliste Miguel Ramos : « Bilan de sept années à l'Organisation des Nations Unies », *Jornal Domingo*, Maputo, 31 mars 1996

## **X. Divers**

- Interventions lors de cours, débats et séminaires à l'Université Eduardo Mondlane (Mozambique), à l'Université d'Uppsala (Suède), à l'Université Columbia (New York), à l'Institut supérieur des relations internationales (Mozambique) et dans d'autres établissements d'enseignement supérieur
- Auteur de divers articles consacrés à des questions politiques, juridiques et diplomatiques

- Langues : maîtrise du sena, du portugais, de l'anglais et du français; notions de latin, de grec et d'allemand; bonne connaissance et compréhension de l'espagnol écrit et oral
- Loisirs : littérature et philosophie; musique classique et africaine; jogging; tennis; auteur de poèmes en sena et portugais

## **Riad Daoudi (République arabe syrienne)**

[Original : anglais]

### **Renseignements personnels**

Nom : Daoudi  
Prénom : Riad  
Date et lieu de naissance : 22 juillet 1942 à Damas  
Nationalité : Syrienne  
Situation de famille : Marié, trois enfants

### **Études et diplômes**

Baccalauréat : Lycée américain de Damas, 1960  
Licence en droit : Faculté de droit, Université de Damas, 1964  
Maîtrise de droit public : Faculté de droit, Université de Paris, 1970  
Diplôme de l'IHEI (Institut des hautes études internationales) Université de Paris, 1973  
Doctorat d'État de droit : Faculté de droit, Université de Paris, 1978

### **Fonctions**

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies de 2001 à 2006  
Président de la Syrian Virtual University depuis 2002  
Avocat, membre du barreau de Damas depuis 1982  
Premier associé au sein du Cabinet d'avocats Riad Daoudi & Associates, Damas  
Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères depuis 1991  
Greffier du Tribunal de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) de 1983 à 1991. Depuis 1991, à temps partiel  
Vice-doyen chargé des affaires universitaires, faculté de droit, Université de Damas (1980-1982)  
Professeur de droit international public, faculté de droit, Université de Damas (1978-1992)  
Professeur de droit international public comparé avec les principes du droit islamique, faculté de droit islamique Université de Damas (1978-1982)  
Chargé de cours de droit constitutionnel et de droit administratif, Université de Paris II (1974-1977)

Assistant au département de droit international, faculté de droit, Université de Damas (1966-1978)

Directeur du Cabinet du Ministre de la culture, Damas (1965-1966)

### **Expérience professionnelle**

Membre et conseiller juridique de la délégation syrienne aux négociations de paix au Moyen-Orient depuis 1991

Membre de la Commission d'éthique des énergies de l'UNESCO (1996-1997)

Directeur des études de français à l'Académie de droit international de la Haye, session d'été (1990)

Arbitre et conseil dans plusieurs arbitrages de la Chambre de commerce internationale et arbitrages nationaux (1986-2010)

Conseiller à la présidence du Conseil des ministres sur les questions du droit de la mer; membre de la Commission juridique syrienne pour le droit de la mer (1979-1982); et conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères (1979-1983)

Membre de la délégation syrienne à la dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1982

Membre, rapporteur et président de nombreux colloques et conférences (UNESCO, ONU et UE)

Professeur lors des sessions de formation de jeunes diplomates syriens

Professeur lors de séminaires de formation organisés par la faculté de droit de l'Université du Koweït (1985-1990)

Participant aux travaux du Centre de recherche de l'Académie de droit international de La Haye, 1979

Participant au séminaire de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies, 1972

### **Principales publications**

*Les institutions arabes spécialisées* (Paris, IHEI, 1973), 120 pages (en français)

*La représentation en droit international public* (Paris, LGDJ, 1980), 405 pages (en français)

« La représentation en droit international public », dans *Mélanges Paul Reuter* (Paris, A. Pedone, 1981), p. 205 à 219 (en français)

« Observations sur les travaux du Colloque sur les droits de l'homme organisé par l'UNESCO à Constantinople », dans *Al-Mouhamoun*, Damas, 1980 (en arabe)

« Immunités parlementaires : étude comparée des constitutions arabes » dans le *Journal de l'Union interparlementaire arabe*, Damas, 1981 (en arabe)

« The Teaching of Human Rights in the Arab Countries », *Bulletin of Peace Proposals*, Oslo, vol. 14, n° 1, 1983 (en anglais)

« Human Rights Commission of the Arab States » dans *Encyclopedia of Public International Law*, publié sous l'égide du Max Planck Institute for Public Law and International Law (Amsterdam, North Holland Publishing Company, vol. VIII, 1985), p. 294 (en anglais)

*Les négociations de paix : le Traité de Versailles* (Damas, Université de Damas, 1983), 191 pages (en arabe)

« La codification des droits de l'enfant » dans *La protection internationale des droits de l'enfant*, publié sous la direction de M. Torelli (Paris, PUF, 1983), p. 21 (en français)

« Commentaire sur l'Article 35 de la Charte des Nations Unies » dans *La Charte des Nations Unies*, publié sous la direction de J. P. Cot et A. Pellet (Paris, Economica, 1991), p. 587 (en français)

« La promotion des relations amicales par les organisations internationales » dans *Droit international : Bilan et perspectives*, publié sous la direction de M. Bedjaoui (A. Pedone, Paris, vol. I, 1991), p. 507 (en anglais et en français)

« Les problèmes rencontrés par le Koweït dans ses relations internationales pendant la crise du Golfe », dans *Les aspects juridiques de la crise et de la guerre du Golfe*, publié sous la direction de B. Stern (Paris, Montchrestien, 1991), p. 107 (en français)

« La Banque internationale pour la reconstruction et le développement » dans *Encyclopédie des sciences politiques* (Université du Koweït, 1993-1994, vol. I), p. 1059 (en arabe)

« L'Association internationale de développement » dans *Encyclopédie des sciences politiques* (Université du Koweït, 1993-1994), p. 1069 (en arabe)

« Reduced Fossil Fuel Exports as A result of The Climate Change Treaty: The Legal Aspects of Compensation » (*OPEC Bulletin* (Vienne), novembre 1997), p. 6 (en anglais)

« Commentaire sur l'article 78 de la Convention de Vienne sur le droit des traités » dans *Commentaire de la Convention de Vienne de 1969 article par article*, en cours de publication par l'Institut du droit international de l'Université de Bruxelles (en français)

### Études et conférences

« Les relations entre le Conseil des ministres arabes de la justice et la Commission permanente des droits de l'homme de la Ligue des États arabes » (Rabat, Conseil des ministres arabes de la justice, 1983), 25 pages (en arabe)

« L'évolution des droits de l'homme en Afrique et en Asie », cours spécial donné dans le cadre de la session d'été de l'Institut des droits de l'homme, Université de Strasbourg, 1984 (en français)

« Les mesures prises par la Syrie pour assurer le respect des droits de l'homme des groupes socialement désavantagés », étude présentée lors du colloque de l'UNESCO sur les droits de l'homme, tenu à Québec (Canada) le 15 décembre 1984 (français)

« La Cour de justice de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole », conférence donnée lors de la neuvième session sur les éléments de base de l'industrie du pétrole et du gaz naturel (Koweït, OPAEP, 1985) (en arabe)



« Le rôle des négociations dans la conclusion des traités et dans le règlement pacifique des différends en droit international public », conférence donnée dans le cadre du séminaire international de formation, organisé par l'Université du Koweït, 1987 (en arabe)

« Les dimensions réelles de la crise de la Ligue des États arabes », conférence donnée dans le cadre du séminaire international de formation organisé par l'Université du Koweït, 1988 (en arabe)

« La nature du droit international humanitaire et ses caractéristiques », conférence donnée dans le cadre du séminaire international de formation organisé par l'Université du Koweït, 1989 (en arabe)

« La distinction entre le terrorisme international et la lutte des peuples pour l'autodétermination », conférence donnée dans le cadre du séminaire international de formation organisé par l'Université du Koweït, 1990 (en arabe)

« Commentaire de l'article 41 de la Convention de Vienne sur le droit des traités », étude menée dans le cadre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies sur la fragmentation du droit international, 2004, 19 pages

« Les Arabes et la stratégie des États-Unis d'Amérique : de l'hégémonie au démantèlement », conférence donnée lors du congrès sur la rénovation de la pensée arabe tenu à Damas, avril 2008

« L'évolution des relations économiques libano-syriennes », conférence donnée lors du congrès sur les relations libano-syriennes, Damas, avril 2009

#### **Coauteur des études suivantes**

« Les modèles administratifs pour l'aménagement de la région d'Al-Hammad entre la Syrie, l'Iraq, la Jordanie et l'Arabie saoudite » (Damas, Centre d'étude des zones sèches et arides), 1981 (en arabe)

« Le laissez-passer de la Ligue des États arabes » (Le Caire, LEA, 1982) (en arabe)

« Analyse juridique de l'accord conclu entre le Liban et Israël le 17 mai 1983 », *Techrin* (Damas), 30 juillet 1983

#### **Membre des organes ci-après**

Comité de rédaction et Comité consultatif de la revue *Arab and Oil Cooperation*, publiée par l'OPAEP

Comité de rédaction et Comité consultatif du *Palestinian Yearbook of International Law*  
Société française pour le droit international

#### **Distinction**

Lauréat au concours des meilleures thèses de l'Université de Paris, 1977-1978

#### **Langues**

Arabe : langue maternelle

Français : excellent (parlé – écrit)

Anglais : excellent (parlé – écrit)

**Extrait d'une note verbale datée du 9 février 2011, reçue de la Mission permanente de la République arabe syrienne**

Ainsi qu'il ressort du curriculum vitæ de M. Daoudi, ce dernier est professeur de droit international depuis longtemps et a une vaste expérience pratique de l'application du droit international. La Syrie est convaincue que, tout au long de son mandat de membre de la Commission du droit international, de 2002 à 2006, M. Daoudi a fait preuve de sa compétence et montré la qualité de ses travaux et est devenu un membre fort respecté de la Commission. S'il est élu, il contribuera avec efficacité à la promotion et au développement du droit international et n'épargnera aucun effort pour soutenir les travaux de la Commission et atteindre ses objectifs.

## María del Luján Flores (Uruguay)

[Original: anglais]

Titulaire d'un doctorat en droit et sciences sociales et d'un doctorat en diplomatie. Certificateur assermenté

Professeur de droit international public, faculté de droit de l'Université de la République orientale de l'Uruguay. A donné des cours de droit international public, de droit de l'environnement et de droit des droits de l'homme à la faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de la République et à l'étranger. Membre du groupe sur les droits et l'égalité des sexes de la faculté de droit de l'Université de la République orientale de l'Uruguay

Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères

Successivement à la tête des directions des affaires spéciales, de l'environnement et des relations multilatérales au Ministère des affaires étrangères

Représentante permanente adjointe de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies (1991-1996)

Présidente de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1993)

Présidente du Groupe de travail sur l'application des dispositions de la Charte relatives à l'assistance à des États tiers touchés par l'application de sanctions (1995)

Présidente du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1996)

Représentante permanente de la République orientale de l'Uruguay auprès de l'Organisation des États américains (depuis juillet 2006)

Présidente du groupe de travail sur la Charte sociale des Amériques (2007)

Présidente de la Commission spéciale des questions de migrations (2008)

Présidente de la Commission des affaires juridiques et politiques (2008)

Chef de la délégation uruguayenne à l'occasion de plusieurs conférences et réunions internationales

A participé à des groupes de discussion, fait des interventions, animé et présidé des débats lors de congrès et de conférences organisés en Uruguay et à l'étranger

Membre d'institutions nationales et étrangères de droit international public : Institut hispano-luso-américain de droit international, American Society of International Law, Association de droit international (membre du comité de la Cour internationale de Justice)

Collabore régulièrement à la publication *Revista de Derecho Público* (droits de l'homme) de la faculté de droit de l'Université de la République (Montevideo)

Auteur de publications sur le droit international public, le droit international des droits de l'homme et le droit international de l'environnement, entre autres, éditées en Uruguay et à l'étranger :

« La obligación del Estado de reparar los daños transfronterizos », éd. Carlos Álvarez, Montevideo, juillet 2005. Premier prix décerné par la Federación Interamericana de Abogados, 2006

« La Aviación Civil, blanco de violencia e instrumento para combatirla ». Premier prix au concours du centenaire de l'aviation. Instituto Iberoamericano de Derecho Aeronáutico y del Espacio y de la Aviación Comercial, Fundación Arena, Madrid, 2005

« La contaminación por actividades aeronáuticas y su incidencia en los nuevos desarrollos de la responsabilidad ». Premier prix décerné par la Asociación Latinoamericana de Derecho Aeronáutico y Espacial. Buenos Aires, 2007

« The Development of the United Nations Charter and Implementation of Article 50 » dans *Prospects for Reform of the United Nations System*. Italian Society for International Organization (SIOI), Palazzetto di Venezia, Piazza San Marco 51, CEDAM PADOVA. Avril 1993

« Desarrollo de la responsabilidad penal individual » dans *Estudios de Derecho Internacional en homenaje al Prof. Ernesto J. Rey Caro*, éd. Drnas-Lerner, Córdoba, 2002

« Algunas reflexiones en torno a la Declaración de Río sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo » dans *El Derecho Internacional en un Mundo en Transformación, liber amicorum en homenaje al Profesor Eduardo Jiménez de Aréchaga*, Montevideo, F.C.U., 1994

« La Corte Penal Internacional: Utopía o Realidad » dans *Héctor Gros Espiell amicorum liber, Persona humana y derecho internacional* (publication parrainée par l'UNESCO), Établissements Émile Bruylant S. A., Bruxelles, 1997

« Cuenca del Plata » dans *Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales*, année XXV/4, n° 1, 1981

« Reflexiones sobre la vigencia del sistema de solución pacífica de controversias en el ámbito interamericano », XXIII Conferencia de la Federación Interamericana de Abogados, Tampa (Floride), 1982

« La XII Reunión de Cancilleres de la Cuenca del Plata », *Revista de la Unión Latinoamericana de Abogados*, 1982

« Reflexiones acerca de la Cuenca del Plata » dans la rubrique « El Pensamiento Jurídico Latinoamericano », Unión Latinoamericana de Abogados, Buenos Aires

« Vigencia de la responsabilidad por actos lícitos en el ámbito del Plata » dans *Será Justicia*, Buenos Aires, 1983

« Algunas características de un sistema de solución pacífica de controversias » dans *Anales de la Conferencia*, XXIV Conferencia de la Federación Interamericana de Abogados, Panamá, 1984

Recherches conjointes sur la pollution transfrontière et le droit international menées avec le Centre d'études et de recherche de l'Académie de droit international de La Haye, sous la direction de Johan G. Lammers, 1985 :

« Instructivo de Administración de Fondos del Estado y Obligaciones Varias ». Italo Sordo, Marcial Houcade, Lucía Trucillo et Roberto Touriño, Ministère des affaires étrangères, Uruguay, mars 1987

« La conciliación en el Tratado del Río de la Plata y su Frente Marítimo », *liber amicorum en homenaje al Profesor Ludwik Kos Rabcewicz*, Université d'Ottawa (Canada), juillet 1987

« Límites del espacio ultraterrestre. Su incidencia actual en el uso de la órbita geostacionaria », VII Simposio Internacional de Derecho Aeronáutico y Espacial por el Instituto Uruguayo de Derecho Aeronáutico del Espacio y la Aviación, Montevideo, éd. Capitol SRL, avril 1989

« Contaminación Transfronteriza », cours de droit international public, vol. III, Montevideo, F.C.U., 1992

« The role of Law in the UN decision-making process of the Sixth Committee of the General Assembly », *Journal of International Law and Politics*, New York University, printemps 1995, vol. 27, n° 3, 1995

« The Scope of Customary International Law on the Question on Liability and Compensation for Environmental Damage » dans *International Legal Issues arising under the United Nations Decade of International Law*, Kluwer Law International, Pays-Bas, 1995

« Conceptual and Practical Aspects of the Codification and Progressive Development of International Law: New Developments and Priorities » dans *Le droit international comme langage des relations internationales*, publication des Nations Unies, Kluwer Law International, Pays-Bas, 1996

« Derecho Internacional Ambiental: Nuevas Tendencias ». Ernesto Rey Caro, María del Luján Flores, Zlata Drnas de Clement, Graciela Salas, Nelson D. Marcionni, María Cristina Rodríguez, *Estudios de Derechos Internacional*, éd. Marcos Lerner, Córdoba (Argentine), mai 1998

« Artículo 9 del Convenio para la Unificación de Ciertas Reglas para el Transporte Aéreo Internacional » signé à Montréal le 28 mai 1999, ALADA (Asociación Latinoamericana de Derecho Aeronáutico y Espacial), Buenos Aires, juillet 2000

« Opiniones Consultivas de la Corte Interamericana de Derechos Humanos », *Revista de Derecho Público*, n° 20, Montevideo, F.C.U., 2001

« Género y Derecho Internacional » dans *Cuadernos de la Facultad de Derecho*, Tercera Serie N° 10, Montevideo, F.C.U., octobre 2003

« Violaciones de los derechos humanos en América Latina en el período 60-80. La búsqueda de la protección internacional », *Revista de Derecho Público*, n° 25, F.C.U., Montevideo, 2004

« La perspectiva de género en el Estatuto de la Corte Penal Internacional », *Revista de Derecho Público*, n° 26, F.C.U., Montevideo, 2004

« Algunos aspectos de la lucha contra la corrupción en el ámbito interamericano » dans *Revista Agenda Internacional*, année XI, n° 22, Pontificia Universidad Católica del Perú, Instituto de Estudios Internacionales, Lima, mai 2005

« Las Mujeres en el ámbito del Derecho Internacional. El sistema universal de protección de los Derechos Humanos », dans *Género: Violencia y Equidad. Participación y Exclusión*, Facultad de Derecho, Universidad de la República, éd. Ideas, Montevideo, octobre 2005

« Esfuerzos regionales en la lucha contra la corrupción en Revista de Derecho Público », n° 28, F.C.U., Montevideo, 2005

« El terrorismo y el Estatuto de la Corte Penal Internacional », dans *Revista de Derecho Público*, n° 29, F.C.U., Montevideo, 2006

« Estado laico: ¿Importa su vigencia? », *Revista de la Facultad de Derecho*, Universidad de la República Oriental del Uruguay, n° 23, janvier-décembre 2004, F.C.U., Montevideo, août 2005

« Distintas formas de protección a la ciudadanía », dans *Cuadernos de la Facultad de Derecho*, « Nuevas reflexiones sobre Género, Derecho y Ciudadanía », Tercera Serie N° 11, F.C.U., Montevideo, septembre 2005

« Las telecomunicaciones: escenario de desafíos para el Derecho Internacional », XXX Jornadas Latinoamericanas de Derecho Aeronáutico y Espacial, Punta del Este (Uruguay), mars 2006

« A violencia de género no plano internacional », dans *Verba Juris: Anuário da Pós-Graduação em Direito Joao Pessoa*, éd. Universitaria (UFPB), année 5, n° 5, Brésil, 2006

« La Fragilidad del Infinito publicado » dans *Liber Amicorum Dr. Enrique Mapelli López*, ALADA, Buenos Aires, 2007

« El Derecho Internacional y los Recursos Naturales », *Revista de Derecho Público*, n° 34, F.C.U., Montevideo, 2008

« Análisis comparado de la jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos y la Corte Internacional de Justicia: midiendo distancias » dans *Libro in Memoriam Doctor José Roberto Franco Da Fonseca*, 2008. Écrit en collaboration avec C. Sapriza

« Complejidad y contradicción en los sistemas jurídicos: la Carta Social de las Américas y el Sistema jurídico interamericano en Estudios de Derecho Internacional », *Libro homenaje al Profesor Santiago Benadava*, Santiago (Chili), 2008. Écrit en collaboration avec C. Sapriza

« Reflexiones acerca de los desafíos del Derechos Internacional » (I et II) dans *Curso de Derecho Internacional*, XXXV, 2008, Comité Jurídico Internacional, OEA

Essais dont la publication a été recommandée :

« Régimen jurídico de la energía solar », XXII Conferencia de la Asociación Interamericana de Abogados, Quito, mars 1981

« Miembros de las Naciones Unidas », Conferencia Internacional de Juristas, Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), juin 1981

« Principios básicos para la elaboración de normas relativas al uso de las aguas fluviales internacionales », XXIII Conferencia de la Federación interamericana de Abogados, Tampa (Floride), 1982

« Protección Diplomática », XXV Conferencia Interamericana de Abogados, Acapulco (México), 1985. Mention spéciale.

Travaux présentés dans des institutions et lors de conventions et conférences :

« Algunas reflexiones acerca de los crecientes desarrollos políticos y jurídicos que han tenido lugar en el marco de las Naciones Unidas », Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales (CARI)

« El Artículo 39 de la Carta de Naciones Unidas », 1979

« Problemas fronterizos entre Venezuela y Colombia, Venezuela y Guyana », en collaboration avec D<sup>r</sup> Vilela et D<sup>r</sup> Corrente, 1981. Inédit

« La política exterior del Uruguay durante los años 1890-1895 », en collaboration avec Dr. Gosia, 1981. Inédit

« Dominio Aéreo », 1983

« La Corte de Justicia Centroamericana: breve reseña de un legado centroamericano al Derecho Internacional Público », Corte Interamericana de Derechos Humanos, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la création de la Corte Centroamericana de Justicia, San José (Costa Rica), janvier 1983

« Legal study of South and Central American legislation on the question of to what extent strict liability or liability for risk has been accepted with regard to damage caused by ultrahazardous activities », Centre d'études et de recherche de l'Académie de droit international de La Haye, Pays-Bas, 1985

« Algunas reflexiones acerca de la responsabilidad internacional a regir en caso de contaminación por actividades espaciales », XVII Jornadas Iberoamericanas de Derecho Aeronáutico y Espacial, Río de Janeiro, 23-26 septembre 1987, Facultad de Derecho, Universidad Federal de Río de Janeiro, Asociación Brasileña de Derecho Aeroespacial, Instituto Iberoamericano de Derecho Aeronáutico y Espacial de la Aviación Comercial

« Características del sistema regional americano de protección y promoción de los derechos humanos », XXVI Conferencia de la Federación Interamericana de Abogados, Buenos Aires, mai 1987, et Seminario de la Universidad y Derechos Humanos en América Latina, octobre 1988, Universidad Nacional de Lomas de Zamora, Unión de Universidades Latinoamericanas, Buenos Aires

« Contaminación en el espacio ultraterrestre », 1988

« Posible evolución de los temas espaciales en Naciones Unidas desde una óptica latinoamericana », 1988

« Clases de responsabilidad posibles de surgir como consecuencia de la utilización de satélites para telecomunicación. Su incidencia en las relaciones entre la OACI e INMARSAT », XII Seminario Latinoamericano sobre el Derecho Aeronáutico y del Espacio, 23-27 mai 1988, Saint-Domingue

« Contaminación en la órbita geoestacionaria », XVIII Jornadas Iberoamericanas de Derecho Aeronáutico y Espacial, octobre 1988, Asunción

« La transmisión de tecnología marina », 1989

- « Las zonas de alije en el Río de la Plata », 1989
- « Contaminación atmosférica transfronteriza », XXVII Conferencia de la Federación Interamericana de Abogados, Carthagène (Colombie), 12 mai 1989
- « ¿Existe una economía espacial? », XIII Jornadas Latinoamericanas de Derecho aeronáutico y Espacial y VIII Simposio Internacional de Derecho Aeronáutico y Espacial, Montevideo, 24-26 mai 1989, Banco Central
- « La Contaminación del Espacio Ultraterrestre adyacente a la Tierra y el proyecto de la Responsabilidad Internacional por las Consecuencias de Actos no prohibidos por el Derecho Internacional », Conferencia Espacial de las Américas, Costa Rica, mai 1990
- « Algunos de los derechos y deberes emanados del artículo I del Tratado del Espacio y su relación con la Cooperación Internacional », XXVIII Conferencia de la Federación Interamericana de abogados, Washington, octubre 1990
- « Implementation Status of the Main International Environmental Treaties », Association de droit international, Branche brésilienne, juillet 1999
- « Evolución de la Protección Internacional de los Derechos del Niño », XXIII Congreso de BPW International, Vancouver (Canada), septembre 1999
- « Nuevas Perspectivas del Derecho Penal Internacional ». Écrit en collaboration avec D<sup>r</sup> Carlos Sapriza. Primer Congreso de Derecho Internacional: « Temas Relevantes del Derecho Internacional del Siglo XXI », Escuela de la Magistratura Regional Federal IBIN: Universidad Federal Rural de Río de Janeiro, Centro de Convenciones, Río de Janeiro, 6-9 juin 2000
- « La lucha contra la corrupción a través del Derecho Internacional », Colegio de Abogados de Buenos Aires, Buenos Aires, 25 septembre 2000
- « Integración y Desarrollo: Mercosur », Primer Congreso Regional de la Zona Social sobre el Desarrollo y la Integración, Sede administrativa del Mercosur, Montevideo, 5-8 octobre 2000
- « Responsabilidad y Medio Ambiente » (projet de sauvegarde du Río de la Plata et de son front maritime), Ministère des affaires étrangères, Montevideo, 2001
- « Régimen Jurídico de la operación de bases de lanzamiento », XXVI Jornadas Latinoamericanas de Derecho Aeronáutico y Espacial, Ushuaia (Argentine), 2002.
- « The Role of Corporate and Citizens, Responsibility in Strengthening Governance in Sustainable Development », International Convention Centre, Durban (Afrique du Sud), 22-25 août 2002
- « El Estatuto de Roma y la Participación de la Sociedad Civil », groupe de travail sur la Cour pénale internationale, annexe du Parlement, Montevideo, 9 septembre 2004
- « Universalismo y Regionalismo » (I et II) dans *Curso de Derecho Internacional*, XXXVI, 2009, Comité Jurídico Interamericano, OEA



« Reflexiones acerca del Derecho a la Libertad de Pensamiento y Expresión en el ámbito Interamericano », *Revista de Derecho Público*, nº 36, F.C.U., Montevideo, 2009

« La Seguridad en el contexto regional », *Revista de Derecho Público*, nº 38, F. C. U., Montevideo, 2010

Prix interaméricain de jurisprudence décerné par la Federación Interamericana de Abogados, 2002

## **James C. Droushiotis (Chypre)**

[Original : anglais]

### **I. Renseignements personnels**

Date de naissance : 21 avril 1949  
Nationalité : Chypriote  
Langues : Grec, anglais  
Marié à M<sup>me</sup> Athena Droushiotis (née Mavronicola)

### **II. Carrière professionnelle**

Stagiaire, assistant juridique  
Bureau du Procureur général  
République de Chypre  
1972-1974

Conseiller, Premier Secrétaire  
Mission permanente de la République de Chypre auprès de l'Organisation  
des Nations Unies  
New York  
1975-1989

Premier Secrétaire  
Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre  
1989-1992

Conseiller, Chef de mission adjoint  
Ambassade de la République de Chypre auprès de la République fédérale  
d'Allemagne  
Bonn  
1992-1996

Représentant permanent adjoint  
Mission permanente de la République de Chypre auprès de l'Organisation  
des Nations Unies  
New York  
1996-1999

Ambassadeur de la République de Chypre auprès de la République arabe d'Égypte  
2000-2002

Chef du Département de politique étrangère et de sécurité commune de l'Union  
européenne  
Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre  
2002-2003

Représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Office des Nations  
Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse  
2003-2007

Ambassadeur de la République de Chypre auprès du Royaume des Pays-Bas  
Depuis 2007

Représentant permanent auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes  
chimiques, La Haye  
Depuis 2007

### **III. Participation à des conférences internationales et à des commissions de l'Organisation des Nations Unies et activités connexes**

Membre de la délégation chypriote à l'Assemblée générale de la trente-deuxième à la quarante-quatrième et de la cinquantième à la cinquante-quatrième session, ainsi que de la septième à la quinzième et de la dix-neuvième à la vingt-deuxième session extraordinaire et de la sixième à la dixième session extraordinaire d'urgence

Grandes commissions de l'Assemblée générale :

Première Commission (Commission des questions de désarmement et de la sécurité internationale)

Troisième Commission (Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles)

Quatrième Commission (Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation)

Sixième Commission (Commission des questions juridiques)

Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies

Conseil des Nations Unies pour la Namibie

Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation; participation à la rédaction et à l'adoption de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales; Rapporteur de la session de 1988

Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

Comité des relations avec le pays hôte

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1975-1982

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international : neuvième, onzième, treizième, quinzième, dix-septième, dix-neuvième et vingt-quatrième sessions

Séminaire d'experts des droits de l'homme organisé par l'ONU sur les relations qui existent entre la paix et le développement, 1981

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : réunion d'experts des droits de l'homme, Ottawa, 1985

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales, Vienne, 1986

Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, Nicosie (1988) et Accra (1991)

Comité ministériel des pays non alignés sur le rôle et les stratégies du Mouvement des pays non alignés, Nicosie, 1992

Réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays du Commonwealth, Limassol (Chypre), 1993

Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Berlin, 1993

Conférence des Nations Unies sur les droits inaliénables du peuple palestinien, Bruxelles, 1998

Autorité internationale des fonds marins, troisième et quatrième sessions, Kingston, 1997 et 1998

Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, New York, 1999

Commission des droits de l'homme puis Conseil des droits de l'homme, Genève, 2002-2006

Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 2002 et 2006

Conférence internationale du Travail de l'Organisation internationale du Travail, Genève, 2002-2006

Assemblée mondiale de la Santé, Genève, 2002-2006

Assemblée des États parties au Statut de Rome, septième et huitième sessions, La Haye, 2008-2009

Représentant de la République de Chypre lors de la procédure consultative, Cour internationale de Justice, La Haye, 2009

#### **IV. Formation universitaire et qualifications professionnelles**

Middle Temple Inn of Court

1968-1972

Londres EC4

Études d'avocat

Admission au barreau (Angleterre)

1972

Admission au barreau (Chypre)

1973

Bourse ONU/UNITAR de perfectionnement en droit international

1979

Académie de droit international de La Haye

Participant aux deux sessions, 1979

## Abdelrazeg El-Murtadi Suleiman (Jamahiriya arabe libyenne)

[Original : anglais, arabe et français]

### Renseignements personnels

Nom : Abdelrazeg El-Murtadi Suleiman Gouider

Date et lieu de naissance : 17 juillet 1945 dans la Région de la montagne verte, à Gegab (Libye)

Nationalité : Libyenne

État civil : Marié, quatre enfants

Langues : Arabe (langue maternelle), excellente connaissance du français et de l'anglais

Titre : Conseil et professeur de droit international, public et privé  
Ambassadeur et Conseiller juridique à la Mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies

### Diplômes et certificats obtenus

- L.L. B. (licence de droit) 1964-1968  
Université de Benghazi (Libye)
- Diplôme d'études supérieures en droit public 1970-1971  
Université de Grenoble (France)
- Doctorat d'État 1971-1976  
Université de Paris I/Sorbonne, France
- Chevalier de l'Ordre du devoir, première classe  
décerné par l'État libyen
- Prix et certificats d'appréciation :  
Cabinet, universités et syndicats libyens, et autres institutions régionales

N. B. : Les études ont été faites en arabe et en français, dans des pays de traditions de droit civil et islamique. La connaissance de la *common law* a été renforcée par l'enseignement et notamment par une expérience de première main et des traductions.

## Expérience

### A. Activités juridiques

#### 1. À la Cour internationale de Justice

- Conseiller de la Jamahiriya arabe libyenne pour l'affaire du plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte), (1982-1985) et de ses procédures incidentes, Requête de l'Italie à fin d'intervention 1984
- Conseil de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de la Cour pour les affaires suivantes :
  - Affaire du plateau continental (*Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne*) (1978-1982) et ses procédures incidentes :
  - Requête de Malte à fin d'intervention 1981
  - Demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 présentée par la Tunisie 1985
  - Affaire relative à des questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni*) et de ses procédures incidentes :
  - Demande en indication de mesures conservatoires, *Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni* 1992
  - Exceptions préliminaires, *Royaume-Uni c. Jamahiriya arabe libyenne* 1998
  - Affaire relative à des questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 : *Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis*, 1992, et ses procédures incidentes, comme suit :
  - Demande en indication de mesures conservatoires, *Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis* 1998
  - Demande en indication de mesures conservatoires, *Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis* 1998

#### 2. Autres activités judiciaires et juridiques

- Président de la Cour de Justice de l'Union du Maghreb arabe 2009-2010
- Juge de ladite cour depuis 2002
- Président de l'équipe libyenne de défense et conseiller juridique dans la procédure d'arbitrage/Mobil Oil Libya, Ltd, Libye, Paris 1982-1983
- Conseil de la Jamahiriya arabe libyenne et de la Société nationale des pétroles (NOC-Tripoli) devant la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) dans les affaires suivantes :

- o *Société nationale des pétroles c. Sun Oil Company/Libye*, affaire n° 4462 de la CCI 1985
- o *Grace Petroleum/Libye c. Jamahiriya arabe libyenne et la Société nationale des pétroles*, affaire n° 8035 de la CCI 1993-1995
- Membre de l'équipe de défense juridique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP-Vienne) dans des affaires introduites devant les cours américaines contre l'Organisation et ses membres
- Auteur de divers avis d'expert préparés à la demande des cabinets d'avocats, nationaux et internationaux, agissant devant des tribunaux de la CCI sur des affaires mettant en jeu, entre autres, les principes et les règles du droit libyen et les garanties juridiques dont bénéficient les investisseurs étrangers, y compris le droit régissant les accords d'investissement pertinents et leurs clauses de stabilisation
- Membre des équipes internes de consultants dans diverses questions du droit international général, et consultant auprès de plusieurs autorités et institutions nationales sur des questions juridiques relatives au droit pétrolier, à ses concessions et aux nouveaux modèles d'accord y relatifs et à l'actualisation des accords de participation conclus avec des sociétés internationales sur l'installation d'usines et le transfert de technologie et de savoir-faire

## B. Activités juridiques et diplomatiques

### 1. Organisations internationales et régionales

- Participation aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, membre de la délégation libyenne (avec rang d'ambassadeur) de ses soixante-deuxième à soixante-cinquième sessions, représentant à la Sixième Commission (Commission juridique) et Conseiller juridique de la Mission de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies Depuis 2007
- Représentant adjoint de la Jamahiriya arabe libyenne devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies 2007-2009
- Membre et Conseiller juridique de la délégation libyenne aux conférences des Nations Unies sur des questions juridiques telles que les conférences sur le droit de la mer et les conférences sur la succession d'États
- Expert juridique participant aux travaux du Comité ad hoc de médiation sur le différend frontalier Tchad/Libye de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Libreville 1977
- Expert juridique auprès de l'OUA dans la rédaction de l'Acte constitutif de l'Union africaine, Addis-Abeba 1999-2000

- Membre et Conseiller juridique de la délégation libyenne aux réunions de l'OUA et à ses sommets examinant des litiges de délimitation et le processus de création de l'Union africaine
- Consultant auprès des secrétariats libyens sur des questions juridiques relatives aux organisations internationales et régionales. A émis à ce titre plusieurs avis juridiques, notamment sur le droit de la mer, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l'immunité souveraine et diplomatique, le droit international humanitaire, les tribunaux pénaux internationaux, le droit économique international, les droits sur les investissements et le droit commercial international, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Les consultations comprenaient la rédaction des propositions soumises à l'ONU, des documents constitutifs présentés aux organisations régionales, arabes et africaines et des instruments d'adhésion de la Jamahiriya arabe libyenne aux organisations mondiales pertinentes et les accords y relatifs

## 2. *Négociations*

Négociateur en chef et conseiller juridique dans des réunions et négociations portant sur diverses questions juridiques et techniques, notamment :

- Mise en œuvre et application des arrêts de la CIJ de 1982 et de 1985 sur l'affaire du plateau continental : *Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne* 1982-1988
- Mise en œuvre et application des arrêts de la CIJ de 1985 sur l'affaire du plateau continental : *Jamahiriya arabe libyenne c. Malte* 1985-1987
- Discussions et rédaction des documents relatifs aux exploitations communes des ressources transfrontières en pétrole et en gaz 1986-1988

Négociateur et conseiller juridique à des réunions et des négociations portant sur diverses questions juridiques liées, entre autres, à :

- L'état des frontières et les zones frontalières avec les États voisins
- La coopération technique et le transfert de technologies dans le cadre des arrangements contractuels et des coentreprises établies avec des partenaires internationaux dans divers secteurs dont le pétrole et le gaz, l'industrie, l'énergie et l'électricité

## C. **Responsabilités universitaires et professionnelles**

Vice-doyen de la faculté de droit (Benghazi) 1976-1979

Président des comités et conseils d'administration (Tripoli), tels que :

- Comité du plateau continental 1976-1987



- Comité des frontières terrestres et maritimes 1987-1999
- Comité d'examen et de rédaction du Code du pétrole 2005-2006
- Comité de la fiscalité pétrolière 2006
- Comité de rédaction du Code des zones maritimes (Tripoli) 1988-1990
- Comité de discipline du corps professoral universitaire 2004-2005

Membre de conseils d'administration et de comités comme suit :

- Conseil d'administration de la Banque centrale libyenne
- Conseil des investissements étrangers
- Conseil de discipline des membres du corps professoral universitaire (Benghazi)
- Comité de rédaction de la Constitution libyenne
- Commission consultative de l'énergie

## **Expérience universitaire**

### **A. Expériences universitaires**

Maître de conférences (1976-1978)

Professeur adjoint (1979-1983)

Professeur associé (1983-1990)

Professeur d'université depuis 1990

### **B. Enseignement, recherche et autres activités universitaires**

Enseignant en premier et troisième cycles durant les années universitaires 1976-2007 pour les matières et instituts suivants :

- Droit international public aux facultés de droit de Benghazi et de Tripoli, à l'Académie des hautes études, des sciences de la mer et des sciences de la sécurité, à l'École d'état-major et l'Institut d'études diplomatiques (Tripoli)
- Droit international privé à la faculté de droit et Académie des sciences de la sécurité (Tripoli)
- Droit diplomatique à l'Institut d'études diplomatiques (Tripoli)
- Droit pétrolier aux facultés de droit de Benghazi et de Tripoli

### **Recherche et autres activités universitaires**

- Membre des jurys évaluant la recherche relative à la promotion du corps professoral universitaire, Directeur et Président des jurys de soutenance des thèses de maîtrise et doctorat dans les universités et les instituts supérieurs de la Jamahiriya arabe libyenne et d'autres pays arabes

- Supervision de thèses et de recherche des étudiants de troisième cycle dans les universités libyennes et arabes, offre d'avis et d'opinions sur diverses questions universitaires
- Participation à des réunions nationales et internationales, à des séminaires, à des colloques et à des conférences. Participation à des activités internationales aux Universités Harvard et de New York, à d'autres institutions en Europe (Genève, Londres, Rome, Chypre), en Afrique (Le Caire, Le Cap), en Asie (Chypre, Bahreïn, Beyrouth), traitant de sujets divers de droit international tels que les droits de l'homme, les sanctions, le Statut de Rome et la Cour pénale internationale, les débris de guerre, l'arbitrage international

### C. Liste non exhaustive des publications

A publié, outre des articles en arabe et en français, les livres suivants en arabe (Tripoli) :

- *Les législations pétrolières libyennes : législations de base*, 287 pages 1980
- *Les législations pétrolières libyennes : législations subsidiaires*, 503 pages 1982
- *Les relations pétrolières dans les pays de l'OPEP : aspects juridiques et financiers en Libye*, comme étude de cas, 493 pages 1983
- *L'affaire du plateau continental entre la Jamahiriya arabe libyenne et la Tunisie* : traduction en arabe du texte anglais de l'arrêt de la CIJ de 1982, des avis annexés et de l'arrêt de la Cour de 1981 sur la requête de Malte à fin d'intervention, 544 pages 1985
- *Les personnes morales dans les relations internationales* (262 pages) 2007
- *Les personnes physiques dans les relations internationales* (321 pages) 2007
- *L'affaire du plateau continental entre la Jamahiriya arabe libyenne et Malte* : traduction en arabe du texte anglais de l'arrêt de la CIJ de 1985, des avis annexés, des arrêts de la Cour de 1984 sur la requête de l'Italie à fin d'intervention et de la demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 présentée par la Tunisie, 574 pages en arabe 2008
- *Les relations pétrolières dans les pays de l'OPEP*, 567 pages 2008

En outre, des brochures contenant les textes dactylographiés des conférences sont mises chaque année à la disposition des étudiants de licence et de troisième cycle dans les facultés de droit (Benghazi et Tripoli), avec une mise à jour des sujets enseignés et la prise en compte de l'importance particulière de certains sujets comme le rôle du tiers monde dans le processus de codification, l'évolution progressive du droit international, les développements récents sur le plan des précédents arbitraux et judiciaires internationaux, le droit applicable et la compétence judiciaire dans les contrats conclus dans les pays en développement avec des sociétés internationales spécialisées et les modèles récents de coentreprises établies avec ces partenaires internationaux.

## **Concepción Escobar Hernández (Espagne)**

[Original : anglais, espagnol et français]

Née à Madrid le 22 décembre 1959

Mariée

### **Diplômes et formation**

- Licence en droit de l'Université Complutense de Madrid (1981)
- Doctorat en droit international de l'Université Complutense de Madrid (1987)
- Cours de spécialisation en droits de l'homme, Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1981-1983)
- Études du troisième cycle à l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève (1983-1984)

### **Activité professionnelle**

#### **A. Postes occupés**

- Conseillère juridique, Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération (depuis juin 2004)
- Professeur de droit international public à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED) (depuis octobre 2001)
- Titulaire de la chaire Jean Monnet de droit de l'Union européenne à l'UNED (Commission européenne) (depuis 2004)
- Professeur à l'Institut universitaire général Gutiérrez Mellado, chargée de recherche sur la paix, la sécurité et la défense (UNED) (depuis 2002)
- Professeur au Centre d'étude du droit international humanitaire (CEDIH) de la Croix-Rouge espagnole (depuis 1999)
- Professeur de droit international et de droit des droits de l'homme à l'École diplomatique espagnole (depuis 1996)
- Professeur de droit international public à l'Université de Cantabrie (1995-2001)
- Titulaire de la chaire Jean Monnet de droit de l'Union européenne à l'Université de Cantabrie (1996-2002)
- Professeur titulaire de droit international public à l'Université Complutense de Madrid (1991-1995)
- Professeur de l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1987-1997)
- Membre de la Commission espagnole du droit international humanitaire (depuis sa création en 2008)

**B. Postes de direction occupés**

- Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération (depuis juin 2004)
- Doyenne de la faculté de droit de l'Université nationale d'enseignement à distance de Madrid (2002-2004)
- Directrice du Département de droit international public de l'Université nationale d'enseignement à distance de Madrid (2002)
- Directrice du Département de droit public de l'Université nationale d'enseignement à distance de Madrid (2001)
- Directrice du Département de droit public de l'Université de Cantabrie (1996-2001)
- Secrétaire générale de l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1990-1992)
- Secrétaire du Département de droit international public et de droit international privé de l'Université Complutense de Madrid (1989-1992)

**C. Appartenance à des associations scientifiques et conseils de revues scientifiques**

- Membre de l'*Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales* (depuis 1982). A été membre de son conseil d'administration (1986-1993).
- Membre de l'*Asociación Española para el Estudio del Derecho Europeo* (depuis 1982). Membre de son comité directeur (depuis 1984)
- Membre du Conseil consultatif de la *Revista General de Derecho Europeo IUSTEL* (depuis 2002)
- Membre du Comité de rédaction de la *Revista Española de Derecho Militar* (depuis 2003)
- Membre du Comité de rédaction de la *Revista Española de Derecho Internacional* (1997-2003) et responsable de la Section de jurisprudence espagnole du droit international public (2001-2005)

**D. Activités universitaires**

- Tout au long de sa carrière universitaire, M<sup>me</sup> Escobar Hernández a donné des cours de licence, de doctorat et de troisième cycle dans des matières portant sur le droit international public, le droit de l'Union européenne, le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la protection internationale des droits de l'homme, le droit pénal international et la juridiction internationale.
- Elle a également :
  - Dirigé cinq thèses de doctorat et en dirige actuellement quatre autres;
  - Participé à de nombreux projets de recherche ayant trait au droit international public (chercheuse principale ou membre de l'équipe de recherche);

- Donné des cours de troisième cycle dans diverses universités espagnoles et étrangères;
- Participé en tant que rapporteuse à divers congrès internationaux, dont ceux de la Fédération internationale du droit européen (FIDE) (Stockholm, 1998) et de la Société européenne de droit international (SEDI) (Paris, 2006) et à la Conférence annuelle de 2010 de l'International Law Association (ILA) (La Haye, 2010);
- Participé régulièrement à divers programmes de formation organisés par la Commission internationale de juristes (protection internationale des droits de l'homme et protection internationale des droits des peuples autochtones) en Amérique latine (1992-1997);
- Participé au Programme d'assistance technique des Nations Unies à la Guinée équatoriale (1995).
- Elle est membre de jurys d'évaluation de thèses de doctorat, en Espagne et à l'étranger.
- Elle est membre de jurys de sélection d'enseignants (droit international public) en Espagne et à l'étranger.

#### **E. Autres activités juridiques**

- En sa qualité de Directrice du Service juridique international, est chargée de fournir des avis sur tous les domaines liés au droit international public, à la demande du Ministère espagnol des affaires extérieures et de la coopération et d'autres ministères et organes étatiques.
- Doit également se prononcer sur des questions relevant du droit international public concernant d'autres administrations publiques espagnoles (s'agissant en particulier de la signature de mémorandums d'accord par les communautés autonomes, les conseils municipaux, et autres entités locales, ainsi que par d'autres organes et entités publics espagnols).
- Fait état de la position juridique de l'Espagne dans divers organes internationaux spécialisés en droit international dont le pays fait partie.

#### **F. Domaines de spécialisation universitaire**

- Juridictions et tribunaux internationaux
- Droit international des droits de l'homme
- Droit pénal international
- Maintien de la paix
- Organisations internationales
- Droit de l'Union européenne (général et institutionnel)

## Activités juridiques internationales (tribunaux, organismes et conférences internationales)

- Représentante et avocate du Royaume d’Espagne pour la procédure consultative devant la Cour internationale de Justice sur la conformité de la déclaration unilatérale d’indépendance des institutions provisoires d’administration autonome du Kosovo avec le droit international (2008-2010)
- Représentante du Royaume d’Espagne devant le Tribunal international du droit de la mer dans l’affaire n° 18, *M.V. Louisa, Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Espagne* (2010-)
- Membre de la Cour permanente d’arbitrage (depuis 2008)
- Présidente du Comité de rédaction de la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Kampala, 2010)
- Membre de la délégation espagnole à la Sixième Commission de l’Assemblée générale des Nations Unies (depuis 2004)
- Membre du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public, au Conseil de l’Europe (depuis 2004)
- Vice-Présidente du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 (élue lors de la session de Trömsö, septembre 2010)
- Membre du Groupe de travail sur le droit international public de l’Union européenne (COJUR) (depuis 2004)
- Membre du Sous-Groupe d’experts sur la Cour pénale internationale et autres tribunaux pénaux internationaux du COJUR, Conseil de l’Union européenne (depuis 2004)
- Chef et Chef adjointe de la délégation espagnole à l’Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale (2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010)
- Membre de la délégation espagnole à l’Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale (2002 et 2003)
- Membre de la délégation espagnole à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (2000, 2001 et 2002)
- Membre de la délégation espagnole à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur le Statut de la Cour pénale internationale (1998)
- Membre du Groupe de travail hispano-marocain sur la délimitation et la coopération maritimes sur la façade atlantique (depuis 2004)
- Membre du Groupe de travail hispano-algérien sur la délimitation maritime (depuis sa création en 2007)

## Publications (sélection)

### A. Livres, manuels et monographies

- *La Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas y la violación de derechos humanos y libertades fundamentales. Estudio de los procedimientos públicos especiales*, éd. de l'Université Complutense de Madrid (Madrid, 1988)
- *El recurso por omisión ante el Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas*, éd. Cívitas, Madrid, 1993
- *Instituciones de Derecho Comunitario* (Dir.), Tirant lo blanc (Valencia, 2006)
- M. Díez de Velasco, *Instituciones de Derecho Internacional Público* : chapitres XXVII, XXVIII et XXXVIII; partie des chapitres XXV et XXVI. Éditions Tecnos (Madrid) (dernière édition : dix-septième, 2009)
- M. Díez de Velasco, *Las Organizaciones Internacionales*, chapitre XIV; partie des chapitres XXI et XXXI. Éditions Tecnos (Madrid) (dernière édition : seizième, 2010, coordonnée par José Manuel Sobrino Heredia)
- M. Díez de Velasco; C. Escobar Hernández; N. Torres Ugena : *Código de Organizaciones Internacionales*, éd. Aranzadi (Navarre, 1997)
- *Extranjería e Inmigración en España y la Unión Europea* (éd.) (Madrid, 1998)
- *La Unión Europea en el siglo XXI: los retos de Niza* (éd.) (Madrid, 2003)
- *Los derechos humanos en la sociedad internacional del siglo XXI* (dir.), Colección Escuela Diplomática n<sup>os</sup> 15 et 16 (Madrid, 2009)

### B. Articles et collaboration à des ouvrages collectifs

- « Ejecución en España de las sentencias del Tribunal Europeo de Derechos Humanos », dans *Revista Española de Derecho Internacional*, 1990/2, p. 547 à 570
- « Un nuevo paso en la protección internacional de la libertad de pensamiento, conciencia y religión : el procedimiento público especial de la Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas », dans *Anuario de Derecho Eclesiástico del Estado*, 1990, p. 87 à 128
- « Asylum and refugee status in Spain », dans *International Journal of Refugee Law*, vol. IV, 1992, p. 55 à 70
- « Problemas planteados por la aplicación en el ordenamiento español de la Sentencia Bultó (Comentario a la sentencia del Tribunal Constitucional español 245/1991, 16 décembre) », dans *Revista de Instituciones Europeas*, 1992/1, p. 139 à 163
- « El Convenio de Aplicación del Acuerdo de Schengen y el Convenio de Dublín: una aproximación al asilo desde la perspectiva comunitaria », dans *Revista de Instituciones Europeas*, vol. 1993/1, p. 53 à 100
- « Las Salas *ad hoc* del Tribunal Internacional de Justicia », dans *Hacia un nuevo orden internacional y europeo. Homenaje al Profesor Manuel Díez de Velasco*, éd. Tecnos (Madrid, 1993), p. 291 à 317

- « La aplicación de los tratados en España », dans *Cuadernos de Derecho Judicial. Cuestiones prácticas de Derecho Internacional Público y Cooperación Jurídica Internacional*, Conseil général du pouvoir judiciaire (Madrid, 1994), p. 39 à 90
- « Comunidad Europea y Convenio Europeo de Derechos Humanos: ¿el fin de una vieja polémica? (comentario al dictamen 2/94 del TJCE de 28 de marzo de 1996) », dans *Revista de Instituciones Europeas*, 1996, vol. 1996/3, p. 817 à 838
- « Paz y derechos humanos: una nueva dimensión de la operaciones para el mantenimiento de la paz », dans *Cursos de Derecho Internacional de Vitoria-Gasteiz*, 1997, p. 47 à 102
- « Le citoyen, l'administration et le droit européen. Rapport national espagnol », dans *XVIII<sup>e</sup> Congrès FIDE* (Stockholm, 1998), vol. III, p. 152 à 198
- « Extranjería y ciudadanía de la Unión Europea », dans *Extranjería e Inmigración en España y la Unión Europea*, Colección Escuela Diplomática n° 3, 1998, p. 101 à 126
- « La progresiva institucionalización de la jurisdicción penal internacional: la Corte Penal Internacional », dans García Arón, M. y López Garrido, D. (coord.) : *Crimen internacional y jurisdicción internacional. El caso Pinochet*, Tirant lo blanc (Valence, 2000), p. 225 à 273
- « El Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional », dans *Hacia una Justicia Internacional*, Ministerio de Justicia/BSCH/Civitas (Madrid, 2000), p. 504 à 524
- « Las relaciones de la Corte Penal Internacional con las Naciones Unidas », dans Quel López, F. J. (coord.) : *Creación de una jurisdicción penal internacional*, Colección de la Escuela Diplomática, n° 4 (Madrid, 2000), p. 31 à 44
- « Algunas reflexiones sobre la Corte Penal Internacional como institución internacional », dans *Revista Española de Derecho Militar*, n° 75, 2000, p. 171 à 203
- « El Tratado de Niza y la reforma futura de la Unión », dans Díez de Velasco, M. (éd.) : *La Unión Europea tras la reforma* (Université de Cantabrie, 2000), p. 239 à 257
- « El principio de complementariedad », dans Yáñez-Barnuevo, J. A. (coord.) : *La Justicia Penal Internacional: una perspectiva iberoamericana*, Casa de América (Madrid, 2001), p. 78 à 100
- « La cooperación judicial en la Unión Europea: marco general », dans *Espacio de Libertad, Seguridad y Justicia en la Unión Europea*, Ministerio del Interior/UNED, 2002, p. 55 à 70
- « Corte Penal Internacional, Consejo de Seguridad y Crimen de Agresión: un equilibrio difícil e inestable », dans *El Derecho Internacional en los Albores del siglo XXI. Homenaje al Prof. Castro-Rial*,  d. Trotta (Madrid, 2002), p. 197 à 218



- « Unión Europea, democracia y derechos humanos », dans Escobar Hernández, C. (éd.) : *La Unión Europea en el siglo XXI: los retos de Niza* », Actas de las XIX Jornadas de la Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales (Madrid, 2003), p. 25 à 50
- « Veinticinco años de la Constitución de 1978: Aspectos internacionales », dans *Revista de Derecho Político*, n<sup>os</sup> 58/59, 2003/2004, p. 833 à 852
- « Los derechos humanos en el Tratado por el que se establece una Constitución para Europa », dans *Derecho Internacional: Normas, hechos y Valores. Liber Amicorum José Antonio Pastor Ridruejo* (Madrid, 2005), p. 115 à 133
- Escobar Hernández, C. et Yañez-Barnuevo, J. A. : « The International Criminal Court and the United Nations: A complex and vital relationship », dans *Essays on the Rome Statute of the International Criminal Court (II)*, 2005
- « Derechos humanos y justicia internacional: los tribunales internacionales de derechos humanos », dans *La Paz y el Derecho Internacional. Tercer Encuentro de Salamanca*, éd. Sistema, 2005, p. 273 à 292
- « La cláusula europea en la Constitución española (algunas reflexiones para una eventual reforma constitucional) », dans Rubio Llorente, F. y Alvarez Junco, J. (éd.) : *El informe del Consejo de Estado sobre la reforma constitucional. Texto del informe y debates académicos*, Consejo de Estado/Centro de Estudios Políticos y Constitucionales (Madrid, 2006), p. 483 à 499

**Extrait d'une note verbale datée du 13 janvier 2011, reçue de la Mission permanente de l'Espagne**

[Original : espagnol]

M<sup>me</sup> Escobar Hernández est professeur de droit international public à l'Université nationale d'enseignement à distance de Madrid où elle a été doyenne de la faculté de droit. Depuis 2004, elle est en outre Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération. Elle est membre de la Cour permanente d'arbitrage et Vice-Présidente du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public du Conseil de l'Europe.

M<sup>me</sup> Escobar Hernández est une juriste de renom spécialiste du droit international qui a une vaste expérience sur le plan universitaire et dans le domaine de la recherche, ainsi qu'il ressort du grand nombre de publications spécialisées touchant divers domaines du droit international public et du droit de l'Union européenne dont elle est l'auteur. M<sup>me</sup> Escobar Hernández participe également de façon notable à la rédaction en espagnol de divers manuels prestigieux (en particulier, les ouvrages *Instituciones de Derecho Internacional Público* y *Las Organizaciones Internacionales* du professeur Díez de Velasco y Vallejo).

M<sup>me</sup> Escobar Hernández possède en outre une vaste expérience pratique du droit international public du fait de ses fonctions de conseillère juridique au Ministère des affaires étrangères et de la coopération. Elle a représenté le Royaume d'Espagne devant la Cour internationale de Justice et le Tribunal international du droit de la mer et le représente devant les organes de l'Union européenne et du

Conseil de l'Europe s'intéressant notamment aux questions relevant du droit international. Elle participe également régulièrement aux sessions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que de l'Assemblée des États parties à la Cour pénale internationale.

Pour toutes les raisons susmentionnées, le Gouvernement espagnol estime que M<sup>me</sup> Escobar Hernández possède les compétences nécessaires et reconnues pour siéger à la Commission du droit international, une position prestigieuse qu'aucun ressortissant espagnol n'a eu l'honneur d'occuper au cours des 25 dernières années. Reconnaisant la compétence de ladite Commission et de son importance, il a présenté, par le biais de la note verbale n° 25/FP du 13 janvier 2011, la candidature de M<sup>me</sup> Escobar Hernández à un siège de la Commission du droit international lors des élections qui auront lieu en novembre 2011 (période 2012-2016).

## **Eduardo Ferrero Costa (Pérou)**

[Original : espagnol]

Né le 26 octobre 1946 à Lima

Marié, quatre enfants

### **Résumé**

Avocat et docteur en droit, Eduardo Ferrero Costa possède une expérience reconnue en droit international. Au cours de sa carrière, il a été Ministre péruvien des relations extérieures, Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des États américains (OEA), Ambassadeur du Pérou aux États-Unis et Conseiller juridique du Ministère des relations extérieures. Entre autres responsabilités internationales, il a été élu pour trois mandats au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) et il siège à la Cour permanente d'arbitrage depuis 1998.

Dans le domaine universitaire, il a été le fondateur et le Président exécutif du Centre péruvien pour les études internationales (CEPEI), dont le siège est à Lima, et il enseigne le droit international public à la Pontificia Universidad Católica del Perú et à l'Universidad del Pacífico depuis 1972. Il est Président de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce américaine au Pérou. Il a publié un grand nombre de livres et d'études sur des questions touchant notamment au droit international, au droit de la mer et à la politique extérieure du Pérou.

M. Ferrero est associé et chef du service de droit international du cabinet Echecopar Abogados de Lima. Il assure la défense de l'État péruvien dans des arbitrages internationaux devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements de la Banque mondiale; il est l'avocat du Pérou dans le différend sur la délimitation maritime l'opposant à la République du Chili porté devant la Cour internationale de Justice; et Procureur ad hoc du Pérou dans le procès l'opposant à l'Université de Yale pour la récupération des objets archéologiques de Machu Picchu.

### **Formation**

Pontificia Universidad Católica del Perú, diplôme d'avocat, 1970, Lima

Université du Wisconsin, études universitaires supérieures en droit international, 1971-1972

Université de Californie à San Diego – Institut Scripps, recherches en droit de la mer, 1972

Pontificia Universidad Católica del Perú, doctorat en droit, 1974

### **Principale expérience professionnelle**

Avocat associé du cabinet Echecopar Abogados, Lima (1971-1974)

Conseiller juridique et Directeur général du Groupe consultatif pour les questions juridiques du Ministère de l'industrie, du commerce, du tourisme et de l'intégration (1975-1977)

Associé fondateur du cabinet Ferrero Ferrari Abogados (1978-1980)  
Conseiller juridique du Ministère péruvien des relations extérieures (1980-1982)  
Fondateur et Président exécutif du Centre péruvien pour les études internationales (CEPEI) (1983-1996)  
Associé fondateur du cabinet Eduardo Ferrero Costa Abogados (1983-1996)  
Ministre péruvien des relations extérieures (1997-1998)  
Associé du cabinet Echeconpar Abogados, Lima (1999-2001)  
Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des États américains (OEA) (2002-2004)  
Ambassadeur du Pérou aux États-Unis d'Amérique (2004-2006)  
Associé et chef du service de droit international du cabinet Echeconpar Abogados, Lima (depuis 2006)

### **Carrière universitaire**

Maître de conférences en droit international public à la faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú (1972 à ce jour)  
Fondateur de la maîtrise de droit international économique à la Escuela de Graduados de la Pontificia Universidad Católica del Perú (1986-1988)  
Professeur de droit international public à la Academia Diplomática du Pérou (1972-1988)  
Professeur et conférencier au Centro de Altos Estudios Nacionales (CAEN), à la Escuela Superior de Guerra Aérea et à la Escuela Superior de la Marina de Guerra du Pérou (1975-1996)  
Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Californie à Berkeley (Boalt Hall) (1987)  
Membre du Comité directeur du Programa de Relaciones Internacionales en America Latina – RIAL (1986-1994)  
Professeur de droit international public à l'Université de Lima (2000-2002)  
Doyen de la faculté de droit de l'Universidad del Pacífico (2008-2010)  
Président de la Commission consultative de la faculté de droit de l'Universidad del Pacífico (depuis 2010)  
Intervenant à de nombreuses conférences tenues en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, sur des questions relatives notamment au droit international, au droit de la mer, à la politique extérieure, aux traités internationaux, à l'arbitrage, à la démocratie, aux droits de l'homme, aux menaces pour la sécurité, à l'environnement et au développement, aux investissements étrangers et au commerce extérieur (depuis 1974)

### **Autres fonctions importantes**

Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye (1998 à ce jour)

Membre de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris (2000-2002)

Vice-président et membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) (1988-2000)

Membre de la Commission consultative du Ministère péruvien des relations extérieures (1985-1992 et 2001-2006)

Conseiller de la Communauté andine (1989-2000)

Ambassadeur du Pérou en mission spéciale pendant le conflit avec l'Équateur (1995)

Président de la Commission péruvienne pour le bassin du Pacifique et Représentant du Pérou auprès du Conseil de coopération économique du Pacifique (1992-1995)

Conseiller du Secrétaire général de l'OEA pour des missions d'observation électorale au Nicaragua, en Haïti, en République dominicaine, en Colombie et au Costa Rica (1987-1992)

Membre de la Commission juridique pour le Nicaragua de l'OEA (1990)

Président du Groupe de travail sur le Projet de déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones dans le cadre de l'OEA (2002-2004)

Président de la Cour d'arbitrage de l'American Chamber of Commerce (AmCham) au Pérou (2009 à aujourd'hui)

Membre de la direction de : Petróleos del Perú, S.A. (Petroperu); Servicio Nacional de Adiestramiento en Trabajo Industrial (SENATI); Banco Financiero; Compañía Minera San Ignacio de Morococha; Compañía Minera Poderosa S.A.; Ferrocarril Transandino S.A. et Perú Rail S.A.

### **Conseil juridique et défense de la République du Pérou**

Conseiller juridique de la délégation péruvienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1978-1982)

Membre du Comité juridique et de la délégation péruvienne aux conférences annuelles de la Commission permanente du Pacifique Sud (1976-1982)

Membre de la délégation péruvienne dans le cadre des négociations de la Commission permanente du Pacifique Sud concernant divers traités relatifs à l'environnement, à la pêche et d'autres questions maritimes (1976-1982)

Membre de la délégation péruvienne dans le cadre des négociations avec l'Équateur sur le différend frontalier opposant les deux pays (1996-1997)

Membre de la délégation péruvienne à divers sommets de chefs d'État et de gouvernement, comme le Sommet des Amériques à Santiago du Chili et le Sommet de l'Amérique latine au Venezuela

Participation aux négociations relatives à la Déclaration américaine sur la sécurité continentale (2003-2004) dans le cadre de l'OEA et à la Conférence sur la sécurité continentale à Mexico (2004)

Participation aux négociations et à l'approbation de la Convention interaméricaine contre le terrorisme (2001-2002)

Participation aux négociations dans le cadre du Traité de libre-échange entre le Pérou et les États-Unis et au processus d'approbation au Congrès (2004-2006)

Participation à plusieurs conférences de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), notamment les sommets de chefs d'entreprise à Lima et à Singapour (2008-2009)

Représentant légal de la République du Pérou dans l'arbitrage international suivi par l'entreprise Aguaytía Energy Inc. devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (2006-2008)

Avocat de la République du Pérou dans le différend sur la délimitation maritime l'opposant à la République du Chili porté devant la Cour internationale de Justice (depuis 2008)

Avocat de la République du Pérou dans la procédure d'arbitrage portée par le consortium argentin CONVIAL devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (depuis 2010)

Procureur ad hoc de la République du Pérou dans le procès intenté contre l'Université de Yale devant la Cour fédérale du district du Connecticut (États-Unis d'Amérique) pour la récupération des objets archéologiques de Machu Picchu (Cuzco, depuis 2009)

### **Publications**

M. Ferrero est auteur ou éditeur de 18 ouvrages de plus de 50 articles universitaires publiés au Pérou et dans d'autres pays sur des questions relatives au droit international, aux relations internationales, au droit de la mer, à l'arbitrage et à la politique extérieure péruvienne.

Il a publié les ouvrages suivants :

1. *Derecho Internacional Público – Casos y Materiales de Enseñanza par un Curso Introductorio*, Pontificia Universidad Católica del Perú, Tome 1 – 1973, Tome II – 1974, Lima
2. *El nuevo Derecho del Mar: El Perú y las 200 millas*, Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, 1979
3. *Legislación Industrial del Perú*, Eduardo Ferrero Costa y Mario Ferrari Quine (coauteurs), Fondo Editorial del Banco Industrial del Perú, 3 tomes, Lima, 1980
4. *El Perú frente a las nuevas tendencias del Comercio Internacional*, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1984 (éditeur et coauteur).
5. *Perú: Perspectivas de Política Exterior*, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1985 (éditeur et coauteur)

6. *Relaciones del Perú con Chile y Bolivia, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1985* (éditeur et coauteur)
7. *El Perú frente a la Convención sobre el Derecho del Mar, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1985*
8. *Relaciones Internacionales del Perú, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1986* (éditeur et coauteur)
9. *Relaciones del Perú con Estados Unidos, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1987* (éditeur et coauteur)
10. *Relaciones del Perú con los Países Vecinos, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1988* (éditeur et coauteur)
11. *América Latina, el Perú y las Nuevas Relaciones Económicas Internacionales, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1989* (éditeur et coauteur)
12. *Los Convenios Pesqueros entre Perú y la Unión Soviética en Debate, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1989*
13. *Relaciones del Perú con Brasil, Colombia y Ecuador, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1989* (éditeur et coauteur)
14. *La situación del Perú frente al Nuevo Contexto Internacional, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1990* (éditeur et coauteur)
15. *Relaciones Económicas del Perú con la Comunidad Económica Europea (Fundación Neumann, Lima, 1992)* (éditeur et coauteur)
16. *Proceso de Retorno a la Institucionalidad Democrática en el Perú, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1994* (éditeur et coauteur)
17. *Relaciones del Perú con Ecuador, Centro Peruano de Estudios Internacionales (CEPEI), Lima, 1995* (éditeur et coauteur)
18. *La Comunidad Andina y la Lucha contra el Narcotráfico, Comunidad Andina de Naciones, Lima, 2000*

#### **Affiliations**

American Society of International Law

Institute for Transnational Arbitration

Academia Peruana de Derecho

Ordre des avocats de Lima

Centre péruvien pour les études internationales (CEPEI)

Sociedad peruana de Derecho Internacional

Centro Peruano de Prevención y Solución de Conflictos (CEPSCON)

Asociación Peruana de Derecho Marítimo

Asociación Peruana de Estudios para la Paz (APEP)

Arbitre inscrit auprès du Centre d'arbitrage de la Chambre de commerce de Lima

Arbitre inscrit auprès du Centre d'arbitrage de Chambre de commerce américaine au Pérou

Conciliateur extrajudiciaire inscrit auprès du Ministère péruvien de la justice

**Distinctions et décorations**

Premio Nacional de Investigación y Estudio Manuel A. Eguiguren de l'Instituto de Estudios Histórico Militares del Perú, pour son livre *El Nuevo Derecho del Mar: el Perú y las 200 Millas* (1990)

Eisenhower Fellow, Eisenhower Foundation, Philadelphie (1992)

Décorations remises par le Brésil, la Bolivie, la Colombie, le Guatemala, le Mexique et le Paraguay

Grand-croix de l'Ordre du Soleil du Pérou

Grand-croix de l'Ordre du mérite du Pérou pour services éminents

Invité à participer à des programmes de visite et d'échange universitaires au Canada, en Chine, aux États-Unis (USIS), au Japon, au Royaume-Uni (British Council) et en Suisse

**Extrait d'une note verbale datée du 15 octobre 2010, reçue de la Mission permanente du Pérou**

[Original : espagnol]

M. Ferrero Costa, dont le curriculum vitae est joint en annexe, possède une très longue expérience en tant que juriste. Il a siégé à la Commission consultative du Ministère des relations extérieures, où il a exercé les fonctions de conseiller juridique avant d'occuper la fonction de ministre.

Le Gouvernement péruvien accorde une grande importance à la candidature de M. Ferrero Costa et estime que sa grande expérience constituera un atout majeur pour les travaux de la Commission du droit international.



## Salifou Fomba (Mali)

[Original : français]

Né le 17 juin 1954 à Dioïla (Mali)

Nationalité malienne

Marié, père de cinq enfants

### Fonctions actuelles

Professeur de droit international à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Bamako depuis 1985

Membre de la Commission du droit international de l'ONU

### Formation et diplômes

- 1983 : Doctorat en droit international obtenu avec la mention « très bien » à l'Université de Caen en France
- 1979 : Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit international obtenu à l'Université de Rouen en France
- 1984 : Boursier de l'Académie de droit international de La Haye  
Certificat d'assiduité en droit international public
- 1989 : Boursier ONU/UNITAR du Programme de perfectionnement en droit international à La Haye et à Genève  
Certificat de droit international délivré par la Commission du droit international de l'ONU  
Certificat d'assiduité en droit international public et privé délivré par l'Académie de droit international de La Haye
- 1978 : Maîtrise en droit public obtenue à l'École nationale d'administration (ENA) de Bamako
- 1988-1989 : Boursier du Gouvernement français à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Toulouse en France  
Certificat de formation des conseillers en perfectionnement
- 1974 : Baccalauréat série lettres classiques (latin-grec) obtenu au Lycée Prosper Kamara de Bamako
- 1970 : Diplôme d'études fondamentales (DEF) obtenu à l'École fondamentale de Dioïla

### Expérience professionnelle

- 2007-2011 : Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 16 novembre 2006

- Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du droit international durant ces cinq ans à Genève
- 2009 : Vice-Président de la Commission du droit international de l'ONU lors de sa soixante et unième session tenue à Genève
- 2002-2006 : Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 7 novembre 2001
- Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du droit international durant ces cinq ans
- 1992-1996 : Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 14 novembre 1991
- Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du droit international durant ces cinq ans
- 1994 : Membre et Rapporteur de la Commission impartiale d'experts de l'ONU sur le Rwanda établie conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité, chargée d'examiner les informations concernant les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda, y compris d'éventuels actes de génocide
- Nommé par le Secrétaire général de l'ONU le 26 juillet 1994 sur la base des critères définis dans le rapport S/1994/879 du Conseil de sécurité en date du 26 juillet 1994, à savoir : les qualifications professionnelles des membres de la Commission d'enquête dans les domaines des droits de l'homme, du droit humanitaire, du droit pénal et de la répression, ainsi que leur intégrité et leur impartialité
- Participation active pendant quatre mois (d'août à novembre 1994) au travail d'analyse des informations et aux missions d'enquête sur le terrain, notamment au Rwanda et dans certains pays voisins
- Contribution à l'analyse des aspects juridiques concernant les questions de la responsabilité pénale individuelle et de la juridiction appropriée dans le cas du Rwanda
- Contribution remarquable à l'élaboration du rapport intérimaire et du rapport final de la Commission d'enquête sur le génocide au Rwanda soumis au Conseil de sécurité de l'ONU publiés sous les cotes S/1994/1125 du 4 octobre 1994 et S/1994/1405 du 9 décembre 1994
- 1997 (septembre) : Expert consultant du CICR (Comité international de la Croix-Rouge) dans le domaine du droit international humanitaire
- Consultation faite sur le thème « L'application du droit international humanitaire au Mali : état des lieux »

- Consultation réalisée sur la base d'un « questionnaire portant sur la mise en œuvre des Conventions de Genève de 1949 et des deux Protocoles additionnels » élaboré par les Services consultatifs du CICR à Abidjan, le 27 juin 1996
- Consultation ayant servi de document de travail de base du Séminaire national sur la mise en œuvre du droit international humanitaire tenu à Bamako en 1998
- 1998  
(19-20 février) : Conférencier du CICR lors du Séminaire national sur la mise en œuvre du droit international humanitaire tenu à Bamako les 19 et 20 février
- Communication faite sur le thème « L'application du droit international humanitaire au Mali : état des lieux » (19 février 1998)
- Communication faite sur le thème « Promotion et renforcement de la mise en œuvre du droit international humanitaire au Mali » (20 février 1998)
- Désignation comme Rapporteur général du Séminaire national (20 février 1998)
- 1997  
(17-21 février) : Conférencier du CICR lors du cours de recyclage de droit international humanitaire aux forces armées organisé à Bamako du 17 au 21 février 1997
- Communication faite sur le thème « Droit international humanitaire et opérations de maintien de l'ordre » (18 février 1997)
- Communication faite sur le thème « L'application du droit international humanitaire et les sanctions en cas de violation » (19 février 1997)
- 1999 : Participation à la journée de réflexion sur la mise en œuvre du droit international humanitaire organisée par le CICR à Bamako le 25 mars 1999
- 2000 : Conférencier du CICR lors de la rencontre ouest-africaine des commissions et autres instances nationales du droit international humanitaire organisée à Bamako les 30 et 31 mars 2000
- Communication faite sur le thème « La contribution de l'Afrique à la création de la Cour pénale internationale : bilan et perspectives » (31 mars 2000)
- 1997-2000 : Participation active, en collaboration avec le CICR, à l'initiation et à l'introduction de l'enseignement d'un cours de droit international humanitaire dans le programme officiel de l'École nationale d'administration (ENA) et de la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Bamako
- 1992-2011 Participation aux réunions conjointes annuelles organisées par le CICR et la Commission du droit international sur des questions relevant du droit international humanitaire à Genève

- 1995 : Communication faite sur le projet « Projet de cour criminelle internationale de la Commission du droit international de l'ONU » au Colloque international sur le « Génocide rwandais à la lumière des génocides du XX<sup>e</sup> siècle » organisé à l'École de la magistrature de Paris le 17 juin 1995
- 1998 : Membre du panel d'experts consultants de la Commission européenne dans le domaine des droits de l'homme
- 1992-1993 : Conseiller juridique au Ministère malien des droits de l'homme  
Contribution à l'élaboration de la politique nationale de protection et de promotion des droits de l'homme
- 1991 : Participation au Séminaire national sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, organisé par l'Association malienne des droits de l'homme (AMDH) et la Fondation Friedrich Ebert à Bamako du 4 au 7 mars 1991  
Communication faite sur le thème « Les mécanismes procéduraux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples »  
Désignation comme Rapporteur de la Commission IV chargée d'examiner ce thème
- 1993 : Participation à la rencontre interrégionale sur les « droits de l'homme à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle » organisée par le Conseil de l'Europe à Strasbourg en France du 28 au 30 janvier 1993 dans le cadre de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en Autriche en juin 1993  
Communication faite sur le thème « Le procès crimes de sang de l'ancien Président de la République du Mali et de ses 32 coaccusés » devant les participants à la vingt-huitième session du Séminaire de droit international, organisé à l'Office des Nations Unies à Genève en mai-juin 1993 en marge de la session annuelle de la Commission du droit international
- 1995 : Participation au Séminaire régional de formation sur les droits de la femme organisé par le Commissariat à la promotion des femmes à Ouélessébougou dans la région de Koulikoro, du 23 au 27 octobre 1995  
Communication faite sur le thème « Les fondements de l'état de droit » et sur le thème « Les droits fondamentaux de la personne humaine » le 24 octobre 1995  
Participation à la deuxième réunion du Groupe de recherche en droit international électoral du Réseau des droits fondamentaux de l'AUFELF-UREF, tenue à Abidjan du 8 au 11 janvier 1995  
Communication faite sur le thème « Le principe de la liberté électorale en droit international africain : consécration et contrôle » le 10 janvier 1995

- 1997 : Communication faite sur le thème « Droits de l'homme et conflits ethniques en Afrique : le cas du Rwanda » à la conférence organisée par le Club d'études et de recherche sur l'origine des conflits ethniques en Afrique (CE-RO-CEA) à Bamako le 7 janvier 1997
- 1994-1995 Membre du réseau « Droits fondamentaux de la personne humaine » de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) – Université des réseaux d'expression française (UREF)
- Depuis 1985 : Professeur de droit international public et de droit communautaire à l'École nationale d'administration et à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Bamako
- Chargé de cours magistraux et de travaux de recherche portant sur divers aspects du droit international, y compris les droits de l'homme, le droit humanitaire et le droit pénal
- Depuis 1990 : Membre du Tableau international de conciliateurs au titre de la Convention des Nations Unies du 6 avril 1974 relative à un code de conduite des conférences maritimes
- 1998-2001 : Chef de la délégation des experts du Mali aux sessions annuelles de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York
- Délégué du Mali à la Sixième Commission chargée des questions juridiques
- 2001 : Président du Groupe des experts de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) lors des négociations concernant le projet de convention générale sur le terrorisme à la Sixième Commission à New York
- 1998-2002 : Conseiller technique chargé des organisations internationales et des fonctionnaires internationaux maliens au Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale
- 2000-2001 : Membre de la cellule du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale chargée de gérer le mandat du Mali au Conseil de sécurité de l'ONU
- 1992-1993 : Conseiller technique chargé des questions juridiques au Ministère des Maliens de l'extérieur
- Depuis 1993 : Membre associé de l'Institut de droit et des pratiques des affaires internationales de la Chambre de commerce internationale de Paris
- Membre de la Société africaine de droit international et comparé
- 2003 : Membre du panel d'experts du projet de la CNUCED sur le règlement pacifique des différends dans le domaine du commerce international, de l'investissement et de la propriété intellectuelle

## Publications

Rapport final et rapport intérimaire de la Commission d'enquête de l'ONU sur le génocide au Rwanda établie conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité, documents S/1994/1405 du 9 décembre 1994 et S/1994/1125 du 4 octobre 1994 (en qualité de Rapporteur)

« Promotion et protection des droits de l'homme : organes et mécanismes de protection dans le système africain », contribution au Colloque « Migrations et protection des droits de l'homme », Organisation internationale pour les migrations (OIM), revue *Droit international de la migration*, n° 3, 2005, p. 41 à 54

« Le droit au développement en tant que droit de l'homme », in *Le droit international à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, réflexions de codificateurs*, Nations Unies, New York, 1997

« La responsabilité de l'État en matière de garantie des droits économiques, sociaux et culturels : nature et limites », *Cahiers du CERES*, n° 2, vol. 1, janvier-mars 1998

« L'ONU crée un Haut-Commissariat aux droits de l'homme », *Nouvel horizon*, n° 3, janvier 1994

« Les droits de l'homme à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle : bilan et perspectives », *Le Républicain*, n° 170, décembre 1995

« Quarante-cinq ans après la Déclaration universelle : l'attitude du Mali à l'égard des droits de l'homme », *Nouvel horizon*, n° 55, décembre 1993

« Aide au développement et respect des droits de l'homme », *Nouvel horizon*, n° 11, février 1993

« À propos de l'affaire *Bozano* : la France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour mauvaise conduite lors d'une procédure d'expulsion », *Aurore*, n° 70, septembre 1991

« L'expulsion des Maliens de France : les droits et devoirs des Gouvernements français et malien », *Aurore*, n°s 71, 72 et 73, septembre 1991

« L'affaire des Maliens de l'esplanade de Vincennes à Paris à la lumière du droit international », *Aurore*, n° 181, novembre 1992

« Expulsions massives des Maliens de l'extérieur : le Gouvernement peut saisir la Cour internationale de Justice de La Haye », *L'Indépendant*, n° 108, mars 1997

« La prévention et la gestion du contentieux des expulsions massives de Maliens de l'extérieur », *L'Indépendant*, n° 108, mars 1997

« Visas et cartes de séjour dans les pays de l'Europe sans frontières de 1993 », *Nouvel horizon*, n° 7, janvier 1993

« L'extradition des Maliens réfugiés dans les pays voisins », *Aurore*, n° 430, août 1997

« Le droit d'ingérence humanitaire : à propos de l'action de l'ONU en Somalie », *Nouvel horizon*, n° 1, décembre 1992

« L'affaire du Consul suisse tué au Mali : les droits et devoirs du Mali, du Consul et de la Suisse », *Le Républicain*, n° 162, octobre 1995

- « À propos de l'assassinat de cinq enfants maliens au Congo : les droits et devoirs des Gouvernements malien et congolais », *Nouvel horizon*, n° 52, avril 1994
- « L'affaire de l'assassinat des enfants maliens au Congo à la lumière de la Convention des Nations Unies de 1990 sur les droits des travailleurs migrants et de leurs familles », *Nouvel horizon*, n° 55, avril 1994
- « Le comportement des Maliens à l'étranger et la responsabilité de l'État en matière de protection diplomatique », *Le Scorpion*, n° 25, février 1992, et n° 26, mars 1992
- « À propos des crimes contre l'humanité », *Aurore*, n° 180, novembre 1992
- « Le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité de la Commission du droit international : un texte historique », *Le Républicain*, n° 205, août 1996
- « Vers un tribunal pénal international permanent », *Nouvel horizon*, n° 17, mars 1993
- « Un tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye », *Nouvel horizon*, n° 51, novembre 1993
- « La Conférence du Qatar : bilan et perspectives mondiales du droit international », *Nouvel horizon*, n° 48, mars 1994
- « Décennie des Nations Unies pour le droit international 1990-1999 : quelle démarche pour le Mali », *Nouvel horizon*, n° 43, septembre 1993
- « Les conseillers de gouvernements pour les questions de droit international », revue *Études et documents*, ENA, Bamako, n° 8, 1991
- « Quelle place réserver au droit international dans la nouvelle Constitution du Mali », *Aurore*, n° 63, août 1991
- « La Cour constitutionnelle du Mali face au droit international », *Nouvel horizon*, n° 38, mars 1994
- « L'exécution de l'arrêt de la Cour internationale de Justice sur la bande d'Aouzou : ce que peut faire le Tchad d'après la Charte de l'ONU », *Nouvel horizon*, n° 24, février 1994
- « Les principes de droit international relatifs à l'attitude des États face au terrorisme international », *Le Scorpion*, n°s 23 et 24, février 1992
- « Les organisations internationales fluviales en Afrique de l'Ouest : essai d'étude comparée », Université de Caen, France, 1983
- « L'Organisation des États riverains du fleuve Sénégal : analyse des mécanismes juridiques et institutionnels », Université de Rouen, France, 1979
- « L'OUA et la réglementation des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux en Afrique : contribution à l'étude des principes et règles de la Convention de Bamako du 30 janvier 1991 », *International Legal Issues Arising Under the United Nations Decade of International Law, Kluwer Law International*, printed in the Netherlands, 1995

**Mathias Forteau (France)**

[Original : anglais et français]

Né le 27 juin 1974 à Chartres (France)

Nationalité française

Professeur de droit public à l'Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense

Secrétaire général de la Société française pour le droit international; membre de l'European Society of International Law; membre de l'International Law Association; membre du Centre de droit international de Nanterre

**Formation et carrière universitaires**

- 2008- Professeur de droit public à l'Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense
- 2004-2008 Professeur de droit public à l'Université Lille II
- 2004 Agrégé de droit public
- 2003-2004 Maître de conférences en droit public à l'Université Paris X-Nanterre
- 2002 Docteur en droit public (Université Paris X-Nanterre)
- 1997-2002 Allocataire-Moniteur puis ATER à l'Université Paris X-Nanterre
- 1996-1997 DEA de droit des relations économiques, internationales et communautaires, Université Paris X-Nanterre (major de la promotion)

**Responsabilités administratives et scientifiques**

- (Été 2012) Directeur d'études (langue française) de la session de droit international public de l'Académie de droit international de La Haye
- 2010- Coresponsable du parcours de master 1 Analyse comparée du droit (Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense/École normale supérieure)
- 2009- Participation à des comités de sélection en France et à l'Université libre de Bruxelles en Belgique  
Expert auprès de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (évaluation en 2009 des unités de recherche de l'Université d'Artois et de l'Université du Littoral)
- 2008- Secrétaire général de la Société française pour le droit international « Co-proponent » de l'Interest Group on Peace and Security de l'European Society of International Law
- 2007-2008 Directeur du Master recherche « Droit de la responsabilité internationale » de l'Université Lille II



2006- Direction de plusieurs thèses et participation à plusieurs soutenances de thèses

### **Responsabilités éditoriales**

2010- Évaluation de propositions de publications d'ouvrages (en anglais) aux éditions Cambridge University Press

2010- Codirecteur de la collection Droit international des éditions Larcier

2006- Membre du Secrétariat de rédaction de l'*Annuaire français de droit international*

2005- Membre du Conseil scientifique de la *Revue belge de droit international*

### **Enseignement**

*Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense*

Comme professeur (2008-) :

Cours d'introduction au droit européen (Licence 2), de Droit international public approfondi (droit de la responsabilité internationale) (master 1), et de Droit des organisations internationales (master 1). Séminaires (master 2 recherche) : Droit des investissements étrangers; Droits internationaux et droit interne

Comme maître de conférences (2003-2004) :

Cours de Droit du contentieux international (maîtrise) et de Droit communautaire (licence), et travaux dirigés de Droit administratif (DEUG II)

Comme moniteur puis ATER (1997-2002) :

Travaux dirigés de droit International public et de droit constitutionnel

*Université Lille II (2004-2008)*

Séminaires : interprétation (École doctorale, formation des doctorants), Méthodologie juridique (master recherche), et Droit des marchés internationaux (master professionnel Droit public de l'entreprise)

Cours : introduction au droit des relations internationales (licence 1), Droit international public général (licence 3), Droit international public approfondi (théorie du droit international, droit diplomatique, droit du contentieux international, droit de la responsabilité internationale, droit du maintien de la paix, droit des conflits armés) (master 1), et Techniques contentieuses de mise en œuvre de la responsabilité internationale (master recherche)

*Institut d'études politiques de Paris (« Sciences Po. Paris »)*

Comme professeur (2006-) :

Cours-séminaire d'analyse et pratique de textes juridiques internationaux (master Affaires internationales)

Comme maître de conférences (1998-2000) :

Conférences de méthode en droit international et communautaire (section internationale, deuxième année)

*Institut d'études politiques de Lille (2004-2007)*

Cours de droit international public (4<sup>e</sup> année) et de responsabilité internationale en situation de crise (5<sup>e</sup> année)

*Université de Belo Horizonte (Brésil) (juillet 2008)*

International Law Winter Courses de l'Université fédérale de Minas Gerais, Belo Horizonte (Brésil), 14-19 juillet 2008 : « La contribution des tribunaux arbitraux transnationaux au développement du droit international général »

*Union européenne, Bruxelles (2004-2005)*

Conférences d'introduction au droit dispensées aux fonctionnaires du Secrétariat général du Conseil de l'UE exerçant la fonction de linguiste

#### **Activités de juriconsulte**

- Conseil et avocat du Burkina Faso dans le cadre du *Différend frontalier (Burkina Faso c. République du Niger)* (Cour internationale de Justice) (2010-)
- Conseil et avocat de l'Union du Myanmar dans l'affaire du *Différend concernant la frontière maritime entre le Bangladesh et le Myanmar dans le golfe du Bengale* (Tribunal international du droit de la mer, affaire n° 16) (2010-)
- Conseil et avocat du Tchad dans un arbitrage conduit dans le cadre du Règlement d'arbitrage pour les marchés financés par le Fonds européen de développement (2009-)
- Consultant pour Gibraltar dans l'affaire *Government of Gibraltar c. Commission of the European Communities* (Tribunal de première instance de l'Union européenne, affaire T-176/09) (2009-)
- Conseil et avocat de la France dans l'affaire de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo* (Cour internationale de Justice) (2008-2010)
- Conseil et avocat de la République de Guinée dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)* (Cour internationale de Justice) (2006-)
- Conseil et avocat de la France dans l'arbitrage *Eurotunnel c. France et Royaume-Uni* (Cour permanente d'arbitrage) (2006-2010)
- Conseil et avocat de la République du Bénin dans l'affaire du *Différend frontalier (Bénin c. Niger)* (Cour internationale de Justice) (2002-2005)
- Conseil de la République d'Iran dans l'affaire des *Plates-formes pétrolières (Iran c. États-Unis)* (Cour internationale de Justice) (2002-2003)

- Conseil de la République d’Indonésie dans l’*Affaire relative à la souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie c. Malaisie)* (Cour internationale de Justice) (1998-2002)
- Participation au contrat de recherche Ministère français de la défense/ POJUREX (Association pour l’étude des politiques juridiques extérieures) : corédaction (avec Muriel Ubéda) d’un rapport (223 pages, et 200 pages d’annexes) remis le 7 mai 2002 sur le thème du « Cadre juridique des actions de sécurité publique menées lors d’opérations de soutien de la paix conduites par des États européens » (2001-2002)
- Assistant du professeur Alain Pellet dans le cadre d’une consultation juridique demandée par l’UNESCO, portant sur la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l’homme adoptée par la Conférence générale de l’UNESCO le 7 novembre 1997 (1997-1998)
- Stagiaire rémunéré à l’Institut international de planification de l’éducation (rédaction d’un mémoire sur la jurisprudence du Tribunal administratif de la SDN; rédaction en anglais du projet de statuts d’une organisation internationale créée par l’Institut au Zimbabwe; rédaction de notes en anglais pour le service du contentieux interne de l’Institut) (été 1996)

## Activités de recherche et publications

### Ouvrages

- Avec P. Daillier et A. Pellet, *Droit international public (Nguyen Quoc Dinh)*, Librairie LGDJ, Paris, huitième édition, 2009, 1 709 pages
- *Droit de la sécurité collective et droit de la responsabilité internationale de l’État*, Pedone, Paris, 2006, XIII+699 pages [prix Suzanne Bastid de la Société française pour le droit international (SFDI)]
- Avec J.-P. Cot et A. Pellet (codir.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, troisième édition, Economica, Paris, 2005, deux volumes, XX+2 363 pages

### Articles et contributions à des mélanges, manuels ou colloques

(En préparation/à paraître)

- « Les sources du droit applicable aux et dans les organisations internationales », in *Manuel de droit des organisations internationales* (CERDIN, Paris I) (publication prévue en 2012)
- « Nationalité des investisseurs (personnes privées, personnes morales, actionnaires minoritaires) » in *Traité de droit des investissements étrangers* (Ch. Leben et I. Fadlallah, dir.) (publication prévue en 2011)
- « Les procédures non contentieuses en droit international public », publication prévue à l’*Annuaire français de droit international 2010* (octobre 2011)
- « Le droit applicable devant les juridictions internationales » (cours à l’IHEI (Paris II), premier semestre 2010, publication prévue en 2011)

- « Les remèdes. Les instruments de droit international public », communication au colloque organisé par M. Audit, « Insolvabilité des États et dettes souveraines » (10 novembre 2010, Palais du Luxembourg, Sénat)
- « (Comment) le droit s’enseigne-t-il? Le regard et l’apport (modeste) de l’internationaliste », conférence en préparation
- « Les techniques interprétatives de la norme internationale de la Cour internationale de Justice » in F. Latty, S. Touzé et J.-M. Thouvenin (dir.), « Les techniques interprétatives de la norme internationale », *Revue générale de droit international public*, 2011 (à paraître)
- « L’ordre public “transnational” ou “réellement international”. Le point de vue de l’internationaliste publiciste », *Journal du droit international*, 2011/1 (à paraître en 2011)
- « Faut-il un conseil de sécurité économique sur le modèle onusien? », in R. Chemain et J.-M. Thouvenin (dir.), *La refondation du système monétaire et financier international. Évolutions réglementaires et institutionnelles* (à paraître en 2010 aux Éditions Pedone)
- Avec J.-S. Bergé, M.-L. Niboyet et J.-M. Thouvenin (dir.), *La fragmentation du droit applicable aux relations internationales. Regards croisés des internationalistes privatistes et publicistes*, Éditions Chemins de tr@verse (à paraître en 2010)
- « L’influence du choix de la juridiction sur le droit applicable aux relations internationales. Le regard de l’internationaliste publiciste », in J.-S. Bergé, M. Forteau, M.-L. Niboyet et J.-M. Thouvenin (dir.), *La fragmentation du droit applicable aux relations internationales. Regards croisés des internationalistes privatistes et publicistes*, Éditions Chemins de tr@verse (à paraître en 2010)
- « Le statut des territoires sur lesquels se trouvent les Murs », colloque des 15 et 16 janvier 2009, Les Murs et le droit international, organisé par le CERDIN (Université Paris I) (à paraître en 2010)
- « La France et la réforme du système des Nations Unies », in G. Cahin, F. Poirat et S. Szurek (dir.), *La France et les organisations internationales*, Pedone, Paris (à paraître en 2010)
- (Avec E. Cujo) « Le rôle des organes politiques internationaux » in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Pedone, Paris, deuxième édition (à paraître en 2010)
- « Chapitre 53 : L’éventualité d’une réparation en cas de circonstance excluant l’illicéité » et « Chapitre 55 : Le régime de responsabilité internationale en matière de dommages causés dans l’espace extra-atmosphérique », in J. Crawford, A. Pellet, P. Bodeau-Livinec et S. Szurek (dir.), *Droit de la responsabilité internationale*, Pedone, Paris (à paraître en 2010)

(Publiés)

- « La contribution de l’Union européenne au développement du droit international général », in « Chronique. Les interactions du droit international et européen », *Journal du droit international*, 2010/3, p. 887 à 990

- « La Cour internationale de Justice et les systèmes régionaux. Plaidoyer pour le pluralisme désordonné », in E. Dubout et S. Touzé (dir.), *Les droits fondamentaux : charnières entre ordres et systèmes juridiques*, Pedone, Paris, 2010, p. 39 à 64
- « Délimitation à la rive, au thalweg, au milieu du chenal », in B. Aurescu et A. Pellet (dir.), *Actualité du droit des fleuves internationaux*, Pedone, Paris, 2010, p. 29 à 39
- « Reparation in the event of a Circumstance precluding Wrongfulness » (chap. 57) et « Space Law and the International Law of Responsibility » (chap. 59) in J. Crawford, A. Pellet et S. Olleson (dir.), *The Law of International Responsibility*, Oxford University Press, Oxford, 2010, p. 887 à 893 et p. 903 à 914
- « La contribution au développement du droit international général de la jurisprudence arbitrale relative aux investissements étrangers. The Foreign Investment Case Law's Contribution to the Development of General International Law », *Brazilian Yearbook of International Law*, vol. IV, 2009/1, p. 11 à 39
- « Le juge CIRDI envisagé du point de vue de son office : juge interne, juge international, ou l'un et l'autre à la fois? », in Liber amicorum Jean-Pierre Cot. *Le procès international*, Bruylant, Bruxelles, 2009, p. 95 à 129
- « La CJCE et la Cour européenne des droits de l'homme face à la question de l'articulation du droit européen et du droit des Nations Unies : quelques remarques iconoclastes », *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, n° 529, juin 2009, p. 397 à 402
- « Existe-t-il une définition et une conception univoques de l'État de droit dans la pratique des organisations régionales ou politiques? » in SFDI, *L'État de droit en droit international*, Pedone, Paris, 2009, p. 263 à 286
- « Le droit applicable en matière de droits de l'homme aux administrations territoriales gérées par des organisations internationales », in SFDI et Institut international des droits de l'homme, *La soumission des organisations internationales aux normes internationales relatives aux droits de l'homme*, Pedone, Paris, 2009, p. 7 à 34
- « Regional International Law » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008
- « International Organisations or Institutions, Regional Groups » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public international Law*, 2008
- « Regional Cooperation » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008
- « United Nations, Regional Commissions » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008
- « Retour sur un "classique" : les décisions de la Cour suprême des États-Unis dans les affaires *Johnson c. M'Intosh* (1823), *Cherokee Nation c. Georgia* (1831) et *Worcester v. Georgia* (1832) », *Revue générale de droit international public*, 2008/2, p. 453 à 458

- « L'idée d'une culture internationale du droit international et les Nations Unies », Journées d'études franco-allemandes, *Droit international et diversité des cultures juridiques*, Pedone, Paris, 2008, p. 357 à 386
- « À la recherche du droit applicable aux actes extraterritoriaux d'exécution : l'affaire *R c. Hape* devant la Cour suprême du Canada (7 juin 2007) », *Annuaire français de droit international*, 2007, p. 65 à 104
- « L'État selon le droit international : une figure à géométrie variable? », *Revue générale de droit international public*, 2007/4, p. 737 à 770
- « La saisine des juridictions interétatiques à vocation universelle (Cour internationale de Justice et Tribunal international du droit de la mer) », in H. Ruiz Fabri et J.-M. Sorel (dir.), *La saisine des juridictions internationales*, Coll. Contentieux international, Pedone, Paris, 2006, p. 9 à 87
- « Le dépassement de l'effet relatif de la Charte », in R. Cherman et A. Pellet (dir.), *La Charte des Nations Unies, constitution mondiale?*, Cedin Paris X, Cahiers internationaux n° 20, Pedone, Paris, 2006, p. 121 à 159
- « La levée et la suspension des sanctions internationales », *Annuaire français de droit international*, 2005, p. 57 à 84
- « Le droit international dans la Charte des Nations Unies », in J.-P. Cot, A. Pellet (dir.), M. Forteau (secrétaire de la rédaction), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, troisième édition, Economica, Paris, 2005, vol. 1, p. 111 à 140
- Mise à jour du commentaire des Articles 5 et 6 de la Charte, in *ibid.*, vol. 1, p. 535 à 571
- Book Review, C.F. Amerasinghe, Jurisdiction of International Tribunals, 2003, in *The Law and Practice of International Courts and Tribunals. A Practitioners' Journal*, 2004/1, p. 155 à 157
- « Les conventions bilatérales de promotion et de protection des investissements conclues par la France », in P. Daillier, G. de La Pradelle et H. Ghérari (dir.), *Droit de l'économie internationale*, Pedone, Paris, 2004, p. 755 à 763
- « Les renvois interconventionnels », *Annuaire français de droit international*, 2003, p. 71 à 104
- « La situation juridique des contingents militaires français chargés d'assurer le maintien de l'ordre public sur le territoire d'un État étranger », *Revue générale de droit international public*, 2003/3, p. 635 à 676
- (Avec E. Cujo) « Les réactions des organes politiques » in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Pedone, Paris, 2000, première édition, p. 663 à 680
- « La formule "pétrole contre nourriture" mise en place par les Nations Unies en Iraq : beaucoup de bruit pour rien? », *Annuaire français de droit international*, 1997, p. 132 à 150

*Autres*

- Conférence « Regards croisés » dans le cadre du cycle de conférences organisée par l'Association des étudiants de droit international (Université Paris I-Panthéon Sorbonne), 15 juin 2009 (2 heures)
- « Le *jus ad bellum* », conférence prononcée le 3 juin 2009 au Collège interarmées de défense (ex-école de guerre) (Paris) (1 h 30); nouvelle session prévue en janvier 2011
- « Le droit international face à la sécession », table ronde organisée par l'Université libre de Bruxelles le vendredi 8 mai 2009 au palais de justice de Bruxelles, dans le cadre du concours Rousseau (sous la présidence de E. David et aux côtés de O. Corten et de D. Turp)
- « Le rôle de la Cour internationale de Justice dans la résolution des conflits entre peuples : de la justice à la réconciliation », in Journées d'études organisées par le Max Planck Institute for European Legal History et le Centre d'histoire judiciaire de Lille, *Les conflits entre peuples, de la résolution libre à la résolution imposée*, Francfort, 27-29 septembre 2007
- Modérateur de l'agora consacrée au « Règlement des différends internationaux/International Dispute Resolution » dans le cadre de la Conférence biennale de la Société européenne de droit international/Biennial Conference of the European Society of International Law, *À quoi sert le droit international? International Law: Do We Need It?*, Paris, 20 mai 2006
- Participation aux débats organisés avec les universitaires par le Ministère de la défense (Direction des affaires juridiques et état-major des armées) (novembre 2009; novembre 2010)

**Zdzislaw W. Galicki (Pologne)**

[Original : anglais]

Nom : Zdzislaw W. Galicki  
 Date de naissance : 2 avril 1943  
 Lieu de naissance : Varsovie (Pologne)  
 Nationalité : Polonaise  
 Situation de famille : Marié, deux enfants

**Études**

Université de Varsovie, faculté de droit, 1960-1965, maîtrise de droit  
 Université McGill (Montréal), Institut de droit aérien et spatial, 1968-1969, maîtrise de droit  
 Université de Varsovie, 1972, doctorat en droit  
 Université de Varsovie, 1981, docteur *habilitatus* en droit international

**Langues**

Polonais (langue maternelle), anglais, russe

**Fonctions actuelles**

Professeur à l'Institut de droit international de l'Université de Varsovie (depuis 1991), Directeur de l'Institut (1993-2000 et depuis 2008), Directeur adjoint de l'Institut (2000-2008); Chef du Département de droit aérien et spatial (depuis 1991)

Professeur de droit international à l'Académie de police (depuis 1990)

Maître de conférences en droit international à l'École nationale d'administration de Varsovie (depuis 1995)

Expert des questions législatives au service administratif du Parlement polonais, Bureau des études et des recherches (1991-1998)

Expert des questions législatives au service juridique du Ministère de l'intérieur et de l'administration (depuis 1995)

Consultant juridique pour le Ministère des affaires étrangères (depuis 1982) et membre du Comité juridique consultatif auprès du Ministre des affaires étrangères (depuis 2005)

Membre du Conseil national pour la sécurité et la facilitation de l'aviation civile (depuis 2007)

**Carrière universitaire**

Depuis 1965 : assistant puis professeur à la faculté de droit et d'administration de l'Université de Varsovie



1978-1981 et 1986-1989 : professeur associé à l'Université d'Addis-Abeba (droit international public, droit des organisations internationales et droit international aérien et spatial)

Depuis 1991 : professeur de droit international à l'Académie de police

Janvier-février 1992 : professeur invité à l'Université de Nottingham (Royaume-Uni) pour un cycle de cinq séminaires de droit international public

Mars 1995 : principal intervenant polonais au Congrès des Nations Unies sur le droit international public (New York)

Conférencier aux trente-quatrième et quarante-deuxième à quarante-sixième sessions du Séminaire de droit international (sous les auspices de la Commission du droit international), Genève, mai 1998, juillet 2006, juillet 2007, juillet 2008, juillet 2009 et juillet 2010

Mai 2004 : conférencier au Collège de défense de l'OTAN à Rome

### **Domaines d'intérêt professionnel**

Problèmes généraux en matière de codification et de développement du droit international, droit pénal international, droit des organisations internationales, droit international des droits de l'homme, protection internationale des minorités nationales, droit international humanitaire, droit international aérien et spatial, droit international de la mer et la protection juridique de l'environnement

### **Activités à la Commission du droit international de l'ONU**

Novembre 1996 : élu pour la première fois à la Commission

Mai 1997 : élu Rapporteur de la quarante-neuvième session de la Commission

Mai 1999 : élu Président de la cinquante et unième session de la Commission

Novembre 2001 : élu pour la deuxième fois membre de la Commission

Août 2005 : nommé Rapporteur spécial pour le sujet « L'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*) en droit international »

Novembre 2006 : élu pour la troisième fois membre de la Commission

Mai 2008 : coresponsable du groupe d'experts sur la question « La Commission et les gouvernements : indifférence mutuelle ou interaction continue? » examinée à la réunion commémorative marquant le soixantième anniversaire de la Commission

Mai 2010 : élu deuxième Vice-Président de la Commission

### **Activités au Conseil de l'Europe**

Représentant de la Pologne au Comité d'experts sur la nationalité du Conseil de l'Europe (depuis février 1995); Vice-Président du Comité et Président de son groupe de travail (1997-2000); Président du Comité (2000-2002)

Représentant de la Pologne et Vice-Président du Groupe multidisciplinaire sur l'action internationale contre le terrorisme (GMT) (Strasbourg, 2001-2002)

Représentant du Conseil de l'Europe (GMT) à la vingt-cinquième Conférence des ministres européens de la justice (Sofia, octobre 2003)

Membre du Comité consultatif sur la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales de 1994 (2002-2006); membre de missions du Comité en Serbie et au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine, en Hongrie, en Slovaquie, au Kosovo, en Finlande et en Norvège; élu en 2007 pour la période 2008-2011

Représentant de la Pologne au Comité d'experts sur le terrorisme du Conseil de l'Europe (CODEXTER) (depuis 2002); élu premier Vice-Président du Comité (depuis octobre 2003, réélu pour 2005); élu membre du Bureau du Comité (2006-2007)

### **Autres activités juridiques au niveau international**

Juin-septembre 1978 : conseiller juridique auprès du consulat général de Pologne à Malmö (Suède)

1989-1992 : membre de la Section de droit international du Conseil législatif (organe consultatif au service du Premier Ministre)

Représentant de la Pologne au Comité ad hoc chargé d'élaborer une convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (première session : mars 1994, deuxième session : août 1994), New York

Membre de la délégation polonaise de la quarante-neuvième à la cinquante-deuxième session (1994-1997), de la cinquante-quatrième à la cinquante-septième session (1999-2002) et de la cinquante-neuvième à la soixante-cinquième session (2004-2010) de l'Assemblée générale; représentant de la Pologne à la Sixième Commission de l'Assemblée

Représentant de la Pologne au sein du Groupe d'experts gouvernementaux appelé à préparer la Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes inhumaines (janvier 1995), Genève

Représentant de la Pologne à la première Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes inhumaines, Vienne (septembre-octobre 1995), Genève (janvier 1996, avril 1996); Président de la Commission de vérification des pouvoirs de la Conférence et membre de son bureau

Représentant de la Pologne à la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts pour la protection des victimes de guerre (janvier 1995, Genève)

Représentant de la Pologne à la trente-huitième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU (juin 1995, Vienne)

Représentant de la Pologne à la première réunion intergouvernementale de 31 nations sur un régime de contrôle des mines terrestres (juin 1995, Budapest)

Représentant de la Pologne à une réunion d'experts pour l'élaboration d'un texte de convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (février 1997, Vienne)

Représentant de la Pologne de la première à la quatrième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1995-1998, Kingston), Chef de délégation (1997); Président du Groupe de travail sur le Protocole sur les privilèges et immunités (1997-1998)

Président de la Réunion du Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'élaborer une convention internationale contre la criminalité organisée (février 1998, Varsovie)

Représentant de la Pologne à toutes les sessions du Comité spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée (1999-2000, Vienne); Président de nombreuses séances plénières et consultations du Comité; membre de la délégation polonaise à la Conférence de Palerme (décembre 2000)

Rapporteur de la Pologne au Séminaire régional d'experts sur la protection des minorités, en prévision de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (juillet 2000, Varsovie)

Représentant de la Pologne au Comité spécial sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international à l'occasion de ses cinquième et sixième sessions (New York, 2001-2002)

Représentant de la Pologne à la cinquième session du Comité spécial chargé de négocier une convention contre la corruption (mars 2003, Vienne); Chef de la délégation polonaise à la huitième session du Comité (janvier 2006, Vienne)

Membre du Conseil international du droit de l'environnement (depuis le 15 novembre 2004)

Représentant de la Pologne et Coprésident de la troisième Réunion de haut niveau des ministres de l'intérieur organisée par le Conseil de l'Europe (mars 2005, Varsovie)

Chef de la délégation polonaise à la session de 2006 du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (avril 2006, New York)

### **Publications**

Plus de 100 ouvrages, articles et avis sur des questions juridiques, publiés en polonais, anglais, français, russe, roumain et amharique, notamment :

- Modification de la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social de l'ONU (en polonais), *in Państwo i Prawo* (Varsovie), n<sup>os</sup> 7 et 8, 1966
- Unlawful Seizure of Aircraft, *in Polish Yearbook of International Law*, vol. III, 1970
- Nationality of Spacecraft and Liabilities for Space Activities, *in Polish Yearbook of International Law*, vol. IV, 1971
- Liability of International Organizations for Space Activities, *in Polish Yearbook of International Law*, vol. V, 1972-1973
- International Treaties and Third States (en anglais et amharique), *in Journal of Ethiopian Law*, vol. 11, 1980
- Terrorisme aérien et droit international (en polonais), Varsovie, 1981
- Évolution des principes de responsabilité internationale pour les activités spatiales (en russe), *in Reports of the Third Seminar of Intercosmos Jurists*, Varna, 1984
- Protection of Human Rights and the Police Activities under International and National Law, *in Reports of the Seminar within the Themis Project et The*

- Police in a Society in Transition*, 1994, sous les auspices du Conseil de l'Europe
- Human Rights and Environment, in *Studia Juridica*, Varsovie, vol. XXX (1995)
  - Poland and the protection of human rights (en anglais et en russe), in *Central and Eastern Europe: problems of human rights and democracy*, Moscou, 1995
  - Traditional and New Fields for the Development of Research and Education in International Law, in *International Law as a Language for International Relations*, actes du Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New York, 1996
  - Does the right to a nationality belong to the catalogue of human rights?, in *Aan de Grenzen van het Nederlanderschap*, La Haye, 1998
  - Succession d'États et nationalité, rapport publié dans les *Actes de la première Conférence européenne sur la nationalité : « Les tendances et les développements en droit interne et international sur la nationalité »* (1999), Strasbourg, 2000
  - Atteintes à la sécurité du personnel des Nations Unies et des personnels associés, in *Droit international pénal*, Paris, 2000
  - Action by Governments and National Institutions: Best Practices, Polish Experiences (HR/WSW/SEM.2/2000/BP.9), in Rapport du Séminaire d'experts régional pour l'Europe centrale et orientale sur la protection des minorités et autres groupes vulnérables et sur le renforcement des capacités nationales en matière de droits de l'homme, Varsovie, 5-7 juillet 2000 (A/CONF.189/PC.2/2)
  - Les travaux du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA), rapport publié dans les *Actes de la deuxième Conférence européenne sur la nationalité : « Défis au droit national et international sur la nationalité à l'aube du nouveau millénaire »* (2001), Strasbourg, 2002
  - International Treaties and Terrorism, in *Romanian Journal of International Law* (en anglais et en roumain), vol. 1, octobre-novembre 2003
  - International Multilateral Treaties and Terrorism, in *Walka z terrorysmem w świetle prawa międzynarodowego*, Bielsko-Biala (Pologne), 2004
  - Les réserves à la Convention européenne sur la nationalité, document de travail élaboré à l'intention du Conseil de l'Europe, Comité d'experts sur la nationalité, Groupe de travail, vingt-cinquième réunion, CJ-NA GT (2004) 9, Strasbourg, 2004
  - International Law and Terrorism, in *American Behavioral Scientist*, vol. 48, n° 6, février 2005
  - Cadre légal international en matière de protection des minorités nationales en Pologne, in *Politique de l'État polonais concernant les minorités nationales et ethniques* (en polonais), Varsovie, 2005
  - Rapport préliminaire sur l'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*), élaboré pour la Commission du droit international, *Documents de l'Assemblée générale*, A/CN.4/571, Genève, juin 2006

- Nationalité de l'enfant – Étude de faisabilité, Bureau du Comité européen de coopération juridique (CDCJ-BU), Conseil de l'Europe, Strasbourg, 12 décembre 2006 (CDCJ-BU (2006) 29)
- Deuxième rapport sur l'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*), élaboré pour la Commission du droit international, *Documents de l'Assemblée générale*, A/CN.4/585 et Corr.1, Genève, juin 2007
- Nationality of natural persons in relation to the succession of States, rapport présenté à l'audition publique sur la prévention de l'apatridie et la protection des apatrides au sein de l'Union européenne, Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, Parlement européen, Bruxelles, 26 juin 2007
- The obligation to extradite or prosecute (*aut dedere aut judicare*) at the fifty-ninth session of the International Law Commission, rapport présenté à une réunion de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, New York, 5 novembre 2007
- Troisième rapport sur l'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*), élaboré pour la Commission du droit international, *Documents de l'Assemblée générale*, A/CN.4/603, Genève, juin 2008
- Hierarchy in International Law within the context of Its Fragmentation, in *International Law between Universalism and Fragmentation – Festschrift in Honour of Gerhard Hafner*, Leiden-Boston, 2008
- *Transnational Organized Crime – Ten Years of the Palermo Convention*, in *International Security*, vol. 2, n° 2/2010, Publishers of the Higher Police School in Szczyno (Pologne)
- Plus de 200 avis juridiques (non publiés) élaborés pour le Parlement polonais, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'intérieur et de l'administration et le Ministère de la protection de l'environnement
- Plus de 50 articles de droit présentés à des conférences scientifiques en Pologne et à l'étranger [Addis-Abeba (1979), Varna (1984), Londres (1991), Prague (1992), New York (1995), Moscou (1995), Strasbourg (1999 et 2001), La Haye (2005), Bruxelles (2007), Munich (2008), Madrid (2008)]

### **Associations professionnelles**

Association de droit international (membre de la section polonaise)

Association de l'Institut de droit aérien et spatial, Université McGill, Montréal (membre à vie)

Conseil international du droit de l'environnement (membre)

### **Loisirs**

Natation; opéra; jeux vidéo

**Extrait d'une note verbale datée du 18 novembre 2010, reçue de la Mission permanente de la Pologne**

M. Zdzislaw Galicki jouit d'une excellente réputation en Pologne et à l'étranger pour sa connaissance approfondie du droit international, sa droiture et son intégrité. Fermement engagé dans la pratique du droit international, il a une vaste expérience du sujet et une compétence notoire.

Depuis 1997, il est membre de la Commission du droit international, dont il a été élu Président à la cinquante et unième session, en 1999. En 2005, la Commission l'a nommé au poste de Rapporteur spécial sur le sujet « L'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*) en droit international ». Le curriculum vitæ de M. Galicki est joint à la présente note.

Au cours de sa carrière, M. Galicki a concilié pratique et travaux universitaires dans le domaine des relations internationales. Enseignant le droit international public à l'Université de Varsovie depuis 1965, il a également occupé les fonctions de professeur invité dans bien d'autres pays et a participé à de nombreuses conférences universitaires internationales. Il a été le principal intervenant polonais à l'occasion du premier Congrès des Nations Unies sur le droit international public qui s'est tenu en 1995 à New York. Il a publié plus de 100 ouvrages, articles et avis sur des questions de droit.

M. Galicki a représenté la Pologne à l'occasion de plusieurs conférences et devant plusieurs organisations internationales, tant régionales que mondiales. Depuis 1994, en sa qualité de membre de la délégation polonaise aux sessions annuelles de l'Assemblée générale des Nations Unies, il a représenté son pays à la Sixième Commission. Il a notamment participé activement aux processus de négociation ayant débouché sur l'élaboration ou la modification de bon nombre de conventions et traités internationaux (Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, examen de la Convention sur les armes inhumaines, Protocole sur les privilèges et immunités de l'Autorité internationale des fonds marins, Convention contre la criminalité transnationale organisée, Convention européenne sur la nationalité, Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, etc.). Il a présidé de nombreuses instances, réunions et conférences internationales. Élu à titre personnel, il est membre d'un grand nombre d'institutions internationales.

## Kirill Gevorgian (Fédération de Russie)

[Original : anglais]

Né le 8 avril 1953 à Moscou

### Formation

- 1970-1975** Études à l'Institut des relations internationales de Moscou, spécialisation en droit international
- 1975-1978** Études de troisième cycle à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'URSS

### Bref résumé de carrière

- De 2009 à ce jour** Directeur du Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
- 2003-2009** Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie auprès du Royaume des Pays-Bas
- Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)
- 1997-2003** Directeur adjoint du Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
- 1993-1997** Conseiller à l'ambassade de la Fédération de Russie en République française
- 1992-1993** Directeur adjoint du Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
- 1987-1992** Chef de la Division des aspects juridiques des relations multilatérales au Département du droit international du Ministère des affaires étrangères de l'URSS
- 1975-1987** Attaché, puis Troisième, Deuxième et Premier Secrétaire, puis Chef de secteur (droits de l'homme) à la Division des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères de l'URSS

### Participation aux travaux de grandes instances multilatérales et aux négociations internationales

- 2010** Représentant suppléant de la Fédération de Russie à la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, représentant à la Sixième Commission
- Chef de la délégation de la Fédération de Russie à la Conférence de révision du Statut de Rome à Kampala (Ouganda)
- Agent de la Fédération de Russie auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*

- 2009** Représentant de la Fédération de Russie auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo (requête pour avis consultatif)*
- Membre de la délégation de la Fédération de Russie à la conférence ministérielle sur l'Afghanistan tenue à La Haye (Pays-Bas)
- 2003-2009** Membre du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage
- Délégué aux réunions de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome
- Représentant à diverses réunions de la Conférence de La Haye de droit international privé
- Représentant de la Fédération de Russie au Conseil exécutif de l'OIAC
- Chef adjoint de la délégation de la Fédération de Russie aux réunions des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (Convention sur les armes chimiques)
- 2008** Chef adjoint de la délégation de la Fédération de Russie à la deuxième Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques
- Agent de la Fédération de Russie auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*
- 2004** Membre de la délégation de la Fédération de Russie au sommet Union européenne-Russie tenu à La Haye
- 2003** Membre de la délégation de la Fédération de Russie à la réunion ministérielle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) tenue à Maastricht (Pays-Bas)
- 1998-2003** Représentant de la Fédération de Russie au Comité européen de coopération juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe
- 2002** Chef de la délégation de la Fédération de Russie à la première session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome
- 1999-2002** Membre du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA)
- Chef de la délégation de la Fédération de Russie à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale
- 2000** Membre de la délégation de la Fédération de Russie à la Conférence de signature par des personnalités politiques de haut rang de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée



- Intervenant à la réunion-débat sur le crime d'agression dans le contexte de la Cour pénale internationale tenue à Santorin (Grèce)
- 1995-2000** Délégué de la Fédération de Russie au Comité ad hoc des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe
- 1999** Membre de la délégation et Corapporteur sur les questions relatives au règlement pacifique des différends à la Conférence internationale intitulée « Centenaire de l'initiative russe : de la première conférence de paix, en 1899, à la troisième, en 1999 », tenue à Saint-Petersbourg
- 1998** Chef de la délégation de la Fédération de Russie à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale
- 1997-1998** Chef de la délégation de la Fédération de Russie au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale
- 1997** Membre de la délégation de la Fédération de Russie à la réunion du Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants tenue à Chisinau (Moldova)
- 1991-1995** Membre du Groupe de travail sur les réserves apportées aux traités internationaux du Comité ad hoc des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe
- 1992** Membre de la délégation de la Fédération de Russie au Conseil ministériel de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Stockholm
- Chef de la délégation de la Fédération de Russie à la réunion de la CSCE sur le règlement pacifique des différends, tenue à Genève
- Membre de la délégation de la Fédération de Russie à la réunion préparatoire du sommet de la CSCE, tenue à Helsinki
- Participation à l'étude réalisée par le Conseil de l'Europe intitulée « Succession des États présents sur le territoire de l'ex-URSS »
- 1991** Chef adjoint de la délégation de l'URSS à la réunion d'experts sur le règlement pacifique des différends, tenue à La Valette
- Membre de la délégation de l'URSS à la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE, tenue à Moscou
- 1985-1991** Membre de la délégation de l'URSS à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (de la quarantième à la quarante-sixième session)
- 1990** Membre de la délégation de l'URSS chargée de préparer la réunion des chefs d'État ou de gouvernement de la CSCE (au cours de laquelle a été adoptée la Charte de Paris pour une nouvelle Europe), tenue à Vienne

|                  |                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1980-1985</b> | Membre de la délégation de l'URSS aux sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU<br><br>Délégué observateur aux sessions de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités |
| <b>1978-1979</b> | Membre de la délégation de l'URSS à la Troisième Commission de l'Assemblée générale                                                                                                                                                            |
| <b>1977-1978</b> | Délégué observateur de l'URSS aux sessions du Comité des droits de l'homme                                                                                                                                                                     |
| <b>1977</b>      | Délégué observateur de l'URSS à la session de la Commission du droit international                                                                                                                                                             |
| <b>1976-1977</b> | Délégué observateur de l'URSS à la session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale                                                                                                                                           |
| <b>1976</b>      | Membre de la délégation de l'URSS à la Conférence d'experts gouvernementaux sur l'emploi de certaines armes classiques organisée par le Comité international de la Croix-Rouge à Lugano (Suisse)                                               |

#### **Travaux de recherche et activités d'expert**

Vice-Président de l'Association russe de droit international

Auteur de plusieurs publications dans le domaine du droit international

Participation directe à la rédaction de nombreux traités et accords multilatéraux :

Statut de Rome de la Cour pénale internationale, de 1998 (ainsi que le Règlement de procédure et de preuve, les éléments constitutifs des crimes et l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale)

Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (1993)

Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/135 du 3 février 1993

Document final du sommet de la CSCE de 1992, intitulé « Les défis du changement »

Convention sur la conciliation et l'arbitrage au sein de la CSCE (1992)

Mécanisme de La Valette relatif au règlement pacifique des différends internationaux (1991)

Document issu de la réunion de Moscou de la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE (1991)

Charte de Paris pour une nouvelle Europe (1991)

Convention relative aux droits de l'enfant (1990)

Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990)

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1981)

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984)

Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/55 du 25 novembre 1981

Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (1980)

Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/169 du 17 décembre 1979

**De 1978  
à ce jour**

Conférencier intervenant sur différents sujets relatifs au droit international et à la protection internationale des droits de l'homme, à l'Institut des relations internationales de Moscou et à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

**Mai 2010**

Participation à la conférence « The condition of international law », organisée par la Fondation Ditchley (Royaume-Uni)

**2004**

Membre du comité d'experts sur la participation de l'Union européenne aux traités internationaux dans le domaine du droit international privé

**2000**

Participation à la conférence internationale sur le thème de « La primauté du droit dans les relations internationales à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle »

**Octobre 2000**

Participation au projet de recherche mené par l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie)

**Juin 1999**

Participant et Corapporteur sur la question du règlement pacifique des différends à la conférence consacrée au centenaire de la première Conférence internationale de la paix, tenue à Saint-Petersbourg

**Distinctions et décorations**

Rang diplomatique d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Ordre du Mérite de la Fédération de Russie

Ordre de l'amitié de la Fédération de Russie

Décoration décernée par le Président de la Fédération de Russie

**Langues**

Russe (langue maternelle), anglais, français

**Situation familiale**

Marié, deux filles

## Juan Manuel Gómez-Robledo (Mexique)

[Original : anglais, espagnol et français]

Né le 5 mars 1959 à Mexico

Licence en droit, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), 1980

Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (section relations internationales), 1982

Maîtrise en droit public (droit international), Université de Paris X (Nanterre), 1982

Langues : espagnol, anglais, français, italien

### Carrière diplomatique

|      |                                                     |
|------|-----------------------------------------------------|
| 2001 | Nommé Ambassadeur du Mexique par le Président       |
| 1998 | Ministre (promotion par voie de concours)           |
| 1993 | Conseiller (promotion par voie de concours)         |
| 1991 | Premier Secrétaire (promotion par voie de concours) |
| 1990 | Deuxième Secrétaire                                 |
| 1989 | Troisième Secrétaire                                |
| 1988 | Entrée dans le corps diplomatique comme attaché     |

### Fonctions diplomatiques

|                      |                                                                                                                                              |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Depuis décembre 2006 | Vice-Ministre chargé des affaires multilatérales et des droits de l'homme au Ministère des relations extérieures                             |
| 2004-2006            | Représentant permanent adjoint du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)                                              |
| 2000-2004            | Jurisconsulte au Ministère des relations extérieures                                                                                         |
| 1998-2000            | Ministre, Représentant permanent adjoint du Mexique auprès de l'Organisation des États américains (Washington)                               |
| 1995-1998            | Conseiller pour les affaires humanitaires et le désarmement à la Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève |
| 1994                 | Chef de cabinet du Ministre des relations extérieures                                                                                        |
| 1993-1994            | Coordonnateur des conseillers du Vice-Ministre des relations extérieures                                                                     |
| 1992-1993            | Conseiller du Ministre des relations extérieures                                                                                             |
| 1991-1992            | Directeur pour l'Europe occidentale à la Direction générale pour l'Europe du Ministère des relations extérieures                             |

|           |                                                                                                                                                |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1990-1991 | Conseiller du Vice-Ministre chargé des affaires multilatérales au Ministère des relations extérieures                                          |
| 1983-1986 | Chef du Bureau des affaires politiques et du désarmement à la Direction générale pour les Nations Unies du Ministère des relations extérieures |
| 1982-1983 | Analyste à la Direction générale pour les Nations Unies du Ministère des relations extérieures                                                 |

### Fonctions juridiques

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2008-2009 | Représentant du Mexique auprès de la Cour internationale de Justice dans la demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 dans l'affaire <i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique)</i> (La Haye)                                       |
| 2003-2004 | Représentant du Mexique auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire <i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique)</i> (La Haye)                                                                                                    |
| 2002-2003 | Représentant du Mexique auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans la procédure de demande d'avis consultatif sur le <i>Statut juridique et les droits des travailleurs immigrés en situation irrégulière</i> (OC/-18/03) (San José)                             |
| 1998      | Membre de la délégation mexicaine auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans la procédure de demande d'avis consultatif sur le <i>Droit à l'assistance consulaire conformément à la Convention de Vienne sur les relations consulaires</i> (OC-16/99) (San José) |
| 1995      | Membre de la délégation mexicaine auprès de la Cour internationale de Justice dans la procédure de demande d'avis consultatif sur la <i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i> (La Haye)                                                                       |
| 1988-1990 | Juriste adjoint de première classe au Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'ONU (New York), recruté par voie de concours                                                                                                                                              |
| 1986-1988 | Avocat associé, Noriega y Escobedo, A. C., Mexico                                                                                                                                                                                                                                  |

### Séminaires et conférences internationaux

|      |                                                                           |
|------|---------------------------------------------------------------------------|
| 2010 | Président du quatrième Forum mondial sur la migration et le développement |
|------|---------------------------------------------------------------------------|

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|           | Coordonnateur du groupe de négociation mexicain à la seizième Conférence des Parties (COP16) à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) et de la sixième Conférence des Parties sur le Protocole de Kyoto                                                                                                                                                                |
| 2006-2009 | Coprésident du Groupe de travail ad hoc sur la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (New York)                                                                                                                                                                                                                       |
| 2006      | Président de la Sixième Commission (Questions juridiques) à la soixante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 2005      | Président du Groupe de travail sur le Fonds au profit des victimes, quatrième session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (La Haye)                                                                                                                                                                                                                         |
| 2003      | Président du Groupe de travail de la Sixième Commission sur une convention internationale contre le clonage des êtres humains, cinquante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies                                                                                                                                                                                                         |
| 2002-2003 | Représentant suppléant aux cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2001      | Chef adjoint de délégation, Commission préparatoire en vue de la création de la Cour pénale internationale (New York)<br><br>Chef de délégation, deuxième Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Genève) |
| 2000      | Représentant à la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Windsor-Canada)<br><br>Représentant à la Réunion d'experts gouvernementaux sur les techniques de destruction des mines terrestres antipersonnel (Buenos Aires)                                                                                                                                          |
| 1999      | Représentant à la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Guatemala)                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1998      | Représentant à la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Caracas)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1997      | Représentant à la Conférence diplomatique sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel, et sur leur destruction (Oslo)<br><br>Représentant à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Première Commission)<br><br>Représentant à la première Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (Genève)    |
| 1996-1997 | Expert gouvernemental dans le cadre du Processus d'Ottawa pour l'interdiction totale des mines antipersonnel (Genève, Vienne, Bonn, Bruxelles)                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 1996      | Représentant à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Première Commission)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 1995      | Représentant à la première Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Vienne) et à la reprise de la session en 1996 (Genève)<br><br>Représentant à la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Genève) |
| 1994      | Représentant dans le cadre des négociations sur l'Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (New York)                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1993      | Représentant dans le cadre des négociations Canada-Mexique-États-Unis sur les accords parallèles de coopération dans les domaines du travail et de l'environnement de l'Accord de libre-échange nord-américain [Ottawa, Washington et Cocoyoc (Mexique)]                                                                                                                                                                        |
| 1992      | Représentant à la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1990      | Représentant à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (Kingston et New York)                                                                                                                                                                                                                                                                  |



Représentant à la Réunion d'experts gouvernementaux en vue de la convocation d'une conférence diplomatique pour négocier une convention sur la diversité biologique (Genève)

Représentant à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)

1985 Chef de délégation, Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Conférence internationale sur la population et le développement (Mexico)

1984 Représentant du Mexique à la Commission du désarmement des Nations Unies (New York)

### **Affiliations**

Membre du barreau mexicain et de l'ordre des avocats du Mexique

Membre de l'International Law Association (section du Mexique)

Membre de l'American Society of International Law

### **Activités universitaires**

2001 Directeur du séminaire de maîtrise de droit international humanitaire à l'Universidad Iberoamericana (Mexico)

1999 Professeur de droit international, sous les auspices de l'Organisation des États américains, à la faculté de droit de l'Universidad de Panama (Panama)

1992-1993 Professeur de droit international public au Colegio de México

1986-1988 Professeur à l'Universidad Iberoamericana (problèmes stratégiques internationaux dans le contexte du conflit Est-Ouest) (Mexico)

1984-1986 Professeur de droit international public à l'Universidad Panamericana (Mexico)

### **Conférences**

2006 « La Corte Penal Internacional y el Consejo de Seguridad », Séminaire parlementaire sur l'impact du Statut de Rome de la Cour pénale internationale dans l'ordre juridique des États (Mexico)

« Obligatoriedad de los tratados internacionales de derechos humanos, a nivel federal y local », Séminaire national sur la reconnaissance et la protection des droits de l'homme dans les constitutions locales (Querétaro, Mexico)

- 2005 « La Reforma de las Naciones Unidas », El Colegio de México
- « The expansion of the Security Council and how it relates to the other United Nations organs, particularly the International Court of Justice: strengthening the International Court of Justice by allowing the Secretary-General to request advisory opinions », St. John's University (New York)
- « La relación entre el Consejo de Seguridad y la Corte Penal Internacional », séminaire ibéro-américain sur l'application du Statut de Rome, Universidad Iberoamericana (México)
- « Iberoamérica ante los retos del Derecho Internacional del siglo XXI: la perspectiva desde las Naciones Unidas », Universidad de Salamanca (Espagne)
- 2004 « El Caso Avena y Otros Nacionales Mexicanos (*México v. Estados Unidos*) ante la Corte Internacional de Justicia », faculté de droit, Universidad Nacional Autónoma de México
- 2003 « El procedimiento ante la Corte Penal Internacional », Instituto de la Judicatura Federal (Mexico)
- « Las implicaciones jurídicas de la propuesta de reforma al artículo 21 de la Constitución Política y de la fórmula aprobada por el Senado de la República », à la Conférence internationale sur le Statut de Rome et ses conséquences pour l'Amérique latine, organisée avec le soutien de l'Institut Max Planck (Mexico)
- 2002 « El Estatuto de Roma y el orden jurídico mexicano », programme extérieur de l'Académie de droit international de La Haye (Mexico)
- « A Mexican foreign legal policy: the pursuit of the national interest within the promotion of and respect for International Law », intervenant à la réunion annuelle de l'American Bar Association (Washington)
- 1987 « Nuclear Deterrence under International Law », Comité d'avocats sur la politique nucléaire (New York)
- 1986 « México y el Acuerdo General sobre Aranceles y Comercio (GATT) », Instituto Panamericano de Alta Dirección de Empresa (Guadalajara, Mexique)
- 1985 « The Third World and the Nuclear Arms Race », conférence d'étudiants sur les affaires internationales (Mount Holyoke College, Massachusetts)

## Publications

« Derecho Internacional: la configuración del orden internacional del siglo XXI », ouvrage en projet

« Universalidad de los derechos humanos y asistencia humanitaria: la inexorable evolución del principio de n° intervención », étude juridique devant être publiée par El Colegio de México en septembre 2010, dans *Las Relaciones Internacionales, Los Grandes Problemas de México*

« México en el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas: un balance a la mitad del camino », dans *Foreign Affairs en Español*, vol. 10, n° 2, 2010, p. 56 à 63

« La implementación del derecho internacional de los derechos humanos en el derecho interno: una tarea pendiente », dans *Recepción nacional del derecho internacional de los derechos humanos y admisión de la competencia contenciosa de la Corte Interamericana*, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, Sergio García Ramírez y Mireya Castañeda Hernández (coordonnateurs), 2009, p. 127 à 150

« México y el Consejo de Seguridad de la ONU en el siglo XXI », dans *Foreign Affairs en Español*, vol. 8, n° 1, 2008, p. 56 à 64

« The unilateral declarations on security assurances in United Nations Security Council resolutions », dans *El Tratado de Tlatelolco, Memoria de su cuarenta aniversario*, Ministère des relations extérieures, Mexico, 2008, p. 121 à 127

« La vigilancia en la aplicación de la Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad », dans *Los derechos de las personas con discapacidad*, Memoria del Seminario Internacional « Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad: Por una cultura de la implementación », Consejo Nacional para Prevenir la Discriminación, Ministère des relations extérieures, Mexico, 2007, p. 19 à 24

« L'avis de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé : timidité ou prudence? », dans *Revue générale de droit international public*, t. 109/2005/3, Paris, p. 521 à 537

« La lucha por la Paz y la Seguridad Internacionales », dans *Los siete principios básicos de la política exterior de México*, Emilio O. Rabasa (coordonnateur), Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, 2005, p. 227 à 248

« El Caso Avena y Otros Nacionales Mexicanos ante la Corte Internacional de Justicia (*México v. Estados Unidos*) », dans *Anuario Mexicano de Derecho Internacional*, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, V-2005, p. 173 à 220

« La ratificación del Estatuto de Roma y el orden jurídico mexicano » dans *La soberanía de los Estados y la Corte Penal Internacional*, Memoria del Foro Internacional, Commission nationale des droits de l'homme, Mexico, 2002, p. 89 à 95

« Los conflictos armados internos en el Estatuto de Roma » dans *La Corte Penal Internacional (Ensayos para la ratificación e implementación de su Estatuto)*, Universidad Iberoamericana – Ministère des relations extérieures, Mexico, 2002, p. 89 à 96

« La Corte Penal Internacional », dans *El Foro, Barra Mexicana, Colegio de Abogados*, Mexico, t. XIV, n° 2, 2001, p. 95 à 114

« Consecuencias para la política exterior de México de la resolución del Secretario de Relaciones Exteriores por la que se concede la extradición de Miguel Angel Cavallo », dans *El Foro, Barra Mexicana, Colegio de Abogados*, Mexico, t. XIV, n° 1, 2001, p. 217 à 224

« La Carta democrática interamericana », dans *Jornadas de Derecho Internacional*, Organisation des États américains, décembre 2001, p. 71 à 85

« La respuesta de México a los ataques terroristas del 11 de septiembre », dans *Revista Mexicana de Política Exterior*, Instituto Matías Romero, México, n° 64, octubre 2001, p. 11 à 42

« Alegato de México en la Corte Internacional de Justicia: Opinión consultiva sobre la ilegalidad de la amenaza o del uso de las armas nucleares », Introduction, Ministère des relations extérieures, Mexico, 1999, p. 9 à 21

« El derecho internacional humanitario: las nuevas exigencias del mantenimiento de la paz » dans *Las Naciones Unidas en su 50 Aniversario*, Instituto Matías Romero de Estudios Diplomáticos, Mexico, 1995, p. 65 à 80

« El debate sobre el uso de la fuerza por parte de las Naciones Unidas » dans *Las Naciones Unidas hoy: visión de México*, Olga Pellicer (coordonnatrice), Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1994, p. 124 à 149

« Handbook on the Peaceful Settlement of Disputes between States », Nations Unies, 1992, chapitres sur la médiation et la conciliation, p. 40 à 54

« La iniciativa de paz y de desarme de Nueva Delhi » dans *Documentos, Centro Latinoamericano de Estudios Estratégicos*, doc.-003-86, Mexico, 1986

### **Traductions**

Antonio Gómez Robledo, *Le jus cogens international : sa genèse, sa nature, ses fonctions*, Académie de droit international de La Haye, *Recueil des cours*, t. 172 (tiré à part), Martinus Nijhoff Publishers, La Haye (traduction espagnol-français)

## **Hussein A. Hassouna (Égypte)**

[Original : anglais]

### **Diplômes**

- Doctorat de droit international – Université de Cambridge (1968)
- Maîtrise de droit international – Université de Cambridge (1965)
- Licence de droit – faculté de droit de l'Université du Caire (1960)
- Baccalauréat – École jésuite française du Caire (1955)

### **Connaissances linguistiques**

Anglais, français, allemand et arabe

### **Fonctions actuelles**

- Membre de la Commission du droit international depuis 2006
- Ambassadeur de la Ligue des États arabes aux États-Unis
- Membre du Conseil d'administration de l'Organisation internationale de droit du développement
- Membre du Conseil d'administration de l'Institut de droit international
- Membre du Conseil d'administration de l'Academy for Educational Development
- Membre du Conseil d'administration du Center for Global Training in the Rule of Law
- Membre du Conseil d'administration de la Chambre de commerce arabo-américaine
- Membre du Conseil égyptien des affaires étrangères
- Chargé de cours sur le droit international et les organisations internationales dans de grandes universités américaines

### **Fonctions antérieures**

- Ambassadeur, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies (1997-2002)
- Vice-Ministre des affaires étrangères, Conseiller principal aux affaires juridiques internationales et aux traités – Ministère des affaires étrangères (Le Caire, 1996-1997)
- Ambassadeur d'Égypte au Maroc (1992-1996)
- Ambassadeur d'Égypte en Yougoslavie (1989-1992)
- Chef de cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Égypte (1988-1989)

- Conseiller spécial du Ministre des affaires étrangères d’Égypte, chargé des affaires juridiques et des organisations internationales (1986-1987)
- Directeur du service de presse et d’information de l’ambassade d’Égypte à Paris (1983-1986)
- Conseiller politique à l’ambassade d’Égypte à Washington (1978-1982)
- Membre et Conseiller juridique de la Mission permanente d’Égypte auprès de l’Organisation des Nations Unies à New York (1971-1976)

#### **Fonctions et activités juridiques**

- Expert des Nations Unies en droit international lors des conférences et séminaires des Nations Unies sur la question de Palestine – Genève (2004), La Havane (2001), Paris (2000), Le Caire (1999)
- Représentant de la Ligue des États arabes auprès de la Commission des questions juridiques de l’Assemblée générale des Nations Unies (sessions de 1997 à 2001)
- Représentant de la Ligue des États arabes à la Conférence diplomatique de Rome sur la création d’une cour pénale internationale (1998)
- Représentant de la Ligue des États arabes à la Conférence des Nations Unies chargée d’examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, New York (1999)
- Représentant de la Ligue des États arabes à la réunion du Comité de l’ONU contre le terrorisme, OEA, Washington (2003)
- Inscrit par le Ministre égyptien de la justice sur la liste des arbitres compétents en matière civile et commerciale (1995)
- Candidat aux fonctions de président de l’Académie internationale pour la paix (1989)
- Représentant de l’Égypte aux réunions de la Force internationale de maintien de la paix au Sinaï (1986-1988)
- Chef adjoint de la délégation égyptienne aux négociations avec Israël sur le différend frontalier de Taba (1986-1989)
- Agent adjoint du Gouvernement égyptien auprès du Tribunal arbitral de Genève sur le différend de Taba (1986-1988)
- Conseiller juridique de la délégation égyptienne aux négociations de paix égypto-israéliennes – Le Caire, Tel-Aviv et Washington (1977-1979)
- Désigné par l’Organisation des Nations Unies comme Conseiller juridique auprès du Gouvernement comorien (1978)
- Représentant de l’Égypte à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974), au Comité spécial des Nations Unies chargé d’étudier les utilisations pacifiques du fond des mers (1973), au Comité spécial des Nations Unies pour la définition de l’agression (1974), au Comité des Nations Unies sur le terrorisme (1973), à la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (1973-1975), à la Conférence du Comité

international de la Croix-Rouge sur la révision de la Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre (1971)

- Conseiller juridique des délégations égyptiennes aux réunions de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la Conférence islamique, du Mouvement des pays non alignés et des institutions spécialisées des Nations Unies

### Activités universitaires

- Chargé de cours en droit international et diplomatie – Institut d'études diplomatiques du Ministère des affaires étrangères, Le Caire
- Conférencier en droit international et organisations internationales dans de grandes universités des États-Unis, du Royaume-Uni, de France, du Canada, du Maroc et d'Égypte, dont Harvard, Yale, New York University, Georgetown, American University, Johns Hopkins, UCLA, Duke, Emory, Ann Arbor, Notre Dame, South Carolina University, Texas A&M, Cambridge, École des sciences politiques et économiques de Paris, McGill, Rabat, Le Caire
- Participation aux réunions de la Société américaine de droit international (1975), de la Société africaine de droit international et comparé (1996) et de la Société égyptienne de droit pénal (1996)
- Membre de la Société américaine de droit international, de la Société égyptienne de droit international, de l'International Law Institute, du Center for Global Training in the Rule of Law et du Conseil égyptien des affaires étrangères

### Publications

Auteur et coauteur d'ouvrages, d'articles et de communications dans divers domaines du droit international et des organisations internationales, notamment :

#### Ouvrages

- *The League of Arab States and Regional Disputes: A Study of Middle East Conflicts*, Oceana Publications, New York, 1975
- Auteur d'un chapitre de l'ouvrage de l'UNITAR intitulé « Regionalism and the United Nations », Oceana Publications, New York, 1979
- Auteur d'un chapitre des Actes du quatrième séminaire sur l'Afrique et l'Amérique latine (African-Latin American Seminar) tenu au Mexique en 1987, intitulé « Joint African-Latin American Efforts in International Organizations and Fora »
- Auteur du chapitre « The Iraq-Kuwait Border Problem » de l'ouvrage intitulé *Iran, Iraq and the Arab Gulf States*, Palgrave Macmillan, 2001

#### Articles et communications

- « The United Nations Definition of Aggression », *Revue égyptienne de droit international*, 1974

- « Expulsion and Expatriation in International Law », *Actes de la Société américaine de droit international*, 1975
- « International Cooperation in the Fight Against Terrorism », International Symposium on terrorism, Al-Ahram Publications, Le Caire, février 1977
- « Règlement pacifique des conflits régionaux : application au problème de Taba », documents, huitième séminaire diplomatique, Le Caire, avril 1987
- « L'Organisation de l'unité africaine et les problèmes de l'Afrique : application au problème palestinien », documents, neuvième séminaire diplomatique, Le Caire, mars 1988
- « Regional Integration: The Answer to Africa's Economic Problems », documents, huitième conférence annuelle de la Société africaine de droit international et comparé, Le Caire, septembre 1996
- « Towards the creation of an international Criminal Court », documents, Colloque de la Société égyptienne de droit pénal, Le Caire, décembre 1996
- « The Rights of Palestine Refugees in International Law », Conférence internationale sur les réfugiés de Palestine, Paris, avril 2000, publication des Nations Unies
- « The Enforcement of the Fourth Geneva Convention in the Occupied Palestinian Territory », *Journal of International and Comparative Law*, vol. 7, Nova Southeastern University, 2001
- « The Prospects for Arab Democracy », *World Policy Journal*, vol. 18, automne 2001
- « The role of regional organizations in the settlement of the Palestine problem », Réunion sur la question de Palestine organisée par l'ONU pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, La Havane, juin 2001, publication des Nations Unies
- « The Role of the United Nations in International Security Today », colloque de la Fondation suisse pour les affaires mondiales, publications de la Fondation, novembre 2003
- « Current Challenges facing International Law », International Law Institute, Washington, novembre 2003
- « An Arab Perspective of International Law », *The George Washington University Law School Magazine*, Washington, octobre 2004
- « A new vision for the Arab League », *The Washington Times*, mars 2004
- « Elections, Referendums and Democracy », colloque de l'Association on Third World Affairs, publication de l'Association, Washington, mars 2004
- « International Implications of the Construction of the Wall in the Occupied Palestinian Territory », Réunion internationale des Nations Unies sur les répercussions de la construction du mur dans le territoire palestinien occupé, Genève, avril 2004, publication des Nations Unies
- « The Crucial Role of the Arab League in Middle Eastern issues », *The Washington Diplomat*, Washington, mai 2005



- 
- « The Promotion of the Rule of Law », International Law Institute, cinquantième anniversaire, *ILI News Quarterly*, novembre 2005
  - « Human Security and the Rule of Law », Forum de Caux pour la sécurité humaine, Suisse, juillet 2008
  - « The Arab Peace Initiative: Legal Framework for a settlement of the Arab-Israeli conflict », Center for Global Affairs, New York University, novembre 2008
  - « Reconciliation in Iraq: Political and Legal Implications », Harvard Kennedy School, décembre 2008
  - « The Crisis of Darfur and the International Criminal Court », faculté de droit de l'Université de Yale, février 2009
  - « The Role for Non-Governmental Actors in the International Law Commission's Projects », faculté de droit de l'Université George Washington, mars 2010

### **Données biographiques**

Nationalité : Égyptienne

Né le 27 août 1937, à Alexandrie (Égypte)

Statut matrimonial : Marié

## Mahmoud D. Hmoud (Jordanie)

[Original : anglais]

### Expérience professionnelle

#### ○ Fonctions actuelles

- Directeur des affaires juridiques et chargé des relations avec le Congrès à l'ambassade du Royaume hachémite de Jordanie à Washington depuis 2009
- Membre depuis 2007 de la Commission du droit international (deuxième Vice-Président en 2008)

#### ○ Fonctions antérieures

- Directeur des affaires juridiques et conseiller juridique au Département juridique du Ministère jordanien des affaires étrangères, Amman (Jordanie) (1999-2001, 2006-2009)
- Conseiller juridique à la Commission jordanienne de l'énergie nucléaire (2007-2009)
- Diplomate et conseiller juridique à la Mission permanente du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (2001-2006)
- Vice-Président de la Commission des questions juridiques (Sixième Commission) à la soixantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Conseiller juridique au Bureau de S. A. R. le Prince El Hassan Bin Talal (1994-1999)
- Conseiller juridique de la Jordanie pendant les négociations relatives au processus de paix
- Membre du Comité jordanien de suivi du Partenariat euro-méditerranéen (Processus de Barcelone)
- Fonctions de conseiller du Gouvernement jordanien sur des questions concernant l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, notamment les questions de propriété intellectuelle (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce)
- Participation à l'élaboration et à la rédaction de plusieurs textes de loi jordaniens relatifs à l'économie, y compris dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle
- Négociation de plusieurs accords bilatéraux et multilatéraux de la Jordanie, notamment des accords sur les investissements, le commerce, les transports, l'énergie et les crédits internationaux
- Supervision et coordination des plaintes déposées par la Jordanie auprès de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

- Conseiller du Gouvernement jordanien sur des questions relatives à l'accord sur l'association entre la Jordanie et l'Union européenne
- Fourniture de conseils concernant des questions ayant trait à la privatisation
- Conseiller juridique de la Jordanie pendant les audiences de la Cour internationale de Justice, notamment sur les « conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé » (demande d'avis consultatif émanant de l'Assemblée générale des Nations Unies, La Haye, 2004)
- Conseiller de la Jordanie dans des affaires portées devant les tribunaux du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)
- Formation au cabinet d'avocats Daifallah Hmoud et Moh'd abu Jbara. A rempli les conditions d'admission au barreau jordanien en juillet 1994
- Stage dans le domaine de la propriété intellectuelle au cabinet Beveridge, Degrandi, Weilacher & Young (LLP), à Washington (mai 1998)

#### **Participation à des conférences**

- Sommet économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, octobre 1995, Amman (Jordanie)
- Conférence économique Global Panel, décembre 1996, La Haye (Pays-Bas)
- Plusieurs conférences et séminaires de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
- Président du Symposium international sur la propriété intellectuelle et l'économie fondée sur le savoir, octobre 1999, Beijing (Chine)
- Séminaire sur le droit international, juillet 2000, Genève (Suisse)
- Représentant de la Jordanie à la Commission juridique pendant les cinquante-cinquième à soixante-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York
- Représentant de la Jordanie aux huitième à dixième sessions du Comité préparatoire de la Cour pénale internationale (2001-2002)
- Représentant de la Jordanie aux sessions de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (de 2002 à 2008), New York et La Haye
- Rapporteur du Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé de la question de l'élaboration éventuelle d'une convention internationale contre le clonage reproductif d'êtres humains, 2002, New York
- Vice-Président du Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, 2003-2005, New York

**Formation**

- Enseignement secondaire : Collège Terra Sancta, Amman (Jordanie)  
Diplôme (G.C.E) (juin 1988)
- Université : Faculté de droit de l'Université d'Amman (Jordanie)  
B. A. en droit (août 1992)
- Faculté de droit de l'Université George Washington  
Washington (États-Unis d'Amérique)  
Maîtrise de droit (mai 1993)  
Spécialisation : droit international et droit comparé
- Université de Lund, Institut Raoul Wallenberg, Lund  
(Suède)  
Diplôme en droit international des droits de l'homme  
(mai 1996)
- Faculté de droit Franklin Pierce, Concord, New  
Hampshire  
(États-Unis d'Amérique)  
Maîtrise de droit (mai 1998)  
Spécialisation : droits de propriété intellectuelle

**Publications, travaux de recherche et conférences**

- « Organization of Economic Cooperation and Development Law Making Policy », 1993, archives de la faculté de droit de l'Université George Washington, National Law Center
- « Foreign Investment under Jordanian Law » (en langue arabe), 1994, archives de la Bibliothèque du barreau jordanien
- « The Use of Force against Iraq », Cornell International Law Journal, vol. 36, 2004 (p. 435 à 453)
- Réunion des Nations Unies sur la question de la Palestine, 8-9 mars 2005, Genève : communication sur l'importance de l'avis de la Cour internationale de Justice sur l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé
- Section de droit international du barreau américain : conférencier-intervenant à la réunion du printemps 2005 à Washington
- Université d'été 2005 de l'UNITAR sur les problèmes mondiaux auxquels l'Organisation des Nations Unies doit faire face, 6-10 juin 2005, au Siège de l'ONU à New York; conférencier-intervenant sur la méthode, la technique et la mise en œuvre de l'élaboration des normes
- « Organization of the Islamic Conference », à Giuseppe Nesi (éd.), International Cooperation in Counter-Terrorism, the United Nations and Regional Organizations in the Fight Against Terrorism (Royaume-Uni : Ashgate Publishing Limited), p. 161 à 170
- « Negotiating the Draft Comprehensive Convention on International Terrorism: Major Bones of Contention », Journal of International Criminal Justice 2006; doi : 10.1093/cicj/mql081

- Conférences sur plusieurs questions intéressant le droit international, la propriété intellectuelle et les affaires internationales et diplomatiques dans plusieurs enceintes, notamment à la faculté de droit de l'Université Columbia et aux universités d'Amman et de Cambridge.

**Distinctions**

- Médaille Istiklal (Indépendance) de la Jordanie, troisième ordre (décembre 2004)

**Connaissances linguistiques**

- Maîtrise de l'arabe et de l'anglais
- Français parlé

**Huang Huikang (Chine)**

[Original: anglais et chinois]

**Date de naissance :** 25 septembre 1955  
**Lieu de naissance :** Hangzhou, province de Zhejiang (Chine)  
**Sexe :** Masculin  
**Nationalité :** Chinoise

**Diplômes**

1985-1989 : Doctorat en droit international, Université de Wuhan (Chine)  
 1982-1984 : Maîtrise en droit international, Université de Wuhan (Chine)  
 1978-1982 : Licence en philosophie, Université de Heilongjiang (Chine)

**Fonctions actuelles**

Conseiller juridique du Ministère chinois des affaires étrangères  
 Représentant spécial pour les négociations sur le changement climatique, Ministère chinois des affaires étrangères  
 Membre de la Commission du droit international, Organisation des Nations Unies

**Autres fonctions**

Professeur associé de droit international à l'Université de Wuhan, à l'Université normale du Hunan et à l'Université maritime de Dalian (Chine)  
 Membre de l'Institut international de droit spatial  
 Membre du Conseil d'administration de la Société chinoise de droit international  
 Membre permanent du Conseil d'administration de la Société chinoise du droit de l'espace

**Fonctions antérieures**

2009-2010 : Maire adjoint, Conseil municipal de Tangshan (province de Hebei, Chine)  
 2005-2008 : Ministre conseiller et Chef adjoint, ambassade de Chine, Ottawa  
 2002-2004 : Consul général adjoint et Chef adjoint, consulat général de Chine, New York  
 1995-2002 : Premier Secrétaire et Conseiller, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères chinois  
 1991-1994 : Secrétaire général adjoint, Comité consultatif juridique Asie-Afrique, New Delhi (Inde)

---

|             |                                                                                                                           |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1984-1995 : | Maître de conférences, puis chargé de cours, puis professeur titulaire, faculté de droit de l'Université de Wuhan (Chine) |
| 1985-1988 : | Directeur adjoint, Institut de droit international, Université de Wuhan (Chine)                                           |
| 1988-1989 : | Professeur auxiliaire, Université du Nouveau-Mexique (États-Unis d'Amérique)                                              |

#### **Autre expérience juridique et diplomatique**

|                |                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2000 et 2001 : | Chef de la délégation chinoise aux quarante-troisième et quarante-quatrième sessions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (Vienne)                                                                                                 |
| 1996-2001 :    | Chef de la délégation chinoise de la trente-cinquième à la quarantième session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (Vienne)                                                                              |
| 1999 :         | Membre de la délégation chinoise à la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (Vienne)                                                                                              |
| 1995-1999 :    | Membre de la délégation chinoise de la trente-huitième à la quarante-deuxième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (Vienne)                                                                                                |
| 1995-2002 :    | Conseiller juridique du Gouvernement chinois lors des négociations entre la Chine et d'autres pays sur la conclusion d'accords bilatéraux sur l'espace, la coopération nucléaire, le désarmement et d'autres domaines                                               |
| 1995-2002 :    | Conseiller juridique du Gouvernement hôte du Réseau international sur le bambou et le rotin (Beijing)                                                                                                                                                               |
| 1999 :         | Membre de la délégation chinoise au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (New York)                                                                                                                        |
| 1997 :         | Expert invité à une réunion-débat dans le cadre du Colloque des Nations Unies sur le développement progressif et la codification du droit international organisé à l'occasion des célébrations du cinquantenaire de la Commission du droit international (New York) |
| 1996 :         | Chef de la délégation chinoise à la troisième Conférence de l'espace pour les Amériques, Punta del Este (Uruguay)                                                                                                                                                   |
| 1996 :         | Membre de la délégation chinoise à la troisième Conférence pour la région de l'Asie et du Pacifique sur la coopération multilatérale touchant les techniques spatiales et leurs applications (Séoul)                                                                |

- 1995 : Membre de la délégation chinoise à la deuxième session du Comité spécial pour le Statut de la Cour pénale internationale (New York)
- 1995 : Expert invité à la Réunion d'experts juridiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur le droit international de l'environnement au service du développement durable (Washington)
- 1994 : Représentant du Comité consultatif juridique Asie-Afrique au symposium sur les réfugiés organisé conjointement par l'Organisation de l'unité africaine et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Addis-Abeba)
- 1991-1994 : Membre du Bureau du Comité consultatif juridique Asie-Afrique de ses trentième à trente-troisième sessions, tenues respectivement au Caire, à Islamabad, à Kampala et à Tokyo
- 1992 et 1993 : Chef de la délégation du Comité consultatif juridique Asie-Afrique aux troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Genève)
- 1993 : Représentant suppléant du Comité consultatif juridique Asie-Afrique à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne)
- 1991 et 1992 : Chef de la délégation du Comité consultatif juridique Asie-Afrique aux troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Genève et New York)

### Principales publications

#### Ouvrages

*Droit de l'espace extra-atmosphérique* (en chinois), éd. Qingdao, 2000, (direction d'ouvrage collectif)

*Le droit international : une série de manuels pour le XXI<sup>e</sup> siècle* (en chinois), Central South Industrial University Press, 2000 (direction d'ouvrage collectif)

*Commentaires sur la Charte des Nations Unies* (en chinois), Shanxi Education Press, 1999 (direction exécutive d'ouvrage collectif)

*La sécurité collective en droit international* (en chinois), Wuhan University Press, 1990

*Introduction to China's Law and Politics*, Wuhan University Press, 1990

*Cours de droit international* (en chinois), Wuhan University Press, 1989

*Sélection d'affaires de droit international public et privé et commentaires* (en chinois), Beijing University Press, 2000 (direction d'ouvrage collectif)

*Aperçu général du droit* (manuel de droit à l'intention des étudiants) (en chinois), 6<sup>e</sup> éd. révisée, Shanghai People's Publishing House, 1996 (coauteur)



*Encyclopédie chinoise abrégée de droit* (en chinois), Sichuan People's Publishing House, 1996 (coauteur)

*Manuel d'études supérieures : introduction au droit* (en chinois), Wuhan University Press, 1992 (coauteur)

*Rapports et études sur le Comité consultatif juridique Asie-Afrique* (éd. 1991, 1992, 1993 et 1994), New Delhi, Secrétariat du Comité consultatif juridique Asie-Afrique (coauteur)

## Articles

« Stimuler la croissance verte pour le développement durable », discours liminaire prononcé lors de la Conférence de l'Union européenne sur les villes et le changement climatique, Copenhague (2009)

« La Chine et le monde – possibilités et défis », discours liminaire prononcé lors de la réunion annuelle de l'Association des anciens élèves de l'Université de Wuhan basés à Beijing placée sous le thème du trentième anniversaire de la politique de réforme et d'ouverture (2008)

« Le développement de la Chine, une chance à saisir pour le monde », discours liminaire prononcé lors de l'atelier parrainé par l'Université Stony Brook (Université d'État de New York) (2004)

« Tendances dans le développement du droit de l'espace extra-atmosphérique », *Annuaire chinois de droit international* (2003)

« Nouveau siècle, nouveau développement du droit international », *Revue de droit international et de droit comparé* (2002)

« Analyse et perspectives du droit de l'espace extra-atmosphérique à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle », *China Aerospace*, vol. 9 et 10 (2000)

« Les travaux de la Commission du droit international et l'élaboration du droit international » dans Célébrations du cinquantième anniversaire de la Commission, publications des Nations Unies (1998)

« L'interdiction du recours illicite à la force dans les relations internationales », *Annuaire chinois de droit international* (1997)

« Travaux du Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de son sous-comité juridique », *Annuaire chinois de droit international* (1996)

« Le système de sécurité collective dans la Charte des Nations Unies », *Annuaire chinois de droit international* (1996)

« Le règlement pacifique des différends internationaux », *Droit international contemporain*, publié sous la direction du professeur Huang Bingkun, Hong Kong Guangjiaojing Press (1988)

« Fondement juridique des forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies », *Sciences sociales en Chine*, vol. 4, 1987

« Analyse juridique des dépenses engagées pour les forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies », *Annuaire chinois de droit international*, 1987

« Fondement juridique des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies », *Revue de droit*, vol. 3, 1986

« Nouvelles questions de droit – recherche en droit international », *Sciences juridiques*, vol. 10, 1986

« Réévaluation de la théorie traditionnelle de l'acquisition de territoires », *Revue de droit trimestrielle*, vol. 4, 1986

« Responsabilité d'État en matière de violation des droits et intérêts des étrangers », *Journal de l'Université du Wuhan*, éd. spéciale, vol. 1, 1986

« Charte des Nations Unies et règlement pacifique des différends », *Foreign Science of Law*, vol. 4, 1986

« Éléments influant sur le processus de décision de l'ONU », *Revue de droit*, vol. 2, 1984

« Mode de scrutin des organisations internationales », *Sciences sociales*, vol. 1, 1984

**Extrait d'une note verbale datée du 22 octobre 2010, reçue de la Mission permanente de la Chine**

Membre de la Commission du droit international depuis juillet 2010, M. Huang Huikang est un expert renommé du droit international, doté d'une grande érudition et d'une riche expérience à la fois de la pratique du droit international et de la diplomatie. Après avoir étudié et enseigné le droit international à l'Université de Wuhan, il a rejoint le Ministère des affaires étrangères chinois, où il a été successivement Conseiller juridique du Département des traités et du droit, Consul général adjoint à New York, Ministre conseiller à l'ambassade de Chine au Canada et Conseiller juridique du Ministère. Il a représenté le Gouvernement chinois à de nombreuses conférences internationales et négociations bilatérales et multilatérales sur des questions juridiques. Il a été le Secrétaire général adjoint du Comité consultatif juridique Afrique-Asie et possède une longue expérience des affaires juridiques dans les organisations internationales. M. Huang Huikang a aussi été maire adjoint de la ville de Tangshan (Chine).

Le Gouvernement chinois ne doute pas que, s'il est réélu, M. Huang Huikang continuera d'apporter une contribution précieuse aux travaux de la Commission et au développement du droit international.

## Marie G. Jacobsson (Suède)

[Original : anglais]

### I. Renseignements personnels

Nom : Marie Gotton Jacobsson

Date et lieu de naissance : 27 février 1955, Karlskrona (Suède)

État civil : Mariée

Nationalité : Suédoise

Fonctions actuelles : Jurisconsulte internationale principale au Ministère des affaires étrangères de la Suède

Professeur associé de droit international à l'Université de Lund

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies

### II. Profil

Marie Jacobsson, docteur en droit, est une spécialiste du droit international très qualifiée. Elle a une formation supérieure poussée et d'excellentes relations avec les milieux universitaires. Elle a également une expérience pratique considérable en tant que spécialiste du droit international acquise au Ministère des affaires étrangères de la Suède.

M<sup>me</sup> Jacobsson est en relation avec un grand nombre d'universitaires du monde entier et de hauts fonctionnaires internationaux.

Depuis qu'elle a été nommée spécialiste du droit international au Ministère des affaires étrangères en 1987, elle a acquis une expérience étendue des négociations multilatérales et bilatérales de haut niveau. Elle a également l'expérience de la conduite des négociations entre des pays autres que la Suède, par exemple en ce qui concerne les différends frontaliers. Elle a, par exemple, animé la négociation entre deux pays qui ne pouvaient s'entendre sur la façon de résoudre un différend frontalier. La négociation a abouti à un accord relatif aux frontières. À plusieurs occasions, elle a donné des avis à des gouvernements étrangers et à des organisations internationales sur des points de droit international.

Elle connaît bien la plupart des questions de droit international dont s'occupe le Département juridique du Ministère suédois des affaires étrangères, notamment la paix et la sécurité internationales, le droit humanitaire international, le droit relatif aux droits de l'homme, le droit de la mer, le droit de l'espace, le droit applicable aux zones polaires, le droit de l'environnement, le droit pénal international, le terrorisme, le désarmement et des questions plus générales comme le droit des traités, le droit des organisations internationales et le droit concernant la protection et l'immunité diplomatiques. Particulièrement importante est l'expérience du droit international qu'elle a acquise dans le cadre des programmes de coopération de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de membre de la délégation de la

Suède à l'Assemblée générale des Nations Unies et par ses travaux sur des questions de droit international quand la Suède a été membre du Conseil de sécurité en 1997-1998, ainsi qu'à l'occasion de l'examen de questions telles que la guerre entre l'Iraq et le Koweït, le conflit au Kosovo, l'effet du 11 septembre et la guerre en Iraq en 2003. En outre, elle a travaillé sur des questions de droit international dans le cadre de la coopération au niveau de l'Union européenne, notamment quand la Suède a exercé la présidence européenne en 2001 et 2009, et a pris part à l'instruction d'affaires devant la Cour de justice des Communautés européennes.

La coopération nordique est un des domaines du droit international qui a offert à M<sup>me</sup> Jacobsson la possibilité d'acquérir des connaissances approfondies sur la position des pays nordiques sur les grandes questions de droit international. Elle connaît bien les questions de droit international qui concernent la région nordique et la mer Baltique, en particulier les questions qui sont liées à la politique de sécurité.

M<sup>me</sup> Jacobsson a obtenu son doctorat en droit en 1998 à l'Université de Lund et a défendu une thèse intitulée « Le système du Traité de l'Antarctique – *erga omnes or inter partes?* ». Cette thèse porte sur la question de savoir comment les obligations découlant de traités peuvent devenir partie intégrante du droit coutumier et ainsi lier des pays tiers. Elle a écrit cette thèse parallèlement à son travail au Ministère des affaires étrangères; le manuscrit a immédiatement été accepté pour publication par Kluwer Law International, aux Pays-Bas.

En dehors de son expérience dans le domaine du droit international, elle a une bonne expérience universitaire et pratique des sciences politiques, et en particulier de la politique de sécurité. Son expérience pratique a été acquise dans ses travaux antérieurs comme analyste de la politique de sécurité de la Suède au sein des forces armées suédoises. M<sup>me</sup> Jacobsson a également une expérience pratique du travail dans les administrations, les ministères et les tribunaux suédois qui appliquent en droit interne les règles du droit international.

Parallèlement à son travail au Ministère des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Jacobsson entretient des liens étroits et permanents avec le monde universitaire. Elle est fréquemment invitée à donner des conférences dans des universités suédoises ou étrangères et est chargée d'organiser des enseignements et d'autres formations. Elle publie régulièrement des articles dans des publications périodiques universitaires ou dans des revues à grand tirage de vulgarisation scientifique. Elle est également très sollicitée comme spécialiste de la coopération internationale par des associations qui travaillent sur des questions de droit international. M<sup>me</sup> Jacobsson exerce également à l'occasion des fonctions d'examinatrice et est amenée à donner son avis concernant des nominations de fonctionnaires dans le domaine du droit international.

Le 16 novembre 2006, l'Assemblée générale des Nations Unies a élu M<sup>me</sup> Jacobsson membre de la Commission du droit international pour la période 2007-2011. Elle n'est que la troisième femme jamais élue à la Commission depuis sa création et un seul Suédois l'avait précédée comme membre de la Commission.

M<sup>me</sup> Jacobsson a pris une part extrêmement active aux travaux de la Commission et a assisté à toutes ses réunions. Elle a été élue Rapporteur de la Commission pour 2009. Sa participation suivie aux séminaires et aux débats sur les questions traitées par la Commission et sur ce que seront ses futurs travaux témoigne de son attachement à l'œuvre menée par la Commission. Elle rend compte

périodiquement des travaux de la Commission à ses collègues et à ses relations universitaires.

Indépendamment de sa participation active aux travaux de la Commission, elle a contribué au Séminaire de droit international tenu à l'occasion de la réunion annuelle de la CDI à Genève.

### III. Fonctions actuelles

Jurisconsulte internationale principale au Ministère suédois des affaires étrangères, à Stockholm

Conseillère en droit international public au même ministère depuis 1987.

Première Secrétaire, 1987; Directrice adjointe, 1994; Directrice, 2000; Jurisconsulte internationale principale, 2002

### IV. Carrière professionnelle

- 2006      Élu(e) membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies pour la période 2007-2011
- 2000      Institut suédois de la défense nationale, directrice du projet de recherche sur les questions intéressant la mer Baltique (La mer Baltique : droit international et politique de sécurité)
- 1993      Université de Lund, chargée de recherche adjointe
- 1983-1986    État-major suédois, conseillère pour les questions de politique de sécurité
- 1983      Lycée de Karlskrona, professeur auxiliaire
- 1982      Ministère de la Justice, Stockholm, clerc
- 1980      Tribunal de district, Sölvesborg, clerc
- 1975-1980    Service national des prisons et de l'application des peines, agent de probation, à Karlskrona et Uppsala, ce qui inclut des fonctions d'investigation sur la personnalité des accusés (enquête sociale, l'une des bases du choix de la peine par un tribunal), travail occasionnel

L'expérience acquise avant 1975 n'est pas mentionnée ici.

### V. Formation

- 1998      Doctorat en droit international, Université de Lund (Suède). Titre de la thèse : Le système du Traité de l'Antarctique – *erga omnes* ou *inter partes*?
- 1982      Maîtrise de droit de l'Université d'Uppsala (Suède). Dissertation : La recherche scientifique marine et le principe de la liberté de la haute mer

- 1983      Diplôme de l'École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins, Centre de Bologne
- 1981      Cours de droit international public (en particulier droit de la mer), Université de San Diego, organisé à Oxford (Royaume-Uni)
- 1976-1982 Études de philosophie et de sciences politiques à l'Université d'Uppsala

Les enseignements suivis comprenaient : le droit humanitaire international, le droit et la politique de l'Union européenne, le droit islamique, la délimitation maritime, ainsi que divers cours d'informatique.

## **VI. Connaissances linguistiques**

- Suédois :      Langue maternelle
- Anglais :      Excellente connaissance
- Français :      Connaissance fonctionnelle passive
- Allemand :      Connaissance fonctionnelle passive
- Espagnol :      Connaissance fonctionnelle passive
- Italien :      Connaissance fonctionnelle passive

## **VII. Travaux universitaires**

- 2010      Évaluation (examinatrice lors de la défense publique) de la thèse de doctorat : Les aires marines protégées en droit international : La perspective norvégienne, Université de Tromsø (Norvège)
- 2009      Évaluation (examinatrice lors de la défense publique) de la thèse de doctorat : La juridiction norvégienne en matière de pêcheries à l'égard des navires de pêche étrangers, Université de Tromsø (Norvège)
- 2008      Évaluation de la thèse de doctorat intitulée Les munitions de guerre non explosées et la protection de l'être humain en droit international public. Institut de hautes études internationales et du développement, Genève (Suisse)
- 2007      Participante à la Conférence préparatoire chargée d'organiser un programme de maîtrise en droit des régions polaires à l'Université d'Akureyri (Islande)
- 2005      Participation au projet de recherche basé en Suède intitulé : The Use of Force Revisited. Regime change in International Law?
- 2000 et 2002      Chargée de recherche à la faculté de droit de l'Université de Melbourne (Australie). Responsable de l'enseignement de doctorat intitulé Droit de la mer et sécurité nationale à l'Université de Melbourne (Australie)

- 1999 et 2000-2001 Responsable du cours universitaire de troisième cycle organisé à l'intention des officiers et des juristes de la marine, Le droit de la mer pour les officiers de navire, à l'Institut suédois de la défense nationale
- 2000 Membre du jury du concours Jean Pictet, organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et la Croix-Rouge suédoise à Mariefred (Suède)
- 1998-2010 Examinatrice, membre des jurys et des comités de nomination des Universités de Turku, de Cambridge, d'Oslo et de Tromsø et des Écoles militaires de la Norvège et de la Suède
- 1992-1997 Nombreuses visites pour des recherches à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), en particulier à l'Institut de recherche polaire Scott
- 1986-1987 Chercheuse invitée à l'Institut de droit international de Kiel (Allemagne)
- 1986 Chercheuse invitée à l'Institut suédois des affaires internationales de Stockholm
- 1993-2001 Membre d'un comité de lecture pour des articles d'études polaires (droit et politique) pour *The Polar Record* publié à Cambridge (Royaume-Uni)

A participé à plusieurs conférences universitaires internationales, en présentant des communications, notamment sur le droit international, le droit de la Charte des Nations Unies, le droit humanitaire, le droit de la mer, les politiques de sécurité et le droit applicable aux zones polaires

A fréquemment été invitée à donner des conférences dans les universités suédoises et étrangères, notamment : les Universités d'Uppsala, de Stockholm, de Lund, de Göteborg, d'Umeå, de Lindköping, d'Örebro; l'Université maritime mondiale de Malmö (Suède); l'Université de Rovaniemi (Finlande); l'Université d'Oslo (Norvège); l'Université de New York (États-Unis); l'Université de Melbourne (Australie); l'Institut de droit humanitaire international de San Remo (Italie); le Comité international de la Croix-Rouge à Genève; la Croix-Rouge australienne; le Naval War College de Newport, Rhode Island (États-Unis), la Société américaine de droit international, le British Institute of International and Comparative Law et le Tribunal international du droit de la mer (TIDM)

A donné des conférences, dispensé des enseignements et présenté des communications dans plusieurs instituts de hautes études suédois : Institut suédois de la défense nationale, Académie royale suédoise des sciences militaires, écoles navales suédoises, École des garde-côtes, École supérieure de police, Institut de défense civile, établissements des forces armées suédoises, Agence suédoise pour le développement international, divers établissements d'enseignement pour adultes, ainsi qu'au Ministère des affaires étrangères (pour une formation interne et externe à l'intention de diplomates étrangers), à l'Agence suédoise de

gestion des catastrophes, au Parlement suédois, à l'Association des armateurs suédois, à l'Institut suédois des affaires internationales, à la section suédoise de l'Association de droit international, à l'Association suédoise pour les Nations Unies, à la Croix-Rouge suédoise, à la section suédoise d'Amnesty International, à la Société suédoise pour l'arbitrage et la paix, à la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté et à la Foire du livre de Göteborg

2009 Critiques et évaluations d'articles pour des revues juridiques et autres, comme la revue scientifique *Nature*

## **VIII. Publications et autres écrits**

Prière de se référer au document séparé.

## **IX. Affectations**

Arbitre désignée sur la liste des arbitres au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Arbitre désignée sur la liste des arbitres au titre du Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement

Arbitre suppléante désignée près la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'OSCE

Désignée experte nationale sur le droit de la mer par l'Organisation hydrographique internationale

Inscrite au Registre d'experts en matière de recherche scientifique maritime et de transfert de technologies maritimes de la Commission océanographique intergouvernementale

Membre de la délégation du Ministère des affaires étrangères pour le droit humanitaire

Membre de la délégation du Gouvernement suédois pour le droit humanitaire international et le suivi des projets relatifs aux armements

Experte auprès de la Commission gouvernementale d'étude de l'aménagement du territoire maritime

Membre du Conseil d'administration de l'Institut suédois de droit international à l'Université d'Uppsala

Membre du Conseil d'administration du chapitre suédois de l'Association de droit international

Membre du Comité sur l'indemnisation des victimes de guerre, Association de droit international

Membre du Baseline Committee de l'Association de droit international

Membre de l'Assemblée de l'Institut international de droit humanitaire de San Remo et membre de l'Institut

Membre du comité de rédaction du *Nordic Journal of International Law*



Membre du conseil consultatif du *Journal of International Humanitarian Legal Studies*

Membre de la Société suédoise pour les affaires internationales, Stockholm

Membre du Conseil d'administration de la Fondation Forskraft en mémoire de Theodor Adelswärd

Experte-consultante pour le « Project Oceans », Fondation postale suédoise

#### **Affectations antérieures sélectionnées**

Membre du Conseil d'administration du Sommet pour l'Antarctique, <http://www.atsummit50.aq/>

Membre du Conseil d'administration de la Société royale suédoise des sciences navales

Membre de la Commission du plateau continental de l'Association de droit international

Membre du Comité directeur pour le Programme de recherche sur le droit international humanitaire, Harvard Program on Humanitarian Policy and Conflict Research (États-Unis d'Amérique)

Membre du Conseil d'administration de l'Association suédoise de droit international humanitaire

Membre de la Société suédoise des sciences de la défense

#### **Membre d'autres organisations**

La Croix-Rouge suédoise, le Club polaire suédois, Sjöhistoriska samfundet Forum Navale (Société historique du Forum naval maritime), Les Amis du Musée maritime de Karlskrona, Les Amis de l'Institut de recherche polaire Scott, de Cambridge (Royaume-Uni), la Société américaine de droit international, Sällskapet Nya Idun et Forum des femmes suédoises

## **X. Affectations spéciales (exemples)**

- |       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2007  | Coorganisatrice de la réunion d'experts sur le thème : Perspectives sexospécifiques concernant le droit international humanitaire et la problématique hommes-femmes. Le rapport résumé peut être consulté à l'adresse : <a href="http://manskligarattigheter.gov.se/dvnamaster/file_archive071128">http://manskligarattigheter.gov.se/dvnamaster/file_archive071128</a> |
| 2006  | Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 2006- | Responsable des consultations et négociations sur les questions relatives à la délimitation maritime au Ministère suédois des affaires étrangères                                                                                                                                                                                                                       |

- 2005-2007 Présidente du Groupe de travail sur l'égalité entre les sexes et le droit humanitaire international de la délégation suédoise pour le droit humanitaire
- 2005-2009 Membre de la délégation suédoise aux négociations avec la Norvège sur une nouvelle convention sur les terrains de parcours des rennes
- 2004-2005 Présidente de la délégation suédoise aux négociations sur un accord tripartite avec la Russie et la Lituanie
- 2004-2010 Membre associé du projet sur la guerre aérienne et les missiles de guerre, dans le cadre du programme sur la politique humanitaire et sur la recherche sur les conflits, de l'Université de Harvard. Le but du projet est de publier un manuel de droit de la guerre aérienne, réaffirmant le droit international coutumier régissant la guerre aérienne et les missiles
- 2000-2002 Expert auprès du Ministère de la justice pour l'enquête sur le droit pénal international et la juridiction suédoise (rapports officiels du Gouvernement suédois 2002:98), Ministère de la justice de la Suède
- 2001-2002 Membre du groupe de travail qui a préparé l'émission de télévision de l'Académie royale des sciences intitulée *Kunskapens Krona* (La couronne de la connaissance)
- 2001 Expert auprès du Ministère suédois de la défense, pour une enquête sur la police des frontières en temps de guerre (rapports officiels du Gouvernement suédois 2002:4), Ministère de la défense de la Suède
- 1999-2001 Chef de la délégation suédoise à la réunion d'experts tenue à l'UNESCO (Paris) sur la protection du patrimoine culturel sous-marin
- 1999-2001 Membre du comité multidisciplinaire d'organisation d'un colloque scientifique international en vue de la célébration du centenaire de l'explorateur polaire Otto Nordenskjöld : « Perspectives historiques et actuelles sur l'Antarctique ». Université de Göteborg et Société royale pour les arts et les sciences de Göteborg
- 2001 Membre du groupe d'experts du Comité international de la Croix-Rouge sur les armes particulièrement inhumaines (projet SIrUS)
- 1995-1996 Animatrice des négociations diplomatiques et techniques sur la délimitation de la frontière maritime entre deux États. A abouti à un accord sur la délimitation des frontières maritimes
- 1994 Membre de l'équipe d'inspection du Gouvernement suédois en Antarctique, en application du Traité de l'Antarctique
- 1988-1994 Membre du groupe d'experts qui a mis au point le *Manuel de San Remo sur le droit international applicable aux conflits armés en mer*. Le groupe d'experts a travaillé sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge et de l'Institut international du droit humanitaire de San Remo
- 1988-1993 Membre du groupe de travail sur les relations internationales dans l'Arctique, dirigé par le professeur Oran Young (États-Unis)

- d'Amérique) et le professeur Franklyn Griffiths (Canada) en vue d'étudier la situation politique et juridique dans l'Arctique
- 1987-1995 Secrétaire de la délégation du Ministère des affaires étrangères suédois pour le droit humanitaire
- 1986-2005 A participé à la plupart des conférences et réunions entrant dans le cadre du Traité de l'Antarctique, en sa qualité de membre ou de chef de la délégation suédoise, notamment les réunions consultatives du Traité de l'Antarctique, réunions organisées dans le contexte de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, aux négociations sur un régime applicable aux ressources minérales et aux négociations sur le Protocole concernant la protection de l'environnement au Traité de l'Antarctique, ainsi qu'à diverses réunions d'experts sur le même sujet. Responsable de la participation de la Suède aux négociations sur le régime de responsabilité dans la protection de l'environnement de l'Antarctique, qui a mené à la conclusion de l'annexe VI du Protocole relatif à la protection de l'environnement au Traité de l'Antarctique, concernant la responsabilité découlant de crises environnementales
- 1987-2005 A participé à diverses réunions et conférences diplomatiques sur des questions ayant trait au droit humanitaire international, notamment la Conférence internationale du Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et la Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction et la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. A également participé aux travaux de la Suède sur le Protocole sur les armes aveuglantes au laser
- 1987-2010 A fréquemment participé à des réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Première et Sixième Commissions)

## **Publications**

### **Œuvre principale**

- 1998 Le système du Traité de l'Antarctique – *erga omnes* ou *inter partes*, thèse de doctorat, Université de Lund (Suède), janvier 1998

### **Articles et ouvrages**

- 2010 « Building the International Legal Framework for Antarctica », à paraître dans Berkman P. A., Lang M. A., Walton D. W. H. et Young O. R. (éd.) : *Science Diplomacy: Antarctica, Science and the Governance of International Spaces*, Smithsonian Institution Scholarly Press
- 2010 « The Sea, Science and the Human Dimension », à paraître dans Vidas, Davor (éd.) : *The World Ocean in Globalization*, vol. II, Brill, 2010

- 2009 « International Law and Scientific Research in the Arctic: The Role of Science in Law and the Role of Law in Science », in *New Chances and New Responsibilities in the Arctic Region*, Winkelmann L., Tiroch K., Witschel G. et Wolfram R. (éd.), Berliner Wissenschafts-Verlag, Berlin, 2010, p. 233 à 244. Également publié dans la revue de droit international de l'Université de Heidelberg, *Journal of International Law*, ZaSRV 69 (2009) p. 683 à 694. Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international
- 2009 « Fisheries Management and Good Governance. Global, Regional and National Legislation and Regulation », avec Miller, Denzil G.M., Kungliga Lantbruksakademien (Académie royale suédoise de l'agriculture et de la foresterie) et l'Agence suédoise de développement international, *Fish, Trade and Development* (« The Blue Book »), p. 191 à 210. <http://www.ksla.se/sv/redirectframeset.asp?p=950>
- 2009 « Folkrätten, havet och den enskilda människans » (ouvrage), Liber 2009. Traduit, à paraître en anglais en 2010 sous le titre : *International Law, the Sea and the Individual* (Le droit international, la mer et l'individu)
- 2008 « *Hostis humanis*. Om sjörövare då och nu. (*Hostis humanis*. Les pirates hier et aujourd'hui) », *Tidskrift i Sjöväsendet*, (*Journal de la société royale suédoise des sciences navales*), 2008:5, p. 324 à 330
- 2008 « The Human Dimension of Maritime Security », Colloque international sur certains aspects de la sécurité maritime, 10-12 novembre 2008, Université maritime mondiale, Malmö (Suède). À paraître dans le rapport du colloque, 2010
- 2008 « From Ove to Bring », in Engdahl O. et Wrangé P. (éd.), *Law at War – The Law as it was and the Law as it should be*, 2008, Koninklijke Brill BV, Pays-Bas, p. 1 à 8
- 2008 « The Writings of Ove Bring », in Engdahl O. et Wrangé P. (éd.), *Law at War – The Law as it was and the Law as it should be*, 2008, Koninklijke Brill BV, Pays-Bas, p. 9 à 19
- 2007 « The Antarctic Treaty System: Legal and Environmental Issues-Future Challenges for the Antarctic Treaty System », in Triggs, Gillian et Riddell, Anna (éd.), *Antarctica. Legal and Environmental Challenges for the future*, 2007 British Institute of International and Comparative Law, p. 1 à 17
- 2007 « Evidence as an Issue in International Legal Practice », in American Society of International Law, ASIL, actes de la centième Assemblée annuelle (Un monde juste régi par le droit), 2006, p. 40 à 44
- 2005 « The application of Article 36 of the First Additional Protocol by Governments », in Helm, Anthony S. (éd.), *The Law of War in the 21<sup>st</sup> Century: Weaponry and the Use of Force*, United States Naval War College, International Law Studies, vol. 82, 2006, p. 183 à 191

- 2004 « The Use of Force and the Case of Iraq », in Amnéus, Diana et Katinka Svanberg-Torpman (éd.), *Peace and Security, Current Challenges in International Law*, Studentlitteratur, Lund, 2004, p. 373 à 407
- 2004 « Acquisition of Territory at the Time of Otto Nordenskjöld: A Swedish Perspective », in Elzinga, Aant, Torgny Nordin, David Turner, and Urban Wrakberg (éd.), *Antarctic Challenge, Historical and Current Perspectives on Otto Nordenskjöld's Antarctic Expedition 1901-1903*, Göteborg (Suède), Kungl. Vetenskaps-och Vitterhets-Samhället (Royal Society of Arts and Sciences), 2004 (Acta Regiae Societatis Scientiarum et Litterarum Gothoburgensis. Interdisciplinaria 5), p. 301 à 326
- 2004 « Threats caused by old and new weapons », in Ravasi, Guido et Gian Luca Beruto (éd.), *The two Additional Protocols to the Geneva Conventions: 25 Years Later. Current Problems of International Humanitarian Law III, Proceedings from the 26<sup>th</sup> Round Table Meeting at the International Institute of Humanitarian Law, San Remo* (Italie), Edizioni Magard, 2004, p. 89 à 92
- 2003 « Vart är folkrätten på väg? (Où se dirige le droit international?) », in *Internationella Studier (International Studies)*, Stockholm, n° 3/2003
- 2003 « Maritime Security: an Individual or a Collective Responsibility? », in Petman, Jarna et Jan Klabbers (éd.), *Nordic Cosmopolitanism: Essays in International Law for Martti Koskenniemi*, Kluwer Law International, La Haye (Pays-Bas), 2003, p. 391 à 416
- 2003 « Flag State Perspectives », in Nordquist, Myron E., John Norton Moore, et Said Mahmoudi, *The Stockholm Declaration and the Law of the Marine Environment*, Kluwer Law International, 2003, p. 299 à 310
- 2002 « Terrorism and International Law », in *Maritime violence and other security issues at sea: Proceedings of the international symposium held at the World Maritime University, Malmö, Suède 26-30 août 2002*, WMU Publications, Malmö, Suède, 2002, p. 157 à 163
- 2002 « Om folkrätt och maritim säkerhet (Le droit international et la sécurité maritime) », in *Kungliga Krigsventenskapskademiens Handlingar och Tidskrift (The Royal Swedish Academy of War Sciences Proceedings and Journal)* 4, Häftet 2002, p. 4 à 23
- 2001 « The Baltic Sea from the perspective of international law », in *Proceedings from the Baltic Future Symposium, Tidskrift i Sjöväsendet (Journal of the Royal Swedish Naval Society)*, 3:2001, p. 209 à 214. Peut être consulté à l'adresse : <http://www.koms.se/>
- 2001 « Antarktandernas politiska geografi i ette folkrättsligt perspektiv (Géographie politique des Andes de l'Antarctique sous l'angle du droit international) », in *Antarktanderna. Svensk forskning i Otto Nordenskjöld föstpär (The Andes of Antarctica, Swedish Research following Otto Nordenskjöld)*, Ymer, 2001, Argäng 121 (Arsbok för Svenska Sällskapet för Antropologi och Geografi) (*Annuaire de la Société suédoise d'anthropologie et de géographie*), p. 207 à 223

- 2000 « Sovereignty at Sea », in Richard Herr (éd.), *Sovereignty at Sea. From Westphalia to Madrid*, Wollongong Papers on Maritime Policy, n° 11, Université de Wollongong, Australie, 2000, p. 38 à 61
- 2000 « Rest in peace? New developments concerning the wreck of the *M/S Estonia* », avec Klabbers Jan, Helsinki, in *Nordic Journal of International Law*, n° 3, 2000, p. 317 à 332
- 2000 « International Law in International Maritime Operations », in *NAVY 2000, Symposium Proceedings, Royal Swedish Society of Naval Sciences*, Stockholm, 2000, p. 157 à 158
- 2000 « Kropp, isbjörnen och folkrätten (Kropp, l'ours polaire et le droit international) », in *Internationella studier (International Studies)*, n° 2/2000, p. 3 à 7
- 1999 « Foldrätt och rovfiske i Antarktis (Le droit international et la surpêche dans l'Antarctique) », in *Internationella studier (International Studies)*, n° 3/1999, p. 49 à 62
- 1999 « Review of International Law for Antarctica », Francioni, Francesco et Tullio Scovazzi (éd.) et *Governing the Antarctic*, Strokke, Olav Schram and Davor Vidas (éd.), in *Nordic Journal for International Law*, 1999:1, p. 99 à 103
- 1998 « Behöver Sverige en maritim Strategi? (La Suède a-t-elle besoin d'une stratégie maritime?) », in *Tidskrift i Sjöväsendet (Journal de la Société royale suédoise des sciences navales)*, 1998:5, p. 395 à 403
- 1998 « Marina säkerhets-och förtroendeskapande åtgärder i Östersjön (Sécurité maritime et mesures de confiance dans la mer Baltique) », avec Wedin Lars, in *Tidskrift i Sjöväsendet (Journal of the Royal Naval Society)*, 1998:4, p. 267 à 381
- 1997 « Sweden and the Law of the Sea », in Tullio Treves (éd.), *The Law of the Sea: The European Union and its Member States*, Kluwer (La Haye), 1997, p. 495 à 520
- 1996 « Militär, säkerhetspolitisk och folkrättslig vinkling på « Säkerhet i en ny tid » (Réflexions sur la politique militaire et de sécurité et le droit international. La sécurité dans une ère nouvelle) », in *Säkerhet i en ny tid. Dokumentation av ÖCB:s forskardagar 1995 om risk, säbarhet och säkerhet i samhällsutvecklingen (La sécurité dans un ère nouvelle. Actes de la réunion d'experts sur le risque, la vulnérabilité et la sécurité dans le développement de la société organisée par l'Agence suédoise de défense civile)*, Stockholm, 1996, p. 61 à 65
- 1995 « Weapons and Humanitarian Norms », in Maley, William (éd.), *Shelters from the Storm: Developments in International Humanitarian Law*, Australian Defence Studies Centre et alfa, Canberra, 1995, p. 121 à 141

- 1995 « Fredstida militära aktiviteter i den exklusiva ekonomiska zonen (Activités militaires pacifiques dans la zone économique exclusive) », in *Tidskrift i Sjöväsendet (Journal de la Société royale suédoise des sciences navales)*, 1995:1, p. 7 à 18
- 1994 « Asia, Antarctica and the Principle of the Common Heritage of Mankind », in Herr, Richard A. et Davis, Bruce W. (éd.), *Asia in Antarctica*, Centre for Resource and Environmental Studies, Canberra, 1994, p. 139 à 157
- 1993 « Första svenska inspektionen av Antarktis (La première inspection suédoise dans l'Antarctique) », in *Tidskrift i Sjöväsendet (Journal de la Société royale suédoise des sciences navales)*, 1993:4, p. 219 à 223
- 1992 « Antarktis – om sydpolens historik, juridik och politik (L'Antarctique: histoire, droit et politique au Pôle Sud) », *UD informerar* 1992:1 (*Série de documents d'information du Ministère des affaires étrangères de la Suède*), 49 pages
- 1992 « Review of The International Regulation of Armaments: The Law of Disarmament », Lysén, Göran. In *Juridisk Tidskrift (Annuaire juridique)*, vol. 3, N° 2, 1991-92, p. 359 à 364
- 1986 « Antarktis -långt borta och nära (L'Antarctique – si loin et en même temps si près) », in *Utrikespolitiska institutets artikeltantst (Service d'information de l'Institut suédois des affaires internationales)*, série verte n° 2, 14 février 1986

#### Communications non publiées

- 2010 « The Role for Governments in ILC Projects – How Can the ILC Best Reflect the Needs and Views of States? », document présenté à la conférence *The International Law Commission in the 21<sup>st</sup> Century: what should it be doing to make a contemporary difference?* organisée par la Faculté de droit de l'Université George Washington et coparrainée par le Service juridique du Département d'État
- 2009 « The influence of Grotius *Mare Liberum* on Sweden's Foreign Policy. Some notes from a historical perspective », conférence prononcée lors des cérémonies *Mare Liberum 1609-2009* à La Haye
- 2008 « The World Ocean in Globalization: Challenges for Marine Regions », Conférence internationale, 21-23 août 2008, Oslo (Norvège), séance de clôture, 23 août 2008
- 2007 « Folkrätt, fred och framtiden (Le droit international, la paix et les femmes) », exposé présenté lors d'une réunion de l'Association féminine Siillskapet Nya Idun, Stockholm
- 2007 « International law aspects of collaboration in the Baltic Sea Region », présenté lors du colloque *Baltic Future* organisé par l'Académie suédoise des sciences (KVA), la Société royale suédoise des sciences navales (KOMS), l'Académie royale suédoise d'agriculture et de foresterie (KSLA) et l'Académie royale suédoise d'ingénierie (IVA), Stockholm, 1<sup>er</sup>-2 octobre 2007

- 2007 Présentation de « The Anna Lindh Lecture 2007 », conférence donnée par la Présidente de la Cour internationale de Justice, Rosalyn Higgins, amphithéâtre de l'Université de Lund (Suède)
- 2007 « Om folkrätt, världshaven och Antarktis (Le droit international, les océans et l'Antarctique) », exposé présenté lors d'une conférence organisée par le Conseil consultatif suédois pour la technologie génétique (Gentekniknämndens populärvetenskapliga konferens: Jakten på gener i naturens skaffer), Riksdagshuset, 19 septembre 2007, disponible à l'adresse : [http://www.eenteknik.se/konferenser/Jakten\\_pagener.Pdf](http://www.eenteknik.se/konferenser/Jakten_pagener.Pdf)
- 2007 « Border Control Collaboration: a speciality of the Baltic Sea Region », exposé donné lors du Séminaire régional sur le contrôle des frontières organisé par le Conseil de planification des opérations du Service des Garde-côtes, 7-8 mars 2007
- 2006 « The Demilitarisation of Islands from the Perspective of International Law and the examples of the Aaland Islands, the Spitzbergen archipelago and the continent of Antarctica », exposé présenté à la sixième réunion du Forum des îles du Pacifique: La sécurité et la paix dans les sociétés insulaires, île de Jeju (République de Corée)
- 2003 « Legal aspects on issues overlapping the concept of scientific research and military intelligence activities in the EEZ », exposé présenté en qualité d'animatrice, Exclusive Economic Zones Worldwide & the Context of the Deepwater Program Conference, SMI Conferences, Londres 2003
- 2002 « La réglementation des armes nouvelles – le Protocole I suffit-il? », communication présentée devant le Comité international de la Croix-Rouge, table ronde organisée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire des protocoles additionnels aux Conventions de Genève, le 6 juin 2002, Genève (Suisse)
- 2001 « The interface with global organisations: are there new demands? », Wilton Park Conference: 40 years on: The Antarctic Treaty System in the 21<sup>st</sup> Century
- 2000 « Blinding weapons and other weapons to be discussed in the context of international humanitarian law (Les armes aveuglantes et autres armes à étudier dans le contexte du droit humanitaire international) », communication présentée au dix-septième séminaire annuel de droit humanitaire international, à l'intention de diplomates accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies, 9-10 février 2000, faculté de droit de l'Université de New York
- 1999 « Flaggan och folkrätten (L'importance du pavillon en droit international) », communication présentée à une conférence sur l'importance du pavillon en droit international, à Örlogskolorna, 7 septembre 1999



- 1999 « International Law Perspectives on Non-Lethal Weapons (Les perspectives du droit international sur les armes non létales) », exposé présenté à la troisième Conférence organisée par Jane's sur les armes non létales, Londres, 1999
- 1998 « Armes aveuglantes à laser », communication présentée au vingt-quatrième Congrès international d'ophtalmologie, Amsterdam (Pays-Bas), 1998
- 1991 « La coopération dans l'Arctique – une perspective juridique », communication sur l'Arctique, future zone de conflit ou de coopération pacifique, 14 et 15 juin 1991, Umeå (Suède)
- 1990 « La coopération dans l'Arctique et le nouveau droit de la mer », communication à la troisième Conférence des régions nordiques: coopération dans un monde en mutation, 16-20 septembre 1990, Anchorage (Alaska, États-Unis)
- 1986 « The Antarctic future – a legal concern of all states? Some aspects », communication présentée à la Conférence sur les activités dans l'Antarctique et le droit international, 20-21 juin 1986, Sienne (Italie)

#### Travaux en cours

*Östersjön och folkrätten. En bok om närområdets folkrätt och säkerhetspolitik* (La mer Baltique et le droit international. Ouvrage sur le droit international et la politique sécuritaire dans la région de la mer Baltique)

#### Autres écrits et publications

Contribution à l'encyclopédie nationale suédoise. Articles sur les aspects juridiques et politiques qui concernent l'Arctique, l'Antarctique, la mer Baltique, le droit de la mer, etc.

Contribution à la version suédoise du Karnov's Legal Commentary

Membre du Comité de lecture concernant les questions de l'Antarctique (droit international et politique internationale) pour *The Polar Record*, publié à Cambridge (Royaume-Uni) et pour la revue *Nature*

Analyses et critiques d'articles parus dans des revues juridiques

Plusieurs articles dans la presse quotidienne et dans des revues périodiques. Articles de fond sur : « Les mutations du droit international » dans le quotidien suédois *Svenska Dagbladet*, 22 septembre 2001, et « Les lacunes de Bush en droit international », 28 janvier 2002, deux articles écrits en collaboration avec son collègue Pål Wrange du Ministère des affaires étrangères; « L'ONU n'autorise pas le recours à la force », *Svenska Dagbladet*, 1<sup>er</sup> avril 2003, écrit en collaboration avec le Directeur général des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Suède, Carl Henrik Ehrenkrona

## **Maurice Kamto (Cameroun)**

[Original : anglais et français]

Date et lieu de naissance : 15 février 1954 à Bafoussam (Cameroun)

Nationalité : Camerounaise

### **Diplômes universitaires**

- Licencié en droit public, faculté de droit, Université de Yaoundé (1979) (mention : *bien*)
- Diplômé des hautes études internationales de l'Institut des hautes études internationales (IHEI) de Nice (1980) (mention : *très bien*)
- Certificat d'études supérieures des Communautés européennes de l'Institut des hautes études internationales (IHEI) de Nice (1980) (mention : *assez bien*)
- Diplômé d'études approfondies de droit public fondamental (1980) (mention : *assez bien*)
- Diplômé d'études approfondies de droit international (faculté de droit de Nice, 1980) (mention : *bien*)
- Diplômé de l'Institut d'administration publique de Paris (1982) (mention : *très bien*)
- Doctorat en droit, faculté de droit de Nice (France) (1983) (mention : *très bien avec les félicitations du jury*)

### **Prix**

- Prix de thèse de la faculté de droit de Nice (1983)
- Prix de l'Académie des sciences d'outre-mer (1988)

### **Qualifications professionnelles**

- Agrégé des facultés françaises de droit (1988)
- Avocat au barreau de Paris depuis 1997

### **Distinctions honorifiques**

- Commandeur de l'ordre de la Valeur (République du Niger)
- Chevalier de l'ordre de la Valeur (République du Cameroun)
- Chevalier des Palmes académiques [Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES)]

### **Langues**

Français : écrit et parlé = excellent

Anglais : écrit et parlé = bon

Langue maternelle : parlé = excellent

## Expérience professionnelle

### *Responsabilités académiques et administratives*

- Doyen de la faculté des sciences juridiques et politiques, Université de Yaoundé II (1999-2004)
- Chef du Département de droit international public à la faculté des sciences juridiques et politiques, Université de Yaoundé II (2000-2004)
- Directeur du diplôme d'études approfondies (D.E.A.) de droit international public et privé à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II (2001-2003)
- Professeur successivement aux Universités de Yaoundé, Ngaoundéré et, depuis 1994, à l'Université de Yaoundé II
- Professeur à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) et à l'École nationale d'administration et de magistrature
- Professeur associé aux Universités de Douala et de Dschang et à l'Université catholique d'Afrique centrale (UCAC)
- Professeur invité aux Universités de Bordeaux I (France) 1990; de Limoges (France), 1991, 1992, 1994; de Nice (France), 1992; de Dakar (Sénégal), 1995; du littoral (France), 1996; de Paris II (Panthéon-Assas) (1998)
- Membre du jury du concours d'entrée à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC)
- Membre du jury du concours d'entrée à l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM)
- Membre du jury du concours d'agrégation de droit public et de science politique (CAMES) sessions de novembre 1993 à Cotonou (Bénin) et de novembre 1995 à Lomé (Togo)
- Fondateur et Directeur du Centre d'études, de recherche et de documentation en droit international et sur l'environnement (CERDIE) (ONG) (1980)
- Fondateur et responsable du Centre d'études et de recherche en droit international et communautaire (CEDIC) de l'Université de Yaoundé II (2000)
- Fondateur et Codirecteur de la *Revue juridique africaine* (R.J.A.) (1988)
- Codirecteur de la *Revue de législation et de jurisprudence camerounaises* (1989)
- Fondateur et Directeur de la revue *Lex Lata* (1994)
- Fondateur de la *Revue africaine des sciences juridiques* (2000) et de la *Revue africaine d'études politiques et stratégiques* (2001) de l'Université de Yaoundé II

### *Commission du droit international*

- Premier Vice-Président de la Commission du droit international (CDI) en 2000
- Rapporteur spécial de la CDI sur le sujet « Expulsion des étrangers » depuis 2004

*Consultant*

- Consultant auprès de la Société nationale d'investissement (SNI) en 1986 dans l'affaire *État du Cameroun (SNI) c. KLONER*, soumise à l'arbitrage du CIRDI
- Expert de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour les aspects juridiques de la création de l'Organisation africaine de télécommunications par satellite (RASCOM) : à ce titre, rédacteur de l'Accord international portant création de la RASCOM ainsi que de son statut
- Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications : à ce titre, rédacteur des lois sur les télécommunications au Mali (1996), au Rwanda (1996), en Mauritanie (1997), au Burkina Faso (1997), en Guinée-Bissau (1998) et aux Comores (1998)
- Expert dans le cadre du projet d'harmonisation du droit des affaires dans la zone CFA, 1993
- Consultant auprès de plusieurs organisations internationales, dont :
  - L'Organisation africaine des télécommunications par satellite (RASCOM), Abidjan (Côte d'Ivoire) : à ce titre, a donné des avis juridiques
  - Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
  - Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) : à ce titre, rédacteur de la loi-cadre de 1996 sur l'environnement au Cameroun
  - Le Programme alimentaire mondial (PAM) : à ce titre, rédacteur d'un projet de loi sur la pêche
  - La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) : à ce titre, rédacteur du traité portant création de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC)
  - La Banque mondiale : à ce titre, conseiller juridique de haut niveau et rédacteur de nombreux instruments juridiques en vue de l'élaboration du cadre juridique pour la mise en place du Programme national de développement participatif (PNDP)

**Expérience gouvernementale**

- Ministre délégué auprès du Vice-Premier Ministre, Ministre de la justice, garde des sceaux de la République du Cameroun (décembre 2004-)

**Membre d'institutions scientifiques et de sociétés savantes**

- Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies depuis mai 1999
- Membre associé de l'Institut de droit international (IDI) depuis 2005
- Membre et premier Secrétaire général du Comité national des droits de l'homme et des libertés du Cameroun (CNDHL)
- Membre du Conseil scientifique du Centre d'études juridiques et politiques du monde africain de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) (France)

- Membre du Groupe d’experts du Centre du droit de l’environnement de l’Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) de Bonn (Allemagne)
- Membre du Comité de réseau « Droit de l’environnement » de l’Université des réseaux d’expression française (UREF), Paris (France)
- Membre de la Commission droit de l’environnement de l’UICN
- Membre de la Société française pour le droit international (SFDI) (France)
- Membre de la Société française pour le droit de l’environnement (SFDE) (France)
- Membre de l’Association Henri Capitant (France)
- Membre de l’International Law Association (ILA) (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d’Irlande du Nord)
- Membre de la Commission internationale des juristes, Genève (Suisse)
- Membre de l’Institut de droit d’expression et d’inspiration françaises (IDEF) (France)
- Membre de la Société africaine de droit international et comparé (SADIC) (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord)

#### **Activités à l’Académie de droit international de La Haye**

- Chercheur au Centre de recherche en droit international et en relations internationales de l’Académie (1991)
- Professeur pour la session extérieure des cours de l’Académie de droit international tenue du 25 novembre au 6 décembre 1996 à Abidjan
- Directeur de séminaire, section de langue française à l’Académie de droit international pour la session des cours de juillet/août 1997
- Professeur invité au cours d’été de l’Académie de droit international, section droit international public, juillet 2003; cours dispensé : « La volonté de l’État en droit international »

#### **Activités devant la Cour internationale de Justice**

- Coagent, conseil et avocat du Cameroun devant la Cour internationale de Justice (CIJ) dans l’affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (*Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale intervenant*) (1994-2002)
- Conseil et avocat de la République du Niger devant la CIJ dans l’affaire de la Frontière terrestre (République du Bénin/République du Niger) (2003-2005)
- Conseil de la Guinée (Conakry) dans l’affaire Diallo (*Guinée c. République démocratique du Congo*) (2003-2006)

### Activités devant d'autres juridictions internationales

- Nommé coarbitre à la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris dans l'affaire :
  - 1) Ethiopia Amalgamated Ltd (Ethiopia)
  - 2) *Allied International Marketing Corporation (USA) v. National Bank of Ethiopia (Ethiopia)*;
- Conseil et avocat du Cameroun dans l'affaire Lafarge devant les tribunaux camerounais et le tribunal arbitral du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), Washington, 2003
- Désigné conseil de la Société SCEMAR devant la cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce internationale de Paris en 1994 dans l'affaire *SCEMAR SARL c. Dragages S.A.*

### Participation à des commissions et conférences internationales

- Membre de la Commission mixte Cameroun-Nigéria-Nations Unies pour la mise en œuvre de l'arrêt de la CIJ du 10 octobre 2002 dans l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (2002-)
- Membre et chef de la délégation du Cameroun à la Commission de suivi des Accords de Greentree du 12 juin 2006 entre le Cameroun et le Nigéria sur le retrait et le transfert d'autorité dans la péninsule de Bakassi (2006-)
- Chef de la délégation du Cameroun à la cérémonie de retrait des forces armées nigérianes de la péninsule de Bakassi et à la signature des documents y afférents le 14 août 2006
- Chef de la délégation du Cameroun à la Sous-Commission des populations concernées (2003-2004)
- Chef de la délégation du Cameroun au Groupe de travail sur la frontière maritime (2003-)
- Membre de la Sous-Commission de la démarcation (2002-)
- Membre du Groupe de travail sur le retrait et le transfert d'autorité de la zone du Lac Tchad (2003)
- Membre du Groupe de travail sur le retrait et le transfert d'autorité dans la péninsule de Bakassi (2004)
- Membre et conseiller juridique de la délégation camerounaise à la Conférence diplomatique de Rome pour la création de la Cour pénale internationale (membre du Comité de rédaction de la Conférence), juillet 1998
- Membre et conseiller juridique de la délégation du Cameroun à la première session de la Commission préparatoire pour la Cour pénale internationale (New York, du 16 au 26 février 1999) et à diverses sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Représentant du Cameroun à l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) depuis 2005

- Représentant du Cameroun aux réunions des ministres de la justice du Commonwealth depuis 2005
- Chef de la délégation du Cameroun au XI<sup>e</sup> Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, 18-25 avril 2005, Bangkok (Thaïlande)

### Principales publications en droit international

N. B. : Ne figurent pas dans cette bibliographie les travaux en droit interne : droit administratif, droit constitutionnel et droit national de l'environnement.

### Ouvrages

*L'agression en droit international*, Paris, Pedone, 2010

*L'Afrique dans un monde en mutation Dynamiques internes, marginalisation internationale?* (sous la direction), Afredit, 2010

*Manuel de méthodologie et exercices corrigés de droit international public* (en collaboration), Yaoundé, Presses de l'Université catholique d'Afrique centrale, 2010

*La volonté de l'État en droit international*; *R.C.A.D.I.*, T. 310, 2004, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2007, 420 pages

*Droit de l'environnement en Afrique*, *EDICEF*, Paris, 1996, 416 pages

*L'OUA : Rétrospective et perspectives africaines*, Paris, Economica, 1990 (en collaboration), 338 pages

*Pouvoir et droit en Afrique noire, Essai sur les fondements de constitutionnalisme dans les États d'Afrique noire francophone*, Paris, *L.G.D.J.*, 1987, 545 pages

### Articles

« La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (C.E.A.C.), une communauté de plus? » *Annuaire français de droit international (A.F.D.I.)*, Paris, vol. XXXI, n° 2, 1987, p. 839 à 862

« Transfert de technologie et perspectives internationales de développement en Afrique subsaharienne. Quelques réflexions », *Afrique et Développement*, Addis-Abeba, Vol. XII, n° 2, 1987, p. 101 à 133

« L'accession de la Namibie à l'indépendance », *Revue générale de droit international public (R.G.D.I.P.)*, Paris, juillet-septembre 1990, n° 3, p. 577 à 634

« Le territoire du Cameroun et le droit international », Rapport au XXXX<sup>e</sup> Congrès de l'Association Henri Capitant, 12-16 février 1990 in *La maîtrise des sols*, Travaux de l'Association Henri Capitant, Economica, Paris, 1991, p. 87 à 145

« Les tentatives de règlement non juridictionnel du différend territorial tchadolibyen à propos de la bande d'Aouzou », *Revue juridique et politique Indépendance et Coopération (R.J.P.I.C.)*, 1991

« Le droit international des ressources en eaux continentales africaines », *AFDI*, Paris, 1991, p. 841 à 911

« Les conventions régionales sur la conservation de la nature et des ressources naturelles en Afrique et leur mise en œuvre », in *Revue juridique de l'environnement (R.J.E.)*, France, 1991, n° 4, p. 417 à 442

« Fleuves et lacs internationaux africains et problèmes écologiques : aperçu des problèmes juridiques », communication au Colloque international sur le thème : Quels fleuves pour demain? organisé par le Ministère français de l'environnement et le C.N.R.S. à la Faculté de droit de Poitiers, du 23 au 26 septembre 1991, parue dans *Environment Policy and Law*, Bonn (R.F.A.), 1991, vol. 21, n°s 5 et 6, p. 236 à 240

« Les Communautés européennes et les sanctions internationales », Rapport de recherche au Centre de recherche en droit international de l'Académie du droit international de La Haye, Session été 1991, paru dans la *Revue africaine de droit international et comparé (RADIC)*, Londres, tome 7, n° 3, p. 511 à 567

« Les nouveaux principes du droit international de l'environnement » in *R.J.E.* (France), n° 4, octobre-novembre 1992, p. 11 à 21

« La désertification : aperçu écologique et esquisse pour une convention sur les zones désertiques, arides, semi-arides et sèches humides » in *Droit de l'environnement et développement durable* (sous la direction de M. Prieur et S. Doumbé Billé), Presses universitaires de Limoges (PULIM), 1994, p. 79 à 90

« Les actes de l'Organisation », in *La Convention sur l'interdiction et l'élimination des crimes chimiques : une percée dans l'entreprise multilatérale du désarmement*, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, Dordrech/Boston/London, 1995, p. 343 à 362

« Le mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits : l'esquisse d'un nouvel instrument régional pour la paix et la sécurité en Afrique », in *Arrangements régionaux et sécurité collective*, Actes du Colloque de Nice, in *ARES*, Vol. XV, n° 2, 1996, p. 61 à 84

« L'ONU et l'assistance électorale » Actes du 7<sup>e</sup> Congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé (*SADIC*), Londres, 1996, p. 71 à 92

« Les forêts, "Patrimoine commun de l'humanité et droit international" », Rapport introductif général au Colloque de Limoges des 7 et 8 novembre 1994 sur le thème *Droit, forêts et développement durable*, Actes parus aux Éditions Bruylant, Bruxelles, 1996, p. 79 à 90

« Pauvreté et souveraineté dans l'ordre international contemporain » in *Mélanges en l'honneur du doyen Paul Isoart*, Paris, Pedone, 1996, p. 284 à 305

« Le choix des sujets pour le développement progressif et la codification du droit international par la C.D.I. et ses méthodes de travail », in *Pour un meilleur droit international : la Commission du droit international à 50 ans*, New York, 27-28 novembre 1997, p. 256 à 273

« Le colloque des Nations Unies sur la codification et le développement progressif du droit international », *AFDI*, 1997

« Droit au développement des États? Retour sur le droit au développement au plan international », *Revue universelle des droits de l'homme (RUDH)*, vol. 11, n°s 1 à 3, p. 1 à 10



- « Le contentieux de la frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal », *RGDIP*, septembre 1997, n° 3, p. 695 à 735
- « Singularité du droit international de l'environnement » in *Les hommes et l'environnement. En hommage à Alexandre-Charles KISS*, Paris Frison-Roche, 1997, p. 315 à 322
- « Le matériau cartographique dans les contentieux frontaliers et territoriaux internationaux » in *Liber Amicorum Mohammed Bedjaoui*, Londres, ASICL, 1998, p. 371 à 398
- « Les cours de justice des communautés et des organisations d'intégration économique africaine », *Annuaire africain de droit international (AADI)*, vol. 6, 1998, p. 107 à 150
- « Esquisse d'une "doctrine" du patrimoine national d'intérêt écologique mondial », communication au Colloque sur le patrimoine en droit de l'environnement, organisé par l'Association « LES THERMALES DE RIOM », Riom (France), septembre 1998
- « Les origines de la déclaration universelle des droits de l'homme », rapport de séance au Colloque international sur le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme organisé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme de la France, Paris, septembre 1998, La documentation française, 1999, p. 145 à 149
- « Responsabilité pénale de l'État et responsabilité pénale de l'individu » in Katia Boustany et Daniel Dormoy (dir. publ.), *Génocide(s)*, Bruxelles, Bruylant, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999, p. 487 à 511
- « L'intitulé d'une affaire portée devant la CIJ », *Revue belge de droit international (R.B.D.I.)*, 2001, n° 1, p. 5 à 22
- « The compatibility of the OHADA treaty with the substantive rules for regional organizations of the World Trade Organization (WTO) », Rapport régional pour l'Afrique à l'International Law Association, 2001
- « Mondialisation et droit », *Revue hellénique du droit international*, 2002, p. 457 à 485
- « L'application des contre-mesures dans le temps » (2002), in *Droit de la responsabilité de l'État* (C.E.D.I.N.), à paraître aux éditions A. Pedone, Paris
- « Les États africains riverains de l'Atlantique et la protection des tortues marines », communication au colloque de Bucarest du Comité du « Réseau Droit de l'environnement » de l'Agence universitaire de la Francophonie, septembre 2002, *Revue roumaine du droit de l'environnement*, n° 1, 2002, p. 141 à 151
- « Une troublante "immunité totale" du Ministre des affaires étrangères », *R.B.D.I.*, janvier 2002, p. 511 à 530
- « La mise en œuvre du droit international de l'environnement » (Rapport introductif général) in *La mise en œuvre du droit international de l'environnement au plan national*, Limoges, PULIM, 2003, p. 9 à 41
- « Les interactions de la jurisprudence internationale et des jurisprudences nationales », communication au colloque de la Société française pour le droit

international (S.F.D.I. de Lille, 11-13 septembre 2002), in *La juridictionnalisation du droit international*, Paris, A. Pedone, 2003, p. 393 à 460

« Charte africaine, instruments internationaux de protection des droits de l'homme. Constitutions nationales : articulations respectives », in *Instruments internationaux de protection des droits de l'homme et droits nationaux* (sous la direction du professeur Jean François Flauss), Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 11 à 47

« La nationalité du navire en droit international », *Mélanges Jean Pierre Queneudec et Laurent Lucchini*, Paris, A. Pedone, 2004, p. 343 à 373

« Regard sur la jurisprudence du Tribunal international du droit de la mer », *R.G.D.I.P.*, 2005, n° 4

« Valeur humaine et construction d'un ordre public international » in *Mélanges Abdelfatah Amor*, Centre de Publication Universitaire, Tunis, 2005, p. 581 à 601

« Les moyens de preuve devant la Cour internationale de Justice à la lumière de quelques affaires récentes portées devant elle », exposé présenté au Colloque organisé par la CIJ, les 10 et 11 avril 2006 à La Haye à l'occasion du soixantième anniversaire de la Cour, *German Yearbook of International Law*, vol. 49, 2006, p. 259 à 292

« Commentaire de l'article 9 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités » in *La Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités. Commentaire article par article* (sous la direction de O. Corten et P. Klein), Bruylant, Bruxelles, tome I, 2007, p. 259 à 287

« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : entre fétichisme idéologique et glissements juridiques », *Annuaire africain de droit international* (AADI), 2007

« L'espèce protégée en droit international de l'environnement », in *Pour un droit commun de l'environnement. Mélanges en l'honneur de Michel Prieur*, Paris, Dalloz, 2007, p. 867 à 879

« Le statut juridique des traités signés entre les représentants des puissances coloniales et les monarques indigènes africains en droit international », in *Mélanges Jean Salmon*, Bruxelles, Bruylant, 2007

« Le rôle des "accords et arrangements régionaux" en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales à la lumière de la Charte des Nations Unies et de la pratique internationale », *R.G.D.I.P.*, TCXI, 2007/4, p. 771 à 802

« Countermeasures in Time » in J. Crawford and A. Pellet (éd.), *The Law of International Responsibility*, Oxford University Press, 2009

« Considérations actuelles sur l'inexécution des décisions de la Cour internationale de Justice » in *Liber Amicorum Judge Thomas Mensah*, 2009

« Law and the Demarcation of boundaries, in the light of the experience of the Demarcation of the boundary between Cameroon and Nigeria », Communication au XXIV<sup>e</sup> FIG International Congress « Facing the Challenges – Building the Capacity » in Sydney, Australia, 11 au 16 avril 2010

« Commentaire du Traité portant révision du Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, signé à Port-Louis (Île Maurice), le 17 octobre 1993, Juriscope, Poitiers, 2010

---

« Sur quelques questions techniques liées à la détermination du tracé d'une frontière maritime délimitée » in *Mélanges Daniel Vignes*, 2010

« The function of law and the codification of international law in a changing world » in *Liber Amicorum Bruno Simma*, 2011

« Requiem pour le droit international du développement » in *Mélanges Madjid Benchikh*, 2011

Mars 2011

## Kriangsak Kittichaisaree (Thaïlande)

[Original : anglais]

### Ambassadeur, titulaire d'une licence, d'une maîtrise et d'un doctorat en droit

*Poste actuel* : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Thaïlande auprès du Commonwealth d'Australie (depuis le 26 février 2010) et Ambassadeur désigné en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Fidji et aux Îles Salomon

### Formation en droit international

- Maîtrise en droit international des droits de l'homme de l'Université d'Harvard (obtention de la meilleure note (A+) au mémoire et au séminaire de maîtrise)
- Doctorat en droit international de la mer de l'Université de Cambridge

### Expérience professionnelle

Pratique, enseignement et recherche *dans tous les domaines du droit international*

- Octobre 1986-décembre 1994 et février 1999-novembre 2004 : membre, puis Directeur de la Division des affaires juridiques et Directeur général adjoint du Département des traités et des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande
- 18 novembre 2004-2 mars 2006 : Ambassadeur chargé des questions de droit international ainsi que de la lutte contre le terrorisme international au Ministère thaïlandais des affaires étrangères
- 3 mars 2006-30 novembre 2007 : Directeur général du Département des organisations internationales du Ministère thaïlandais des affaires étrangères, chargé du droit et de la constitution des institutions internationales, du droit international des droits de l'homme et de la primauté du droit, de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que des activités des institutions économiques et politiques mondiales sous tous leurs aspects, y compris le contrôle des armes et le désarmement, la sécurité internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et la réforme de l'ONU. Représentant permanent du Royaume de Thaïlande auprès de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
- Coordonnateur du mouvement de coopération juridique internationale en matière de lutte contre le terrorisme lancé par le groupe de travail sur les questions juridiques constitué dans le cadre de la réunion ministérielle de Bali sur l'action antiterroriste en réponse aux attentats de Bali du 12 octobre 2002 et aux activités terroristes qui ont suivi dans la région Asie-Pacifique et au-delà<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Les pays participants étaient les 10 États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, plus l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, les Fidji, l'Inde, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Pays-Bas, la République de Corée et le Timor-Leste. Le Comité contre le terrorisme de l'ONU, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et le Centre régional d'Asie du Sud-Est pour la lutte contre le terrorisme ont également participé.

- Élu (à titre personnel) Président du Groupe des 77 de la Commission préparatoire en vue de la création de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer à sa neuvième session plénière
- Août 1999 – aujourd'hui : membre de l'Organe consultatif d'experts sur le droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, et expert aux fins de l'arbitrage spécial tel qu'il est prévu à l'article 2 de l'annexe VIII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982

### Expériences universitaires en droit international

- Auteur du manuel phare *International Criminal Law* (Oxford University Press, Oxford, juillet 2001)<sup>2</sup>
- Président de la Fondation pour le développement du droit international en Asie, et membre du conseil de rédaction de l'*Asian Yearbook of International Law* de décembre 1999 à 2006
- Professeur invité à l'Institut Asie-Amérique de droit transnational de la faculté de droit de l'Université Duke – intitulé des cours : « Organisation mondiale du commerce – règlement des différends commerciaux internationaux » (juillet 2000); « Commerce mondial et liberté des mers » (juillet 2004); « Questions contemporaines de droit spatial et de droit de la mer » (juillet 2011)
- Professeur invité de droit pénal international à la faculté de droit de l'Université de Nouvelle-Galles-du-Sud (Sydney, Australie), depuis janvier 1999, ainsi qu'à l'Université de Singapour (2006 et 2009)
- Chercheur au centre de droit international de l'Université de Singapour (à partir de janvier 2011)
- Chargé de l'enseignement du module « ONU et droit international » dans le cadre du cours de langue anglaise intitulé « L'ONU et la coopération internationale » à la faculté de sciences politiques de l'Université Thammasat (Thaïlande) – novembre 2002-2006

### Autres postes occupés (liste non exhaustive)

- 1<sup>er</sup> octobre 2007-25 février 2010 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en République islamique d'Iran

<sup>2</sup> Cet ouvrage a servi de manuel d'enseignement sur les sujets des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocides, notamment à l'Université d'Harvard (c'est actuellement l'un des deux ouvrages essentiels pour le cours d'Harvard intitulé *Crimes against Humanity* (Crimes contre l'humanité, semestre du printemps 2009) et de plusieurs facultés de droit en Europe, au Canada, en Australie, à Singapour et en Nouvelle-Zélande. Il a été cité par l'*amicus curiae* dans l'exposé qu'il a fait en juin 2006 devant la Cour suprême du Chili au nom de 20 professeurs de droit des États-Unis soutenant l'extradition de l'ancien Président péruvien Alberto Fujimori afin qu'il soit jugé pour violations des droits de l'homme au Pérou. Plus récemment cet ouvrage ainsi que d'autres manuels classiques de droit ont été cités par la Cour suprême du Canada, lors du jugement de l'affaire *R. c. Hape*. Il a aussi été cité par la Cour pénale internationale dans le cadre de la décision de confirmation des accusations dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo* concernant la situation en République centrafricaine, le 15 juin 2009.

- 2007 : Conseiller du Comité spécial de l'Assemblée nationale thaïlandaise (Parlement) chargé de l'avant-projet de loi en matière de lutte contre la traite des êtres humains
- 2006 : Haut conseiller à la Cour constitutionnelle thaïlandaise
- Conseiller juridique en chef de la Thaïlande dans les négociations relatives à la délimitation des frontières maritimes
- Décembre 1994-janvier 1999 : Ministre-conseiller chargé de superviser les affaires juridiques, économiques, politiques et consulaires à l'ambassade du Royaume de Thaïlande à Washington
- 1995-aujourd'hui : membre du réseau régional sur les aspects juridiques de la pollution marine, Programme régional PNUD/OMI pour la prévention et la gestion de la pollution marine dans les mers d'Asie orientale, Manille
- Membre de la délégation de la Thaïlande aux cinquante-sixième, soixante-deuxième, soixante-cinquième et soixante-sixième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)

La biographie de Kriangsak Kittichaisaree figure dans le *Who's Who in the World* depuis 2003 ainsi que dans le *Who's Who in Public International Law* (Grotius, Cambridge, 2007).

#### **Conférences et négociations diplomatiques internationales (liste non exhaustive)**

- En juillet 2008, alors que la Thaïlande n'avait pas de ministre des affaires étrangères, le Premier Ministre thaïlandais a désigné Kriangsak Kittichaisaree comme Envoyé spécial pour représenter le Gouvernement royal thaïlandais à la quinzième réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés
- Président de la trois cent troisième session du Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants désignés par les membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), 23 juin 2006
- Représentant suppléant de la Thaïlande au Comité directeur de l'initiative des quatre nations (Afrique du Sud, Chili, Suède et Thaïlande) sur la gouvernance et la gestion du Secrétariat de l'ONU (mai 2006-janvier 2008)
- 2006-2007 : Chef de la délégation thaïlandaise aux réunions des hauts fonctionnaires du Réseau sécurité humaine et du Processus d'Helsinki sur la mondialisation et la démocratie, tenues en Thaïlande, aux États-Unis, au Japon et en Slovénie
- Membre de la délégation thaïlandaise de la quatre-vingt-quatrième session du Comité des droits de l'homme du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Genève, juillet 2005
- Chef de la délégation des hauts fonctionnaires thaïlandais au Sommet Asie-Afrique tenu à Jakarta en mars-avril 2005
- Conseiller juridique en chef dans le cadre des négociations concernant la zone de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et les pays membres de l'Association européenne de libre-échange (Norvège, Suisse, Islande et

Liechtenstein), ainsi que dans les contentieux avec le Gouvernement royal thaïlandais devant les tribunaux étrangers en lien avec le tsunami de décembre 2004

- Chef de la délégation thaïlandaise dans les négociations avec l'Australie et l'Italie concernant les traités relatifs à l'assistance juridique mutuelle en matière pénale (2004)
- Représentant suppléant de la Thaïlande aux cinquante-sixième et soixante-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre-décembre 2001 et septembre-décembre 2007), et représentant de la Thaïlande à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante et unième session (septembre-décembre 2006)
- Chef de la délégation thaïlandaise à la quarantième session de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, tenue à New Delhi du 20 au 25 juin 2001
- Chef de la délégation thaïlandaise dans le cadre du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, ONU, New York (7-11 mai 2001)
- Chef de la délégation thaïlandaise aux cinquième et huitième sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, ONU, New York (12-30 juin 2000 et 24 septembre-4 octobre 2001)
- Chef adjoint de la délégation thaïlandaise à la trente-troisième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), ONU, New York (12 juin-7 juillet 2000)
- Membre de la délégation thaïlandaise à la sixième et dernière série de négociations destinées à conclure une convention entre le Royaume de Thaïlande et les États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts et de revenus (26-29 août 1996)
- Membre de la délégation thaïlandaise à la Conférence intergouvernementale du Programme des Nations Unies pour l'environnement chargée d'adopter un programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, Washington (23 octobre-3 novembre 1995)
- Membre de la délégation aux négociations en vue de la conclusion d'un accord entre la Thaïlande et la Suisse sur le transfert de détenus et la coopération pour l'application des sentences pénales, Bern (octobre 1992)
- Membre de la délégation aux négociations en vue d'une coopération avec le Viet Nam concernant la pêche, Hanoï (septembre 1991)
- Membre puis chef de la délégation thaïlandaise à la Commission préparatoire en vue de la création de l'Autorité internationale des fonds marins ainsi que du Tribunal international du droit de la mer aux sessions suivantes : cinquième session (New York, juillet-août 1987), sixième session (Kingston, mars-avril 1988; New York, août-septembre 1988), septième session (Kingston, février-mars 1989; New York, août-septembre 1989), huitième session (New York, août 1990), et neuvième session (Kingston, mars 1991; New York, août 1991)

- Membre de la délégation dans le cadre des négociations avec la Malaisie en vue de la création de l'Autorité conjointe de la zone de développement commune dans le golfe de Thaïlande et de l'adoption du texte d'application (décembre 1989, Chiang Mai (Thaïlande) et mai 1990, Kuala Lumpur)
- Unique négociateur pour la conclusion d'un accord sur le changement d'emplacement du Consulat général du Royaume de Thaïlande à Hong-Kong (1989)
- Membre, et parfois chef de la délégation lors des sessions informelles du Conseil international de l'étain (mai-juillet 1989; septembre, puis octobre-novembre et décembre 1989; mars 1990)
- Conseil juridique chargé d'assurer un suivi et de donner des instructions dans le cadre du différend entre le Conseil international de l'étain et la Thaïlande, examiné par la Chambre des Lords (Royaume-Uni, mai-juillet 1989)
- Secrétaire dans le cadre des négociations avec la Malaisie concernant la pêche (janvier 1988 à 1993)
- Conseiller dans le cadre des négociations avec la Malaisie, le Myanmar et le Laos concernant les frontières terrestres (de 1987 à 1994)
- Membre de la délégation thaïlandaise et Secrétaire du Président à la réunion intersession du Comité consultatif juridique afro-asiatique tenue à New Delhi les 30 et 31 mars 1987

#### **Conférences, ateliers, séminaires (liste non exhaustive)**

*Expert invité* à l'atelier sur la coopération entre les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est en matière de lutte contre la piraterie et le terrorisme maritime, Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour, janvier 2011

*Orateur principal* sur le thème « L'Australie, la Thaïlande et le monde » à l'Institut australien des affaires internationales, Brisbane (Australie), 22 juin 2010

*Orateur principal* sur le thème « Soutien à l'Organisation des Nations Unies et au Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité – travaux du Comité à la lumière de l'expérience des partenaires » lors de la quatrième Conférence Asie-Europe sur la lutte antiterroriste tenue à Copenhague les 26 et 27 juin 2006

*Un des cinq membres* du groupe de discussion de haut niveau réuni autour du thème « Le terrorisme, menace pour une société civilisée » sous la direction du Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques au Siège de l'ONU, à New York, le 9 juin 2005 (parmi les autres membres figuraient le juge Baltasar Garzon, de l'affaire Pinochet, et le Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe. Le webcast (en anglais uniquement) de cette manifestation annuelle est disponible à l'adresse suivante : [http://untreaty.un.org/English/Panel\\_2005.asp](http://untreaty.un.org/English/Panel_2005.asp))

*Orateur principal* de l'atelier sur la mise en œuvre législative des instruments universels contre le terrorisme et les expériences régionales de promotion de la coopération internationale en matière de lutte antiterroriste, organisé à Moscou, du 28 au 30 novembre 2005, par le Service de la prévention du terrorisme de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en coopération avec le centre antiterroriste de la Communauté d'États indépendants



*Expert invité* à la quinzième Conférence annuelle du Commandement pacifique des États-Unis sur les opérations militaires internationales et le droit, organisée à Bangkok du 3 au 6 juin 2002, sur le thème « Questions maritimes transnationales dans les conflits armés et les opérations de maintien de la paix »

*Participant* de l'atelier du Centre Est-Ouest sur les consensus et désaccords en matière d'activités militaires et de renseignement dans les zones économiques exclusives, tenu à Bali du 27 au 29 juin 2002

*Intervenant* sur le thème de la Cour pénale internationale lors du quatrième séminaire de droit international de la Société de droit international de Singapour tenu le 2 septembre 2000. Les trois autres intervenants étaient : Peter Malanezuk, de l'Université Érasme; Thomas Franck, de la faculté de droit de l'Université de New York; et Franklin Berman, professeur invité de droit public international à l'Université d'Oxford et ancien conseiller juridique du Bureau britannique des affaires étrangères et du Commonwealth

*Intervenant* à la Conférence d'Oslo sur la sécurité régionale dans la mer de Chine méridionale organisée par l'Université d'Oslo du 2 au 4 juin 2000

*Arbitre* du procès fictif « Who owns the Henrietta Reef? » organisé à Hong Kong, le 6 avril 2000, par le service de droit de l'énergie et des ressources de l'Association internationale du barreau, basée à Londres. Parmi les conseils des parties figuraient Gillian Triggs, actuel doyen de la faculté de droit de l'Université de Melbourne, et Rodman Bundy, du cabinet juridique Eversheds, qui plaide régulièrement devant la Cour internationale de Justice et d'autres instances internationales

*Intervenant* lors de la Conférence internationale de l'Association de droit international et de la Société australienne/néo-zélandaise de droit international sur le thème « Sécurité, prospérité et survie : mise en œuvre, respect et application du droit international » tenue à Wellington du 8 au 10 juillet 1999

*Expert invité* sur le thème de la Cour pénale internationale à la sixième Conférence annuelle de la Société australienne/néo-zélandaise de droit international, Université nationale australienne, Canberra, du 19 au 21 juin 1998

*Expert invité* au débat sur le thème « Comment les États-Unis tirent-ils parti de l'action des organisations internationales et des traités internationaux pour assurer la protection et le transfert de la propriété intellectuelle dans leurs relations avec leurs partenaires commerciaux d'Asie? » organisé par la Société de droit international de l'Université de Georgetown et la faculté de droit de l'Université George Washington à Washington, le 25 janvier 1997

*Intervenant* lors des première à troisième réunions du Groupe de travail technique sur les questions juridiques en matière de gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale, organisées par l'Agence canadienne de développement international et l'Université de Colombie-Britannique à Phuket (Thaïlande) en juillet 1995, Chiang Mai (Thaïlande), en juin 1997, et Pattaya (Thaïlande), en octobre 1998

*Expert invité* sur le thème « Réforme législative et protection de l'environnement » dans le cadre de la conférence sur la réforme législative dans les sociétés en transition d'Asie du Sud-Est organisée par la Société de droit international de la faculté de droit d'Harvard, (États-Unis), le 22 avril 1995

*Expert invité* à la Conférence sur le commerce et l'environnement dans la région du bassin Pacifique, tenue à Hong Kong du 15 au 17 février 1993, et coparrainée par le Comité permanent de l'American Bar Association sur le droit de l'environnement, la Inter-Pacific Bar Association et le United States-Asia Environmental Partnership

*Expert et intervenant régulier* des conférences et ateliers universitaires internationaux organisés dans le cadre du Projet relatif au droit, aux politiques et à la gestion maritimes en Asie du Sud-Est et financés par l'Agence canadienne de développement international – par exemple des conférences de Bali (mai 1990), Kuala Lumpur (juillet 1993) et Singapour (mai 1994)

*Commentateur et intervenant* lors des première (1990) à quatrième (1993) éditions de l'atelier sur la gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale, organisé par le Gouvernement indonésien

*Coordonnateur et intervenant* du Colloque international sur le thème « Coopération régionale et droit de la mer : perspectives de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et des communautés européennes » organisé à Cha-Am (Thaïlande) du 23 au 25 novembre 1988 par le Centre d'études internationales de l'Institut des affaires étrangères (Bangkok)

#### **Publications (en anglais uniquement, sauf mention contraire)**

##### *a) Ouvrages*

*International Criminal Law*, Oxford University Press, Oxford, juillet 2001 (a obtenu une excellente critique dans le *Yale Journal of International Law*)  
– 2<sup>e</sup> édition en cours de préparation

*Rapport à la Commission thaïlandaise de réforme législative sur l'élaboration de la législation relative au plateau continental et à la zone économique exclusive*, Bangkok, 1995 (auteur principal; ouvrage de 467 pages en thaï)

*Deep Seabed Mining and Its Reflection on Contemporary International Law*, International Studies Centre, Institute of Foreign Affairs, Bangkok, 1989

*Regional Co-operation on the Law of the Sea: ASEAN and the EC Perspectives*, International Studies Centre, Institute of Foreign Affairs, Bangkok, 1988 (coordonnateur de la publication)

*The Law of the Sea and Maritime Boundary Delimitation in South-East Asia*, Oxford University Press, 1987 [a par exemple fait l'objet d'une critique par Daniel Bardonnet dans l'*Annuaire français de droit international*, vol. XXXIV (1988)]

##### *b) Articles sélectionnés (publiés sur 4 continents)*

« International Criminal Law », chapitre du manuel de formation à la diplomatie de l'Université de Nouvelle-Galles-du-Sud, février 2002

« A Code of Conduct for Human and Regional Security around the South China Sea », *Ocean and Development & International Law*, vol. 32, p. 131 à 147, 2001

« The NATO Military Action and the Potential Impact of the International Criminal Court », *Singapore Journal of International & Comparative Law*, vol. 4, p. 498 à 529, 2000

« Armed Conflict Before International Tribunals », actes du quatrième séminaire de droit international organisé conjointement par les services juridiques du Ministère de la défense et la Société de droit international, à Singapour, le 2 septembre 2000, p. 102 à 143

« International Legal Order in a Changing World », *Actes de la Conférence de l'Association de droit international et de la Société australienne/néo-zélandaise de droit international*, Wellington, juillet 1999

« Practical difficulties for the International Criminal Court to Overcome », *Actes de la sixième Conférence annuelle de la Société australienne/néo-zélandaise de droit international*, Canberra, Université nationale australienne, p. 79 à 89, juin 1998

« International Law on the Protection of Nationals Abroad », *Saranrom*, p. 273 à 286, février 1998 (en thaï)

« Effectuation of international law in the municipal legal order of Thailand », *Asian Yearbook of International Law*, vol. 4, p. 171 à 184, 1994

« Trade and the Environment in Pacific Rim Nations », *American Bar Association, Standing Committee on Environmental Law*, p. 35 à 38, Washington, 1994

« Using Trade Sanctions and Subsidies to Achieve Environmental Objectives in the Pacific Rim », *Colorado Journal of International Environmental Law and Policy*, vol. 4, p. 296 à 322, 1993

« Marine Resources Management », *Foreign Relations Journal*, Conseil philippin des relations extérieures, vol. VIII, numéro 1, p. 83 à 89, Manille, mars 1993

« Development of ocean law, policy and management in Thailand », *Marine Policy*, p. 315 à 323, Butterworth-Heinem

**Ahmed Laraba (Algérie)**

[Original : anglais]

**1. Données personnelles**

Nom de famille : Laraba  
 Prénom : Ahmed  
 Date et lieu de naissance : 17 mai 1947, Mila (Algérie)  
 Nationalité : Algérienne

**2. Formation et titres universitaires**

1969 Licence de droit de la faculté de droit de l'Université d'Alger  
 1970 Maîtrise de droit public  
 1985 Doctorat d'État en droit public international (droit de la mer), faculté de droit de l'Université d'Alger

**3. Connaissances linguistiques**

Arabe : Langue maternelle (et langue de travail)  
 Français : Lu, écrit et parlé parfaitement (utilisé comme langue de travail)  
 Anglais : Lu et parlé

**4. Expérience professionnelle et fonctions exercées**

*À l'heure actuelle, professeur de droit international public dans les établissements universitaires suivants*

- 1) Faculté de droit de l'Université d'Alger (depuis 1971)
- 2) École nationale d'administration, Algérie
- 3) École supérieure de la magistrature, Alger
- 4) Institut de la sécurité nationale, Alger

*Professeur invité de droit international public dans les établissements universitaires suivants*

Faculté de droit de l'Université de Lyon 2 (1998-1999)

Faculté de droit de l'Université Paris-X – Nanterre (1998-1999)

Université de Saint-Quentin-en-Yvelines [France (1998-1999)]

Professeur à l'Université de Montpellier III (France), enseignement et cours portant sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ses incidences sur les règles du droit interne des États (1999-2000 et 2000-2001)

Professeur à la faculté de droit de l'Université d'Aix-en-Provence, Marseille (2000-2001)

Professeur de droit à l'Université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne (2002-2003)

Professeur à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Lumière Lyon 2, enseignement et cours portant sur les sources du droit international, le droit des traités, et la jurisprudence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

*Recherches et enseignement portant en particulier sur les domaines suivants*

Droit des traités, droit de la mer, droit international des contrats, droit de l'arbitrage, en particulier au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), évolution des lois relatives à la propriété intellectuelle, application des instruments internationaux dans le droit interne des États, liens entre le droit international et le droit interne des États, le droit relatif à la succession d'États et le droit pénal international

De 1993 à 2000 puis de 2004 à 2009 : Président du concours de magistère (option droit international et relations internationales) à la faculté de droit de l'Université d'Alger

*Activités de recherche diverses*

Éditeur en chef de la revue *Ibtikar*, publiée par l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA)

Membre du Comité scientifique de la revue *Idara*, publiée par l'École nationale d'administration d'Alger

Membre du Conseil scientifique de l'Institut national des études de stratégie globale (INESG)

Vice-Président de l'Association algérienne de droit constitutionnel

## **5. Autres activités de consultation juridiques et diplomatiques**

Conseiller juridique de l'Algérie pour l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ) intitulé « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé » (2004)

Conseiller juridique de l'Algérie pour les arbitrages commerciaux internationaux de la CIRDI, dans l'affaire opposant la L.E.S.I. – Dipenta à l'Algérie (2003-2005)

Conseiller juridique de l'Algérie pour l'arbitrage de la CIRDI, dans l'affaire opposant les sociétés L.E.S.I. et Astaldi à l'Algérie (de février 2005 à ce jour)

A participé, en qualité de membre de la délégation algérienne, à plusieurs conférences diplomatiques [(OMPI), Union africaine (UA) et Ligue des États arabes]

Consultant et conseiller juridique auprès de plusieurs sociétés algériennes, dont la Société nationale des transports ferroviaires (SNPE), la SONELGAZ et la Sonatrach, lors d'arbitrages commerciaux internationaux (1985-2010)

Conseiller juridique de l'ONDA

Membre du Comité juridique de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC)

Membre associé du Laboratoire de droit comparé et international des affaires de l'Université Lumière Lyon 2

Consultant juridique pour le Maghreb du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (1995-2005)

## 6. Principales publications et études

Mémoire de diplôme d'études supérieures en droit public portant sur les sécessions et le droit international, 1970

Rapport liminaire présenté (en collaboration avec d'autres auteurs) au colloque sur l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), éd. SNED, 1973

« Nouvelles notions et nouveau droit de la mer », *in* Droit international et développement, Colloque international, Alger, OPU, 1978

« La délimitation des espaces marins », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* (RASJEP), 1978

« L'emprise du principe de liberté sur le droit classique de la mer, *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* (RASJEP), 1978

« L'Algérie et le droit de la mer », thèse de doctorat, Alger, 1985

Rapport liminaire sur la notion d'état de nécessité, présenté lors d'un colloque organisé par la faculté de droit de l'Université d'Alger en décembre 1991

Étude portant sur les zones de pêches de l'Algérie, publiée en 1996

« Chronique de droit conventionnel », revue *Idara*, Alger 1995

Étude portant sur le droit international humanitaire et le cas de la guerre de libération nationale, CICR, 1996, Bruylant, 2005 – Étude sur les prérogatives du Comité des droits de l'homme, 1999

Étude portant sur les États et la Cour internationale de Justice (CIJ), Institut national d'études de stratégie globale (INESG), 2000

Étude portant sur les initiatives des États-Unis et de l'Union européenne en rapport avec la Méditerranée : concurrence ou complémentarité, Euromesco, 2007

Étude portant sur l'arbitrage en tant que mode de règlement des différends opposant l'autorité réglementaire des postes et télécommunications à d'autres partenaires, présentée lors d'un séminaire tenu à la faculté de droit d'Alger en juin 2008

Études portant sur l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le droit d'auteur : concurrence ou complémentarité

Étude portant sur le régime juridique de la propriété littéraire et artistique en Algérie, parue dans la revue *Ibtikar* en 1997

Études sur les droits d'auteur dans les pays arabes, parues dans la revue *Ibtikar* en 1998

Étude sur les droits d'auteurs et droits voisins, séminaire de l'ONDA, 2002

Étude portant sur le régime juridique du logiciel, publiée par l'ONDA en 2003

Étude visant à répondre à la question de savoir si l'on peut parler de jurisprudence algérienne en matière de législation sur le droit d'auteur, publiée par l'ONDA en 2008

## **Ewald W. Limon (Suriname)**

[Original : anglais]

Ewald Wensley Limon

Ambassadeur pour la diplomatie multilatérale

### **Principaux points forts**

Formation en droit interne (système de droit romain) et spécialisation en droit international public

Bonne compréhension des changements qui affectent le monde et de l'influence qu'ils exercent sur le système de droit romain

### **Données personnelles**

Nom de famille : Limon  
 Autres noms : Ewald Wensley  
 Date de naissance : 11 octobre 1953  
 Lieu de naissance : Paramaribo (Suriname)  
 Sexe : Masculin  
 Taille : 1,90 mètre  
 Nationalité : Surinamaise  
 Situation familiale : Marié, deux enfants

### **Formation**

1979-1985 Études de droit  
 Maîtrise de droit (L.L. M.) de l'Université du Suriname  
 1982-1983 Droit et développement internationaux  
 Diplôme de l'Institute for Social Studies  
 La Haye (Pays-Bas)  
 1978-1981 Assistant de recherche à l'Institute for International Law  
 Université du Suriname

### **Expérience universitaire**

Chargé de cours en :

- Droit international public
- Paix et sécurité internationales
- Droit international humanitaire
- Droit des organisations internationales

### **Spécialisations**

- Droit de la mer
- Droits de l'homme
- Désarmement
- Paix et sécurité

### **Expérience juridique**

- Conseiller juridique du Gouvernement du Suriname pour les questions maritimes internationales
- Conseiller du Gouvernement du Suriname pour les questions du droit de la mer
- Représentant du Suriname à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Conseiller principal au Département juridique du Ministère des affaires étrangères; formule des avis en droit international public et rédige des mémorandums sur les projets de traités et d'accords, et d'autres instruments juridiques internationaux.
- Conseiller du Gouvernement du Suriname (Ministère des affaires étrangères) pour les peuples autochtones.

### **Commissions nationales**

- Membre de la Commission nationale des frontières pour la frontière entre le Suriname et la Guyane (France)
- Membre de la Commission nationale des frontières pour la frontière maritime entre le Suriname et le Guyana
- Président de la Sous-Commission sur les mesures concrètes en rapport avec la frontière maritime entre le Suriname et le Guyana
- Président de la Commission nationale pour le dépôt d'une déclaration concernant les limites extérieures du plateau continental, conformément à l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

### **Expérience diplomatique**

- Ambassadeur pour la diplomatie multilatérale (poste actuel)
- Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies (2003-2007)
- Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères (2001-2003)
- Chef du Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères (1997-2001)
- Premier Secrétaire de la Mission permanente du Suriname auprès de l'Organisation des Nations Unies (1985-1994)
- Entre au Ministère des affaires étrangères du Suriname (service diplomatique) en 1982



### **Conférences et réunions internationales et négociations juridiques multilatérales**

|           |                                                                                                                            |
|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1982      | Représentant à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; négociation de la Convention sur le droit de la mer |
| 1984-2001 | Représentant aux sessions suivantes de l'Assemblée générale des Nations Unies                                              |
| 2003-2006 | Chef de la délégation aux sessions suivantes de l'Assemblée générale des Nations Unies                                     |

### **Extrait d'une note verbale du 7 décembre 2010, reçue de la Mission permanente du Suriname**

#### **Aide-mémoire**

*Présentation de la candidature de S. E. Ewald W. Limon à la Commission du droit international*

- En 2011, à sa soixante-sixième session, l'Assemblée générale élira les membres de la Commission du droit international pour la période 2012-2016.
- Par son travail, la Commission contribue à l'instauration d'une communauté internationale juste et équitable fondée sur le respect de la loi, et en particulier du droit international public.
- Le Suriname attache une grande importance à l'instauration d'une telle communauté internationale.
- La codification et le développement du droit international public sont très importants. Le Suriname estime que la codification des règles qui régissent les relations internationales renforcerait leur statut juridique.
- Le développement du droit international en fonction des besoins et des exigences de l'humanité tout entière lui semble tout aussi important.
- C'est dans l'objectif délibéré de contribuer à l'instauration d'une société internationale régie par le droit que le Gouvernement du Suriname a ratifié plusieurs conventions et accords, et adhéré à d'autres instruments juridiques.
- Le Suriname estime que les travaux de la Commission sont d'une importance cruciale.
- C'est notamment pour toutes ces raisons que le Gouvernement du Suriname présente la candidature de S. E. l'Ambassadeur Ewald Wensley Limon, Conseiller principal aux affaires politiques et juridiques du Ministère des affaires étrangères et ancien Représentant permanent du Suriname auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- L'Ambassadeur Limon est un juriste de tradition romano-germanique; il est diplômé de l'Université du Suriname Anton de Korn (L.L. M.) et a suivi des études universitaires supérieures à l'Institute of Social Studies de La Haye et à l'UNITAR.

- Son travail universitaire est remarquable. Il est chargé de cours dans les domaines suivants : droit international public, droit des organisations internationales, paix et sécurité internationales et droit humanitaire international. Il siège au conseil d'établissements universitaires et d'instituts de recherche.
- Le Gouvernement du Suriname est convaincu que l'Ambassadeur Ewald W. Limon dispose des qualités nécessaires pour contribuer de façon satisfaisante aux travaux de la Commission.
- Il demande, en conséquence, aux autres membres de l'Assemblée générale de bien vouloir accorder leur soutien à la candidature de S. E. Ewald W. Limon à la Commission du droit international lors des élections qui se tiendront à la soixante-sixième session de l'Assemblée.

## **Tiyanjana Maluwa (Malawi)**

[Original : anglais]

### **Partie I Introduction**

- Poste actuellement occupé : Titulaire de la chaire de droit H. Laddie Montague  
 Directeur de la School of International Affairs  
 Vice-doyen pour les affaires internationales  
 Faculté de droit Dickinson de l'Université d'État de Pennsylvanie (États-Unis)
- Poste précédent : Conseiller juridique auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève (Suisse)
- Spécialités universitaires : Droit international public  
 Organisations internationales  
 Droit international des droits de l'homme  
 Droit international des réfugiés  
 Droit international en Afrique
- Connaissances linguistiques : Anglais (excellente connaissance)  
 Français (très bonne connaissance)

### **Partie II Études et expérience professionnelle**

#### **1. Renseignements biographiques d'ordre général**

##### **1.1 Données personnelles**

- a) Nom complet : Tiyanjana MALUWA
- b) Sexe : masculin
- c) Pays de naissance : Malawi
- d) Nationalité : malawienne

##### **1.2 Études**

- a) Docteur en philosophie (Ph. D.), Queens' College, Université de Cambridge (Royaume-Uni) (1984)
- b) Maîtrise de droit (LL. M.), Université de Sheffield (Royaume-Uni) (1979)
- c) Licence en droit (LL. B.), Université du Malawi (1977)

### **1.3 Expérience professionnelle**

- a) Juillet 2007 à ce jour : Directeur de la School of International Affairs de l'Université d'État de Pennsylvanie (États-Unis)
- b) 18 janvier 2004 à ce jour : professeur de droit à la faculté de droit Dickinson de l'Université d'État de Pennsylvanie
- c) 15 novembre 2001-14 janvier 2004 : conseil juridique et Chef du Groupe de l'état de droit du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève
- d) 1<sup>er</sup> janvier 1998-10 novembre 2001 : conseil juridique et Directeur du Département juridique de l'Organisation de l'Unité africaine à Addis-Abeba (Éthiopie)
- e) 1<sup>er</sup> décembre 1995-31 décembre 1997 : professeur de droit au Département de droit public de l'Université du Cap (Afrique du Sud)  
1<sup>er</sup> janvier 1995-30 novembre 1995 : professeur de droit associé au Département de droit public de l'Université du Cap  
1<sup>er</sup> juin 1993-31 décembre 1994 : maître de conférence en droit à l'Université du Cap
- f) 14 décembre 1990-31 mai 1993 : maître de conférence en droit à l'Université du Botswana  
1<sup>er</sup> avril 1990-13 décembre 1990 : chargé de cours de droit à l'Université du Botswana  
1<sup>er</sup> janvier 1989-31 décembre 1989 : chargé de recherche invité à l'Institut Max Planck de droit public et de droit international comparé à Heidelberg (Allemagne) (en congé spécial de recherche de l'Université du Botswana)  
10 décembre 1986-31 décembre 1988 : chargé de cours de droit à l'Université du Botswana
- g) 1<sup>er</sup> juillet 1984-30 novembre 1986 : chargé de cours de droit à l'Université du Malawi  
1<sup>er</sup> octobre 1978-30 juin 1984 : en congé d'étude de l'Université du Malawi pour suivre des cours de maîtrise et de doctorat  
1<sup>er</sup> septembre 1977-30 septembre 1978 : chargé de cours de droit débutant, Université du Malawi

## **2. Enseignement**

### **2.1 Cours enseignés à la faculté de droit Dickinson de l'Université d'État de Pennsylvanie**

Organisations internationales, droit émanant de l'Organisation des Nations Unies et droit international, droit international des droits de l'homme, droit international des réfugiés

## **2.2 Exemples de cours spéciaux donnés dans quelques universités**

Université du Nebraska à Lincoln (États-Unis) : droits de l'homme; Université de Pretoria (Afrique du Sud) : droits de l'homme; Université d'Amsterdam – Programme d'Addis-Abeba : droit international; Université Eduardo Mondlane à Maputo (Mozambique) : droits de l'homme; Université de Stellenbosch (Afrique du Sud) : droit commercial international; Université de Witwatersrand (Afrique du Sud) : droit international; Université de Heidelberg (Allemagne) : droits de l'homme; Institut de hautes études internationales (Suisse) : droit international; faculté de droit Norman Manley à Kingston (Jamaïque) : enseignement international du droit

## **2.3 Cours enseignés à l'Université du Cap (Afrique du Sud)**

1993-1997 : Droit international public, droit constitutionnel, droit commercial international, droits de l'homme et droit humanitaire international

## **2.4 Cours enseignés à l'Université du Botswana**

1986-1988 : Droit international public; jurisprudence

1990-1993 : Droit international public; jurisprudence

## **2.5 Cours enseignés à l'Université du Malawi**

1984-1986 : Initiation au droit; droit contractuel; droit international public; jurisprudence

# **Partie III**

## **Principales fonctions et responsabilités à l'Organisation des Nations Unies**

- Fourniture de conseils juridiques dans les domaines du droit international pertinents pour les travaux du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et concernant les cadres juridiques pertinents de coopération internationale
- Point focal du Haut-Commissariat pour les questions juridiques
- Examen juridique des documents entraînant des obligations et autres responsabilités pour le Haut-Commissariat
- Fourniture, le cas échéant, de conseils sur les aspects juridiques de la politique suivie à la Haute Direction et au Conseil
- Fourniture de conseils sur les aspects juridiques des divers programmes de fond exécutés par les services, unités et bureaux locaux du Haut-Commissariat
- Élaboration, selon les besoins, de documents analytiques d'orientation portant sur les aspects juridiques des politiques et stratégies du Haut-Commissariat dans divers domaines
- Élaboration, selon les besoins, d'avis juridiques et de mémoires sur des questions particulières pour présentation au Haut-Commissaire, au Haut-Commissaire adjoint et à la Haute Direction par le biais de mémorandums internes

- Élaboration, selon les besoins, de propositions de projets et de projets portant sur des questions juridiques
- Fourniture, selon les besoins, d'une aide opérationnelle à divers bureaux et unités, y compris les bureaux locaux
- Fourniture de conseils généraux sur les questions juridiques, en fonction des besoins internes du Haut-Commissariat

## **Partie IV**

### **Principales fonctions et responsabilités à l'Organisation de l'Unité africaine/Union africaine**

- Conseiller juridique principal auprès du Secrétaire général de l'OUA et du Secrétariat général, des organes politiques de l'OUA et des institutions spécialisées de l'OUA
- Fourniture de conseils sur tous les aspects juridiques liés à la création de la Communauté économique africaine (CEA)
- Fourniture de conseils sur l'harmonisation et la coordination des stratégies et politiques juridiques des États Membres dans le cadre de la CEA et des décisions prises par d'autres organes de l'OUA/CEA
- Fourniture de conseils sur les aspects juridiques des conventions et accords auxquels l'OUA est partie, y compris en cas de demande d'interprétation de toute disposition de ces instruments adressée au Bureau du conseil juridique
- Fourniture de conseils sur toutes les questions de nature juridique découlant de l'application des accords de siège avec les pays hôtes et de la Convention générale sur les privilèges et immunités de l'OUA
- Fourniture de conseils juridiques sur les stratégies relatives à l'établissement des diverses institutions envisagées dans le cadre du Traité de la CEA, telles que le Parlement panafricain, la Cour de justice et les différents comités techniques ministériels
- Élaboration de contrats, y compris à caractère administratif et relatifs à l'emploi, auxquels l'OUA est partie et fourniture de conseils sur les questions et les litiges pouvant découler de leur application
- Élaboration de traités/conventions de l'OUA ainsi que d'accords de coopération entre l'OUA et les États Membres ou d'autres organisations
- Garde de tous les traités/conventions de l'OUA et autres instruments juridiques dont le Secrétariat général de l'OUA est dépositaire et information continue des États Membres sur l'état des signatures et ratifications desdits instruments
- Participation à des réunions de caractère juridique au nom du Secrétariat général de l'OUA
- Préparation et organisation de toutes les élections de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA
- Traitement de toutes les questions relatives à l'octroi du statut d'observateur auprès de l'OUA/de la CEA

## Partie V

### Liste des principales publications spécialisées

#### 1. Mémoires et ouvrages

- a) *The International Legal Personality of the Holy See: A Study of the Status of a non-State entity in International Law* (mémoire de maîtrise non publié, Université de Sheffield, 1980)
- b) *Some Aspects of International Law and the Evolution of International Riparian Organizations in West Africa* (thèse de doctorat non publiée, Université de Cambridge, 1984)
- c) T. Maluwa et H. Corder (éd.), *Administrative Justice in Southern Africa* (Le Cap : Université du Cap, 1997)
- d) *International Law in Post-Colonial Africa* (La Haye : Kluwer Law International, 1999)
- e) *Gender Equality through Law: Lessons from Southern Africa* (Lincoln, Nebraska : Département de sciences politiques de l'Université du Nebraska, monographie de cours spécial, 1999)
- f) *Organization of African Unity/African Union Treaties and Other Basic Documents: Texts, Commentary and Current Status* (manuscrit en cours d'examen)
- g) *The African Union: Reimagining African Unity* (manuscrit en cours d'examen)
- h) (Éditeur et principal rédacteur) Darfour : *The Quest for Peace, Justice and Reconciliation: Report of the African Union High-Level Panel on Darfur* (Addis-Abeba : Union africaine, 2009)

#### 2. Chapitres d'ouvrages collectifs

- a) « The Legal Regime for the Protection of Refugees in Malawi » dans Mhone, G. (éd.), *Malawi at the Crossroads: The Post-Colonial Political Economy* (Harare : Sapes Books, 1992), p. 349 à 371
- b) « Law, Politics and Refugees in Southern Africa : Recent Developments in Refugee Law and Policy in Malawi » dans Alfredsson, G. et Macalister-Smith, P. (éd.), *The Living Law of Nations: Essays in Memory of the Atle Grahl-Madsen* (Kiel : N.P Engel, 1996), p. 113 à 132
- c) « Refugees as a Factor in the Search for Peace and Security in post-apartheid Southern Africa » dans Mandaza, I. (éd.), *Peace and Security in Southern Africa* (Harare : Sapes Books, 1997), p. 119 à 150
- d) « International Law as an Aid to the Interpretation and Application of Law in Municipal Legal Systems in Africa » dans Zyl van, D. et Ajibola, B. (éd.), *The Judiciary in Africa* (Le Cap : Juta, 1998), p. 47 à 63

- e) « Making International Law More Relevant and Readily Available » dans Division de la codification de l'ONU, *Making Better International Law: The ILC at 50*, (New York : Nations Unies, New York, 1988), p. 346 à 361
- f) « Southern Africa's Land Dilemma: Balancing Resource Inequities », dans Zeleza, P. T. et Kalipeni, E. (éd.), *Sacred Spaces and Public Quarrels: African Cultural and Economic Landscapes* (Trenton, New Jersey : Africa World Press, 1999), p. 301 à 321
- g) « Environment and Development in Africa: Some Legal and Institutional Issues », dans Tesi, M. K. (éd.), *The Environment and Development in Africa* (Lanham, MD : Lexington Books, 2000), p. 79 à 102
- h) « Human Rights and Foreign Policy in Post-Apartheid South Africa », dans Forsythe, D. (éd.), *Comparative Foreign Policy and Human Rights* (Tokyo : UNU, 1999), p. 250 à 275
- i) « United Nations Headquarters Agreement: Obligation to Arbitrate (Advisory Opinion) », dans Bernhardt, R. (éd.), *Encyclopaedia of Public International Law*, vol. 4, (Amsterdam, Londres et New York : North-Holland/Elsevier, 2000), p. 1125 à 1129
- j) « Law », dans Zeleza, P. T. & Eyoh, D. (éd.), *Encyclopaedia of Twentieth Century African History* (Londres et New York : Routledge, 2002), p. 313 à 317
- k) « The Transition from the Organization of African Unity to the African Union », dans A. Yusuf, (éd.), *A Manual on the African Union* (à paraître)

### 3. Articles

- a) « The Origins and Development of International Fluvial Law in Africa: A Study of the international legal regimes of the Congo and Niger Rivers from 1885 to 1960 » 29 *Netherlands International Law Review* 368 (1982)
- b) « The Holy See and the Concept of International Legal Personality: Some Reflections », 19 *Comparative and International Law Journal of Southern Africa* 1 (1986)
- c) « Succession to Treaties and International Fluvial Law in Africa: the Niger Regime », 33 *Netherlands International Law Review* 334 (1986)
- d) « The Treaty-Making Capacity of the Holy See in Theory and Practice: A study of the *jus tractum* of a non-State entity », 20 *Comparative and International Law Journal of Southern Africa* 155 (1987)
- e) « Some international legal aspects of the regulation and utilization of the Niger under the Niamey Treaties », 66 *Revue de droit international* 1 (1988)
- f) « Legal Aspects of the Niger River under the Niamey Treaties », 28 *Natural Resources Journal* 671 (1988)
- g) « The Peaceful Settlement of Disputes Among African States, 1963-1983: Some Conceptual Issues and Practical Trends », 38 *International and Comparative Law Quarterly* 229 (1989)



- h) « The Development of International Fluvial Law in Post-Colonial West Africa: the Senegal Regime », 67 *Revue de droit international* 1 (1989)
- i) « Environment and Development in Africa: An Overview of Basic Problems of Environmental Law and Policy », 1 *African Journal of International and Comparative Law* 650 (1989)
- j) « Treaty Interpretation and the Exercise of Prudential Discretion by the International Court of Justice: Some Reflections on the PLO Mission Case », 37 *Netherlands International Law Review* 330 (1990)
- k) « The Concept of Asylum and the Protection of Refugees in Botswana: Some Legal and Political Aspects », 2 *International Journal of Refugee Law* 587 (1990)
- l) « The Domestic Implementation of International Refugee Law: A Brief Note on Malawi's Refugee Act of 1989 », 3 *International Journal of Refugee Law* 503 (1991)
- m) « Towards an Internationalization of the Zambezi River Regime », 25 *Comparative and International Law Journal of Southern Africa* 20 (1992)
- n) « Succession to Treaties in Post-Independence Africa: A Retrospective Consideration of Some Theoretical and Practical Issues with special reference to Malawi », 4 *African Journal of International and Comparative Law* 791 (1992)
- o) « Human Rights and Refugees in Southern Africa: Some Perspectives on Recent Legislative Developments on Malawi », 53 *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 88 (1993)
- p) « Disputed Sovereignty over Sidudu (or Kasikili) Island (Botswana-Namibia): Some Observations on the International Legal Aspects », 5 *African Journal of International and Comparative Law* 113 (1993)
- q) « International Human Rights Norms and the Interim Constitution of South Africa », 19 *South African Yearbook of International Law* 14 (1993/4)
- r) « Custom, Authority and Law: Jurisprudential Perspectives on the Theory of Customary International Law », 6 *African Journal of International and Comparative Law* 387 (1994)
- s) « Democracy and Human Rights: The Significance of Human Rights Law to Developing Countries », 6 *African Law Journal* 24 (1995)
- t) « Southern African Land-locked States and the Right of Access under the New Law of the Sea », 10 *International Journal of Marine and Coastal Law* 527 (1995)
- u) « The Refugee Problem and the Quest for Peace and Security in Southern Africa », 7 *International Refugee Law Journal* 653 (1995)
- v) « The Role of International Law in Interpreting and Protecting Human Rights under the Malawian Constitution », 3 *African Yearbook of International Law* 53 (1995)

- w) « Discourses on Democracy and Human Rights in Africa: Contextualizing the Relevance of Human Rights in Developing Countries », 2 *Journal of African Policy Studies* 47 (1996)
- x) « The Incorporation of International Law and its Interpretational Role in Municipal Legal Systems in Africa: An Exploratory Survey », 23 *South African Yearbook of International Law* 45 (1998)
- y) « Implementing the Principle of Gender Equality through the Law: Some Lessons for Southern Africa » 3 *International Journal of Discrimination and the Law* 249 (1999)
- z) « International Law-Making in Post-colonial Africa: the Role of the Organization of African Unity », 49 *Netherlands International Law Review* 81 (2002)
- aa) « Reimagining African Unity: Some Preliminary Reflections on the Constitutive Act of the African Union », 10 *African Yearbook of International Law* 3 (2002)
- bb) « The Constitutive Act of the African Union and Institution-Building in Post-Colonial Africa », 16 *Leiden Journal of International Law* 157 (2003)
- cc) « Fast-tracking African Unity or Making Haste Slowly? A Note on the Amendments to the Constitutive Act of the African Union », 51 *Netherlands International Law Review* 172 (2004)
- dd) « The Organization of African Unity/African Union and International Law: Mapping New Boundaries or Revisiting Old Terrain? », 98 *Proceedings of the American Society of International Law* 232 (2004)
- ee) « The African Union, the Southern African Development Community and the New Partnership for Africa's Development: Some Observations on South Africa's Contribution to International Law-Making and Institution-Building in Africa, 1994-2004 », 29 *South African Yearbook of International Law* 5 (2004)
- ff) « South Africa and the African Union », 1 *International Organizations Law Review* 103 (2005)
- gg) « The Move from Institutions?: Examining the Phenomenon in Africa », 100 *Proceedings of the American Society of International Law* 294 (2006)
- hh) « From the Organization of African Unity to the African Union: Rethinking the Framework for Inter-State Cooperation in Africa in the Era of Globalization », 5 *University of Botswana Law Journal* 5 (2007)
- ii) « Ratification of African Union Treaties by Member States: Law, Policy and Practice » (à paraître)
- jj) « Recovering Dignity and Restoring Equality for the Other Half: Entrenching Gender Equality in Post-Conflict Sierra Leone » (à paraître)
- kk) « Internationalizing Legal Education in the Age of Globalization: What Can Africa and the Caribbean Learn from Others? » (à paraître)

#### 4. Analyses bibliographiques

- a) T. O. Elias, *Africa and the Development of International Law* (deuxième édition révisée par R. Akinjide, 1988) 1 *African Journal of International and Comparative Law* 727 (1989)
- b) G. J. Naldi, *The Organization of African Unity*, (1989), 2 *African Journal of International and Comparative Law* 493 (1990)
- c) T. W. Bennett, *A Sourcebook of African Customary Law for Southern Africa* (1991), 4 *African Journal of International and Comparative Law* 295 (1992)
- d) S. C. Vasciannie, *Land-locked States and Geographically Disadvantaged States in the Law of the Sea*, (1990), 40 *Netherlands International Law Review* 356 (1993)
- e) Edward Kwakwa, *The International Law of Armed Conflict: Personal and Material Fields of Application*, (1992), 5 *African Journal of International and Comparative Law* 481 (1993)
- f) John Dugard, *International Law: A South African Perspective*, (1994), 41 *Netherlands International Law Review* 379 (1994)
- g) Christof Heyns, *Human Rights in Africa 1996*, (1997), 44 *Netherlands International Law Review* 301 (1997)
- h) Nii Bruce-Lante, *Claims to Statehood in International Law*, (1994), 30 *International and Comparative Law Journal of Southern Africa* (1997)
- i) P. T. Zeleza and P. J. McConnaughay, *Human Rights, the Rule of Law and Development in Africa*, 26 *Human Rights Quarterly* 1098 (2004)
- j) Fatsah Ouguergouz, *The African Charter on Human and Peoples' Rights: A Comprehensive Agenda for Human Dignity and Sustainable Democracy*, 13 *African Yearbook of International Law* 306 (2006)
- k) Abdullahi Ahmed An-Na'im, *African Constitutionalism and the Role of Islam*, 24 *Journal of Law and Religion* 101 (2008)

#### Partie VI

#### Documents présentés à de grandes conférences et dans diverses enceintes et rapports présentés en qualité de consultant

- a) « Distance Education in Malawi: Constraints and Possibilities for Regional Cooperation in the SADC Area » (co-auteurs : K. Msiska et M. D. Khembo). Document présenté à l'Atelier de la SADC sur l'enseignement à distance, tenu à Mbabane (Swaziland) du 21 au 24 juillet 1986

- b) *Report and Selected Proceedings of the Inaugural Congress of the African Association for Human and Peoples' Rights in Development* (éd.), décembre 1987
- c) « The Protection of Refugees in Southern Africa: Legal Considerations and Political Realities ». Document présenté au Symposium sur les réfugiés africains, organisé par Amnesty International (chapitre de Heidelberg) et le Conseil ouest-allemand pour les réfugiés (section de Heidelberg) à Heidelberg (République fédérale d'Allemagne) le 20 juin 1989
- d) « A Review of the Conservation Aspects of the National Legislation of Botswana ». Document présenté au Séminaire sur la diversité biologique et le droit international, organisé par l'Union internationale pour la conservation de la nature à Harare (Zimbabwe) du 11 au 16 novembre 1991
- e) « The Role of International Law in the Common Utilization and Management of the Resources of International Drainage Basins: A Brief Survey of African State Practice ». Document présenté à l'atelier ZACPLAN, organisé par le Groupe de coordination du secteur de l'environnement et de l'aménagement du territoire de la SADC à Lusaka (Zambie) du 2 au 6 décembre 1991
- f) « Human Rights and Refugees in Southern Africa: Some Perspectives on Recent Legislative Developments ». Document présenté à la Conférence sur la démocratisation et les droits de l'homme en Afrique : le contexte intérieur et extérieur, organisée par le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA) à Harare (Zimbabwe) du 11 au 14 mai 1992
- g) « The Refugee Problem and the Quest for Peace and Security in Southern Africa ». Document présenté au Colloque annuel de 1984 du Southern African Regional Institute for Policy Studies tenu à Harare (Zimbabwe) du 25 au 30 septembre 1994
- h) « Environment and Development in Africa in the 1990s: A Consideration of Some Legal and Policy Issues ». Document thématique présenté à la vingt-troisième Conférence annuelle de l'Association canadienne des études africaines, tenue à Peterborough (Ontario) du 10 au 13 mai 1995
- i) « Southern Africa's Land Dilemma: Balancing Resource Inequities ». Document présenté au Colloque « Space, Culture and Society in Africa », organisé par le Center for African Studies de l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign du 28 au 30 mars 1996
- j) « Making International Law More Relevant and Readily Available ». Document présenté au Colloque des Nations Unies sur le développement progressif et la codification du droit international, organisé au Siège de l'ONU à New York les 28 et 29 octobre 1997
- k) « Composition and Independence of the Court: Appointment of Judges ». Document présenté au « National Consultative Workshop on the Establishment of an African Court on Human and Peoples' Rights », tenu à Pretoria (Afrique du Sud) le 18 novembre 1997

- l) « Environmental Legislation in Botswana: A Proposal for Legislative Reforms ». Rapport présenté au Gouvernement du Botswana en janvier 1997
- m) « Definition and Determination: Who is a Refugee? ». Document présenté à la Conférence sur les réfugiés dans la nouvelle Afrique du Sud, tenue à Pretoria du 26 au 28 mars 1998
- n) « Codification and Progressive Development of Human Rights Law through the Organization of African Unity ». Document présenté au Stage international d'une journée sur le droit des droits de l'homme organisé à l'Université Eduardo Mondlane de Maputo (Mozambique) le 28 septembre 1998
- o) « The African Union, the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) and Human Rights ». Document présenté à l'atelier organisé par l'Union africaine et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme lors du Sommet inaugural de l'Union africaine à Durban (Afrique du Sud) le 8 juillet 2002
- p) « The New African Development Agenda and the Promotion and Protection of Human Rights: the Role of OHCHR ». Document présenté à l'atelier du HCDH sur les droits de l'homme lors du Sommet mondial sur le développement durable, tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) le 31 août 2002
- q) « Cooperation and Information-Sharing between the Office of the High Commissioner for Human Rights and the International Criminal Court ». Document présenté à la Conférence sur la Cour pénale internationale et l'Afrique organisée par Africa Legal Aid (AFLA) à Accra (Ghana) les 24 et 25 octobre 2003
- r) « Making International Environmental Law in Africa: the Role of International Institutions ». Document présenté à la « Conference of the Chief Justices and Senior Judges of Southern Africa », tenue à Johannesburg (Afrique du Sud) du 8 au 10 décembre 2003
- s) « The OAU/African Union and International Law: Mapping New Boundaries or Revising Old Terrain? ». Document présenté au groupe de discussion « Africa: Mapping New Boundaries in International Law » lors de la 98<sup>e</sup> réunion annuelle de l'American Society of International Law tenue à Washington le 2 avril 2004
- t) « South Africa in Africa: South Africa's Role in International Law-Making and Institution-Building in Africa ». Document présenté à la Conférence « Ten years of Constitutionalism and Constitutional Adjudication in South Africa », tenue à Turfloop (Afrique du Sud) le 7 mai 2004
- u) « The African Union, the New Partnership for Africa's Development and the Southern African Development Community ». Document présenté au « Symposium on a Decade of Developments in International Law », tenu à Pretoria (Afrique du Sud) le 8 juillet 2004

- v) « Rapport de la mission d'experts envoyée en Sierra Leone pour évaluer dans quelle mesure la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est respectée ». Rédigé avec d'autres. Présenté à la Division de la promotion de la femme de l'ONU (New York, octobre 2004)
- w) « The African Union's Approach to Human Rights ». Document présenté à la Conférence sur le dialogue Nord-Sud pour la reconstruction de l'Afrique dans le cadre de l'Union africaine et du NEPAD, organisée par Africa Legal Aid (AFLA) à Maastricht (Pays-Bas) les 29 et 30 janvier 2006
- x) « A Comprehensive African Anti-Terrorism Model Law and Legislative Guide ». Étude rédigée avec Dapo Akande. Présentée à la Commission de l'Union africaine, Addis-Abeba (Éthiopie) en mai 2006
- y) « Human Rights and Criminology: Rebuilding Criminal Justice Systems in Post-conflict Societies ». Document présenté au Symposium de criminologie internationale de Stockholm (Suède) le 15 juin 2006
- z) « Legal Education in the Age of Globalization: What can African universities learn from others? ». Étude thématique présentée à la réunion annuelle de la Society of Southern African Law Teachers, Le Cap (Afrique du Sud), 3 juillet 2006
- aa) « Human Rights and Environmental Protection in Africa: Lessons from the Ground ». Document présenté à l'Atelier sur « la gestion des déchets en Afrique : théorie et pratique », organisé par l'Académie internationale de leadership et l'Institut des ressources naturelles en Afrique de l'Université des Nations Unies à Accra (Ghana) du 7 au 9 mai 2007
- bb) « The African Union and the Fight against Terrorism: the Draft Comprehensive African Anti-Terrorism Model Law ». Document présenté à la Conférence internationale sur la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU en Afrique australe, tenue à La Haye (Pays-Bas) les 26 et 27 juillet 2007
- cc) « Étude sur la nature et l'étendue des lacunes que présentent, sur les questions de fond, les instruments internationaux de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ». Rédigée (avec d'autres) pour le Groupe de travail intergouvernemental du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Genève, janvier-septembre 2007
- dd) « The Role and Capacity of the African Union in Implementing the UN Global Counter-Terrorism Strategy ». Document présenté à la Conférence ISS/CGCC sur la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU en Afrique australe, tenue à Johannesburg du 17 au 19 septembre 2007
- ee) « Protecting Human Rights and the Rule of Law while Combating Terrorism ». Document présenté au séminaire organisé par l'IPA/Center for Global Counterterrorism Cooperation sur le thème des « conditions se prêtant à la propagation du terrorisme : le rôle des Nations Unies dans la mise en œuvre du pilier I de la Stratégie de l'ONU » à New York le 5 décembre 2007

- ff) « Study on Treaty Ratification Procedures of AU Member States ». Document établi pour la Commission de l'Union africaine, Addis-Abeba, janvier 2008
- gg) « The Future of Criminology ». Exposé fait dans le cadre d'un groupe de discussion lors du Symposium de criminologie de Stockholm de 2008, 16 juin 2008
- hh) « Legal Education in the Age of Globalization. What Can the Caribbean Learn from Others? » Exposé inaugural, faculté de droit Norman Manley, Kingston (Jamaïque)

## Partie VII

### Bourses et prix divers

- a) Bourse de l'Institut international des droits de l'homme pour participer à son dixième stage à Strasbourg, 1<sup>er</sup>-28 juillet 1979
- b) Bourse d'internat dans le domaine des droits de l'homme au siège de l'Organisation internationale du Travail à Genève, 1<sup>er</sup>-31 août 1979
- c) Bourse de l'Organisation des Nations Unies pour participer à son dix-huitième Séminaire sur le droit international à Genève, 10-28 mai 1982
- d) CREDU (France), bourse de recherche à l'étranger (1982)
- e) Bourse de l'Académie de droit international de La Haye pour participer à son stage de droit international de 1983, La Haye (Pays-Bas), 25 juillet-12 août 1983
- f) Bourse de recherche et de voyage pour étudiants étrangers de Queens' College (Cambridge) (1983)
- g) Bourse de recherche de la Société Max Planck à l'Institut Max Planck de droit public et international comparé, Heidelberg, janvier 1989-janvier 1990
- h) Bourse de l'Oxford Refugee Studies Programme pour participer à la deuxième réunion de l'International Research and Advisory Panel à l'Université d'Oxford (Angleterre), 2-6 janvier 1991. Présentation d'un document intitulé : *The Legal Aspects of the Protection of Refugees in Botswana*
- i) Bourse de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social pour participer à son Symposium sur les aspects socioéconomiques du retour volontaire en masse de réfugiés d'un pays africain à un autre, tenu à Harare (Zimbabwe) du 12 au 14 mars 1991
- j) Bourse IJRL/HCR pour participer à un colloque sur « La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés : principes, problèmes et possibilités », Genève, 22-24 juillet 1991. Présentation d'un document intitulé : *The Domestic Implementation of International Refugee Law: A Brief Note on Malawi's Refugee Act of 1989*

- k) Bourse de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources pour participer au Séminaire sur la diversité biologique et le droit international tenu à Harare (Zimbabwe) du 11 au 16 novembre 1991. Présentation d'un document intitulé : *A Review of the Conservation Aspects of the National Legislation of Botswana*
- l) Bourse du Parlement britannique pour participer à la Conférence de juristes internationaux sur les droits de l'homme au Tibet, organisée par son Comité multipartite sur le Tibet, Londres, 6-10 janvier 1993
- m) Bourse du Comité international de la Croix-Rouge pour participer au Séminaire sur le droit international humanitaire pour les enseignants universitaires, organisé par l'Institut de hautes études internationales de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge, Genève, 11-18 juillet 1993
- n) Bourse du 21<sup>st</sup> Century Trust pour participer au Séminaire sur l'avenir de l'État-providence, organisé à Alton (Royaume-Uni) du 21 au 26 janvier 1994
- o) Bourse du British Council pour participer à son Séminaire international sur le contrôle juridique de la puissance publique en Europe, Londres, 11-16 décembre 1994
- p) Bourses d'études universitaires diverses

## Partie VIII

### Appartenance à des comités universitaires et organismes professionnels et activités connexes

#### i) Comités universitaires

##### Université d'État de Pennsylvanie

###### *Faculté de droit Dickinson*

- Vice-Président du corps enseignant (2005-2007)
- Comité des nominations (2005-2006)
- Président du Comité des programmes internationaux (2007-2009)

###### *School of International Affairs*

- Comité de planification stratégique (2005-2007)
- Président du Comité des nominations (2007-)

###### *Université d'État de Pennsylvanie (participations de caractère général)*

- Équipe spéciale sur la mondialisation de la recherche et de l'enseignement supérieur (2008)
- Comité consultatif sur l'enseignement supérieur (2008-)
- Comité consultatif du Centre de recherche Africana (2008-)



**Université du Cap***Comités universitaires*

Comité de financement pour les universitaires invités  
 Comité de planification universitaire  
 Sénat de l'Université

*Comités de la faculté de droit*

Comité des nominations  
 Comité des audiences fictives  
 Comité des étrangers invités et des échanges d'étudiants  
 Comité exécutif de l'Institut des hautes études juridiques

**Université du Botswana**

Comité des programmes d'enseignement juridique  
 Assemblée universitaire

**Université du Malawi**

Conseil de l'Université  
 Assemblée universitaire  
 Comité de la recherche et des publications

**ii) Tâches universitaires, consultations et activités connexes**

- a) Juriste examinateur dans le Jury d'examen des experts-comptables du Malawi (1984-1986)
- b) Examineur externe auprès de la faculté de droit de l'Université de Dar-es-Salaam (Tanzanie) (1991-1993)
- c) Examineur externe auprès de la faculté de droit de l'Université de Nairobi (Kenya) (1992 et 1996)
- d) Examineur-juriste externe auprès de l'Université du Nord-Ouest (Afrique du Sud) (1994)
- e) Examineur externe auprès de la faculté de droit de l'Université de Venda (Afrique du Sud) (1995-1997)
- f) Examineur externe auprès de la faculté de droit de l'Université du Swaziland (1996-1997)
- g) Examineur externe auprès de la faculté de droit de l'Université du Malawi (1997-1999)
- h) Examineur externe auprès de la faculté de droit de Rhodes University (Afrique du Sud) (1997-1998 et 2004)
- i) Examineur externe auprès de l'Institut de hautes études internationales de Genève (2002)
- j) Examineur externe auprès de la faculté de droit de l'Université du Cap (Afrique du Sud) (2004)
- k) Président par intérim du Comité exécutif intérimaire de l'African Association for Environmental Law and Policy (1991-1992)

- l) Expert-conseil en droit environnemental international auprès du Groupe de coordination du secteur de l'environnement et de l'aménagement du territoire de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) (juin 1991-juin 1993)
- m) Président du Comité de rédaction du Protocole sur l'utilisation et la gestion communes des bassins fluviaux de la SADC (1992)
- n) Expert-conseil en matière de réforme juridique et de législation sur l'environnement pour l'étude du Plan d'action de la Botswana National Conservation Strategy (Coordinating) Agency et de Swedforest International AB (1995-1997)
- o) Nommé Rapporteur spécial pour les droits de l'homme au Nigéria par la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme (mais ultérieurement empêché d'assumer cette responsabilité en raison d'objections politiques – 1997)
- p) En tant qu'expert-conseil auprès de la Division de la promotion de la femme de l'ONU, mission en Sierra Leone pour évaluer dans quelle mesure la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est respectée (octobre 2004)
- q) Membre du jury des épreuves finales du concours africain d'audiences fictives sur les droits de l'homme (Maputo, 1998; Pretoria, 2001; Le Caire, 2002; Johannesburg, 2005)
- r) Expert-conseil auprès de l'Union africaine pour la rédaction d'un modèle africain de loi antiterroriste en vue de son adoption par l'Union africaine (2005-2006)
- s) Membre du Groupe d'experts des Nations Unies nommé par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour exécuter une étude sur les normes complémentaires de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (2006-2008)
- t) Expert-conseil auprès de l'Union africaine pour l'élaboration d'une étude sur les procédures de ratification des traités de ses États membres (2008)
- u) Examineur externe auprès de la faculté de droit de l'Université d'Oslo (Norvège) (2008)
- v) Expert/Conseiller juridique auprès du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour (sous la présidence de Thabo Mbeki, ex-Président de l'Afrique du Sud) (2009)
- w) Expert-conseil auprès de l'Union africaine pour l'élaboration de nouveaux instruments juridiques pour la transformation de la Commission de l'Union africaine en une Autorité de l'Union africaine (2009-2010)

**iii) Appartenance à des organismes professionnels et autres**

- a) Membre honoraire de la Malawi Law Society
- b) Membre du Comité de réforme juridique de la Law Society du Malawi (1984-1986)

- c) Membre et Président par intérim du Comité exécutif intérimaire de l'African Association for Environmental Law and Policy (1991-1995)
- d) Membre de la Société africaine de droit international et comparé
- e) Membre du Conseil d'administration de la Fondation africaine pour le droit international
- f) Membre de l'American Society of International Law
- g) Membre de l'Association de droit international
- h) Membre du Comité de rédaction de l'*African Journal of International and Comparative Law*
- i) Membre du Comité consultatif international de rédaction de l'*African Human Rights Law Journal*
- j) Membre du Comité de rédaction de l'*Annuaire africain de droit international*
- k) Membre du Comité consultatif pour la recherche extérieure du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (1998-2000)
- l) Membre de l'Équipe consultative/de transition du Programme pour la réforme et la réorganisation du Secrétariat général de l'Organisation de l'Unité africaine (1999-2001)
- m) Membre du Comité de rédaction de l'Association de droit international sur la responsabilité des organisations internationales (1998-2004)
- n) Membre du Groupe d'étude de l'Association de droit international sur la responsabilité des États (1998-2002)
- o) Membre du jury international du Prix de Stockholm de criminologie (2005 à ce jour)
- p) Membre du Conseil consultatif international du Center on Global Counterterrorism Cooperation
- q) Membre du Conseil consultatif international du *Malawi Law Journal*

**Extrait d'une note verbale du 21 octobre 2010, reçue de la Mission permanente du Malawi**

Le professeur Tiyanjana Maluwa est un professeur de droit international de grande renommée et d'une expérience universitaire et professionnelle exceptionnelle. Il est actuellement titulaire de la chaire de droit H. Laddie Montague, Directeur de la School of International Affairs et vice-doyen pour les affaires internationales à la faculté de droit Dickinson de l'Université d'État de Pennsylvanie. Il a eu l'avantage de servir en qualité de conseil juridique auprès de l'Union africaine et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. On trouvera ci-joint son curriculum vitæ.

Le Gouvernement de la République du Malawi est fermement convaincu que la longue expérience universitaire et professionnelle du professeur Maluwa dans le domaine du droit international servirait les travaux de la Commission du droit international.

## **Donald M. McRae (Canada)**

[Original : anglais]

Date de naissance : 23 mars 1944

Nationalités : Canadienne et néo-zélandaise

Études : Université d'Otago (Nouvelle-Zélande), 1962-1967  
Université de Cambridge (Angleterre), 1968-1969  
Université Columbia, New York, 1969-1970

Diplômes : LL. B., Otago (1966)  
LL. M., Otago (1967), Mention très honorable  
Diplôme en droit international, Cambridge (1970)

### **Prix et distinctions**

- Bourse commémorative Sir Timothy Cleary du barreau de la Nouvelle-Zélande, 1966
- Bourse d'études supérieures du Comité des subventions de l'Université de Nouvelle-Zélande, 1967
- Prix de la Fondation de recherche en droit de la Nouvelle-Zélande pour un essai sur la réforme du droit, 1968
- Bourse de recherche du British Institute of International and Comparative Law Overseas, 1968
- Bourse de recherche Charles Evans Hughes (Université Columbia), 1969
- Bourse de travail libre du Conseil des Arts du Canada, 1977-1978
- Membre de la Société royale du Canada, 2002
- Médaille John E. Read, 2003
- Élu à la Commission du droit international, novembre 2006

### **Qualifications professionnelles et affiliations**

- Admis comme avocat-procureur à la Cour suprême de Nouvelle-Zélande, 1966
- Société américaine de droit international (depuis 1969) (membre du Conseil exécutif de 1991 à 1994; conseiller de 2004 à aujourd'hui)
- Admis au barreau de l'Ontario, 1989
- Conseil canadien de droit international (Président de 1990 à 1992)
- Society of International Economic Law, Président par intérim, de 2007 à aujourd'hui
- Titre de « Door Tenant » du cabinet d'avocats du 20 Essex Street, à Londres (Angleterre)

### Fonctions actuelles

- Professeur, faculté de droit, Section de la *common law*, Université d'Ottawa, depuis 1987
- Membre du Conseil de l'Association des juristes canadiens pour le respect des droits de la personne dans le monde, depuis 1992
- Membre du Conseil du Centre pour la défense de l'intérêt public, depuis 1992
- Membre appelé à siéger au sein de groupes spéciaux en vertu du chapitre 18 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, depuis 1993
- Membre appelé à siéger au sein de groupes spéciaux en vertu du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), depuis 1994
- Professeur à la Chaire Hyman Soloway de droit des affaires et du commerce, Université d'Ottawa, depuis 1996
- Membre de la liste indicative de membres des groupes spéciaux en vertu du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC, depuis 1996
- Conseiller auprès du Gouvernement de Nouvelle-Zélande sur des questions de droit commercial international, depuis 1997
- Conseiller du Gouvernement de Nouvelle-Zélande sur les questions de droit commercial international, y compris les litiges soulevés devant l'OMC, depuis 1998
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage, depuis 1998
- Conseiller juridique spécial auprès de la Commission nord-américaine de coopération environnementale, depuis 2002
- Professeur auxiliaire, Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University, depuis 2004
- Membre de la Commission du droit international (CDI), depuis 2006
- Membre du tribunal du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), affaire *Bosh v. Ukraine*, depuis 2009
- Membre du tribunal arbitral dans l'arbitrage conduit en application du chapitre 11 de l'ALENA concernant l'affaire *Bilcon c. Canada*, depuis 2009
- Coprésident du Groupe d'étude sur la clause de la nation la plus favorisée constitué par la CDI, depuis 2009
- Président du Comité de rédaction à la soixante-deuxième session de la CDI
- Membre du Groupe spécial de l'OMC, *États-Unis – pneumatiques en provenance de Chine*, depuis 2010

### Fonctions antérieures

- Chargé de cours adjoint en droit, Université d'Otago, 1966-1967
- Chargé de cours en droit, Université d'Otago, 1968
- Professeur adjoint, faculté de droit, Université de Western Ontario, 1970-1972

- Professeur associé invité, faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 1972-1973
- Professeur associé, faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 1973-1977
- Boursier invité, Centre d'études internationales, Université de Cambridge, 1977-1978
- Professeur, faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 1977-1987
- Doyen associé, faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 1980-1982
- Doyen, faculté de droit, Section de la *common law*, Université d'Ottawa, 1987-1994

### **Expérience professionnelle**

- Consultant auprès de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, 1979
- Conseiller auprès du Ministère des affaires extérieures du Gouvernement du Canada sur diverses questions de droit international, 1979-1992
- Conseiller en droit international, Ministère des affaires extérieures, 1983-1986
- Avocat-conseil du Canada dans plusieurs cas d'arbitrage portant sur les pêches (Canada/France), 1985-1986
- Observateur spécial de la délégation canadienne à la quarante et unième session de l'Assemblée générale, 1986
- Consultant auprès du Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour le droit de la mer concernant les questions de pêche en haute mer (1991) et la pratique des États en droit de la mer depuis 1982 (1992)
- Enquêteur spécial pour la Commission canadienne des droits de la personne au sujet des plaintes déposées par les Innus contre le Gouvernement du Canada, 1992-1993, 2001-2002
- Négociateur en chef du Canada concernant le Traité relatif au saumon du Pacifique, 1998-1999
- Coprésident du groupe de travail Canada-Colombie-Britannique établi à la suite du Traité sur les pêches, 2003-2004

### **Expérience des questions relatives aux frontières maritimes**

- Consultant auprès du Gouvernement de Colombie-Britannique en matière de droit de la mer (1973) et de frontières maritimes de la côte ouest (1977-1982)
- Conseiller juridique principal auprès de l'agent pour le Canada dans le litige relatif au golfe du Maine (Canada/États-Unis), 1983-1984
- Consultant auprès du Centre international d'exploitation des océans du Gouvernement de Kiribati de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, du Gouvernement du Samoa occidental et du Gouvernement de Namibie sur la délimitation des espaces maritimes, 1987-1988

- Avocat-conseil du Canada dans le litige opposant le Canada et la France relativement au tracé des limites maritimes des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, 1991-1992
- Conseiller de la province de Terre-Neuve-et-Labrador sur les questions de la frontière maritime, 1996-2000
- Représentant et conseiller de Terre-Neuve-et-Labrador dans le litige et l'arbitrage opposant Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse relativement à la frontière maritime, 2000-2002
- Conseiller auprès du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande sur les questions de la frontière maritime, 2000-2005
- Conseiller de la République du Suriname devant le tribunal arbitral dans l'affaire *Guyana c. Suriname*, 2006

### **Expérience en droit commercial et en droit des investissements**

- Président du Groupe spécial chargé du règlement des différends portant sur le saumon et le hareng (premier Groupe spécial chargé du règlement des différends créé en vertu du chapitre 18 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis), 1989
- Président du Groupe spécial chargé du règlement des différends créé en vertu de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et Israël, 1990-1991
- Membre du Groupe spécial chargé du règlement des différends créé en vertu du chapitre 18 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (intérêts non hypothécaires), 1992
- Membre du Groupe spécial chargé du règlement des différends créé en vertu du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (préjudice concernant le bois d'œuvre), 1993
- Membre du Groupe spécial chargé du règlement des différends créé en vertu du chapitre 20 de l'Accord de libre-échange nord-américain (gestion de l'offre), 1996
- Conseiller auprès du Gouvernement de Nouvelle-Zélande dans les affaires de l'OMC ci-après : *Communautés européennes – Mesures affectant les produits butyreux*; *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*; *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*; *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier*; *Australie – Mesures affectant l'importation de pommes* (en cours)
- Avocat-conseil du Gouvernement du Canada dans l'affaire *Pope & Talbot Inc. c. le Gouvernement du Canada* concernant le chapitre 11 de l'ALENA
- Membre du Groupe spécial de l'OMC chargé du règlement des différends *États-Unis – Règles d'origine*
- Conseiller auprès du Gouvernement du Maroc sur les négociations de libre échange avec les États-Unis, 2003-2004 et 2008-2009

- Membre du Groupe spécial de l'OMC Communautés européennes – Mesures affectant le commerce des navires de commerce, 2004-2005
- Membre du Groupe spécial de l'OMC Brésil – pneumatiques rechapés, 2006-2007
- Membre du tribunal arbitral dans l'arbitrage conduit en application du chapitre 11 de l'ALENA concernant l'affaire *Cargill c. Mexique*, 2006-2009 (nommé par le requérant)
- Président du tribunal du CIRDI, affaire *European Cement v. Turkey*, 2007-2009 (nommé par le CIRDI)
- Membre du tribunal du CIRDI dans l'affaire *Trans-Global v. Jordan*, 2008-2009 (nommé par le requérant)

### Conférences

- Académie de droit international de La Haye, cours magistral sur la contribution du droit commercial international au développement du droit international, 1996
- Hersch Lauterpacht Memorial Lectures, Université de Cambridge, 1997, « From Security to Trade : Refocusing International Law »

### Publications récentes

Une liste exhaustive de près de 100 publications est disponible sur demande.

- « What is the Future of WTO Dispute Settlement? » 7 J. Int'l Econ. L. 3-21 (2004)
- « Fisheries : Fishers, Natives, Sportsmen, States and Provinces » 30 Canada-US L. J. 189-198 (2004)
- « The Legal Regime of Maritime Boundary Agreements » dans Colson et Smith (sous la direction de) *International Maritime Boundaries* Vol. V, 3281-3304 (2005)
- « United States Unilateralism : Cause or Symptom? A Brief Response to Professor Zemanek » Austrian Review of International and European Law, volume 8, 75-79 (2003) (paru en 2005)
- « The Legal Ordering of International Trade: From GATT to the WTO » dans Macdonald et Johnston (sous la direction de), *Towards World Constitutionalism* 543-566 (2005)
- « Developing Countries and “The Future of the WTO” » *Journal of International Economic Law*, volume 8, 603-610 (2005)
- « Treaty Interpretation and the Development of International Trade Law by the WTO Appellate Body » dans Sacerdoti, Yanovich et Bohanes (sous la direction de), *The WTO at 10 : The Contribution of the Dispute Settlement System*, 360-371 (2006)
- Commentaires sur « Trade, Investment and the Environment. Closed Boxes? » Proceedings of the 100<sup>th</sup> Annual Meeting of the American Society of International Law, 2006, 34-37



- « Approaches to the Interpretation of Treaties: The European Court of Human Rights and the WTO Appellate Body » dans *Liber Amicorum Luzius Wildhaber* (2007), 1407-1422
- « Arctic Sovereignty. What is at Stake? », Institut canadien des affaires internationales, *Behind the Headlines*, volume 64, n° 1, 23 pages (2007)
- « Reconciling the International and the Domestic : The Reasonable Period of Time under Article 21.3 of the DSU » dans Janow, Donaldson et Yanovich (sous la direction de), *The WTO : Governance, Dispute Settlement & Developing Countries*, 987-1008 (2008) avec Robin Hansen, et discussions du Groupe spécial 1017-1021
- « An Arctic Agenda for Canada and the United States » in *From Correct to Inspired : A Blueprint for Canada-US Engagement*, Carleton University, janvier 2009
- *The Oxford Handbook of International Trade Law* (sous la direction) de Daniel Bethlehem, Rodney Neufeld et Isabelle Van Damme, 801p (2009)
- « The Place of the WTO in the International System » dans *The Oxford Handbook of International Trade Law*, Bethlehem, McRae, Neufeld et Van Damme (sous la direction de), 54-75 (2009)

**Extrait d'une note verbale du 6 mai 2011, reçue de la Mission permanente du Canada**

Le professeur McRae a la double nationalité (Canada/Nouvelle-Zélande) et exerce habituellement ses droits civils et politiques au Canada.

## Shinya Murase (Japon)

[Original : anglais, espagnol et français]

### Professeur à la faculté de droit de l'Université de Jochi (Sophia)

Sexe : masculin

Date et lieu de naissance : 4 avril 1943 à Nagoya (Japon)

### Diplômes

- 1961-1962 : Élève étranger AFS au lycée Artesia au Nouveau-Mexique (États Unis d'Amérique)
- 1963 : Diplômé du lycée Tokai de Nagoya
- 1967 : Diplômé (Bachelor of Arts) de l'Université chrétienne internationale de Tokyo
- 1969 : Maîtrise en droit (LL. M) de l'Université de Tokyo
- 1972 : Doctorat en droit (S.J.D.) de l'Université de Tokyo

### Carrière professionnelle

- 1972-1974 : Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université de Rikkyo (Saint-Paul)
- 1974-1982 : Maître assistant à la faculté de droit de l'Université de Rikkyo
- 1974-1976 : Chercheur invité à la Harvard Law School
- 1980-1982 : Administrateur juridique à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies
- 1982-1993 : Professeur à la faculté de droit de l'Université de Rikkyo
- Depuis 1993 : Professeur à la faculté de droit de l'Université de Jochi (Sophia)
- 1995 : Professeur invité à la Columbia Law School
- 1998-2004 : Juge au Tribunal administratif de la Banque asiatique de développement
- Depuis 2009 : Membre de la Commission du droit international de l'ONU

### Associations

#### 1) Associations internationales

1. Académie de droit international de La Haye : membre du curatorium (depuis 2004)
2. Association de droit international : membre du Conseil exécutif (depuis 1999)
3. Société américaine de droit international : membre du Conseil exécutif (1992-1995)

## 2) *Associations nationales*

1. Kokusaiho Gakkai (Association japonaise de droit international) : membre du Conseil exécutif (depuis 1988)
2. Kokusaiho Kyokai (Division japonaise de l'association de droit international) : membre du Conseil exécutif (depuis 1992); Vice-Président (depuis 2009)
3. Kokusai Keizaiho Gakkai (Association japonaise de droit économique international), Président (2004-2006)
4. Sekaiho Gakkai (Association japonaise de droit international) : membre du Conseil exécutif (1988-2008)

## **Autres activités**

1. Conseiller juridique de la délégation japonaise à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1991 et depuis 2009)
2. Membre du Comité d'évaluation des politiques étrangères, Ministère japonais des affaires étrangères (2002)
3. Membre du Groupe d'experts et de personnalités du Forum régional de l'ASEAN (depuis 2002)
4. Auteur principal pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Groupe de travail III (2004-2007)
5. Membre et Président intérimaire de la Commission sur un futur cadre pour aborder le changement climatique, Conseil de structure industrielle, Ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie (depuis 2004)
6. Membre du Groupe consultatif du Premier Ministre sur les problèmes juridiques entravant la sécurité nationale (2007-2008)
7. Membre du Conseil pour les activités de recherche dans la région de l'Antarctique, Ministère japonais de l'éducation, de la culture et de la science (depuis 2007)
8. Président du Comité des principes juridiques concernant les changements climatiques, Association de droit international (depuis 2008)

## **Principales publications**

### **1) Ouvrages en anglais**

*International Law : An Integrative Perspective on Transboundary Issues*, Sophia University Press, 2011, 470 pages

### **2) Articles en anglais**

1. « The Most-Favored-Nation Treatment in Japan's Treaty Practice 1854-1905 », *American Journal of International Law*, vol. 70, 1976, p. 273 à 297
2. « International Lawmaking for the New International Economic Order », *The Japanese Annual of International Law*, n° 25, 1982, p. 45 à 66

3. « Trade versus Security : The COCOM Regulations in Japan », *The Japanese Annual of International Law*, n° 31, 1988, p. 1 à 17
4. « Reception of International Law into Domestic Law of Japan », *Proceedings of the 19th Annual Conference of the Canadian Council on International Law*, 1990, p. 263 à 272
5. « Remarks on International Lawmaking for the Protection of the Global Environment », *The Proceeding of the American Society of International Law*, 1991, p. 409 à 413
6. « Perspectives from International Economic Law on Transnational Environmental Issues », *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, vol. 253, 1995, p. 283 à 431
7. « Unilateral Measures and the WTO Dispute Settlement », in Simon Tay & Dan Esty (éd.), *Asian Dragons and Green Trade : Environment, Economics and International Law*, Times Academic Press, 1996, p. 137 à 144
8. « Unilateral Measures and the Concept of Opposability in International Law », *Thesaurus Acroasium*, Thessaloniki Institute of International Public Law, vol. 28, 1999, p. 397 à 454
9. « The Relationship between the United Nations Charter and General International Law regarding Non-use of Force: The Case of NATO's Air Campaign in the Kosovo Crisis of 1999 », *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda*, *Kluwer Law International*, 2002, p. 1543 à 1553
10. « Conflict of International Regimes Trade and Environment », Thessaloniki Institute of International Public Law and Relations, *Thesaurus Acroasium*, vol. 31, 2002, *Thesaurus Acroasium*, vol. 31, Thessaloniki Institute of International Public Law, 2002, p. 297 à 340
11. « Thomas Baty in Japan : Seeing through the Twilight », *The British Year Book of International Law*, vol. 73, 2002, p. 315 à 342
12. « Trade and the Environment: With Particular Reference to Climate Change Issues », *Manchester Journal of International Economic Law*, vol. 2, Issue 2, 2005, p. 18 à 38
13. « Trade and the Environment: With Particular Reference to Climate Change Issues », Harald Hohmann (éd.), *Agreeing and Implementing the Doha Round of the WTO*, Cambridge University Press, 2008, p. 391 à 419 (reproduction of 12 above)
14. « Unilateral Responses to International Terrorism Self-defence or Law enforcement? », in Sienho Yee et Jacques-Yvan Morin (éd.), *Multiculturalism and International Law, Essays in Honour of Edward McWhinney*, Martinus Nijhoff, 2009, p. 429 à 444
15. « Presence of Asia at The Hague. Peace Conference of 1907 », *Colloquium, Topicality of the Hague Peace Conference of 1907*, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 2009, p. 85 à 101

### 3) Ouvrages en japonais (publications individuelles)

1. *Kokusaiho n° Keizaiteki Kiso* (Fondement économique du droit international), Yuhikaku, 2001, 322 pages
2. *Kokusai Rippo : Kokusaiho n° Hogenron* (Activité normative internationale : sources du droit international), Toshindo, 2002, 748 pages

### 4) Livres en japonais (publications collectives, coordonnateur)

1. *Buyokufunso n° Kokusaiho* (Droit international des conflits armés), Toshindo, 2004, 895 pages (en codirection avec Akira Mayama)
2. *Jieiken n° Gendaiteki Tenkai* (Le droit de la légitime défense dans le contexte contemporain), Toshindo, 2007, 308 pages
3. *Kokusai Keiji Saibansho* (La Cour pénale internationale), Toshindo, 2008, 360 pages (en codirection avec Keiko Ko)
4. *Kaiyo Kyokai Kakutei n° Kokusaiho* (Droit international de la délimitation des frontières maritimes), Toshindo, 2008, 225 pages (en codirection avec Junichi Eto)
5. *Kokuren Anpori n° Kinou Henka* (L'évolution des fonctions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies), Toshindo, 2009, 200 pages
6. *Henkakuki n° Kokusaiho Iinkai* (Un tournant pour la Commission du droit international, Mélanges en l'honneur de l'Ambassadeur Chusei Yamada), Shinzansha, 2011, 550 pages (en codirection avec Koji Tsuruoka)

### 5) Articles en japonais

Nombreux articles, essais et revues juridiques (omis)

## **Sean D. Murphy (États-Unis d'Amérique)**

[Original : anglais]

Professeur de droit, chaire Patricia Roberts Harris  
Université George Washington

### **Expérience professionnelle**

**Professeur de droit, titulaire de la chaire Patricia Roberts Harris**, faculté de droit de l'Université George Washington, Washington (professeur titulaire de 2004 à ce jour et professeur associé de 1998 à 2004)

- Enseigne le droit international public, le droit des organisations internationales et le droit des relations étrangères (précédemment, le droit international de l'environnement et les opérations commerciales internationales)
- Président, Comité des nominations (2007-2008), membre (2006-2008, 2003-2004)
- Président, Comité des programmes d'enseignement (2005-2006); membre (2002-2003)
- Membre du Conseil de rédaction, *American journal of International Law* (2000-2010)
- Membre du Conseil de rédaction, *Journal of National Security Law & Policy* (de 2010 à ce jour)
- Membre, Conseil exécutif, American Society of International Law (2001-2004)
- Membre, Comité consultatif judiciaire, American Society of International Law (de 2002 à ce jour)
- Membre, Comité consultatif sur le droit international public du Conseiller juridique du Département d'État (de 1999 à ce jour)
- Membre, branche américaine de l'Association de droit international
- Membre, American Bar Association et Section de droit international de l'American Bar Association
- Vice-Président, Comité sur la sécurité nationale, Section de droit international de l'American Bar Association (2010-2011)

**Conseiller juridique, ambassade des États-Unis à La Haye (Pays-Bas) (1995-1998)**

- A plaidé et présenté des conclusions devant la Cour internationale de Justice dans les affaires *Lockerbie*, *Incident aérien du 3 juillet 1988*, *Plates-formes pétrolières*, *Paraguay (Breard)* et *Armes nucléaires*
- A été l'agent des États-Unis devant le Tribunal des réclamations Iran/États-Unis et a plaidé et présenté des conclusions au nom du Gouvernement des États-Unis et assisté des requérants privés
- Représentant des États-Unis auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, fonction qui consistait notamment à s'occuper de questions

juridiques et institutionnelles, à fournir des informations au Procureur aux fins des enquêtes et des procès et à coordonner les autres formes de l'appui fourni par les États-Unis

- A été membre de délégations auprès de la Conférence de La Haye de droit international privé dans le cadre des activités d'harmonisation du droit privé par la codification

**Avocat, Bureau du Conseiller juridique, Département d'État des États-Unis (1987-1995)**

- Bureau des réclamations internationales et différends relatifs aux investissements (1987-1989 et 1994-1995) : procédures judiciaires et d'arbitrage concernant des différends commerciaux et en matière d'investissements
- Bureau des océans, de l'environnement et de la science (1992-1993) : négociations d'accords internationaux dans le domaine de l'environnement et de la propriété intellectuelle
- Bureau des affaires politico-militaires (1989-1991) : interprétation de la législation sur l'assistance internationale, du droit de la guerre et des pouvoirs en temps de guerre; négociations d'accords de base

**Auxiliaire de justice**, juge Thomas A. Flannery, Tribunal fédéral de district, Washington (1985-1986)

**Formation**

**Université de Virginie**, Doctor of Juridical Science (S.J.D.) (1995)

- Bénéficiaire d'une bourse de troisième cycle de la Fondation Ford
- Boursier du Council on Foreign Relations

**Université de Cambridge**, Master of Laws (L.L. M.) (1987)

**Université Columbia**, Juris Doctor (J.D.) (1985)

- Rédacteur en chef, *Columbia Journal of Transnational Law*
- Bénéficiaire d'une bourse Harlan Fiske Stone (chaque année)
- Mention, Programme Parker de droit international et comparé

**Université Catholique**, Washington, Bachelor of Arts (1982)

- Phi Beta Kappa, avec mention bien

**Distinctions et affiliations**

American Society of International Law, Certificat d'excellence, 2003 (pour un ouvrage publié en 2002 et intitulé *United States Practice in International Law, 1999-2001*)

American Society of International Law, Certificat d'excellence pour contribution remarquable à la recherche universitaire créative, 1997 (pour un ouvrage publié en 1996 et intitulé *Humanitarian Intervention: The United Nations in an Evolving World Order*)

14<sup>e</sup> maître de conférence en droit international (2005), faculté de droit de Pittsburgh

American Bar Association, prix du Jeune avocat fédéral exceptionnel (1996)

American Society of International Law, prix Francis Deák octroyé à un jeune auteur pour érudition exceptionnelle, 1995 (pour un article publié en 1994 et intitulé *Prospective Liability Regimes for the Transboundary Movement of Hazardous Wastes*)

Prix octroyés par le Département d'États des États-Unis (1989 et 1998)

### **Participations récentes à des émissions de télévision et de radio**

CNN; News Hour with Jim Lehrer; McLaughlin One-on-One; journal du soir de la chaîne ABC; chaîne de télévision Voice of America; National Public Radio; BBC Radio; Radio nationale canadienne

### **Renseignements personnels**

Marié, trois enfants

### **Contentieux internationaux choisis**

Application de l'Accord intérimaire du 13 septembre 1995 (*ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce*) (affaire pendante) (représentant la Macédoine)

Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo (requête pour avis consultatif), La Haye (Pays-Bas), juillet 2010 (représentant le Kosovo)

Audiences consacrées au préjudice (réclamations du Groupe 2) (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), mai 2008 (représentant l'Éthiopie)

Audiences consacrées au préjudice (réclamations du Groupe 1) (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), avril 2007 (représentant l'Éthiopie)

Différend concernant la frontière maritime entre le Guyana et le Suriname, Tribunal arbitral constitué en application de l'annexe VII de la Convention sur le droit de la mer, Washington, décembre 2006 (représentant le Suriname)

Affaires concernant l'emploi de la force, les fronts central et occidental et autres réclamations (Éthiopie-Érythrée), Commission des réparations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), avril 2005 (représentant l'Éthiopie)

Affaires concernant le mauvais traitement des populations civiles (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Éthiopie et l'Érythrée, La Haye (Pays-Bas), mars 2004 (représentant l'Éthiopie)

Affaires concernant le front central (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), novembre 2003 (représentant l'Éthiopie)

Affaire des plates-formes pétrolières (*Iran c. États-Unis d'Amérique*), jugement au fond, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas) (mars 2003) (représentant les États-Unis)



Affaires concernant les prisonniers de guerre (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), décembre 2002 (représentant l'Éthiopie)

Affaire *Compañía del Desarrollo de Santa Elena, S.A. c. Costa Rica*, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), Washington, mai 1999 (représentant la société Santa Elena)

Affaire relative à des questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique*), exceptions préliminaires, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas), février 1998 (représentant les États-Unis)

Affaire de l'incident aérien du 3 juillet 1988 (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*), compétence de la Cour, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas), règlement amiable de février 1996 (représentant les États-Unis d'Amérique)

Affaire des plates-formes pétrolières (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*), compétence de la Cour, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas), décembre 1996 (représentant les États-Unis)

Affaire de l'Elettronica Sical S.p.A. (ELSI) (*États-Unis d'Amérique c. Italie*), Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas), juin 1989 (représentant les États-Unis)

## **Publications**

(Certains articles peuvent être consultés sous forme de projets sur le réseau de recherche en sciences sociales (Social Science Research Network – SSRN) à l'adresse <http://ssrn.com/author=266471>)

## **Ouvrages**

*Principles of International Law* (2006) (West)

*United States Practice in International Law, Volume II: 2002-2004* (2005) (Cambridge University Press)

*United States Practice in International Law, Volume I: 1999-2001* (2002) (Cambridge University Press)

*Public International Law in a Nutshell* (4<sup>e</sup> éd., 2007) (3<sup>e</sup> éd., 2002) (West) (en collaboration avec Buerghenthal). Édition en chinois (2005)

*Humanitarian Intervention: The United Nations in an Evolving World Order* (1996) (University of Pennsylvania Press)

## **Manuels**

*International Law: Cases and Materials* (5<sup>e</sup> éd., 2009) (West) (en collaboration avec Lori Damrosch, Louis Henkin et Hans Smit)

*Foreign Relations and National Security Law* (3<sup>e</sup> éd., 2009) (West) (en collaboration avec Thomas Franck et Michael Glennon)

### Articles et chapitres d'ouvrages

« Aggression, Legitimacy and the International Criminal Court », 20 *European Journal of International Law* 1147 (2009)

« The International Legality of U.S. Military Cross-Border Operations from Afghanistan into Pakistan », dans 85 *Int'l L. Studies* 109 (U.S. Naval War College, 2009) et 39 *Israeli Yearbook on Human Rights* 281 (2009)

« Criminalizing Humanitarian Intervention », 41 *Case W. Res. J. Int'l L.* 241 (2009)

« Protean *Jus Ad Bellum* », 27 *Berkeley J. Int'l Law* 22 (2009), et dans *A Wiser Century?*, *Veröffentlichungen des Walther-Schücking-Instituts für Internationales Recht an der Universität Kiel* 183 (Thomas Giegerich, dir. publ. Duncker et Humblot, Berlin) (2009)

« Does International Law Obligate States to Open their National Courts to Persons for the Invocation of Treaty Norms that Protect or Benefit Persons? » dans *The Role of Domestic Courts in Treaty Enforcement: a Comparative Study* 61 (David Sloss, dir. Publ.) (Cambridge University Press) (2009)

« The United States and the International Court of Justice: Coping with Antinomies » dans *The Sword and the Scales: The United States and International Courts and Tribunals* 46 (Cesare Romano, sous la direction de) (Cambridge University Press) (2009)

« Evolving Geneva Convention Paradigms in the “War on Terrorism”: Applying the Core Rules to the Release of Persons Deemed “Unprivileged Combatants” » 75 *George Washington Law Review* 1105 (2007)

« Interim Measures of Relief » dans *The Iran-United States Claims Tribunal at 25: The Cases Everyone Needs to Know for Investor-State & International Arbitration*, p. 75 (Christopher S. Gibson et Christopher R. Drahozal, sous la direction de) (Oxford University Press) (2007)

« The Doctrine of Preemptive Self-Defense », 50 *Villanova Law Review* 699 (2005)

« Taking Multinational Corporate Codes of Conduct to the Next Level », 43 *Columbia Journal of Transnational Law* 389 (2005)

« Self-Defense and the Israeli “Wall” Advisory Opinion: An *Ipse Dixit* from the I.C.J.? », 99 *American Journal of International Law* 62 (2005)

« Assessing the Legality of Invading Iraq », 92 *Georgetown Law Journal* 173 (2004)

« International Law, the United States, and the Non-Military “War” Against Terrorism », 14 *European Journal of International Law* 347 (2003)

« Liability and the WHO Framework Convention on Tobacco Control », 5 *International Law Forum/Forum du droit international* 62 (2003)

« Terrorism and the Concept of “Armed Attack” in Article 51 of the U.N. Charter », 43 *Harvard International Law Journal* 41 (2002)

« Biotechnology and International Law », 42 *Harvard International Law Journal* 47 (2001)

« Securing Payment of the Award » dans *The Iran-United States Claims Tribunal and the Process of International Claims Resolution* 299 (David D. Caron et John R. Crook, sous la direction de, 2000) (Transnational Publishers)

« Amplifying the World Court's Jurisdiction Through Counter-claims and Third Party Intervention », 33 *George Washington International Law Review* 5 (2000)

« Democratic Legitimacy and the Recognition of States and Governments », 48 *International and Comparative Law Quarterly* 545 (1999), reproduit en partie dans *Democratic Governance and International Law* 123 (Gregory H. Fox et Brad R. Roth, sous la direction de, 2000) (Cambridge University Press)

« Progress and Jurisprudence of the International Criminal Tribunal of the Former Yugoslavia », 93 *American Journal of International Law* 57 (1999)

« Prospective Liability Regimes for the Transboundary Movement of Hazardous Wastes », 88 *American Journal of International Law* 24 (1994)

« The Security Council, Legitimacy, and the Concept of Collective Security After the Cold War », 32 *Columbia Journal of Transnational Law* 201 (1994)

« The *ELSI* Case: An Investment Dispute at the International Court of Justice », 16 *Yale Journal of International Law* 391 (1991)

« The Impact of Recognition of Foreign States on Litigation in U.S. Courts », 26 *Stanford Journal of International Law* 391 (1991) (en collaboration avec Mary Beth West)

## Rapport

« Évaluation d'un régime de responsabilité internationale pour la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac », rapport présenté à un groupe d'experts juridiques de l'Organisation mondiale de la Santé, Genève (9 avril 2001), disponible à l'adresse <http://tobacco.who.int/en/fctc/LiabilityWorkshop.html> (en anglais et en français)

## Textes édités

« Contemporary Practice of the United States Relating to International Law », 93 *American Journal of International Law* 161, 470, 628, & 879 (1999); id., 94 *American Journal of International Law* 102, 348, 516, & 677 (2000); id., 95 *American Journal of International Law* 132, 387, 626, & 873 (2001); id., 96 *American Journal of International Law* 237, 461, 706, 956 (2002); id., 97 *American Journal of International Law* 179, 419, 681, & 962 (2003); id., 98 *American Journal of International Law* 169, 349, 579, & 820 (2004)

## Critiques et brefs articles

« Shabtai Rosenne, The Law and Practice of the International Court, 1920-2005 (4<sup>e</sup> éd. 2006) » dans 100 *American Journal of International Law* 963 (2006)

Avant-propos à « Lawyers and Wars: A Symposium Issue in Honor of Edward R. Cummings », 38 *George Washington International Law Review* 101 (2006)

« Humanitarian Intervention », dans *Encyclopedia of Genocide and Crimes Against Humanity* 465 (Dinah L. Shelton, sous la direction de, 2005) (Macmillan)

« The Law of the Lands: Why US Courts Look Overseas », *Boston Globe*, 5 juin 2005

« John Hart Ely, War and Responsibility (1993) », dans 88 *American Journal of International Law* 843 (1994)

### **Conférences, allocutions, présentations et commentaires**

« International Court Jurisprudence on the Use of Force: Comparing Georgia v. Russia to the Iran-U.S. Oil Platforms Case » American Bar Association, Section du droit international, réunion de printemps, Washington (15 avril 2009)

« The Concept of International Law », American Society of International Law, conférence annuelle, Washington (26 mars 2009), *Proceedings of the 103<sup>rd</sup> Annual Meeting, American Society of International Law* \_\_\_\_\_ (à paraître)

« Criminalizing Humanitarian Intervention », Case Western University Law School, Cleveland (États-Unis) (26 septembre 2008); Comité consultatif sur le droit international public du Département d'État des États-Unis, Washington (7 novembre 2008); Fletcher School of International Law and Diplomacy, Tufts University, Medford (États-Unis) (14 novembre 2008)

« The President's Understated Power to Appoint and Receive Ambassadors », Vanderbilt Law School, Nashville (12 septembre 2008)

« The Legality of U.S. Cross-Border Operations from Afghanistan Into Pakistan », U.S. Naval War College (26 juin 2008)

« The Nature and Sources of International Law », programme de formation du Foreign Service Institute des États-Unis intitulé « Fundamentals of International Law », Washington (14 mai 2008)

« Corporations, Crimes, and Transnational Law », colloque de la faculté de droit de l'Université George Washington sur le thème « Transnational Corporate Responsibility for the 21<sup>st</sup> Century », Washington (8 avril 2008) (modérateur)

« The Legacy of Iraq: Its Impact on International Law », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington (11 avril 2008), *Proceedings of the 102<sup>nd</sup> Annual Meeting, American Society of International Law* 215 (2008)

« Protean *Jus ad Bellum* », Walther-Schücking-Instituts für Internationales Recht, Universität Christian-Albrechts, Kiel (Allemagne) (9 novembre 2007), et colloque de droit international de la Temple Law School, Philadelphie (États-Unis) (27 mars 2008)

« State Courts and International Tribunals », colloque de la faculté de droit de l'Université George Washington sur le thème « Is There a New Common Law of Investment Arbitration? », Washington (16 octobre 2007) (modérateur)

« *Hamdan* and the Military Commissions Act of 2006: An Overview », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington (30 mars 2007), *Proceedings of the 101<sup>st</sup> Annual Meeting, American Society of International Law* 339 (2007)

« Strategies and Instruments for International Environmental Change », dix-neuvième conférence annuelle de la National Association of Environmental Law Societies, Université George Washington, Washington (16 mars 2007) (modérateur)

« The United States and the International Court of Justice: Coping with Antinomies », colloque international de théorie du droit de l'Université Georgetown, Washington (23 février 2007)

« What is International Law? », programme de droit international à l'intention des juges des États-Unis, Federal Judicial Center, Washington (13 novembre 2006) et conférence annuelle des juges de la Haute Cour du District de Columbia, Washington (4 mai 2007)

« Evolving Geneva Convention Paradigms in the “War on Terrorism” », colloque de la *George Washington Law Review* sur le thème « The New Face of Armed Conflict: Enemy Combatants After *Hamdan v. Rumsfeld* », Washington (20 octobre 2006)

« International Law Five Years After 9/11 », table ronde de l'American Society of International Law à l'intention des membres du personnel du Congrès, Washington (12 septembre 2006)

« Eritrea's Invasion of Ethiopia: The Eritrea Ethiopia Claims Commission's *Jus ad Bellum* Award », faculté de droit de l'Université d'Addis-Abeba (Éthiopie) (22 mai 2006)

« Interim Measures of Relief: Ten Lessons from the Iran-U.S. Claims Tribunal's Jurisprudence », American Society of International Law Annual Conference, Washington (29 mars 2006)

« International and Foreign Law as a Part of U.S. Law », séminaire en ligne de l'American Society of International Law (9 mars 2006), disponible à l'adresse <http://www.asil.org>

« Reflections on the 2003 U.S. Supreme Court Term », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington (31 mars 2005) (modérateur)

« The United States and the International Court of Justice », Université George Washington, Elliot School of International Affairs (23 février 2005 et 7 mars 2007)

« Taking Multinational Corporate Codes of Conduct to the Next Level », Université George Washington, Institute for International Corporate Governance and Accountability, Washington (5 novembre 2004)

« The Doctrine of Preemptive Self-Defense », Tufts University Fletcher School of Foreign Affairs (1<sup>er</sup> octobre 2004) et Villanova Law School (23 octobre 2004)

« The United States and the Foundations of International Law », British Institute of International & Comparative Law, Londres (28 novembre 2003)

« The Structure of the International and European Legal System and Its Values », conférence conjointe de La Haye sur les questions contemporaines de droit international, La Haye (Pays-Bas) (5 juillet 2003), dans *From Government to Governance: 2003 Hague Joint Conference on Contemporary Issues of International Law* 391 (2003)

« Commentary on “Peacemaking: The Interaction of Law, Politics and Diplomacy” », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington (4 avril 2003), extraits publiés dans *Proceedings of the 97<sup>th</sup> Annual Meeting, American Society of International Law* 177 (2003) (commentaires sur l'allocation de l'ex-sénateur George Mitchell)

- « Universal Jurisdiction in International Law », Faculté de droit de l'Université de Haïfa (Israël) (17 décembre 2002)
- « Terrorism and International Law », American Society of International Law, Tillar House, Washington (1<sup>er</sup> novembre 2002)
- « International Intervention and State Sovereignty », China Reform Forum, Beijing (14 janvier 2002)
- « The Concept of Obligation in International Law: Is the Constructivist Perspective Helpful? », séminaire de l'Université McGill (5 octobre 2001)
- « Modalities and Practicalities of Reform to Address Humanitarian Intervention », faculté de droit de l'Université Duke (20 avril 2001), publié en ligne dans *American Diplomacy* à l'adresse [http://www.unc.edu/depts/diplomat/articles/hum\\_intervention/hum\\_07\\_murphy.html](http://www.unc.edu/depts/diplomat/articles/hum_intervention/hum_07_murphy.html)
- « The U.S. Lawyer-Statesman at Times of Crisis: A Look at Colonial America », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington (6 avril 2001), extraits publiés dans *Proceedings of the 95<sup>th</sup> Annual Meeting, American Society of International Law* (2001)
- « Calibrating Global Expectations Regarding Humanitarian Intervention », conférence conjointe du Minda de Gunzburg Center for European Studies de l'Université Harvard et du Kenan Institute for Ethics de l'Université Duke, Cambridge (États-Unis) (18 et 19 janvier 2001)
- « The Rise and Fall of Slave Labor Claims Against Companies of the Axis Powers », conférence annuelle de la branche américaine de l'Association de droit international, New York (États-Unis) (27 octobre 2000)
- « Biotechnology and Sustainable Development », quatrième conférence annuelle J.B. et Maurice C. Shapiro sur le droit de l'environnement, Université George Washington (13 avril 2000)
- « The Intervention in Kosovo: A Law-Shaping Incident? », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington (8 avril 2000), extraits publiés dans *Proceedings of the 95<sup>th</sup> Annual Meeting, American Society of International Law* 302 (2001)
- « Humanitarian Intervention and the Kosovo Crisis », conférence annuelle du Comité permanent sur le droit et la sécurité nationale de l'American Bar Association, Washington (29 octobre 1999), et conférence annuelle de la branche américaine de l'Association de droit international, New York (États-Unis) (5 novembre 1999)
- « The ICC's Jurisdiction Over the Crime of Aggression », Conférence annuelle de l'Association internationale des étudiants en droit, La Nouvelle-Orléans (États-Unis) (8 octobre 1999)
- « Does the World Need a New International Environmental Court? », troisième conférence annuelle J. B. et Maurice C. Shapiro sur le droit de l'environnement, Université George Washington (15 avril 1999), publié dans 32 *George Washington Journal of International Law and Economics* 333 (2000)
- « The Bombing of Pan Am Flight 103: Examination of a Potential Criminal Trial in The Hague », Université de Georgetown, Washington (1<sup>er</sup> décembre 1998)

« The Role of the United Nations in the Maintenance of Peace Before and After the Year Two Thousand », 26 *Georgia Journal of International and Comparative Law* 115 (1995)

« Nation-Building: A Look at Somalia », 3 *Tulane Journal of International and Comparative Law* 19 (1995)

« The Role of Bilateral Defense Agreements in Maintaining the European Security Equilibrium », 24 *Cornell Journal of International Law* 415 (1991)

« Executive Branch Implementation of Arms Control Treaties », *Proceedings of the 85<sup>th</sup> Annual Meeting, American Society of International Law* 483 (avril 1991) (modérateur)

« Neutrality, the Rights of Shipping and the Use of Force in the Persian Gulf War », *Proceedings of the 82<sup>nd</sup> Annual Meeting, American Society of International Law* 592 (avril 1988) (rédacteur)

Le 16 novembre 2010

**Bernd H. Niehaus (Costa Rica)**

[Original : anglais et espagnol]

**Renseignements personnels**

Nom : Bernd H. Niehaus Q.

Lieu de naissance : San José

Date de naissance : 14 avril 1941

Nationalité : Costa Rica

**Formation**

|                             |                                                                                                                                                           |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Études postuniversitaires : | Diplôme d'études supérieures (DES) de droit international et doctorat en droit international<br>Université de Strasbourg (France)                         |
|                             | Diplôme de droit international et de droit comparé des droits de l'homme<br>Institut international des droits de l'homme René Cassin, Strasbourg (France) |
| 1967-1972                   | Licence (L.L. B.) de droit<br>Université du Costa Rica à San José                                                                                         |
| 1959-1960                   | Études de droit<br>Université de Bonn (République fédérale d'Allemagne)                                                                                   |
| 1960-1966                   | Études et diplôme d'économie et de sciences politiques<br>Universités de Bonn, Hambourg et Cologne (République fédérale d'Allemagne)                      |

**Expérience professionnelle**

|           |                                                                                    |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 2002-2010 | Ambassadeur de la République du Costa Rica en Allemagne                            |
| 2004-2010 | Ambassadeur de la République du Costa Rica en Hongrie                              |
| 2004-2010 | Ambassadeur de la République du Costa Rica en République tchèque                   |
| 2003-2005 | Ambassadeur de la République du Costa Rica en Pologne                              |
| 2002      | Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies |
| 2001      | Vice-Président du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies |
| 2000      | Vice-Président du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies |



|             |                                                                                                                                |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1998        | Représentant du Costa Rica au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies                                          |
| 1998-2002   | Ambassadeur et Représentant permanent du Costa Rica auprès l'Organisation des Nations Unies à New York                         |
| 1990-1994   | Ministre des affaires étrangères et du culte du Costa Rica                                                                     |
| 1988-1990   | Secrétaire général aux affaires étrangères du Costa Rica (Parti démocrate chrétien)                                            |
| 1980-1982   | Ministre des affaires étrangères et du culte du Costa Rica                                                                     |
| 1978-1980   | Vice-Ministre des affaires étrangères et du culte du Costa Rica                                                                |
| 1974-1998   | Professeur de droit international public et privé à l'Université du Costa Rica                                                 |
| 1975-1976   | Professeur de droit international à l'Institut des relations internationales de l'Université nationale de Heredia (Costa Rica) |
| 1974-1998   | Avocat et notaire<br><br>Cofondateur du cabinet d'avocats Bufete Niehaus, actuellement Bufete Niehaus y Niehaus                |
| Depuis 1974 | Éditorialiste dans la presse costaricienne, spécialisé dans les questions de droit international et politique internationale   |
| 1963-1966   | Attaché culturel à l'ambassade du Costa Rica en République fédérale d'Allemagne                                                |

#### **Connaissances linguistiques**

Allemand, anglais, espagnol, français

**Georg Nolte (Allemagne)**

[Original : anglais]

|                             |                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Depuis avril 2008           | Professeur de droit public allemand et comparé, de droit international public et de droit européen, faculté de droit de l'Université Humboldt (Berlin)           |
| Depuis janvier 2007         | Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies                                                                               |
| Octobre 2006-juillet 2007   | Membre de la Wissenschaftskolleg zu Berlin (Institut des hautes études)                                                                                          |
| Décembre 2004-mars 2008     | Professeur de droit public allemand et comparé, de droit international public et de droit européen, faculté de droit de l'Université Ludwig-Maximilians (Munich) |
| Avril-décembre 2004         | Doyen de la faculté de droit de l'Université de Göttingen                                                                                                        |
| Février 2004                | Professeur invité, Institut des hautes études internationales de l'Université Paris II (Panthéon-Assas)                                                          |
| Septembre 2003-mars 2004    | Chercheur invité, All Souls College, Oxford                                                                                                                      |
| Mai 2000-avril 2007         | Membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)                                                                        |
| Octobre 1999-décembre 2004  | Professeur de droit public allemand et comparé et de droit international public, faculté de droit de l'Université de Göttingen                                   |
| Avril-septembre 1999        | Professeur invité, faculté de droit de l'Université de Regensburg                                                                                                |
| Octobre 1998-mars 1999      | Professeur invité, faculté de droit et d'économie de l'Université de la Sarre (Sarrebruck)                                                                       |
| Juillet 1998                | Habilitation en droit public allemand et comparé, droit international et droit européen, faculté de droit de l'Université de Heidelberg                          |
| Décembre 1994               | Médaille Caspar-Borner décernée par le conseil d'administration de l'Université de Leipzig pour les efforts déployés dans le cadre du renouveau de l'Université  |
| Juillet 1992-septembre 1999 | Maître de conférences, Institut Max Planck de droit international public et de droit public comparé (Heidelberg)                                                 |

---

|                             |                                                                                                      |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Janvier-juin 1992           | Maître de conférences, Centre d'études internationales, faculté de droit de l'Université de New York |
| Juillet-décembre 1991       | Maître de conférences, Institut Max Planck de droit international et de droit comparé (Heidelberg)   |
| Février 1991                | Doctorat, Université de Heidelberg                                                                   |
| Octobre 1990-juin 1991      | Chargé de cours invité, faculté de droit de l'Université de Leipzig                                  |
| Janvier 1987-septembre 1990 | Chargé de cours, Institut Max Planck de droit international et de droit comparé (Heidelberg)         |
| 1977-1982                   | Études de droit, Université libre de Berlin et Université de Genève (1978-1979)                      |
| 3 octobre 1959              | Naissance à Bonn (République fédérale d'Allemagne)                                                   |

#### Fonctions scientifiques extérieures

- Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies
- Vice-Président et membre du Conseil d'administration de la Société allemande de droit international
- Membre du Conseil d'administration de la Société allemande de recherches pour la paix
- Membre du Conseil scientifique consultatif de l'Institut de recherches pour la paix de Francfort
- Membre du Conseil scientifique consultatif de Die Friedenswarte (Organisation et journal pour la paix internationale)
- Membre du Conseil consultatif du *Göttingen Journal of International Law* (GoJIL)
- Membre du Conseil scientifique consultatif de la *Revue belge de droit international*
- Membre associé du Centre sur l'état de droit du Centre de recherches en sciences sociales de Berlin (WZB)

## Ki Gab Park (République de Corée)

[Original : anglais]

### Renseignements personnels

Né en 1957 à Pusan (République de Corée)

Actuellement professeur de droit international à l'Université de Corée (République de Corée)

### Diplômes et titres universitaires

|           |                                                                                                                                            |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1976-1983 | Licence de droit et maîtrise de droit international, Université de Corée (République de Corée)                                             |
| 1983-1986 | Diplôme supérieur de l'université (DSU) de droit international privé, droit européen et droit international public, Université de Paris II |
| 1985      | Diplôme d'études approfondies en droit international, Université de Paris II                                                               |
| 1988      | Diplôme de l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas)                                                                         |
| 1989      | Doctorat en droit, Université de Paris II, avec mention                                                                                    |

### Expérience professionnelle

|                         |                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1990-1997               | Professeur à l'Université Hallym (République de Corée)                                                                                                                                                                                          |
| 1995                    | Section de langue française du Centre d'études et de recherche en droit international et relations internationales, Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas) : Aspects internationaux des catastrophes naturelles et industrielles |
| 1998-aujourd'hui        | Professeur à la faculté de droit de l'Université de Corée (République de Corée)                                                                                                                                                                 |
| Juillet-août 1999       | Directeur d'études à la section de langue française de l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas)                                                                                                                                  |
| Février 2003-avril 2004 | Professeur invité (conférences sur deux semestres) à l'Université de la Colombie britannique (Canada)                                                                                                                                           |
| Mars-août 2007          | Chercheur invité à l'Université Waseda (Japon)                                                                                                                                                                                                  |
| Avril 2007              | Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris II, pour une série de 10 cours sur le droit des organisations internationales                                                                         |

### Participation à des conférences et séminaires

« The Need for Establishing a Regional Cooperation Regime among Asian States for the Victims of Transboundary Nuclear Accidents », Actes de la Conférence sur la sécurité nucléaire en Asie, organisée à Séoul en octobre 1997 par le Ministère coréen des affaires étrangères (conférence donnée en anglais)

« La Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires et les pays d'Asie : avantages et inconvénients de l'adhésion de la Corée », symposium international « Réforme de la responsabilité civile nucléaire », organisé à Budapest en mai et juin 1999 par l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Agence de l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (conférence donnée en français)

« The Universality of Human Rights and Cultural Diversity », symposium international sur la culture orientale et l'évolution des droits de l'homme, Beijing, octobre 2002 (conférence donnée en anglais)

« Droit intertemporel en droit international », forum de la Fondation pour l'histoire de l'Asie du Nord-Est, septembre 2007 (conférence donnée en coréen)

« The Reform of the UN », symposium international : « Asia on Moving Forward », faculté de droit de l'Université de Kyoto et programme 21<sup>st</sup> Century COE, Kyoto (Japon), février 2008 (conférence donnée en anglais)

« Multiculturalism in Korean and International Law », Asian Society of International Law, section malaisienne, Kuala Lumpur, août 2008 (conférence donnée en anglais)

« Legal Problems Arising from the Dissolution of an International Organization: The Case of the Korean Peninsula Energy Development Organization », troisième Conférence bisannuelle de la Société européenne de droit international, Heidelberg (Allemagne), septembre 2008 (conférence donnée en anglais)

« Responsibility to Protect and the Korean Government », Asian Society of International Law, Université Meiji (Japon), novembre 2009 (conférence donnée en anglais)

« Analyse des théories du droit international moderne : études sur la fiction judiciaire », symposium de droit d'Anam, Séoul, novembre 2009 (conférence donnée en coréen)

« Une réinterprétation de l'histoire du droit international? », Tiers-Monde : Bilan et perspectives, Université de Paris I, juillet 2010 (table ronde en français)

#### **Participation à des conférences et négociations diplomatiques internationales**

|                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1993-1997        | Comité permanent sur la responsabilité pour les dommages nucléaires, Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne                                                                                                                                                         |
| 1994–aujourd'hui | Groupe d'experts gouvernementaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (actuellement Comité du droit nucléaire), Vice-Président depuis 2008, Agence de l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Paris |
| 1994-1999        | Groupe de juristes chargé d'élaborer une annexe concernant la responsabilité pour les dommages environnementaux en Antarctique (Séoul, Le Cap (Afrique du Sud), Tromsø (Norvège), La Haye (Pays-Bas), etc.)                                                                      |

|                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1996-1999         | Groupe de travail ad hoc de juristes experts chargé d'élaborer et de rédiger un projet de protocole sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages découlant des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Programme des Nations Unies pour l'environnement/Convention de Bâle (Genève)                                                                |
| 1999-2006         | Conseiller juridique du Gouvernement coréen pour le projet de réacteur à eau légère de la Korean Peninsula Energy Development Organization                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Juillet-août 2002 | Conseiller juridique du représentant coréen à la Sous-Commission pour la protection et la promotion des droits de l'homme du Conseil économique et social (Genève)                                                                                                                                                                                                                               |
| 2005-2007 et 2009 | Représentant de la République de Corée à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York)                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Mai 2006          | Conférence de révision de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (New York) |
| Avril 2008        | Trente-troisième session du Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Montréal, Canada)                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Avril 2009        | Conférence internationale de droit aérien organisée par l'Organisation de l'aviation civile internationale en vue de l'adoption du projet de Convention relative à la réparation des dommages causés aux tiers par des aéronefs (Montréal, Canada)                                                                                                                                               |
| Décembre 2009     | Forum régional d'experts et de personnalités éminentes de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Bali, Indonésie)                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### **Affiliation à des sociétés savantes**

Asian Society of International Law (membre du Conseil)

Société européenne de droit international

Association de droit international (Comité international sur la responsabilité des organisations internationales, Comité sur les acteurs non étatiques)

Association internationale du droit nucléaire

Japanese Society of International Law

Korean Society of International Law

Société française pour le droit international

### **Distinctions honorifiques**

- 1990            Prix « Droit et économie du transport aérien et spatial » (France)
- 1991            Lauréat de la Fondation internationale de la Francophonie (France)
- 1991            Prix Lémonon, Académie des sciences morales et politiques (France)

### **Publications**

#### *Études relatives à la Commission du droit international*

« Mesures visant à renforcer les fonctions de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la codification et du développement du droit international », Cooperation for the Better World (Comité coréen pour le cinquantenaire de l'Organisation des Nations Unies), 1995, p. 495 à 544 (en coréen)

« Travaux récents de la Commission du droit international », Revue de droit international de Corée (en coréen) :

- Cinquante-septième session, 2005 : vol. 23 (avril 2006), p. 197 à 229
- Cinquante-huitième session, 2006 : vol. 25 (avril 2007), p. 151 à 194
- Cinquante-neuvième session, 2007 : vol. 28 (octobre 2008), p. 241 à 287
- Soixantième session, 2008 : vol. 29 (avril 2009), p. 195 à 261
- Soixantième et unième session, 2009 : vol. 31 (avril 2010), p. 149 à 240

#### *Cours d'eau internationaux*

« Les règles appliquées par la jurisprudence internationale en matière de droit fluvial », Revue du forum juridique de l'Université Hallym, vol. 2 (Université Hallym, 1992), p. 197 à 210 (en coréen).

« Le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation », Revue de droit international de Corée, vol. 3 (août 1994), p. 197 à 210 (en coréen)

#### *Succession d'États*

« La nationalité des personnes physiques relativement à la succession d'États », Revue coréenne de droit international, vol. 13 (août 2008), p. 221 à 239 (en coréen)

#### *Responsabilité internationale des États ou des organisations internationales*

« Comparaison des systèmes d'indemnisation internationaux en matière de protection de l'environnement », Revue de droit international de Corée, vol. 7 (février 1997), p. 27 à 50 (en coréen)

« Opinion de la République de Corée sur les projets d'articles concernant la responsabilité des États, adoptée provisoirement en seconde lecture », Revue coréenne de droit international, vol. 46 (juin 2001), p. 317 à 324 (en coréen)

« Responsibility of International Organizations », Revue de droit de l'Université de Corée, vol. 2 (août 2007), p. 67 à 105 (en anglais)

## Ouvrages

*La protection de la souveraineté aérienne* (Paris : A. Pedone, 1991), p. 403 (en français)

Droit privé international (Samwoo-Sa, 1996) (en coréen)

Recours judiciaires pour les victimes de la pollution de l'environnement (Sohwa, 1996) (en coréen)

Perspectives du droits international des droits de l'homme au XXI<sup>e</sup> siècle (Samwoo-Sa, 1999) (en coréen)

Droit international, vol. I (Böbmun-Sa, 1999) (en coréen)

Droit international, vol. II (Böbmun-Sa, 1999) (en coréen)

Droit international en matière de responsabilité nucléaire (Samwoo-Sa, 2001) (en coréen)

Observations et recommandations générales faites par les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux sur les droits de l'homme (Commission nationale coréenne des droits de l'homme, 2006) (en coréen)

- 1) Observations générales adoptées par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels
- 2) Observations générales adoptées par le Comité des droits de l'homme (Pacte international relatif aux droits civils et politiques)
- 3) Recommandations générales adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
- 4) Recommandations générales adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- 5) Observations générales adoptées par le Comité des droits de l'enfant

Étude des effets internationaux des actes unilatéraux des États en matière d'acquisition et d'abandon de la souveraineté territoriale (Institut maritime coréen, 2008) (en coréen)

La guerre et le droit international (Samwoo-Sa, 2010) (en coréen)

La responsabilité de protéger (Samwoo-Sa, 2010) (en coréen)

## Articles

### *Théorie générale du droit international*

« Internationalisation des systèmes juridiques », *in* *Interprétation sociale et scientifique de l'internationalisation* (1995), p. 155 à 183 (en coréen)

« L'état actuel du droit international public en Corée et la direction à suivre au XXI<sup>e</sup> siècle », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 9 (2000), p. 229 à 243 (en coréen)

« La Corée et le droit international : bilan et perspectives », *Revue de droit international de Corée*, vol. 19 (janvier 2004), p. 1 à 23 (en coréen)



« Northeastern Asia and International Law in the 21<sup>st</sup> Century », *in* Regards d'une génération de juristes sur le droit international (A. Pedone, France, 2008), p. 287 à 302 (en anglais)

« Legal Problems Arising from the Dissolution of International Organizations », *in* Select Proceedings of the European Society of International Law, vol. 2, (Oxford University Press), 2010, p. 189 à 203 (en anglais)

*Relations entre le droit international et le droit national et les sources du droit*

« Le traité d'application automatique, théories et cas d'espèce en France », *Revue de droit de Corée*, vol. 34 (1998), p. 113 à 142 (en coréen)

« Validité des traités », *Revue de droit international de Corée*, n° 21 (août 2005), p. 17 à 30 (en coréen)

« Relations entre le droit international et le droit national : exemples français », *Revue de droit international de Corée*, n° 28 (octobre 2008), p. 23 à 40 (en coréen)

*Succession d'États*

« Formes finales de la succession d'États entre les deux Corées. Une analyse fondée sur le traité d'unification des Allemagnes de l'Est et de l'Ouest », *Revue de la Corée du Nord et de l'unification*, n° 1 (1993), p. 343 à 410 (en coréen)

« Étude comparée de la pratique du droit international par les deux Corées », *in* Le droit international dans un monde en mouvement (Bockyoungsa, 1993), p. 235 à 266 (en coréen)

« La succession d'États et les traités dans les modèles d'unification de la Corée », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 5 (1996), p. 101 à 128 (en coréen)

*Droit aérien, droit de la mer, droit de l'espace et Antarctique*

« Statut juridique de l'espace aérien situé au-dessus de la mer territoriale et de la zone économique exclusive », *Revue de l'Université Hallym*, vol. 8 (décembre 1990), p. 361 à 384 (en coréen)

« Des usages abusifs de l'aviation civile, en particulier pour le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes », *Revue coréenne de droit aérien*, n° 3 (juillet 1991), p. 191 à 206 (en coréen)

« Étude comparée des accords de transport aérien entre la République de Corée et les pays d'Europe de l'Est », *Revue coréenne de droit international*, vol. 36, n° 2 (décembre 1991), p. 65 à 79 (en coréen)

« Formation de la souveraineté aérienne et problèmes connexes », *Revue de droit d'Anam*, vol. 1 (1993), p. 601 à 617 (en coréen)

« Questions sur la responsabilité environnementale dans l'Antarctique », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 4 (1994-1995), p. 53 à 80 (en coréen)

« Problèmes juridiques posés par l'utilisation de satellites de télécommunications en Asie du Nord-Est », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 8 (1999), p. 77 à 100 (en coréen)

« Commentaire sur la législation coréenne en matière de développement des activités spatiales », Forum juridique du Ministère de la science et de la technologie, Commission de l'Assemblée nationale pour les technologies de l'information et de la communication (février 2005) (en coréen)

« La mise au point de systèmes d'armes aériens sans pilote et les questions connexes du droit aérien militaire », Revue juridique de l'armée de l'air, n° 27 (janvier 2006), p. 61 à 77 (en coréen)

« Le droit de pêcher librement en haute mer existe-t-il encore? », Revue juridique, vol. 48, n° 1 (août 2007), p. 289 à 320 (en coréen)

« Perspectives de la haute mer au XXI<sup>e</sup> siècle », Journal de l'Institut de recherche, Dokdo, vol. 5 (avril 2009), p. 53 à 55 (en coréen)

« Korea's Sovereignty on Dokdo Supported by International Law », Korea Focus, vol. 13, n° 3 (mars 2005), p. 104 à 115 (en anglais)

#### *Règlement international des conflits et usage de la force*

« L'incident aérien du 3 juillet 1988 et le droit international », Revue coréenne de droit international, vol. 35, n° 2 (décembre 1990), p. 185 à 200 (en coréen)

« L'invasion armée du Koweït par l'Iraq et la crise du Golfe (I) », Études juridiques et commerciales transnationales, n° 6 (janvier 1991), p. 101 à 120 (en coréen)

« Analyse de la crise du Golfe (II) », Droit des relations internationales en transition (Beopmoonsa, 1992), p. 541 à 564 (en coréen)

« La guerre d'Iraq de 2003 et le droit international », Revue de droit de Corée, n° 46 (avril 2006), p. 107 à 140 (en coréen)

« Les attentats terroristes du 11 septembre et le système de sécurité collective des Nations Unies », Revue de droit international de Corée, n° 30 (2009), p. 75 à 107 (en coréen)

« Les actes illégaux commis par la Corée du Nord contre des nationaux sud-coréens et le droit international », Revue de droit d'Anam, n° 31 (2010), p. 353 à 392 (en coréen)

#### *Procédure des cours et tribunaux internationaux*

« La notion de "date critique" dans le droit international », Revue coréenne de droit international, vol. 43, n° 2 (1998), p. 65 à 80 (en coréen)

« Règlement judiciaire et diplomatique des conflits entre États », Revue coréenne de droit international, vol. 11 (septembre 1999), p. 1 à 12 (en coréen)

« L'apparition de la notion de "contrôle efficace" dans la jurisprudence internationale », Revue coréenne de droit international, vol. 45, n° 2 (décembre 2000), p. 99 à 115 (en coréen)

« L'exception préliminaire dans la pratique de la Cour internationale de Justice », Revue coréenne de droit international, vol. 49, n° 3 (décembre 2004), p. 33 à 61 (en coréen)

« Conflits de juridiction provoqués par la multiplication des cours et tribunaux internationaux », *Revue de droit international de Corée*, n° 27 (2008), p. 1 à 18 (en coréen)

*Droits de l'homme et droit international humanitaire*

« Droit humanitaire, droit de la guerre et droits de l'homme », *Revue de droit humanitaire*, n° 15 (juillet 1995), p. 123 à 134 (en coréen)

« Statut juridique des réfugiés de Corée du Nord », *Relations internationales*, n° 42 (juin 1997), p. 133 à 143 (en coréen)

« Questions juridiques concernant les "Chosunjok" (Sino-Coréens) en Corée », *Revue de droit de Kangwon*, vol. 14 (décembre 2001), p. 301 à 323 (en coréen)

« Droits de l'homme et terrorisme mondial », *in* Les Nations Unies et la Corée au XXI<sup>e</sup> siècle (Séoul, Oreom, 2002), p. 451 à 471 (en coréen)

« Possibilités de protection des transfuges de Corée du Nord du point de vue du droit international des droits de l'homme », *in* Immigrants en Corée possédant la nationalité chinoise et réfugiés nord-coréens (Séoul, Fondation Baeksang, 2003), p. 167 à 190 (en coréen)

« Étude en vue de rendre opérationnels le Sous-Comité de la prévention et le Mécanisme national de prévention prévus par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adopté en 2002 », *Revue de droit de Corée*, n° 45 (novembre 2005), p. 75 à 103 (en coréen)

« La Convention des Nations Unies contre la torture », *in* Droit humanitaire international (Séoul, Sechang, 2005), p. 129 à 147 (en coréen)

« L'application à l'armée coréenne de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », *Revue de droit de Corée*, n° 49 (octobre 2007), p. 207 à 237 (en coréen)

« Multiculturalism in Korean and International Law », *Revue de droit de l'Université de Corée*, vol. 5 (2009), p. 3 à 20 (en anglais)

*Droit international environnemental et droit nucléaire*

« Responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire », *Forum de droit de l'Université Hallym*, vol. 3 (1993), p. 49 à 68 (en coréen)

« Prévention de la pollution atmosphérique transfrontière dans le droit international », *Revue de droit international de Corée*, n° 1 (1993), p. 40 à 80 (en coréen)

« La Convention sur la sûreté nucléaire », *Revue coréenne de droit international*, vol. 40, n° 1 (juin 1995), p. 111 à 124 (en coréen)

« Révision du droit international en matière de réparation des dommages nucléaires : historique et teneur », *L'industrie nucléaire*, n° 171 (mai 1997), p. 21 à 25 (en coréen)

« Les régimes internationaux de réparation en cas d'accident nucléaire transfrontalier », *Revue coréenne de droit international*, vol. 42, n° 1 (1997), p. 115 à 141 (en coréen)

« Analyse juridique de l'accord de fourniture d'un projet de réacteur à eau légère à la République populaire démocratique de Corée », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 6 (1997), p. 21 à 57 (en coréen)

« Révision de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire » (1960), *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 7 (1998), p. 285 à 310 (en coréen)

« Usages pacifiques de l'énergie nucléaire et questions connexes », *in* *Dénucléarisation en Corée et droit international* (Sohwa, 1998), p. 249 à 306 (en coréen)

« Recours judiciaires internationaux en cas de dégâts environnementaux », *Revue de droit environnemental*, vol. 23, n° 1 (septembre 2001), p. 33 à 61 (en coréen)

« Le Protocole au Traité sur l'Antarctique et son annexe sur la responsabilité », *Revue de droit de Corée*, n° 37 (octobre 2001), p. 143 à 193 (en coréen)

#### *Divers*

« Problèmes juridiques liés à la notion de marché intérieur de l'Union européenne », *Études juridiques et commerciales transnationales*, n° 4 (juin 1990), p. 70 à 85 (en coréen)

« La souveraineté des États membres et les compétences des communautés dans l'Acte unique européen de 1986 », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 1 (1991), p. 47 à 61 (en coréen)

« La coopération politique européenne entre États membres de la communauté européenne : l'article 30 de l'Acte unique européen (1986) », *Revue coréenne de droit international*, vol. 37, n° (décembre 1992), p. 145 à 162 (en coréen)

« Différends territoriaux entre le Japon et les pays voisins », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 2 (1992), p. 159 à 171 (en coréen)

« Questions liées à l'indemnisation par le Gouvernement japonais des femmes réduites à l'esclavage sexuel », *Revue de droit du Japon*, vol. 6 (septembre 1992), p. 398 à 416 (en coréen)

« Critique de l'ouvrage de Kim Myung-ki, "La Conclusion d'un traité de paix coréen" », *Revue de droit international de Séoul*, vol. 1, n° 1 (1994), p. 255 à 258 (en coréen)

« Succès, problèmes et perspectives du mouvement d'intégration économique régionale en Afrique », *Études régionales*, vol. 4, n° 2 (1995), p. 79 à 116 (en coréen)

---

**Extrait d'une note verbale datée du 21 octobre 2010, reçue de la Mission permanente de la République de Corée**

M. Park est actuellement professeur de droit international à l'Université de Corée; il a fait ses études et obtenu son doctorat de droit international à l'Université Panthéon-Assas – Paris II et a publié de nombreux ouvrages et articles sur différentes questions de droit international qui ont trait aux travaux de la Commission du droit international comme l'atteste le curriculum vitae ci-joint.

Il a également été conseiller auprès des délégations coréennes à de nombreuses conférences multilatérales organisées notamment par l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Grâce à sa connaissance exhaustive du droit international et ses talents d'orateur, il a pu apporter une contribution précieuse aux débats tenus lors de ses manifestations. Qui plus est, il a une bonne connaissance de l'anglais et du français, ce qui est indispensable pour participer pleinement aux débats de la Commission.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement de la République de Corée est convaincu que M. Park a à la fois les qualités et la passion nécessaires pour participer activement au développement progressif et à la codification du droit international, qui sont au cœur de la mission de la Commission du droit international.

## A. Rohan Perera (Sri Lanka)

[Original : anglais]

### Principales étapes du parcours professionnel

Amrith Rohan Perera a obtenu son diplôme en droit de l'Université de Ceylan en 1971. Admis comme avocat à la Cour suprême en 1973, il a pratiqué le droit civil sous l'autorité de Nimal Senanayake, Conseiller du Président.

Il a ensuite exercé les fonctions de Conseiller juridique adjoint au Ministère des affaires étrangères (1976), avant d'être promu Conseiller juridique suppléant, et enfin Conseiller juridique de plein droit. En 2007, ayant atteint l'âge de la retraite prescrit pour les fonctionnaires, M. Perera a démissionné de ses fonctions au Ministère. Tout au long de sa carrière au Ministère des affaires étrangères, pendant plus de 30 ans, M. Perera s'est intéressé de près aux questions bilatérales, régionales et multilatérales, notamment dans le domaine de la négociation de traités. Une fois à la retraite, M. Perera a continué de servir au Ministère des affaires étrangères en qualité de consultant pour les questions juridiques internationales.

M. Perera est actuellement membre de la Commission du droit international (CDI), à laquelle il a été élu par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007. Il préside en outre le Comité spécial sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale.

Depuis 2009, il est également consultant auprès du Secrétariat du Commonwealth et, en cette qualité, il a examiné, entre autres, les corrélations entre le Mécanisme du Commonwealth pour l'assistance mutuelle en matière juridique et les mesures de lutte contre le terrorisme et le blanchiment de capitaux.

En mai 2010, le docteur Perera a été nommé par le Président Mahinda Rajapakse Président de la Commission des enseignements tirés de l'expérience et de la réconciliation. Cette Commission est habilitée à faire des recommandations, entre autres, sur la promotion de l'unité nationale et de la réconciliation à Sri Lanka, dans la phase d'après conflit.

### Renseignements personnels

|                            |                                                |
|----------------------------|------------------------------------------------|
| <b>Nom</b>                 | Amrith Rohan Perera                            |
| <b>Date de naissance</b>   | 16 mai 1947                                    |
| <b>Diplômé de</b>          | St. Thomas' College, Mount Lavinia (Sri Lanka) |
| <b>Situation familiale</b> | Marié, deux enfants                            |

### Qualifications professionnelles

|            |                                                                                                                                |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Avril 2001 | Nommé <i>Counsel</i> (Conseiller juridique) auprès de la Présidente par S. E. la Présidente Chandrika Bandaranaike Kumaratunga |
| Juin 1973  | Admis comme avocat à la Cour suprême de Sri Lanka le 22 juin 1973                                                              |

### Titres universitaires

|      |                                                                                                                             |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1995 | Doctorat en philosophie du droit de l'Université de Colombo                                                                 |
| 1983 | Diplôme de troisième cycle en droit international et développement<br>de l'Institut d'études sociales de La Haye (Pays-Bas) |
| 1971 | Licence de droit de l'Université de Ceylan (aujourd'hui<br>l'Université de Colombo)                                         |

### Expérience professionnelle

#### *Contribution aux travaux de la Commission du droit international*

Depuis qu'il est devenu membre de la Commission du droit international (CDI), en 2007, M. Perera participe activement à l'ensemble des travaux de la Commission sur tous les thèmes inscrits à son ordre du jour. Il est Coprésident du Groupe d'études sur la clause de la nation la plus favorisée, instauré par la Commission. Il est également responsable de la préparation de documents de travail à l'intention du Groupe d'études et a notamment établi un document sur l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée dans l'arbitrage *Maffezini c. Royaume d'Espagne* et dans des arbitrages ultérieurs, qui met en relief les préoccupations actuelles des États en matière de droit des investissements étrangers et les enjeux qui méritent l'attention de la Commission.

Les comptes rendus analytiques des délibérations de la Commission témoignent de l'engagement de M. Perera et de la finesse de son analyse des problèmes juridiques posés par des questions telles que la responsabilité des organisations internationales, l'expulsion des étrangers, la protection des personnes en cas de catastrophe, l'immunité des agents de l'État devant les juridictions pénales étrangères ou encore l'obligation d'extrader ou de poursuivre. M. Perera a également fait partie des groupes de rédaction chargés de ces questions, ainsi que du Groupe de planification et du Groupe de travail sur le programme de travail à long terme de la Commission. Dans le cadre de la Semaine du droit international, durant laquelle le rapport de la CDI est examiné par la Sixième Commission, il participe aussi de près aux sessions interactives entre les membres de la CDI et ceux de la Sixième Commission. Il a fait partie des personnalités invitées au colloque organisé par l'Institut Max Planck, à Munich, à l'occasion du sixième anniversaire de la CDI (2009), sur le thème « La paix grâce au droit international : le rôle de la Commission du droit international ».

Le docteur Perera a représenté la CDI à la quarante-septième session de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO), tenue à New Delhi en 2008.

#### *Contribution aux initiatives antiterroristes*

En février 2000, le docteur Perera a été élu à l'unanimité Président du Comité spécial sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Après avoir élaboré avec succès la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire (2005), le Comité négocie actuellement le projet de convention générale sur le terrorisme. Depuis la création du Comité en 1997, M. Perera en est Vice-

Président, représentant la région de l'Asie. Au cours de cette période, le Comité a adopté deux conventions sur la répression du terrorisme qui ont fait date, à savoir la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

Dans le domaine de la lutte antiterroriste, M. Perera a été invité à participer aux instances suivantes :

- Groupe de travail sur le terrorisme international de la conférence d'Oxford intitulée « Changing Phase of International Co-operation in Criminal Matters in the 21<sup>st</sup> Century » (Une nouvelle phase de la coopération internationale dans le domaine pénal au XXI<sup>e</sup> siècle), organisée par le Secrétariat du Commonwealth (2002);
- Conférence sur le dialogue transatlantique dans la lutte contre le terrorisme international, organisée par le Parlement européen et l'Université catholique de Louvain (Belgique) (2002);
- Table ronde de l'ONU consacrée aux traités multilatéraux relatifs au crime transnational organisé et au terrorisme, organisée par le Bureau des affaires juridiques à New York.

M. Perera a été invité par le Président du Club de Madrid à être membre du groupe de travail sur les réponses juridiques au terrorisme, qui a élaboré le projet de Déclaration de Madrid soumis à l'examen du Sommet international sur la démocratie, le terrorisme et la sécurité; tenu à Madrid en mars 2005, il marquait le premier anniversaire des attentats terroristes commis dans la capitale espagnole.

Il a également exercé les fonctions de conseiller technique lors d'ateliers régionaux organisés en Asie du Sud par le Secrétariat du Commonwealth et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, au Bangladesh (novembre 2009) et à Sri Lanka (juin 2010).

#### *Expérience multilatérale*

M. Perera a joué un rôle déterminant dans le cadre de nombreuses activités multilatérales liées à ses fonctions professionnelles :

- Il a représenté Sri Lanka à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour la première fois en 1980, puis sans interruption de 1993 à 2007;
- Il a été membre de la délégation sri-lankaise aux réunions des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth et à celles des ministres de la justice et des hauts responsables du Commonwealth, parmi lesquelles les réunions de hauts responsables de 1982 et 1986, consacrées aux dispositifs d'extradition, d'entraide juridique et de transfèrement des condamnés appliqués au Commonwealth;
- Il a été conseiller juridique de la délégation sri-lankaise à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation (1995);
- Il a été membre de la délégation sri-lankaise aux sessions annuelles de l'AALCO.



### *Expérience régionale*

Au plan régional, M. Perera a participé activement à l'élaboration de projets de texte et à la négociation de plusieurs instruments juridiques dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR).

- Il a été chargé Sri au sommet de l'ASACR, tenue à Bangalore (Inde) en 1986, il a été conseiller juridique auprès des délégations sri-lankaises qui ont participé aux réunions au sommet des chefs d'État ou de gouvernement de l'ASACR, dont celles de Katmandou (1987) et d'Islamabad (2004), pendant lesquelles ont été adoptés les instruments antiterroristes de l'ASACR, ainsi qu'aux réunions du Conseil des ministres de l'ASACR et du Comité permanent des Ministres des affaires étrangères de l'ASACR;
- Il a présidé le groupe 'experts juridiques de l'ASACR qui a négocié le Traité d'entraide en matière pénale de l'Association (2007);
- Il a été membre de la délégation sri-lankaise lors des négociations concernant l'Arrangement commercial préférentiel sud-asiatique, tenues à Katmandou en 1992;
- Il a présidé le Groupe de travail sur le chapitre consacré au règlement des différends de l'Accord de libre-échange adopté dans le cadre de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle.

### *Expérience bilatérale*

En sa qualité de Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, M. Perera :

- A participé activement à la négociation de nombreux traités bilatéraux, parmi lesquels des traités relatifs aux échanges commerciaux, aux investissements et aux services aériens. Depuis la libéralisation de l'économie sri-lankaise dans les années 80, il a été étroitement associé à la négociation de plus de 25 accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements. Dans le domaine du droit pénal international, il a négocié plusieurs accords bilatéraux d'extradition, d'entraide juridique et de transfèrement de prisonniers;
- A été membre de la délégation sri-lankaise qui a négocié le premier Accord de libre-échange avec l'Inde, puis un autre avec le Pakistan. En outre, il est membre de la délégation qui participe aux négociations sur les accords globaux de partenariat économique avec l'Inde et le Pakistan, qui portent sur les biens, les services et les investissements;
- A présidé le Sous-Groupe du secteur des services lors les pourparlers en vue d'un accord global de partenariat économique avec Singapour;
- A été membre de la délégation sri-lankaise qui a négocié le premier Accord sur les services aériens de type « ciel ouvert » avec les États-Unis, puis avec Singapour;
- A présidé le Sous-Comité national sur les questions juridiques et institutionnelles ayant trait à l'application des accords conclus sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce;

- A été membre de la délégation sri-lankaise qui a négocié l'Accord de réadmission avec l'Union européenne.

#### *Actions en justice de portée internationale*

M. Perera a été membre de l'équipe juridique qui a représenté le Gouvernement sri-lankais dans le cadre de deux arbitrages internationaux majeurs concernant des différends relatifs à des investissements rendus par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, à Washington, à savoir *Asian Agricultural Products Ltd. (AAPL) c. Democratic Socialist Republic of Sri Lanka* et *Mihaly International Corporation c. Democratic Socialist Republic of Sri Lanka*. Ces arbitrages concernaient des questions juridiques importantes dans le domaine des investissements, comme le traitement de la nation la plus favorisée, la compensation des pertes et les dépenses préalables aux investissements.

#### *Droits de l'homme et droit international humanitaire*

S'agissant des droits de l'homme, M. Perera a été membre de la délégation sri-lankaise aux réunions du Comité des droits de l'homme où ont été examinés les rapports nationaux présentés par Sri Lanka en sa qualité d'État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1993, 1995 et 2003), ainsi qu'à des réunions de la Commission des droits de l'homme (1989 et 1994) et du Conseil des droits de l'homme (2009). Il a également apporté une assistance technique au Ministère des droits de l'homme lors de l'élaboration du projet de plan d'action national pour les droits de l'homme.

Il a présidé le Comité interdépartemental sur le droit international humanitaire, qui examine les mesures requises au plan national pour l'application du droit international humanitaire et collabore étroitement avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à cet égard. Il a également été conseiller technique pour le CICR lors de conférences régionales sur le droit international humanitaire (à Nairobi et Katmandou) et à l'occasion de la publication au niveau régional de l'étude du CICR sur le droit international humanitaire coutumier (New Delhi).

Il a participé de près à l'élaboration d'instruments essentiels de la législation nationale dans le domaine des droits fondamentaux et du droit humanitaire, comme la loi sur la Commission nationale des droits de l'homme, la loi sur la Convention contre la torture et la loi sur les Conventions de Genève.

#### *Droit de la mer et affaires maritimes*

M. Perera a dirigé la délégation sri-lankaise lors de pourparlers bilatéraux avec les pays voisins en ce qui concerne le litige relatif au plateau continental qui doit être soumis aux Nations Unies et a participé régulièrement aux discussions concernant les pêches bilatérales et d'autres questions liées aux affaires maritimes.

Le Gouvernement sri-lankais l'a nommé membre du groupe d'arbitres qui travaille sous l'autorité du Secrétaire général de l'ONU, en application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

### **Autres activités professionnelles**

En 1980, M. Perera a reçu une bourse d'études de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) qui lui a permis de suivre un cours de droit international public à l'Académie de droit international de La Haye (1980) puis une formation pratique dans les services juridiques de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Le docteur Perera exerce des activités professionnelles complémentaires :

- Il est chargé de cours invité en droit international à la faculté de droit de l'Université de Colombo, au Centre d'études internationales Bandaranaike, à l'Institut international de formation diplomatique Bandaranaike, à l'Académie de défense de Kotalawela et à l'École d'état-major de l'armée sri-lankaise;
- Il a donné des cours aux participants au séminaire sur le droit international qui se tient chaque année en même temps que la session de la Commission du droit international;
- Il a été invité à faire une conférence à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University (Washington) sur le thème « A Comprehensive Convention on Terrorism – Current Negotiating Issues » (Une convention générale sur le terrorisme : les points qui font actuellement l'objet de négociations) (2009);
- Il a prononcé le discours de la troisième cérémonie organisée en hommage à K. C. Kamalasabayson, sur le thème de l'extradition et de la politique de la violence (août 2010).

### **Participation à des séminaires et conférences**

M. Perera a participé :

- En tant qu'expert, à plusieurs ateliers et réunions organisés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et consacrés aux accords de promotion et de protection des investissements bilatéraux, et à des réunions organisées conjointement par la CNUCED et l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE);
- À la réunion du groupe spécial d'experts sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans le cadre des accords internationaux relatifs aux investissements, organisée par la CNUCED à Genève (novembre 2004);
- En tant qu'expert, à la conférence consacrée à la législation et à l'arbitrage en matière d'investissements internationaux, organisée par la Sydney Law School (février 2010);
- En tant qu'expert, à la conférence sur l'accès à l'information organisée par l'Université de Hong Kong (2009);
- En tant qu'expert, à la conférence sur le thème « Faire face à la violence politique au Moyen-Orient et en Asie du sud », organisée en juillet 2009 par la National Defence University du Near East-South Asia Centre for Strategic Studies (Washington).

## Publications

La thèse de doctorat de M. Rohan Perera sur le thème « Initiatives internationales en vue de prévenir et de combattre le terrorisme et développement progressif du droit international » a été publiée sous le titre *International Terrorism* aux éditions Vikas (New Delhi) en 1997.

M. Perera a également publié une série d'essais sur le droit international qui s'intéressent à l'évolution de la situation actuelle, sous le titre *International Law – Changing Horizons* (1997).

Lorsqu'il était étudiant de premier cycle, M. Perera était rédacteur en chef de la revue de droit de l'Université.

Ces dernières années, il a régulièrement écrit des articles sur le droit international pour des revues de droit comme le *Commonwealth Law Bulletin*, l'*American Review of International Arbitration* (Columbia University), le *Sri Lanka Law College Law Review* et le *Sri Lanka Journal of International Law*, publiés par l'Université de Colombo.

Il est membre du groupe de consultants éditoriaux du *Manchester Journal of International Economic Law*, du *Sri Lanka Journal of International Law* et du *Sri Lanka Law College Law Review*.

## Liste d'écrits publiés

### Livres

*International Terrorism* (1997) (Vikas Publishing House, New Delhi)

*International Law – Changing Horizons* (1997) (Sarvodaya, Colombo)

### Chapitres d'ouvrages

« Comment: The Contribution of the Law of Treaties to Peace », Nolte G. (sous la direction de), *Peace through International Law*, (2009) (Springer, London), p. 119 à 121

« The United Nations draft Comprehensive Anti-Terrorism Convention: Innovative Features and the Definitional Issue », Genugten, W.J.M., Schraf, M. & Radin, S. E. (sous la direction de), *Criminal Jurisdiction 100 Years After The 1907 Hague Peace Conference (Proceedings of the Eighth Hague Joint Conference, 28-30 June 2007, The Hague)* (2009) (T.M.C. Asser Press, La Haye), p. 83 à 89

« Current Trends in International Investment Agreements – New Legal Challenges for Developing Countries », Fifty years of AALCO – *Commemorative Essays in International Law* (2007) (Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, New Delhi), p. 122 à 132

« Reviewing the UN Conventions on Terrorism: Towards A Comprehensive Terrorism Convention », Fijnaut C., Wouters, J. et Naert F. (sous la direction de), *Legal Instruments in the Fight Against International Terrorism: A Transatlantic Dialogue* (2004) (Nijhoff, Leiden), p. 567 à 587

« Emerging Trends in the World Trade Organisation », *Multilateral Framework on Trade and Competition: Sri Lanka's Position at the Cancun Ministerial Meeting*

(*Proceedings of the Annual National Law and Economy Conference, 2-3 September, 2003, Colombo*) (2003) (Law & Society Trust, Colombo), p. 56 à 67

« International Legal Framework for Cooperation in Combating Terrorism – the Role of the UN Ad-Hoc Committee on Measures to Eliminate Terrorism », *Countering Terrorism Through International Cooperation (Actes de la Conférence sur l'amélioration de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, 22-24 septembre 2000, Italie)* (2001) (Conseil consultatif scientifique et professionnel international des Nations Unies, Milan), p. 277 à 289

« International Legal Framework for the Suppression of Terrorism », *Essays on International Law* (2001) (Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, New Delhi), p. 122 à 132

« Treaty Negotiation And The National Implementation of International Treaty Obligations: Role of the Legal Adviser in a Changing Political and economic Environment », *Collection of Essays by Legal Advisers of States, Legal Advisers of International Organisations and Practitioners in the field of International Law* (1999) (Organisation des Nations Unies, New York), p. 203 à 219

#### Articles

« Suppression of Terrorism – Regional Approach to Meet the Challenges », *Sri Lanka Journal of International Law*, vol. 16 (2004), p. 19 à 26

« Statute of the International Criminal Court – Its Impact for International Criminal Law », *Law College Law Review* (2003), p. 91 à 102

« The Role and Implications of Bi-lateral Investment Treaties », *Commonwealth Law Bulletin*, vol. 26, n° 1 (2000), p. 607 à 614

« The Role of the UN Ad-Hoc Committee On Measures to Eliminate International Terrorism », *Sri Lanka Journal of International Law*, vol. 12 (2000)

« *Ex parte* Pinochet and the Concept of State Immunity: Some Reflections » *Commonwealth Law Bulletin*, vol. 25, n° 2 (1999), p. 647 à 657

« Nuclear Weapons and Scientific Responsibility: An Assessment of Dr. C. G. Weeramantry's Contribution », *Sri Lanka Journal of International Law*, vol. 11 (1999), p. 297 à 308

« United Nations Diplomatic Conference to Adopt the Statute Establishing the International Criminal Court », *Commonwealth Law Bulletin*, vol. 24, n° 3 (1998), p. 1221 à 1247

« French Nuclear Tests in the Pacific – New Zealand Request for an Examination of the Situation – A Retreat into Judicial Formalism by the International Court of Justice », *Sri Lanka Journal of International Law*, vol. 7 (1995)

« Towards the Establishment of an International Criminal Court » *Commonwealth Law Bulletin*, vol. 20, n° 1 (1994), p. 298 à 309

« Dawn of a New Era of the Oceans or a Return to the Grotian Ocean – Some Reflections as the Law of the Sea Convention Enters into Force », *Sri Lanka Journal of International Law*, vol. 6 (1994)

« Legal Implications of the Maastricht Treaty on European Union », *Sri Lanka Journal of International Law*, vol. 5 (1993)

« Order of the International Court of Justice in the Lockerbie Dispute between Libya and the USA », *Sri Lanka Journal of International Law*, vol. 4 (1992)

#### **Publications sous forme électronique**

« Declaration on Measures to Eliminate International Terrorism 1994, And The 1996 Supplement Declaration Thereto », consultable à l'adresse suivante : [http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/dot/dot\\_e.pdf](http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/dot/dot_e.pdf)

« International Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism », consultable à l'adresse suivante : [http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/icsant/icsant\\_e.pdf](http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/icsant/icsant_e.pdf)

#### **Extrait d'une note verbale datée du 28 octobre 2010, reçue de la Mission permanente de Sri Lanka**

Le docteur Perera a été Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères de Sri Lanka pendant plus de 30 ans. Il a été longuement associé à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et, depuis 2000, il préside le Comité spécial sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international. Il est également Coprésident du Groupe d'étude de la Commission du droit international (CDI) sur la clause de la nation la plus favorisée (NPF) dans les accords d'investissement. Les qualifications du docteur Perera sont décrites dans le document ci-joint.

Compte tenu de ses antécédents universitaires et professionnels exceptionnels, le docteur Perera satisfait aux critères énoncés à l'article 2 du Statut de la Commission du droit international et le Gouvernement de Sri Lanka est convaincu qu'il pourrait continuer à contribuer de manière effective, dans le cadre des travaux de la Commission, au développement progressif du droit international.

## Chris M. Peter (Tanzanie)

[Original : anglais]

### I. Renseignements personnels

Date de naissance : 14 avril 1954

### II. Domaines de recherche actuels

Droit international public; droit international humanitaire; droits de l'homme, droit des réfugiés; bonne gouvernance et primauté du droit; constitutionnalisme; groupes autochtones et minoritaires; droit de la mer; droit relatif aux investissements.

### III. Formation

- Doctorat en droit, Université de Constance (Allemagne), 1989
- Maîtrise en droit, Université de Dar es-Salaam (Tanzanie), 1984
- License en droit, Université de Dar es-Salaam (Tanzanie), 1980
- Diplôme d'enseignement supérieur, Université de Kassel (Allemagne), 1990

### IV. Postes de chercheur invité et chargé de cours

- Institut supérieur de pratique et de développement du droit, Nyanza (Rwanda), chargé de cours invité, octobre 2010
- Université de droit et de sciences politiques de Chine, Institut des droits de l'homme et du droit humanitaire, professeur invité, juillet 2010
- Université d'Europe centrale, faculté de droit, Budapest (Hongrie), professeur invité, mai 2010
- Université de Bayreuth (Allemagne), professeur-chercheur invité, Institut d'études africaines, octobre-décembre 2007
- Institut Raul Wallenberg, Lund (Suède), professeur invité, droit international et droits de l'homme, septembre 2006-février 2007
- Université de Hambourg, professeur-chercheur invité, programme spécial de recherche (*Sonderforschungsbereich*), Hambourg (Allemagne), mars-juin 2003

### V. Affiliations professionnelles

- Avocat à la Haute Cour de Tanzanie, certificateur assermenté et commissaire aux serments
- Membre de la Tanganyika Law Society, Dar es-Salaam (Tanzanie)
- Membre de l'East African Law Society, Arusha (Tanzanie)
- Membre de l'Association du droit africain, Heidelberg (République fédérale d'Allemagne)

### VI. Emploi permanent

- Professeur de droit à l'Université de Dar es-Salaam (Tanzanie)

**VII. Fonctions à l'Université de Dar es-Salaam**

- Enseignement : droit international public; droits de l'homme; droit des réfugiés; droit international humanitaire; droit de la mer; droit relatif aux investissements

**VIII. Autres fonctions**

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève (Suisse), janvier 2008 à ce jour
- Président du Forum des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Est, Arusha (Tanzanie), juillet 2009 à ce jour
- Président et administrateur du Centre de services juridiques de Zanzibar, Zanzibar, juillet 2009 à ce jour
- Rédacteur en chef du *Journal of African and International Law*, Songea (Tanzanie), 2008 à ce jour
- Membre du Conseil consultatif international du *Malawi Law Journal*, Blantyre (Malawi), 2007 à ce jour
- Membre du Comité de rédaction du *International Journal on Minority and Group Rights*, 2007 à ce jour
- Membre du Comité consultatif de rédaction du *African Yearbook of International Law*, Paris, 2002 à ce jour
- Membre du Comité de rédaction du *Yearbook on International Humanitarian Law*, La Haye (Pays-Bas), 1996 à ce jour
- Membre du Conseil consultatif international du *East African Journal of Peace and Human Rights*, Kampala (Ouganda), 1994 à ce jour

**IX. Activités de conseil**

- Union africaine : consultant pour l'interprétation du principe de compétence universelle et son application par certains États membres de l'Union européenne à l'Afrique et aux peuples africains
- Union africaine : observateur au procès de Lockerbie à Édimbourg, Écosse (Royaume-Uni)
- Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles : consultant pour l'examen du programme de réforme du secteur judiciaire
- Mécanisme d'évaluation intra-africaine : consultant pour l'évaluation de la direction des entreprises en Tanzanie
- Programme des Nations Unies pour le développement : consultant pour le VIH/sida et les droits de l'homme et pour la bonne gouvernance et les droits de l'homme
- Ministère du développement international : consultant pour le Programme pour la société civile



- Union européenne et Cabinet du Premier Ministre : consultant pour les questions liées aux réfugiés et aux autorités locales
- Agence danoise de développement international : consultant pour la réforme électorale en Tanzanie et la Commission des droits de l'homme et de la bonne gouvernance
- Agence suédoise de développement international : consultant pour la démocratie

## **X. Publications et autres écrits**

### **a) Ouvrages et monographies**

- 1) *Haroub Othman : Farewell to the Chairman* (compilé et publié avec Saida Yahya-Othman), Zanzibar, Centre des services juridiques de Zanzibar, 2009
- 2) *The Protectors: Human Rights Commissions and Accountability in East Africa*, Kampala, Kituo Cha Katiba et Fountain Publishers, 2008
- 3) *Miles Apart But Walking the Same Path: Control of Wealth and Natural Resources – Lessons from Nigeria and Tanzania*, Lagos, Nigerian Institute of Advanced Legal Studies, 2007
- 4) *The Law and Justice in Tanzania: Quarter a Century of the Court of Appeal* (en collaboration avec Helen Kijo-Bisimba), Dar es-Salaam, Mkuki na Nyota Publishers, 2007
- 5) *Political Succession in East Africa: In Search for a Limited Leadership* (avec Fritz Kopsieker), Nairobi et Kampala, Friedrich Ebert Stiftung et Kituo Cha Katiba, 2006
- 6) *Searching for Sense and Humanity: Civil Society and the Struggle for a Better Rwanda* (en collaboration avec Edith Kibalama), Kampala, Fountain Publishers Ltd, 2006
- 7) *Zanzibar and the Union Question* (en collaboration avec Haroub Othman), Zanzibar, Centre des services juridiques de Zanzibar, 2006
- 8) *The Goldenberg Affair in Kenya: A Peoples' Opinion* (avec Samuel Wako Wambuzi et Joseph Oloka-Onyango), Kampala, Kituo Cha Katiba, 2005
- 9) *Justice and Rule of Law in Tanzania: Selected Judgments and Writings of Justice James L. Mwalusanya and Commentaries* (avec Helen Kijo-Bisimba), Dar es-Salaam, Centre des droits juridiques et des droits de l'homme, 2005
- 10) *Constitutionalism & Transition : African and Eastern European Perspectives* (en collaboration avec J. Oloka-Onyango), Kampala et Nairobi, Kituo Cha Katiba et Claripress Limited, 2004
- 11) *Constitutional Review Process in Kenya : A Report of a Fact-Finding Mission* (en collaboration avec Edward F. Ssempebwa), Kampala et Dar es-Salaam, Kituo Cha Katiba et E & D Limited, 2003
- 12) *Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerances in Tanzania*, Association africaine de sciences politiques, vol. 6, n° 2, série d'études thématiques, 2002

- 13) *Constitutionalism in East Africa: Progress, Challenges and Prospects* (avec Kivutha Kibwana et Nyangabyaki Bazaara), Kampala, Fountain Publishers, 2001 (ISBN 9970 02 286 5)
- 14) *Fundamental Rights and Freedoms in Tanzania* (en collaboration avec Ibrahim H. Juma), Dar es-Salaam, Mkuki na Nyota Publishers, 1998 (ISBN 9976 973 42 X, ouvrage broché)
- 15) *Human Rights in Tanzania: Selected Cases and Materials*, Cologne (Allemagne), Rüdiger Köppe Verlag, 1997 (ISBN 3-89645-320-3, ouvrage relié)

**b) Contributions à des ouvrages**

- 1) « Mufti Act of Zanzibar and the Fundamental Rights and Freedoms of Muslims in the Isles », dans Elliesie, Hatem (sous la direction de), *Islam and Human Rights* (vol. 26-Leipziger Beitrage zur Orientforschung), Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2010, p. 173
- 2) « Justice and Dignity for All: The State of Human Rights in Tanzania », dans Gastorn, Kennedy, Harald Sippel et Ulrike Wanitzek (sous la direction de), *Justice and Dignity for All: Current Issues of Human Rights in Tanzania*, Dar es-Salaam : Centre germano-tanzanien d'études supérieures de droit et Dar es Salaam University Press, 2010, p. 7
- 3) « Mwalimu Nyerere and the Challenge of Human Rights » (en collaboration avec Helen Kijo-Bisimba), dans Chachage, Chambi et Annar Cassam (sous la direction de), *Africa's Liberation: The Legacy of Nyerere*, Oxford et Kampala, Pambazuka Press et Fountain Publishers, 2010, p. 149 à 159. [Voir aussi n° 452, *Pambazuka News*, 13 octobre 2009 (<http://pambazuka.org/en/category/features/59511>)]
- 4) « Promotion of the Standard of Living », dans *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Heidelberg et Oxford, Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international et Oxford University Press, 2009 ([www.mpepil.com](http://www.mpepil.com))
- 5) « Human Rights Commissions in Africa – Lessons and Challenges », dans Bosl, Anton et Joseph Diesho (sous la direction de), *Human Rights in Africa: Legal Perspectives on their Protection and Promotion*, Windhoek, Konrad Adenauer Stiftung et Macmillan Education Namibia, 2009, p. 351
- 6) « From Norway to Africa with Lessons on Development of a Land Tenure as a Means of Addressing the Millennium Development Goals », dans Onsrud, Helge et Elena Busch (sous la direction de), *Norwegian Land Tools Relevant to Africa*, Oslo, Bureau norvégien des cartes et du cadastre, 2007, p. 17 à 34

**c) Contributions à des revues internationales**

- 1) « Confronting Grand Corruption in the Public and Private Sector: Spirited New Initiative from Tanzania » (en collaboration avec Juliana Masabo), vol. 1, n° 2, *Namibia Law Journal*, 2009, p. 49

- 2) « Retired but not Tired: The Role of Retired Judges in the Promotion of Rule of Law, Law Reform and Administration of Justice in Tanzania », vol. 8, n° 1, *The Justice Review*, 2009, p. 1
- 3) « Access to Justice: Creating a Role for Paralegals in the Administration of Justice in Africa », vol. 11, n° 1, *Law in Africa (Recht in Afrika) – Zeitschrift der Gesellschaft für afrikanisches Recht*, Cologne (Allemagne), 2008, p. 101
- 4) « The International Criminal Court and International Criminal Tribunals – Their Role and Relevance in Africa », vol. 10, n° 2, *Law in Africa (Recht in Afrika) – Zeitschrift der Gesellschaft für afrikanisches Recht*, Cologne (Allemagne), 2007, p. 253 à 263
- 5) « The African Court on Human and Peoples' Rights – Ready to Take Off? », vol. 10, n° 2, *Law in Africa (Recht in Afrika) – Zeitschrift der Gesellschaft für afrikanisches Recht*, Cologne (Allemagne), 2007, p. 199 à 230
- 6) « Human Rights of Indigenous Minorities in Tanzania and the Courts of Law », vol. 14, n° 4, *International Journal of Group and Minority Rights*, 2007, p. 455 à 487
- 7) « The Magic Wand in Making Constitutions Endure in Africa: Lesson(s) to Learn from East Africa? », n° 6(4), *African and Asian Studies*, 2007, p. 511
- 8) « Protecting the Innocent: Civilians in the Middle of Armed Conflict », vol. 53, *Zeitschrift für öffentliches Recht (Austrian Journal of International Law)*, Vienne, 1998, p. 45 à 67
- 9) « The International Criminal Tribunal for Rwanda : Bringing the Killers to Book », vol. 37, n° 321, *Revue internationale de la Croix-Rouge*, Genève (Suisse), novembre-décembre 1997, p. 695 à 704 (version française : « Le Tribunal pénal international pour le Rwanda : obliger les tueurs à rendre compte de leurs actes », n° 828, p. 741)
- 10) « Incorporating International Conventions in the Municipal Law : The Case of Environmental Protection Conventions in Tanzania », vol. 75, n° 2, *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques (The International Law Review)*, Genève (Suisse)
- 11) « Rights and Duties of Refugees under Municipal Law in Tanzania: Examining a Proposed New Legislation », vol. 41, n° 1, *Journal of African Law*, Londres, 1997, p. 81 à 99

**d) Activités de conseil et autres publications**

- 1) Union africaine : observateur au procès de Lockerbie à Édimbourg, Écosse (Royaume-Uni), avril 2009
- 2) Union africaine : consultant pour l'interprétation du principe de compétence universelle et son application par certains États membres de l'Union européenne à l'Afrique et aux peuples africains, janvier-avril 2009
- 3) *Access to Protection in Mixed Immigration Flows : The Case of Kigoma Region of Tanzania* (en collaboration avec Cosmas Karnugisha et Juliana Masabo), Centre d'études sur les migrations forcées (Centre for Study of

Forced Migration) de l'Université de Dar es-Salaam et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Tanzanie, décembre 2008

- 4) *Unblocking the Road to Timely Justice for All: First Annual Review of the Legal Sector Reform Programme (LSRP) of the United Republic of Tanzania*, Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles, juin 2008
- 5) *Refugee Impact on Local Administration : The Police, Judiciary and Other Law Enforcement Agencies*, Dar es-Salaam, Cabinet du Premier Ministre, programme spécial pour les zones recevant des réfugiés, financé par le Fonds européen de développement de l'Union européenne et mis en œuvre par le Centre pour l'étude des migrations forcées de l'Université de Dar es-Salaam, décembre 2001

## **Ernest Petrič (Slovénie)**

[Original : anglais]

### **Formation**

- Doctorat en droit international, faculté de droit, Université de Ljubljana (1965)
- Études postuniversitaires, Université de Vienne (1963-1964)
- Maîtrise avec mention, faculté de droit, Université de Ljubljana (1960)

### **Formation complémentaire**

- Institut de droit international et public Max Planck, Heidelberg (1979)
- Académie de droit international, La Haye (1973)
- Wilton Park (1972)
- Institut de droit international, Université de Thessalonique (1972)
- Université de Lund (1958)

### **Expérience professionnelle**

- Juge à la Cour constitutionnelle de la République de Slovénie (depuis 2008)
- Professeur de droit international et de relations internationales, faculté des sciences sociales, Université de Ljubljana (depuis 2008)
- Professeur de droit international, faculté européenne de droit de Nova Gorica (depuis 2008)
- Ambassadeur de la République de Slovénie en République d'Autriche et Représentant permanent auprès des organisations internationales à Vienne (2002-2008) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (2002-2004)
- Représentant permanent de la République de Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et Ambassadeur (non résident) de la République de Slovénie en République fédérative du Brésil (2000-2002)
- Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères de la République de Slovénie (1997-2000)
- Ambassadeur de la République de Slovénie aux États-Unis d'Amérique et Ambassadeur (non résident) aux États-Unis du Mexique (1991-1997)
- Ambassadeur de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en République de l'Inde et Ambassadeur (non résident) au Royaume du Népal (1989-1991)
- Professeur de relations internationales et de droit international, faculté de sociologie, sciences politiques et journalisme, Université de Ljubljana (1986-1989)
- Professeur de relations internationales et de droit international, Université d'Addis-Abeba (1983-1986)

- Professeur de relations internationales et de droit international, Directeur du département de sciences politiques et de relations internationales, faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme, Université de Ljubljana (1972-1983)
- Titulaire de la chaire de relations internationales et de droit international, faculté des études politiques, Université de Ljubljana (1965-1967)

**Publications**

- Auteur de six ouvrages traitant du droit international et des relations internationales
- Auteur d'une centaine d'articles traitant du droit international, des relations internationales et de questions connexes

**Compétences en matière de direction et d'encadrement**

- Membre (depuis 2006) et Président (2009-2010) de la Conférence internationale du Travail de Genève
- Membre (2005-2007) et Président (2006-2007) du Conseil des gouverneurs de l'AIEA à Vienne
- Doyen de la faculté de sociologie, sciences politiques et journalisme, Université de Ljubljana (1987-1989)
- Directeur du centre de recherches de la faculté de sociologie, sciences politiques et journalisme, Université de Ljubljana (1987-1989)
- Membre (Ministre) du Conseil exécutif (Gouvernement) de la République socialiste de Slovénie, chargé des sciences et de la technologie (1967-1972)
- Membre de l'Assemblée nationale slovène (1967-1972)

**Autres expériences en politique étrangère et droit international**

- Membre-expert des délégations aux conférences générales de l'UNESCO et de l'OCDE
- Représentant de la République fédérative socialiste de Yougoslavie au Comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE
- Membre du Comité yougoslavo-italien pour la coopération scientifique et technique
- Membre du Comité yougoslavo-grec pour la coopération scientifique et technique

**Travaux de recherche (depuis 1962)**

- Bénéficiaire de subventions destinées à mener des projets de recherche scientifique indépendants dans les domaines du droit international, des relations internationales, des droits de l'homme, du règlement pacifique de différends entre États, de l'autodétermination, de la protection des minorités, des expulsions, etc.
- Titulaire de la plus haute distinction remise pour travaux scientifiques (1977)

**Connaissances linguistiques**

- Pratique orale de l'anglais, de l'allemand, du serbe, du croate, du russe et de l'italien
- Compréhension du français et de l'espagnol

**Informations personnelles**

- Marié et père de trois enfants
- Décoré par la République fédérative socialiste de Yougoslavie, par les États-Unis d'Amérique (État du Colorado) et la République d'Autriche. Titulaire de la plus haute décoration de la République de Slovénie remise au titre d'une action civile

**Extrait d'une note verbale datée du 18 octobre 2010, reçue de la Mission permanente de la Slovénie**

M. Ernest Petrič occupe actuellement un siège de juge à la Cour constitutionnelle de la République de Slovénie. Il est membre titulaire de la Commission du droit international et a été Président de cette même institution en 2009 et 2010, ainsi que Rapporteur en 2007. Il est professeur de droit international et de relations internationales et a écrit six ouvrages et une centaine d'articles sur ces deux sujets. Il a également mené une carrière prestigieuse de diplomate, occupant notamment les postes d'Ambassadeur de la République de Slovénie aux États-Unis d'Amérique, de Représentant permanent de la République de Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, d'Ambassadeur de la République de Slovénie en République d'Autriche et de Représentant permanent auprès des organisations internationales à Vienne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Le Gouvernement slovène est convaincu que sa longue pratique du droit international et son expérience universitaire en la matière apporteront une contribution notable et essentielle aux travaux de la Commission du droit international.

## Gilberto Vergne Saboia (Brésil)

[Original : anglais]

### Curriculum vitæ

Gilberto Vergne Saboia est né à Rio de Janeiro le 16 mai 1942. Diplômé de la faculté de droit de l'Université catholique de Rio de Janeiro, il rejoint en 1966 le Département des affaires étrangères brésilien en qualité de troisième secrétaire, après avoir terminé ses études à l'Instituto Rio Branco, l'académie diplomatique du Brésil. En 1982, candidat à un poste à responsabilité, il soutient un mémoire sur « La protection internationale des droits de l'homme » et est admis.

En tant que diplomate, Gilberto Saboia a été affecté à l'ambassade du Brésil à Washington et à Guatemala. Il a également travaillé à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des États américains à Washington, et occupé les postes d'Ambassadeur et de Vice-Représentant permanent du Brésil auprès des organisations internationales ayant leur siège à Genève (de 1993 à 1998) et d'Ambassadeur du Brésil en Suède et en Lettonie (de 1998 à 2000). D'octobre 2003 à avril 2008, il a été Ambassadeur du Brésil aux Pays-Bas et Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. De 2008 à 2010, il a été Ambassadeur du Brésil en Hongrie.

Gilberto Saboia bénéficie d'une solide expérience des instances multilatérales et de connaissances spécialisées dans les domaines juridiques, politiques et liés aux droits de l'homme. Délégué auprès du Sous-Comité juridique des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (en 1980 et 1981), il a également participé à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires qui a adopté la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

Membre de la délégation brésilienne à l'OEA, il a participé aux travaux de la Commission des questions juridiques et politiques du Conseil permanent et de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'OEA.

Dans la sphère des droits de l'homme, il a été élu expert à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités (1990-1993), Président du Comité de rédaction de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en 1993, et Président de la cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, en 1996. Il a été chargé de présenter le premier rapport du Brésil au Comité des droits de l'homme (en 1996) et le dixième rapport au CERD. Il a dirigé les délégations brésiennes aux réunions et conférences internationales sur les droits de l'homme et autres questions connexes, telles que la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ou le Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés. À la tête de la délégation brésilienne à la Conférence sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome, 1998), il a participé au Brésil à un séminaire de juges et de juristes chargé d'examiner les incidences de la ratification du Statut de Rome par le Brésil sur sa constitution et sa législation.

En tant que Secrétaire d'État aux droits de l'homme (en 2000-2001), poste du Ministère de la justice conférant le rang de membre du Cabinet, Gilberto Saboia a



préconisé la mise en œuvre du Programme national sur les droits de l'homme et coordonné, en qualité de Président de la Commission nationale, les travaux préparatoires menés au Brésil en vue de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue en 2001 à Durban. Il a également préparé le lancement de la Campagne nationale contre la torture et s'est attaché à renforcer le Programme national de protection des témoins et des victimes de délits. Il a dirigé l'Autorité nationale brésilienne chargée de mettre en œuvre à l'échelle nationale la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

En sa qualité de Sous-Secrétaire général aux affaires politiques du Ministère brésilien des affaires étrangères, l'Ambassadeur Saboia a pris part, entre janvier 2002 et septembre 2003, à des consultations politiques de haut niveau avec l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, la Chine, Cuba, la Fédération de Russie, l'Inde, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République islamique d'Iran et la Thaïlande. Il a coordonné, au niveau des vice-ministres, les travaux du Groupe des amis du Secrétaire général de l'OEA pour le Venezuela. Il a également fait office de Coordonnateur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'occasion du Sommet de l'Union européenne et au Groupe de Rio. Il a représenté le Gouvernement brésilien en qualité d'observateur à la deuxième Réunion de chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue en 2002 à Maputo.

Actuellement en poste à La Haye, assurant la liaison avec divers organismes juridiques ayant leur siège dans cette ville ou participant à leurs travaux, l'Ambassadeur Saboia s'est vu confier par le Bureau de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale la tâche de coordonner les travaux du Groupe de travail de La Haye instauré pour promouvoir des consultations sur les questions spécifiques figurant dans le programme de travail de l'Assemblée des États parties.

M. Saboia a écrit plusieurs articles sur l'application des normes relatives aux droits de l'homme au Brésil et en Amérique latine et sur les questions liées à la lutte contre le racisme et à d'autres formes de discrimination et d'intolérance. En 2006, il a été élu membre de la Commission du droit international par l'Assemblée générale et a pris ses fonctions à la cinquante-neuvième session de la Commission (2007).

### **Renseignements personnel et formation**

Né à Rio de Janeiro le 16 mai 1942

Diplômé de la faculté de droit de l'Université catholique de Rio de Janeiro en 1966

A fréquenté les cours de l'Académie diplomatique du Brésil (Institut Rio Branco), sanctionnés par un diplôme en 1965

Est entré au service diplomatique brésilien en 1966

Ministère des affaires étrangères : cours de hautes études – dans le cadre de la procédure de candidature aux postes de haut niveau – et soutenance d'un mémoire sur la protection internationale des droits de l'homme – en 1982

Connaissances linguistiques : portugais (langue maternelle); anglais, espagnol et français (excellentes connaissances)

### **Fonctions actuelles**

Membre de la Commission du droit international élu en 2006

Président de la Fondation Alexandre de Gusmão (FUNAG), rattachée au Ministère brésilien des affaires étrangères, qui a pour but de promouvoir la recherche sur des questions de politique extérieure, collabore avec les milieux universitaires et s'emploie à élargir l'accès de la société en général à l'information sur des questions de politique étrangère. La Fondation œuvre à la promotion de séminaires, de publications et de stages destinés aux Brésiliens et aux étrangers

### **Expérience professionnelle**

#### *1. Postes occupés à l'étranger*

Deuxième Secrétaire de l'ambassade du Brésil à Washington (1967-1971) et au Guatemala (1971-1975)

Conseiller à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1979-1984)

Ministre, chef de mission adjoint à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des États américains, à Washington (1986-1990)

Ambassadeur et Représentant permanent adjoint du Brésil auprès des organisations internationales ayant leur siège à Genève (1993-1998)

Ambassadeur du Brésil en Suède et en Lettonie (1998-2000)

Ambassadeur du Brésil aux Pays-Bas et Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2003-2008)

Ambassadeur du Brésil en Hongrie (2008-2010)

#### *2. Principaux postes occupés au Brésil*

Conseiller du Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères (1984-1985)

Chef de la Division des questions relatives aux Nations Unies du Ministère des affaires étrangères (1985-1986)

Chef de cabinet du Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères (1989-1993)

Secrétaire d'État aux droits de l'homme du Ministère brésilien de la justice (2000-2001)

Sous-Secrétaire général aux affaires politiques du Ministère brésilien des affaires étrangères (2001- 2003)

### 3. *Autres postes et qualifications*

Délégué au Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (1980-1981)

A participé à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires qui a adopté la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988)

A participé, en tant que membre de la délégation du Brésil à l'Organisation des États américains (OEA), aux travaux de la Commission des questions juridiques et politiques du Conseil permanent et à ceux de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) de l'OEA (1986-1990)

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1990-1993)

Président du Comité de rédaction de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne en 1993

Président de la cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme (1996)

A dirigé les délégations brésiliennes aux réunions et conférences internationales sur les droits de l'homme et autres questions connexes, notamment à la Commission des droits de l'homme et au Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

A dirigé la délégation brésilienne à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, tenue à Rome en 1998

A travaillé, en tant que Secrétaire d'État aux droits de l'homme, à l'application du Programme national en matière de droits de l'homme, adopté sur recommandation issue de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (2000-2001)

A dirigé l'Autorité nationale brésilienne chargée de la mise en œuvre au niveau national de la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

Chef adjoint de la délégation brésilienne à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban en 2001

A coordonné, aux niveaux des vice-ministres, les travaux du Groupe des amis du Secrétaire général de l'OEA pour le Venezuela

A assuré les fonctions de coordonnateur national au Sommet des pays de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Union européenne et au Sommet du Groupe de Rio

A représenté le Gouvernement brésilien en qualité d'observateur à la Deuxième Réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue à Maputo en 2002

A été chargé par l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de coordonner les travaux du Groupe de travail de La Haye et d'y faciliter les consultations au sujet des questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée.

A été élu membre de la Commission du droit international par l'Assemblée générale en 2006, pour un mandat de cinq ans. Participe activement aux activités de la Commission et prend part tant aux travaux de la plénière qu'à ceux du comité de rédaction et des groupes de travail.

### **Publications**

M. Saboia a publié plusieurs articles sur des questions relatives aux droits de l'homme dans des revues brésiliennes.

### **Extrait d'une note verbale datée du 6 avril 2010, reçue de la Mission permanente du Brésil**

En tant que membre de la Commission du droit international depuis 2006, travaille de manière constructive afin de promouvoir le droit international et sa codification progressive. De 2003 à 2008, il a été Ambassadeur du Brésil à La Haye. Il est actuellement Ambassadeur du Brésil à Budapest (Hongrie).

## Narinder Singh (Inde)

[Original : anglais]

Nom : Narinder Singh  
 Date de naissance : 15 novembre 1951  
 Nationalité : Indienne

### Titres universitaires

Maîtrise en droit de l'Université de Delhi (1976)  
 Licence en droit de l'Université de Delhi (1974)

### Fonction actuelle

Vice-Secrétaire et conseiller juridique par intérim au Ministère des affaires étrangères à New Delhi (depuis mai 2003)

### Fonctions antérieures

Depuis mai 2002 : Directeur et conseiller juridique par intérim au Ministère des affaires étrangères (New Delhi)

Septembre 1998-  
avril 2002 : Premier Secrétaire et conseiller (juridique) à la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)

1997-1998 : Directeur de la Division du droit et des traités au Ministère des affaires étrangères (New Delhi)

1990-1997 : Juriste (adjoint de première classe) à la Division du droit et des traités au Ministère des affaires étrangères (New Delhi)

1984-1990 : Juriste (adjoint de deuxième classe) à la Division du droit et des traités au Ministère des affaires étrangères (New Delhi)

1978-1984 : Maître de conférences à l'Indian Society of International Law (New Delhi)

1976-1977 : Chargé de recherches à l'Indian Institute of Public Administration (New Delhi)

### Autres fonctions exercées

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 2007

Vice-Président de la Conférence diplomatique pour l'adoption d'une Convention sur les règles matérielles relatives aux titres intermédiaires de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), tenue en septembre 2009 à Genève

Président de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (2006-2007 et 2008-2009)

Président du Groupe de travail mixte de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle sur la lutte contre le terrorisme, réuni en octobre 2008 à New Delhi

Membre du Conseil d'administration du Conseil d'arbitrage de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)

Membre du Conseil d'administration du Conseil d'arbitrage indien

Vice-Président de la Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue en 2001 à New York

Membre du Comité financier de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston) (1999-2003)

Vice-Président du Comité spécial sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (2002)

Membre du Groupe de coordonnateurs des réunions des conseillers juridiques des États Membres de l'Organisation des Nations Unies depuis 2002

Vice-Président du Comité de rédaction de la Conférence diplomatique de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (4-8 juillet 2005)

Inscrit sur la liste d'experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques chargés de fournir une aide juridique sur des questions relatives à la Convention sur les armes chimiques

Président de la Réunion sur la promotion et la protection des investissements et de l'arbitrage de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, tenue en mars 2004 à New Delhi

Vice-Président de l'Indian Society of International Law (New Delhi)

Membre du conseil de rédaction de l'*Indian Journal of International Law*

#### **Affiliation à des sociétés savantes**

Membre à vie de l'Indian Society of International Law (New Delhi)

Membre à vie de l'India International Law Foundation

#### **Associations, bourses et distinctions honorifiques**

Centre d'études et de recherches de droit international et de relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye (août-septembre 1983)

Boursier (droit international) en 1986 à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, dont un programme de six semaines à l'Académie de droit international de La Haye et un stage de 12 semaines à la Division juridique de l'Organisation maritime internationale (Londres)

Seizième séminaire sur le droit international à l'Organisation des Nations Unies, tenu en 1980 à Genève

### **Expérience dans le domaine de l'arbitrage international**

Procédures d'arbitrage entre l'Inde et le Bangladesh au terme de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour la délimitation de la frontière maritime (depuis 2009)

Procédures d'arbitrage entre l'Inde et le Pakistan au terme du Traité sur les eaux de l'Indus dans le cadre du projet hydroélectrique de Kishanganga sur un affluent du fleuve Jhelum (depuis 2010)

Procédures devant l'Expert neutre désigné en vertu du Traité sur les eaux de l'Indus (entre l'Inde et le Pakistan) dans le cadre du projet hydroélectrique de Baglihar sur le fleuve Chenab (2004-2007)

### **Expérience de conférences et de négociations internationales**

#### *À l'échelle multilatérale*

Membre depuis 1998 des délégations indiennes aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York)

Conférence donnée le 16 août 2010 à la Commission des limites du plateau continental sur la demande présentée par l'Inde en faveur d'un plateau continental élargi

Membre de la délégation indienne à la première session du Conseil des droits de l'homme, tenue en juin 2006 à Genève

Membre de la délégation indienne qui a présenté le rapport périodique de l'Inde en application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, du 23 au 27 février 2007 à Genève

Membre de la délégation indienne qui a présenté le rapport périodique de l'Inde en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (7-8 mai 2008)

Conférence diplomatique de l'AIEA sur l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (4-8 juillet 2005)

Chef de la délégation indienne aux sessions annuelles de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique depuis 2002

Négociations relatives à la Convention de l'ASACR sur l'entraide judiciaire en matière pénale (2007-2008)

Conférence de La Haye de droit international privé – Conférence diplomatique sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, tenue en novembre 2008 à La Haye

Vingt-huitième Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique, tenue en juin 2005 à Stockholm

Consultation régionale pour l'Asie relative à l'Équipe de travail internationale sur les biens publics mondiaux, qui s'est tenue en février 2005 à Manille

Groupe de travail sur les questions juridiques relatives à la lutte contre le terrorisme, réuni les 4 et 5 août 2004 à Canberra

Réunions du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU (1996-1998 et 2004)

Conférence de La Haye de droit international privé – Réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, tenue du 7 au 16 juin 2004 à La Haye

Conférence de La Haye de droit international privé – Réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de La Haye sur la légalisation, sur la notification à l'étranger de documents et sur l'obtention des preuves à l'étranger, tenue du 29 octobre au 4 novembre 2003 à La Haye

Séances de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1998

Réunions du Groupe d'experts juridiques et techniques chargé d'établir un projet d'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (2002-2003)

Comité spécial sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (2002)

Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (New York) (1999-2002)

Comité spécial sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international (New York) (1998-2002)

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (New York) (1999-2002)

Comité spécial chargé de la question de l'élaboration éventuelle d'une convention internationale contre le clonage reproductif d'êtres humains (2002)

Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (2002)

Conférence des ministres de la justice du Commonwealth (Port of Spain) (mai 1999)

Sessions annuelles de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston) (1998-2002)

Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer des Nations Unies (2000-2002)

Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (New York) (1999-2002)

Examen du rapport de l'Inde par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (janvier 2000)

Session annuelle de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (New York) (juin 2000)

Comité juridique de l'Organisation maritime internationale (Londres) (octobre 1997)

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Diplomatic Conference on Civil Liability for Nuclear Damage (Vienne) (septembre 1997)

Comité permanent sur la responsabilité pour les dommages nucléaires de l'AIEA (avril 1997)



Conférence en vue de la création de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (Londres) (février 1995)

Sessions annuelles de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (1986-1989, 1992-1995, 1998, et 2001-2009) et diverses réunions intersessions

Réunion d'experts juridiques des États signataires du Traité sur l'Antarctique, concernant une annexe sur la responsabilité au Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement (La Haye) (novembre 1994)

Institut international pour l'unification du droit privé, Groupe de travail du droit privé sur le rapatriement international des biens culturels volés ou illicitement exportés (Rome) (octobre 1993)

Forum de Sienne sur le droit international de l'environnement (Italie) (avril 1990)

Conférence pour l'adoption de la Convention de l'ASACR sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Colombo) (janvier-février 1990)

Atelier des Nations Unies sur les droits de l'enfant et notamment des filles, organisé conjointement par le Centre pour les droits de l'homme et le Ministère indien des affaires étrangères (New Delhi) (décembre 1990)

Réunions du Conseil international de l'étain (Londres) (avril et septembre 1989)

Conférence de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellite sur les communications mobiles terrestres par satellite, Varna (Bulgarie) (juin 1988)

Colloque sur la délimitation des frontières maritimes, Hambourg (Allemagne) (25-26 septembre 2004)

#### *À l'échelle bilatérale*

Extradition, entraide judiciaire, promotion et protection des investissements, aviation civile, commerce, commerce frontalier, relations consulaires, télécommunications, coopération économique, lutte contre la double imposition, eaux fluviales, espace extra-atmosphérique, science et technologie, y compris droits de propriété intellectuelle

Négociation d'un accord global de coopération économique avec Singapour (juillet 2003-juin 2005)

Pourparlers avec la Banque asiatique de développement en vue de la conclusion d'un accord avec le pays hôte sur le bureau du Représentant résident en Inde (1992)

Pourparlers avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique en vue de la conclusion d'un accord avec le pays hôte pour l'Asia-Pacific Centre for Science and Technology (juin 1994)

Réunions de la Commission permanente de l'Indus (Inde-Pakistan) tenues à New Delhi et à Islamabad/Lahore (2002-2005)

Pourparlers bilatéraux sur la délimitation du plateau continental (2003-2009)

**Publications et études**

Réserves à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 19 *Indian Journal of International Law* (1979)

Élaboration de rapports sur des projets de recherche pour le compte de l'Indian Society of International Law sur les questions suivantes :

- La légalité dans la lutte contre le terrorisme international
- Subventions et droits compensateurs
- Réglementation de la pêche étrangère dans la zone économique exclusive
- Satellites de radiodiffusion directe
- Satellites de télédétection
- Pratique du droit international par l'État indien
- Réglementation des investissements étrangers en Inde

« Liability in Outer Space Law », communication présentée au Colloque de l'Institut international de droit spatial et de l'Agence indienne de recherche spatiale sur le droit spatial (Bangalore), juin 2005 (à paraître)

« Recent Developments in Space Law », communication présentée à la deuxième Conférence internationale sur le droit international de l'Indian Society of International Law (New Delhi), novembre 2004 (à paraître)

« Conventions des Nations Unies visant à lutter contre le terrorisme », communication présentée devant le Groupe de travail des questions juridiques relatives à la lutte contre le terrorisme (Canberra) (4-5 août 2004)

**Extrait d'une note verbale datée du 18 mars 2011, reçue de la Mission permanente de l'Inde**

M. Narinder Singh est membre de la Commission du droit international depuis 2007 et participe activement à ses travaux.

Il est conseiller juridique et Chef de la Division du droit et des traités au Ministère des affaires étrangères depuis 2003 et coordonnateur de la réunion des conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères des États Membres de l'Organisation des Nations Unies depuis 2002. De 2006 à 2009, il a été Président de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique. Depuis 25 ans, il représente l'Inde à bon nombre de conférences importantes sur le droit international et participe régulièrement aux travaux de la Sixième Commission de l'Organisation des Nations Unies.

Vu ses excellents états de service, sa vaste expérience en matière de droit international et sa contribution aux travaux de la Commission, M. Singh mérite largement d'être réélu à la Commission.

## Pavel Šturma (République tchèque)

[Original : anglais]

Nom : Pavel Šturma

Né à Prague le 21 juillet 1963

Nationalité : tchèque

### Formation et qualifications

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1981-1985   | Faculté de droit de l'Université Charles (Prague)                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 1985        | Diplôme de droit (avec mention)                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 1986-1992   | Faculté de philosophie de l'Université Charles<br>Maîtrise en philosophie et économie                                                                                                                                                                                                                    |
| 1986-1989   | Études et recherches postuniversitaires à l'Institut de droit de<br>l'Académie tchécoslovaque des sciences (Prague)<br><br>Thèse de doctorat sur la responsabilité internationale pour les<br>conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas<br>interdites par le droit international |
| 1990        | Doctorat                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 1990-1991   | Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris II                                                                                                                                                                                                                                   |
| 1991        | Certificat de recherches approfondies                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 2001        | Doctorat en droit (sujet de thèse : la Cour pénale internationale et<br>les poursuites judiciaires contre les auteurs de crimes de droit<br>international)                                                                                                                                               |
| Depuis 2002 | Professeur de droit international (nommé par le Président de la<br>République tchèque)                                                                                                                                                                                                                   |

### Recherche, enseignement et autre expérience professionnelle

|                       |                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Depuis février 2006   | Vice-Président de la faculté de droit                                                                                                                                                                                           |
| Depuis novembre 2002  | Professeur au département de droit international, faculté<br>de droit de l'Université Charles                                                                                                                                   |
| Depuis septembre 1997 | Directeur du département de droit international, faculté<br>de droit de l'Université Charles (à temps plein)<br><br>Chargé de recherche principal à l'Institut de droit de<br>l'Académie tchèque des sciences (à temps partiel) |
| Depuis 1996           | Professeur associé (maître de conférences) de droit<br>international et relations internationales, faculté de droit<br>de l'Université Charles                                                                                  |
| 1995-1996             | Chargé de cours au Département de droit international,<br>faculté de droit de l'Université Charles                                                                                                                              |

|                       |                                                                                                                        |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                       | Chargé de recherche principal à l'Institut de droit de l'Académie tchèque des sciences (à temps partiel)               |
| 1993-1995             | Fonctionnaire international à l'Office des Nations Unies à Vienne (PNUCID)                                             |
| Octobre-décembre 1992 | Chargé de cours invité, faculté de droit de l'Université Masaryk de Brno                                               |
| Août-septembre 1992   | Stage de formation au Conseil de l'Europe (Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'homme) à Strasbourg |
| 1990-1992             | Chargé de recherche à l'Institut de droit de l'Académie tchécoslovaque des sciences                                    |

Auteur et coauteur de 14 ouvrages et plus de 120 articles et études sur le droit international et européen, publiés pour la plupart en tchèque mais également en anglais et en français, en République tchèque et dans d'autres pays.

### **Affiliations et expérience professionnelle**

#### *A. Postes occupés au sein d'institutions gouvernementales et internationales*

- Membre de la Cour permanente d'arbitrage, sise à La Haye
- Membre du Conseil législatif du Gouvernement tchèque (2000-2007)
- Membre du Conseil des droits de l'homme du Gouvernement tchèque
- Membre du groupe de conseillers extérieurs du Ministre des affaires étrangères (1998-2002)
- Membre du réseau UE d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux (2003-2006)

#### *B. Participation à d'importantes négociations, et fonctions de représentation de la République tchèque*

- Candidat au poste de juge de la Cour européenne des droits de l'homme (1997)
- Membre de la délégation tchèque à la Conférence de Rome sur la création d'une cour criminelle internationale (1998)
- Membre, puis chef de la délégation tchèque auprès du Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 1999-2000)
- Membre du groupe d'experts gouvernementaux chargé des négociations avec la Commission européenne sur les effets de certains décrets pris par le Président Beneš et leur compatibilité avec l'acquis communautaire (2002)
- Membre de la délégation tchèque à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 2008 et 2009)

C. *Autre expérience professionnelle*

- Membre du groupe d'experts ayant rédigé l'avis du Gouvernement tchèque dans l'affaire *Bankovič*, jugée par la Cour européenne des droits de l'homme (2000)
- Avocat au barreau tchèque, a plaidé devant la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Zehnalová et Zehnal c. République tchèque* (2002)
- Expert et/ou coconseil dans plusieurs procédures d'arbitrage, notamment les affaires *Československa obchodní banka, a.s. c. Slovak Republic* et *HICEE B.V. c. la République slovaque*

D. *Expérience en tant que professeur invité et chargé de cours à l'étranger*

- Directeur d'études, session d'été de l'Institut de droit international public et de relations internationales, Thessalonique (Grèce) (1999)
- Professeur invité à l'Université Paris-Sud (XI) (2001)
- Académie européenne d'été, Grenoble (France) (2001 et 2003)
- Chargé de cours à l'Université de Salzbourg (Autriche), programme Erasmus-Socrates (2002, 2003 et 2008)
- Chargé de cours à l'Université de Teramo (Italie), programme de maîtrise internationale en droit pénal international (2002, 2003 et 2007)
- Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Bratislava (depuis 2005)
- Chargé de cours, programme d'été sur le droit international humanitaire, Varsovie (2007)
- Chargé de cours, trente-neuvième session d'été de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France) (2008)
- Chargé de cours à l'Université de Sienne (Italie) (2008)
- Rapporteur national sur l'incidence du droit uniforme sur la protection et la préservation de l'héritage culturel, Congrès de l'Académie internationale de droit comparé, Mexico (2008)
- Rapporteur national sur la protection des investissements étrangers, Congrès de l'Académie internationale de droit comparé, Washington (2010)
- Participation aux congrès de l'Association de droit international (2000, 2002, 2004, 2006, 2008 et 2010) et membre du Comité ad hoc sur l'établissement d'une cour pénale internationale

E. *Affiliation à des associations scientifiques*

- Président de la Société tchèque du droit international
- Directeur d'études de la branche tchèque de l'Association de droit international
- Secrétaire du Comité tchèque de l'Association internationale des sciences juridiques

- Membre de l'Académie internationale de droit comparé
- Membre de la Société américaine de droit comparé
- Membre de la Société française pour le droit international
- Membre de la Société européenne de droit international (SEDI)

*F. Affiliation à des organisations non gouvernementales*

- Membre du Conseil d'administration du Comité Helsinki de la République tchèque (1998-2000).

*G. Distinctions*

- Décoré Chevalier de l'ordre national du Mérite par le Président de la République française (2004)

**Connaissances linguistiques**

Bonne connaissance de l'anglais, du français et du russe

Connaissance partielle de l'allemand et de l'espagnol

**Liste non exhaustive de publications**

*1) Ouvrages*

- Šturma, P., *Contrôle et répression du trafic illicite des drogues en droit international*, Acta Universitatis Carolinae Iuridica, mars-avril 1994, Prague, 1996, 128 pages (en tchèque)
- Šturma, P., *Introduction au droit européen des droits de l'homme*, Karolinum, Prague, 1994, 130 pages (en tchèque)
- Čepelka, Č., D. Jílek et P. Šturma, *Le droit d'asile et le statut de réfugié en droit international*, Acta Universitatis Brunensis n° 178, MU, Brno, 1997, 262 pages (en tchèque)
- Balaš, V. et P. Šturma, *Cours de droit international économique*, Karolinum, Prague, 1997, 221 pages (en tchèque)
- Šturma, P., *Mécanismes internationaux et européens de protection des droits de l'homme*, C. H. Beck, Prague, 1999, 88 pages, 2<sup>e</sup> éd., 2003, 144 pages, 3<sup>e</sup> éd. 2010, 170 pages (en tchèque)
- Šturma, P. (éd.), *Implementation of human rights and international control mechanism*, Université Charles, Presses de la faculté de droit, Prague, 1999, 216 pages
- Šturma, P., *Traité internationaux sur la protection des investissements et le règlement des différends*, Linde, Prague, 2001, 268 pages (en tchèque)
- Šturma, P., *La Cour pénale internationale et la répression des crimes en droit international*, Karolinum, Prague, 2002, 311 pages (en tchèque)
- Čepelka, Č., D. Jílek et P. Šturma, *La responsabilité internationale*, Acta Universitatis Brunensis n° 261, MU, Brno, 2003, 339 pages (en tchèque)

- Šturma, P., J. Nováková et V. Bílková, *Instruments internationaux et européens de lutte contre le terrorisme et le crime organisé*, C. H. Beck, Prague, 2003, 362 pages (en tchèque)
- Čepelka, Č. et P. Šturma, *Droit international public*, C. H. Beck, Prague, 2008, 840 pages (en tchèque)
- Čepelka, Č., P. Šturma et V. Bílková, *Codification et développement progressif du droit international*, Prague, 2008, 159 pages (en tchèque)
- Šturma, P. et al., *Les conflits de compétence entre les organes judiciaires internationaux*, Prague, 2009, 117 pages (en tchèque)
- Ondřej, J., P. Šturma, V. Bílková et D. Jílek, *Droit international humanitaire*, C. H. Beck, Prague, 2010, 536 pages (en tchèque)

## 2) Articles

- Šturma, P., « À propos des problèmes théoriques de la responsabilité internationale pour les dommages à l'environnement », *SMP*, vol. 23, Prague, 1990, p. 69 à 94
- Šturma, P., « The Law of the Treaties Reflected in State Responsibility Rules », dans *Thesaurus Acroasium*, vol. XIX, Sources of International Law, Thessaloniki, 1992, p. 563 à 574
- Šturma, P., « Some Problems of Strict Liability in International Law », *Thesaurus Acroasium*, vol. XX, Responsibility of States, Thessaloniki, 1993, p. 369 à 381
- Šturma, P., « La participation de la Communauté européenne à des « sanctions » internationales », *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 366, Paris, mars 1993, p. 250 à 264
- Czapliński, W. et P. Šturma, « La responsabilité des États pour les flux de réfugiés provoqués par eux », *Annuaire français de droit international*, vol. XL (1994), Paris, 1995, p. 156 à 169
- Šturma, P., « Aspects récents du contrôle international des drogues et de la lutte contre leur trafic illicite », *Annuaire français de droit international*, vol. XLI (1995), Paris, 1996, p. 633 à 650
- Šturma, P., « La responsabilité en dehors de l'illicite en droit international économique », *Polish Yearbook of International Law*, vol. 20 (1993), Varsovie, 1994, p. 91 à 112
- Šturma, P., « Poverty and International Instruments on Economic and Social Rights », dans R. Hofmann *et al.* (Hg.) *Armut und Verfassung, Sozialstaatlichkeit im Europäischen Vergleich*, Verlag Österreich, Vienne, 1998, p. 47 à 61
- Šturma, P., « Commerce et investissements », *Revue hellénique de droit international*, vol. 52, janvier 1999, p. 39 à 65
- Šturma, P., « Decision on Jurisdiction of the ICSID Tribunal in the Case *Československá obchodní banka c. Slovak Republic* », *Heidelberg Journal of International Law*, vol. 60, n° 1, 2000, p. 151 à 162

- Czapliński, W. et P. Šturma, « National Studies: Poland and Czech Republic », dans V. Gowlland-Debbas, *National Implementation of United Nations Sanctions – A Comparative Study*, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston 2004, p. 381 à 400
- Šturma, P., « International Criminal Court at a Crossroads or in an Impasse? Some Obstacles Related to the Jurisdiction and Cooperation » (contribution à la conférence inaugurale de la Société européenne du droit international qui s'est tenue à Florence en 2004; cet article a été publié sur le site Web [www.esil-sedi.eu](http://www.esil-sedi.eu))
- Šturma, P., « The EU Charter of Fundamental Rights and the Governance of Biotechnology in the European Union », dans Francioni, F. et T. Scovazzi, *Biotechnology and International Law*, Hart Publishing, Oxford, 2006, p. 369 à 385
- Šturma, P., « Du “crime international” ou le problème de différenciation de la responsabilité de l'État pour les violations des normes péremptoires du droit international général », dans P. Šturma (éd.), *Legal Consequences of Internationally Wrongful Acts*, Liber Amicorum Čestmír Čepelka, Prague, 2007, p. 45 à 61 (en tchèque)
- Šturma, P., « The Czech Tradition of International Legal Scholarship », dans *Baltic Yearbook of International Law*, vol. 7, 2007, p. 155 à 170
- Šturma, P., « Où va la Commission du droit international? À propos du projet d'articles sur la répartition des pertes résultant d'activités dangereuses et le droit des aquifères transfrontières », dans M. Malacka, *Pocta* (Liber Amicorum) Vladislav David, Olomouc, 2007, p. 249 à 268 (en tchèque)
- Šturma, P., « Is the Accession of the European Union to the European Convention on Human Rights Necessary? Some Remarks on the European Court of Human Rights' Control Over EC/EU Law in the Light of Recent Case Law », Pauknerová, M. et J. Young (éd.) dans *Changes of Judicial Culture and Decision Making in Different Branches of Law*, Prague, 2007, p. 134 à 147
- Šturma, P., « Terrorisme et responsabilité internationale », dans *Terorizmus a medzinárodné právo* (Terrorisme et droit international), Bratislava, 2007, p. 42 à 51 (en tchèque)
- Šturma, P., « Réserves aux traités internationaux », dans *Pocta* (Liber Amicorum) Otovi Novotnému k 80. narozeninám, Prague, ASPI Publishing, 2008, p. 394 à 398 (en tchèque)
- Šturma, P., « The Relationship “European Law-Domestic Courts”: More Than Mere Legal Relevance? » dans M. Hofmann (Hrsg.), *Europarecht und die Gerichte der Transformationsstaaten* (Le droit européen et les tribunaux des pays en transition), Baden-Baden, Nomos, 2008, p. 176 à 185
- Šturma, P., « Enforcing International Obligations Through the Use of Force? », *Revue hellénique de droit international*, vol. 61, 2008, Athènes, Sakkoulas Publications, 2009, p. 595 à 631
- Šturma, P. et V. Bílková, « Targeted Anti-Terrorist Sanctions and Their Implications for International Law Normative and Institutional Coherency », dans A. Constantinides et N. Zaikos, *The Diversity of International Law*,



Essays in Honor of Professor K. Koufa, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, p. 217 à 237

- Šturma, P. et L. Vostrá, « The Carpathian Convention and the Czech Republic », dans B. Majtényi et G. Tamburelli (éd.), *Sustainable Development and Transboundary Cooperation in Mountain Regions, The Alpine and the Carpathian Conventions*, Budapest, L'Harmattan, 2009, p. 138 à 144
- Šturma, P., « National Report: Czech Republic », dans Toshiyuki Kono (éd.), *The Impact of Uniform Laws on the Protection of Cultural Heritage and the Preservation of Cultural Heritage in the 21st Century*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2010, p. 281 à 293
- Šturma, P. et al., « Universality of International Law: What is the Role of General International Law in the Period of its Fragmentation? » dans M. Tomásek et al., *Czech Law Between Europeanization and Globalization*, Prague, Karolinum Press, 2010, p. 208 à 226
- Šturma, P., « The Case of Kosovo and International Law », *Polish Yearbook of International Law*, 2009 (version imprimée)

### 3) Documents de recherche ou d'orientation

- Šturma, P., *Les obligations internationales dans le cadre des mécanismes de contrôle dans le domaine des droits de l'homme*, Prague, 1999, 90 pages (projet du Ministère des affaires étrangères, en tchèque)
- Šturma, P., *Le statut de la Cour pénale internationale et l'exécution interne des obligations qui incombent à la République tchèque du fait de sa ratification*, Prague, 2000, 76 pages (projet du Ministère des affaires étrangères, en tchèque)
- Šturma, P. et al., *Les conflits de compétence entre les organes judiciaires internationaux*, Prague, 2008, 100 pages (projet du Ministère des affaires étrangères, en tchèque)
- Šturma, P., *Avis d'expert sur les conséquences juridiques de la clause dérogatoire dont s'est prévalu la République tchèque s'agissant de l'application de la Charte européenne des droits de l'homme*, 2009, sept pages (demandé par le Ministère des droits de l'homme et des minorités, en tchèque)
- Šturma, P., *Questions choisies relatives à la conclusion de traités internationaux et leur procédure d'approbation interne*, Prague, 2010, 80 pages (projet du Ministère des affaires étrangères, en tchèque)

**Extrait d'une note verbale datée du 3 novembre 2010, reçue de la Mission permanente de la République tchèque**

*Message du Représentant permanent de la République tchèque  
auprès de l'Organisation des Nations Unies*

J'ai l'honneur de présenter la candidature de M. Pavel Šturma à l'élection des membres de la Commission du droit international pour la période 2012-2016, qui aura lieu en octobre ou novembre 2011 à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. Šturma est largement reconnu comme une autorité en droit international, domaine dont il possède une très vaste expérience à la fois en tant qu'universitaire et en tant que praticien. Il est actuellement Vice-Président de la faculté de droit de la prestigieuse Université Charles de Prague, fondée en 1348, où il enseigne le droit international, tout en siégeant à la Cour permanente d'arbitrage à La Haye. Il a été professeur invité dans plusieurs universités européennes (dont, tout dernièrement, l'Université Paris-Sud, l'Université de Salzbourg, l'Université de Teramo (Italie) et la faculté de droit de l'Université paneuropéenne de Bratislava) et est membre de nombreuses sociétés savantes (notamment la Société tchèque du droit international, l'Association du droit international, la Société américaine de droit international et la Société française pour le droit international). Auteur de nombreux articles et publications consacrés au droit international, M. Šturma a reçu l'ordre national du Mérite décerné par le Président français.

Comme l'indique son curriculum vitæ, M. Šturma possède une vaste expérience à la fois théorique et pratique du droit international. Il a récemment participé à plusieurs projets du Ministère tchèque des affaires étrangères consacrés à l'examen des conflits de compétence entre les organes judiciaires internationaux (2008) et de questions choisies relatives à la conclusion des traités et aux procédures d'approbation interne (2010). Par ailleurs, il a récemment rédigé un avis d'expert sur les conséquences juridiques de la clause dérogatoire dont s'est prévalue la République tchèque s'agissant de l'application de la Charte européenne des droits de l'homme (2009).

M. Šturma est également Président de la Société tchèque du droit international et rédacteur en chef de sa nouvelle revue. Grâce à ses efforts personnels, les juristes tchèques s'intéressant au droit international ont pu recevoir le *Czech Yearbook of International Law* (Annuaire tchèque du droit international) après une longue période durant laquelle aucun ouvrage de ce genre n'avait été publié. Rédigé en anglais, cet annuaire pourrait devenir, pour la communauté internationale des spécialistes, une source majeure d'information sur le droit international tel qu'il est interprété en Europe centrale.

La République tchèque appuie vigoureusement les travaux de la Commission du droit international. Nous estimons en effet qu'encourager le développement du droit international en reformulant les règles existantes ou en établissant de nouvelles est absolument indispensable si l'on veut promouvoir l'état de droit au niveau international et ainsi assurer l'existence d'une communauté des nations respectueuse de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme.

Enfin, nous sommes convaincus que la connaissance qu'a M. Šturma des travaux de la Commission du droit international, se conjuguant à sa vaste expérience

professionnelle et à ses qualités personnelles, serait très utile aux travaux de celle-ci. C'est pourquoi nous recommandons l'élection de ce candidat remarquable à la Commission.

## **Surya P. Subedi (Népal)**

[Original: anglais]

### **Données personnelles**

Nationalité : Népalaise

Lieu de naissance : Lamjung (Népal)

Date de naissance : 23 janvier 1958

Marié, deux enfants

### **Formation**

- Maîtrise de lettres et licence de droit, Université de Tribhuvan, Katmandou (Népal)
- Maîtrise de droit avec mention, Université de Hull (Royaume-Uni)
- Doctorat en droit international, Université d'Oxford
- Formation accélérée à l'enseignement et à la recherche universitaire dans le domaine des droits de l'homme, Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France), 1987
- Session d'été de l'Académie de droit international de La Haye en 1988 et session de 1994 du Centre d'études et de recherche de l'Académie

### **Expérience professionnelle**

- Avocat, Cour suprême du Népal
- Avocat, Middle Temple, Londres

### **Fonctions actuelles**

- Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge
- Professeur invité, faculté de droit de l'Université de Tribhuvan, Katmandou (Népal)
- Professeur de droit international, Université de Leeds (Royaume-Uni)

### **Distinctions académiques**

- Prix « Outstanding Legal Scholarship » décerné par la British Society of Legal Scholars, 1997
- Prix « Dasturzada Dr Jal Pavry Memorial » accordé par l'Université d'Oxford pour marquer le mérite exceptionnel de ma thèse sur la paix et l'entente internationales, 1993
- Prix Josephine Onoh Memorial décerné par la faculté de droit de l'Université de Hull afin de récompenser le meilleur résultat à l'épreuve de maîtrise, 1988

### **Distinctions honorifiques**

- Order of Suprabal Gorkha Daxinbahu (III) décerné par Sa Majesté Birendra, Roi du Népal, pour services rendus dans le domaine du droit international, 1998
- Honorary Officer of the British Empire (OBE), décerné par Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour services rendus dans le domaine du droit international, 2004

### **Bourses d'études**

- Bourse du Foreign and Commonwealth Office pour des études de doctorat à l'Université d'Oxford, 1989
- Bourse du British Council pour des études de maîtrise de droit à la Faculté de droit de l'Université de Hull, 1986

### **Expérience professionnelle**

- 2004-aujourd'hui : Professeur de droit international, Université de Leeds (Royaume-Uni)
- 2001-2004 : Professeur de droit international, Université de Middlesex, Londres (Royaume-Uni)
- 1996-2001 : Professeur, lecteur en droit et maître de conférences, Université de Hull (Royaume-Uni)
- 1993-1996 : Maître de conférences et conférencier sur les questions du droit international et du développement, International Institute of Social Studies, La Haye (Pays-Bas)
- 1989-1992 : Doctorant boursier, Université d'Oxford
- 1988-1989 : Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères et Sous-Secrétaire d'État au Ministère du droit et de la justice, Gouvernement népalais
- 1986-1988 : Boursier du British Council, maîtrise en droit, Université de Hull (Royaume-Uni)
- 1984-1986 : Juriste, Division du droit international et des traités, Ministère du droit et de la justice, Katmandou (Népal)
- 1983-1984 : Chargé de recherche, Commission royale pour la réforme judiciaire (Népal)
- 1981-1983 : Procureur général du district, Bureau du Procureur général (Népal)
- 1980-1981 : Maître assistant en droit, Université de Tribhuvan, Pokhara (Népal)

### **Professeur invité**

- Université de Tribhuvan, Katmandou (Népal), depuis 2001
- Université Erasmus (Pays-Bas), depuis juillet 2009
- Université de Nouvelle-Galles du Sud, Sydney (Australie), 2005
- School of Oriental and African Studies, Université de Londres (Royaume-Uni), 2001-2003
- Brooklyn Law School, New York (États-Unis d'Amérique), janvier à juin 1999
- Université maritime mondiale, Malmö (Suède), 1994, 1995 et 2000

### **Fonctions diplomatiques**

- Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, depuis mars 2009
- Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, 1989
- Membre de la délégation népalaise à la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2001
- Membre de la délégation népalaise conduite par le Roi Birendra à la neuvième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade en 1989

### **Autres fonctions**

- Membre appelé à siéger au sein d'un groupe d'experts du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
- Rédacteur en chef, *Asian Yearbook of International Law*, (Martinus Nijhoff/Brill, La Haye), 1999-2006
- Membre du Conseil d'administration du Fonds national pour la préservation de la nature, Népal
- Membre du comité juridique sur les ressources en eau de l'Association de droit international (ADI)
- Membre du comité de direction de la Société asiatique de droit international, Singapour

### **Publications**

#### **Travaux de recherche**

*International Investment Law: Reconciling Policy and Principle* (Hart Publishing, Oxford, 2008)

*International Watercourses Law for the 21<sup>st</sup> Century: The Case of the River Gages Basin* (Ashgate Publishing, Aldershot, Royaume-Uni, 2005)

*Dynamics of Foreign Policy and Law: A Study of Indo-Nepal Relations* (Oxford University Press, 2005)

*Contemporary Issues in International Law: A Collection of the Josephine Onoh Memorial Lectures* (recueil établi avec David Freestone et Scott Davidson), Kluwer Law International, La Haye/Londres (2002)

*Land and Maritime Zones of Peace in International Law* (1996), Clarendon, Oxford University Press, Oxford

*Land-Locked Nepal and International Law* (1989), K. Gautam, Katmandou, Népal

#### **Autres manuels**

*The International Law of the Sea* (University of London Press, Londres, 2007)

*International Economic Law* (University of London Press, Londres, 2006)

*Nepalese Administrative Law* (Ratna Book Publishers, Katmandou, 1<sup>re</sup> édition 1985, 2<sup>e</sup> édition 1987 et 3<sup>e</sup> édition 1989)

#### **Articles**

« The UN Commission on Sustainable Development », dans *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law* (Oxford University Press, Oxford, 2009), p. 1 à 6

« Ganges River », dans *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law* (Oxford University Press, Oxford, 2009), p. 1 à 6

« Post-Conflict Constitutional Settlement in Nepal and the Role of the United Nations », *Kathmandu Law Review*, Vol. I (1), mars 2008, p. 25 à 40

« Indus River », dans *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law* (Oxford University Press, Oxford, 2008), p. 1 à 4

« The Notion of Free Trade and the First Ten Years of the World Trade Organization: How Level is the “Level Playing Field”? » Vol. LIII *The Netherlands International Law Review* (automne 2006), p. 273 à 296

« The Challenge of Reconciling the Competing Principles within the Law of Foreign Investment with Special Reference to the Recent Trend in the Interpretation of the Term “Expropriation” », *The International Lawyer* (journal de la section Droit international de l’Association des avocats américains), printemps 2006; vol. 40 (1), p. 121 à 141

« The Legal Regime Concerning the Utilization of the Water Resources of the River Ganges Basin », n° 446, *German Yearbook of International Law* (2004), p. 452 à 493

« The Problems and Prospects of Offshore Banking in Nepal », 34 (141), *Nyaydoot*, (publication bimensuelle de l’Association des avocats népalais), (édition spéciale en anglais, 2004), p. 1 à 8

« The Road from Doha: The Issues for the Development Round of the WTO and the Future of International Trade », 52 (2) *International and Comparative Law Quarterly* (avril 2003), p. 425 à 446

« The Concept of Hinduism of “Just War” », *Journal of Conflict and Security Law* (Oxford University Press), vol. 8 (2), 2003, p. 339 à 361

- « Developing the Disciplines of International Law and International Relations in Indonesian Higher Education », *UNPAD Journal of International Law* (Université de Padjadaran, Indonésie), vol. 2 (3), décembre 2003, p. 187 à 196
- « The Himalayan Frontier Policy of British-India and the Significance of the 1923 Treaty of Friendship between Great Britain and Nepal », *27 Journal of the Britain-Nepal Society* (Londres, décembre 2003), p. 35 à 39
- « Regulation of Shared Water Resources in International Law: The Challenge of Balancing Competing Demands », *Nepal Law Review* (faculté de droit de l'Université de Tribhuvan), vol. 15 (1&2), juillet 2002, p. 1 à 14
- « Incorporation of the Principle of Sustainable Development into the Development Policies of the Asian Countries », *Environmental Policy and Law* (International Council of Environmental Law, Bonn), vol. 32 (2), avril 2002, p. 85 à 90
- « Hydro-Diplomacy in South Asia: The Conclusion of the Ganges and the Mahakali River Treaties », 93 (4) *American Journal of International Law* (octobre 1999), p. 631 à 640
- « Balancing International Trade with Environmental Protection: International Legal Aspects of Eco-labels », *Brooklyn Journal of International Law*, vol. 25 (2), automne 1999, p. 373 à 405
- « Are the Principles of Human Rights “Western” Ideas? An analysis of the Claim of the “Asian” Concept of Human Rights from the Perspectives of Hinduism », *California Western International Law Journal*, vol. 30 (1), automne 1999, p. 45 à 69
- « The Legal Competence of the International Community to Create “Safe Havens” in “Zones of Turmoil” », *Journal of Refugee Studies*, vol. 12 (1), mars 1999 (Oxford University Press), p. 23 à 35
- « Environmental Inputs into the Planning Process and Access to Justice », dans *Environmental Policy and Law*, vol. 28, n° 2, mai 1998, p. 96 à 103
- « International Law and Land-Locked States: Development of the Freedom of Transit Prior to the Establishment of the United Nations », *Nyayadoot*, vol. 29 (1-3), 1998-99.
- « Protection of Women Against Domestic Violence: The Response of International Law », *European Human Rights Law Review*, vol. 2 (6), 1997, p. 587 à 606
- « The Doctrine of Objective Regimes in International Law and the Competence of the UN Security Council to Impose Territorial or Peace Settlements on States », *German Yearbook of International Law*, vol. 37 (1994), p. 162 à 205
- « Human Rights during Public Emergencies », *Obiter Dicta* (Journal des étudiants en droit de l'Université de Hull, Angleterre), vol. 3, n° 3, 1998, p. 25 à 31
- « Principles of the Interpretation of Law », *Nepal Law Review*, vol. 9, n° 1 (juillet 1985), p. 36 à 69 (en népalais)

#### **Chapitres figurant dans des ouvrages**

- « Access to Environmental Justice in a Politically Unstable Environment: A Case Study of Nepal », dans Andrew Harding (dir. pub.), *Access to Environmental Justice: A Comparative Study* (Brill/Martinus Nijhoff, 2007), p. 157 à 176



« The Status of International Humanitarian Law in Nepal » (avec Hari Phuyal), V. S. Mani (dir. pub.), *Handbook of International Humanitarian Law in South Asia* (Oxford University Press, New Delhi, 2007), p. 86 à 91

« The Challenges Ahead for the World Bank and the International Monetary Fund with Regard to the Human Rights Agenda », dans C. Raj Kumar et D. K. Srivastava (dir. pub.), *Human Rights and Development: Law, Policy and Governance* (LexisNexis, Butterworths, Hong Kong/Singapour/Malaisie, 2006), p. 177 à 188

« The War on Terror and UN Attempts to Adopt a Comprehensive Convention on International Terrorism », dans Paul Eden et Therese O'Donnell (dir. pub.), *September 11, 2001: A Turning Point in International and Domestic Law?* (Transnational Publishers, Inc., New York, 2005), p. 207 à 225

« The challenge of Managing the “Second Agricultural Revolution” through International Law: Liberalization of Trade in Agriculture and Sustainable Development », dans Nico Schrijver et Friedl Weiss (dir. pub.), *International Law and Sustainable Development: Principles and Practice* (Martinus Nijhoff, La Haye, 2004), p. 161 à 184

« Regulation of Foreign Investment and the Development Round of the WTO », dans Kim van der Borgh et al. (dir. pub.), *Essays on the Future of the WTO: Finding a New Balance* (Cameron May, Londres, 2003), p. 87 à 103

« Multinational Corporations and Human Rights », dans Karin Arts et Paschal Miyo (dir. pub.), *Responding to the Human Rights Deficit* (Kluwer Law International, janvier 2003), p. 171 à 184

« Resolution of International Water Disputes: Challenges for the 21<sup>st</sup> Century », dans International Bureau of the Permanent Court of Arbitration, *Resolution of International Water Disputes* (vol. 6 in the PCA Peace Palace Papers series, La Haye, Kluwer Law International, 2003), p. 33 à 47

« Sustainable Development Perspectives in International Economic Law », dans Asif H. Qureshi (dir. pub.), *Perspectives in International Economic Law*, Kluwer Law International, La Haye, 2002, p. 261 à 276

« Foreign Investment and Sustainable Development », Friedl Weiss et al. (dir. pub.), *Towards International Economic Law with a Human Face*, Kluwer Law International, La Haye, 1998, p. 413 à 428

« The United Nations and the Trade and Transit Problems of Land-Locked States », dans Martin Glassner (dir. pub.), *The United Nations at Work* (Praeger: Greenwood Publishing Inc., Westport, Connecticut, 1998), p. 134 à 160

« The Foreign Policy of the European Union and Asian States: Views from Beyond the European Union », dans Wybo P. Here (dir. pub.), *Contemporary International Law Issues: New Forms, New Applications* [T.M.C. Asser Institute, La Haye (Pays-Bas)], 1998, p. 235 à 238

« Indo-Nepal Relations: The Causes of Conflict and their Resolution », dans Subrata K. Mitra et Dietmar Rothmund (dir. pub.), *Legitimacy and Conflict in South Asia* (New Delhi Branch of Heidelberg University & Manohar, 1997), p. 220 à 245

### Articles courts

Avant-propos, *A Substantive Environmental Right*, Stephen J. Turner, Kluwer Law International, Pays-Bas, 2009

Préface, *Foreign Investment, Human Rights and the Environment*, Shyami F. Puvimanasinghe, Martinus Nijhoff, 2007

« Restoring Democracy: Taming the King of Nepal », *International Herald Tribune*, 4 juin 2005, p. 6

« OBE Acceptance Speech », *Newsletter of the International Law Association*, n° 22, 2005, Londres, p. 10 à 12

« The UN Monetary International Conference on Financing for Development », *International Law FORUM du droit international: The Journal of the International Law Association*, vol. 4 (2), mai 2002, p. 52-23

« Obligations and Responsibilities of Transit and Land-Locked States in the Absence of a Transit Treaty », *The Rising Nepal*, 20 mai 1989, p. 2

### Rédaction/direction

- Directeur en chef, *Asian Yearbook of International Law* (Martinus Nijhoff/Brill, La Haye), 1999 à 2006
- Rédacteur, magazine *Studies in Law*, faculté de droit de l'Université de Hull, 1999-2000
- Travaux publiés : Martti Koskeniemi (professeur à l'Université d'Helsinki), *International Law and Imperialism* (1999), et Ralph Zacklin (Sous-Secrétaire général de l'ONU aux affaires juridiques), *Beyond Kosovo: the United Nations and Humanitarian Intervention* (2000)
- Consultant éditorial, Peace and Conflict Studies (George Mason University, États-Unis), depuis 1998
- Membre du Comité consultatif, *Human Rights and International Legal Discourse*, Intersentia (Antwerp/Oxford) depuis 2006

### Documents de travail

J'ai présenté, lors de conférences tenues dans 38 pays, près de 60 documents de travail portant sur presque tous les domaines du droit international, souvent en tant qu'orateur principal ou lors de la séance plénière, notamment lors des manifestations suivantes : conférence marquant le cinquantième anniversaire de la Société indienne de droit international, tenue à New Delhi; conférence marquant le vingtième anniversaire de la Société chinoise de droit international privé, tenue à Wuhan (Chine); et conférence inaugurale de la Société malaisienne de droit international, Kuala Lumpur. J'ai également pris la parole lors de réunions gouvernementales et intergouvernementales, dont l'Assemblée nationale vietnamienne, une conférence ministérielle sur l'eau tenue à La Haye, le forum sur la démocratie, le développement et le libre échange, tenu à Doha; et des conférences de Wilton Park.

**Conférences**

J'ai donné des conférences en tant que professeur invité dans 34 universités, dont l'Université d'Oxford, la London School of Economics, la faculté de droit de l'Université de New York, l'Université de Tokyo, l'Université Jawaharlal, l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, l'Université de Heidelberg et l'Université de Vérone, et dans des institutions telles que la Banque mondiale, le Royal Institute of International Affairs (Chatham House) et le Royal College of Defence Studies (Londres).

**Presse**

J'ai publié un grand nombre d'articles dans des journaux nationaux et internationaux, dont The International Herald Tribune, et accordé de nombreux entretiens à différents organes de presse nationaux et internationaux en tant qu'expert des questions juridiques internationales et des problèmes politiques et juridiques de l'Asie du Sud et du Sud-Est et du Népal. Parmi ces médias, on compte la BBC, BBC World, BBC News 24, BBC Radio 4, Sky News, Al Jazeera, Nepal Television et Channel Nepal.

## Dire D. Tladi (Afrique du Sud)

[Original : anglais]

M. Dire Tladi est premier conseiller en droit des États (droit international) au Département des relations et de la coopération internationales et Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. M. Tladi a une solide formation universitaire. Il est titulaire d'une licence en droit civil (BLC) et d'une licence en droit (LLB) (*cum laude*) de l'Université de Pretoria, d'une maîtrise (LLM) en droit international de l'Université du Connecticut (États-Unis) et d'un doctorat en droit international de l'Université Erasmus de Rotterdam (Pays-Bas). Dans le cadre de ses études, il a obtenu un certain nombre de titres universitaires et de bourses. Maître de conférences à l'Université de Pretoria, professeur associé de droit international et Chef du Département du droit international à l'Université d'Afrique du Sud, il occupe actuellement le poste honoraire de *professor extraordinarius* au Département de droit public de l'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud). Il a publié une quarantaine d'articles dans des revues savantes et participé à un certain nombre d'ouvrages, et a présenté de nombreux exposés à l'occasion de diverses conférences universitaires. Il a rejoint le Département en 2006 en tant que premier conseiller en droit des États (droit international) et il est Conseiller juridique à New York depuis 2009. Dans le cadre de l'exercice de ces fonctions, il a participé à de nombreuses conférences diplomatiques internationales, parfois en qualité de chef de la délégation sud-africaine.

### Données personnelles

Prénom et nom : Dire David Tladi

Situation familiale : Marié, deux enfants

### Diplômes et qualifications professionnelles

- Doctorat en droit, Université Erasmus de Rotterdam (Pays-Bas) (2007)
- Admission au barreau de la Haute Cour (2001)
- Maîtrise en droit, Université du Connecticut (États-Unis) (2000)
- Licence en droit (*cum laude*), Université de Pretoria (1999)
- Licence de droit civil (BLC), Université de Pretoria (1996)

### Distinctions universitaires et bourses

- Principal's Prize for Research, Université d'Afrique du Sud (2005)
- Fondation nationale pour la recherche (2003 et 2004)
- Stichting Studie Fonds (Pays-Bas) (2003)

- Droit européen des droits de l'homme\* (2000)
- Droit communautaire européen\* (2000)
- Bourse *Fulbright* (1999)
- Academic Honorary Colours (Université de Pretoria) (1999)
- Droit des droits de l'homme\*\* (1998)
- Droit de la sécurité sociale\*\* (1998)
- Jurisprudence\*\* (1998)
- Droit romano-néerlandais\*\* (1998)

### Postes occupés

- i) Université de Stellenbosch, département du droit public (poste honoraire) (mai 2008 à nos jours)
  - *Professor extraordinarius*
- ii) Département sud-africain des affaires étrangères (mars 2006 à nos jours)
  - Premier conseiller en droit des États (droit international)
  - Conseiller juridique, Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (janvier 2009 à nos jours)
- iii) Université d'Afrique du Sud, Département du droit constitutionnel (mai 2002-mars 2006)
  - Chef du Département (janvier 2006-mars 2006)
  - Professeur associé (droit international) (janvier 2004-mars 2006)
  - Maître de conférences (mai 2002-décembre 2003)
- iv) Université de Pretoria, Département d'histoire du droit, de droit comparé et de philosophie du droit (janvier 1997-mai 2002)
  - Maître de conférences (janvier 2001-mai 2002)
  - Chargé de cours (janvier 1997-décembre 2000)

### Liste de publications et résultats des recherches

*Articles et lettres* (les articles avalisés par des pairs sont marqués d'un astérisque)

- « Civil Liability in the Context of the Cartagena Protocol: To Be or Not to Be (Binding) » (2010) 1 *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics* 15\*
- « Marine Genetic Resources on the Deep Seabed: The Continuing Search for a Legally Sound interpretation of UNCLOS » *International Environmental Law-Making and Diplomacy* 2008 65\*

\* Prix d'excellence CALI décerné à l'étudiant ayant obtenu la plus haute note (faculté de droit de l'Université du Connecticut).

\*\* Attestation de mérite décernée au meilleur étudiant (Université de Pretoria).

- « The Right to Diplomatic Protection, The Von Abo Decision and One Big Can of Worms: Eroding the Clarity or Kaunda » (2009) 1 *Stellenbosch Law Review* 12\*
- « Fuel Retailers, Sustainable Development and Integration: A Response to Feris » (2008) 1 *Constitutional Court Review* 255\*
- « South African Lawyers, Values and the New Vision of International Law: The Road to Perdition is Paved with Laudable Goals » (2008) 33 *South African Yearbook of International Law* 167\*
- « Strict Positivism, Moral Arguments, Human Rights and the Security Council: South Africa and the Myanmar Vote » (2008) 1 *African Human Right Law Journal* 23\*
- « Corporates and the Flexible Mechanisms in the Climate Change Regime: The Privatisation of Sustainable Development? » (2007) 32 *SAYIL* 396\*
- « Some Notes on South Africa's Participation in the Law of the Sea: 2006-2007 » (2007) *SA Law Teachers Bulletin*
- « Reflection on Genetic Resources, Benefit Sharing and the Law of the Sea » (2007) *Journal of International Maritime Law* 183\*
- « The Act of State Doctrine in South Africa: Has Kaunda settled a vexing question? » avec P Dlagnekova (2007) 22 *SA Public Law* 444\*
- « Reflections on the Rule of Law in International Law: The Security Council, International Law and the Limits of Power » (2006) *SAYIL* 231\*
- « Will of State, Consent and international Law: Piercing the Veil of Positivism » avec P Dlagnekova (2006) *SA Public Law* 111\*
- « The Biosafety Protocol and the Promotion of Sustainable Development: With One Hand It Giveth, With The Savings Clause It Taketh » (2006) *Comparative and International Law journal of Southern Africa* 83\*
- « Financing Sustainable Development: The Global Environment Facility » (2006) *SA Law Teachers Bulletin* 25
- « Understanding Kyoto » February 2005 *Without Prejudice* 3 (Letter to the Editor)
- « What Impact on Global Climate Change Will Kyoto's entry into Force Have? » (2005) *Codicillus* 42
- « Strong Sustainable Development, Weak Sustainable Development and the Earth Charter: Towards a More Nuanced Framework of Analysis » (2004) *South African Journal of Environmental Law and Policy* 17\*
- « International Law for Sustainable Development: Somber Reflections on World Bank Efforts » (2004) *South African Yearbook of International Law*\*
- « IMF Conditionality, Debt and Poverty: Towards a "Strong" Anthropocentric Model of Sustainable Development » (2004) *South African Mercantile Law Journal* 31\*

- « Strong Sustainability, Weak Sustainability, Intergenerational Equity and International Law: Using the Earth Charter to Redirect the Environmental Ethics Debate » (2003) *South African Yearbook of International Law* 200\*
- « Intragenerational Equity: A New Name for international Justice? » (2003) *Fundamina* 197\*
- « World Summit on Sustainable Development – Food for Legal Thought? » (2003) *Codicillus* (avec Bray et Moodley)
- « One Step Forward and Two Steps Back in the Constitutionalisation of the Common Law: *Afrox Health Care Case* » (2002) *South African Public Law* 473\*
- « Of Course for Humans: A Contextual Defense of Intergenerational Equity » 2002, *South African Journal of Environmental Law and Policy* 177\*
- « Breathing Constitutional Values into the Law of Contract: Freedom of Contract and the Constitution » (2002) *De Jure* 306\*
- « Can the Wolf Protect the Lamb? Trade as an Instrument Towards Sustainable Development » (2002) *South African Yearbook of International Law* 149\*
- « The Liability Protocol to the Basel Convention on Transboundary Movement of Hazardous Wastes: An Overview » (2000) *South African Journal of Environmental Law and Policy* 202\*
- « The Case Concerning the Vienna Convention on Consular Relations: Reviving the Debate on the Efficacy of the ICJ » (2000) *South African Yearbook of International Law* 232\*
- « The Quest to Ban Hazardous Waste Import in Africa: First Bamako and Now Basle » (2000) *Comparative and International Law journal of Southern Africa* 210\*
- « American Indians and the US Constitution: Helpful Pointers in a Raging South African Dilemma » (2000) *De Jure* 259\*
- « Deconstruction of Myths III » (1999) *Fundamina, Special Edition, Law in Africa Conference* 34
- « Legal Pluralism or a New Repugnancy Clause » (avec Ph Thomas) (1999) *Comparative and International Law Journal of Southern Africa* 354\*

#### **Livres et chapitres de livres**

- « Oceans Governance: A Fragmented Regulatory Framework » dans J. Rochette et R. Jozan (sous la direction de) *A Planet for Life 2011 – Oceans* (à paraître début 2011)
- « Sustainable Development, Integration and the Conflation of Values: The *Fuel Retailers Case* » dans Ducan French (sous la direction de) *Sustainable Development and Global Justice* (Octobre 2010)
- « Flexible Mechanisms » dans V I Grover (sous la direction de) *Global Warming and Climate Change: Ten Years On Years After Kyoto and Still Counting* (2008)

- *Sustainable Development in international Law: An Analysis of Key Environmental Instruments* (2007)
- « Environmental Rights » (avec Loretta Feris) dans Danie Brand et Christoff Heyns (sous la direction de) *Socio-Economic Rights: Constitutional and International Law* (2005)
- « Breathing Constitutional Values into the Law of Contract: Freedom of Contract and the Constitution » dans Bělovský et Skřejpek (sous la direction de) *The Roman Law Tradition in Societies in Transition* (2003)

**Communications et exposés (les conférences internationales sont marquées d'un astérisque)**

- Exposé « L'Afrique et la Cour pénale internationale » présenté au Comité du droit international du barreau de la ville de New York, 28 janvier 2010.
- « Sustainable Development, Integration and the Conflation of Values: The *Fuel Retailers Case* », Global Justice and Sustainable Development, Sheffield University (Royaume-Uni), 26 et 27 août 2009
- « Marine Genetic Resources », PNUE, Université de Joensuu (Finlande), cours sur l'activité législative en matière d'environnement et la gouvernance de l'Université de Kwazulu (Afrique du Sud), 7 juillet 2008\*
- « Corporate entities and the Flexible Mechanisms in the Climate Change Regime: The Privatisation of Sustainable Development? », exposé présenté à la Conférence régionale de l'Association du droit international (Afrique du Sud), août 2007\*
- « The Biosafety Protocol and the Promotion of Sustainable Development: With One Hand It Giveth, With The Savings Clause It Taketh », exposé présenté en juillet 2005, *Global Ecological Integrity and the Sustainability of Civilization: Hard and Soft Law Perspectives*, Venise (Italie)
- « Sustainable Development and the Kyoto Protocol », exposé présenté en juin 2005 dans le cadre de la conférence *Environmental Innovation and Rehabilitation: Striving to Become Legally Compliant*, Rosebank (Johannesburg)
- « Biosafety Protocol, International Trade and the Savings Clause: Protecting the WTO from International Legal Rules? », exposé présenté en janvier 2005 à l'occasion du *Law Teachers of Southern Africa Congress*, Bloemfontein (Afrique du Sud)
- « The World Bank, International Law and Sustainable Development », exposé présenté en avril 2004 au séminaire *SA Yearbook of International Law Annual Seminar*, UNISA (Afrique du Sud)
- « Strong Sustainability, Weak Sustainability and the Earth Charter: Towards a More Nuanced Theory in International Law » exposé présenté en avril 2004, Conférence *Global Ethics, Development and the Environment*, Aberdeen (Écosse)\*
- « Human Rights, the Environment, Sustainable Development and International Law: A South African Response », exposé présenté en juin 2003, Conférence



*Global Ecological Integrity, Human Rights and Human Responsibility: Intersections Between International Law and Public Health*, Urbino (Italie)\*

- « Intragenerational Equity: A New Name for International Justice », exposé présenté en janvier 2003, *Legal History Conference: Equality, Freedom and Justice: The Three Pillars of Legal History*, Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)\*
- « Constitutionalising the Common Law of Contract », exposé présenté en mai 2002, *International Conference on the Roman Law Tradition in Societies in Transition*, Université Charles (Prague)\*
- « Exploring the Efficacy of the World Court's Compulsory Jurisdiction », conférence donnée à l'Université de Pretoria, mai 2002
- « Discrimination under the South African Constitution », exposé présenté à la Commission de l'équité en matière d'emploi de Transwerk (Pretoria), novembre 2000
- « Indigenous Law in South Africa: A Constitutional Crisis? », Colloque pour les étudiants en maîtrise de droit, faculté de droit de l'Université du Connecticut, Hartford (États-Unis), novembre 1999
- « Deconstruction of Myths », exposé présenté en janvier 1999, conférence sur l'histoire du droit *Law in Africa: New Perspectives on Origins, Foundations and Transition* (Pretoria)\*

#### **Participation à des conférences et à des débats diplomatiques**

- Représentant de l'Afrique du Sud au Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, New York (juin 2006, 2007, 2008, 2009)
- Représentant de l'Afrique du Sud à la Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (juin 2006, 2007, 2008 et 2009)
- Représentant de l'Afrique du Sud à la réunion de l'Autorité internationale des fonds marins
- Membre de la délégation sud-africaine à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (novembre 2006)
- Représentant de l'Afrique du Sud à la Réunion des États de l'Afrique australe du Commonwealth tenue pour examiner les droits des États sans littoral en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Pretoria (février 2007)
- Représentant de l'Afrique du Sud à la Réunion des États de l'Afrique australe du Commonwealth tenue pour examiner les droits des États sans littoral en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Mozambique et Zambie (février 2007)
- Représentant de l'Afrique du Sud au Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, New York (juin 2007)

- Représentant de l’Afrique du Sud à la Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (juin 2007)
- Conseiller juridique pour la délégation sud-africaine durant la réunion du Groupe de travail spécial d’experts juridiques sur la responsabilité et la réparation dans le cadre du Protocole de Cartagena, Montréal (novembre 2007)
- Conseiller juridique et négociateur en chef pour la délégation sud-africaine durant la réunion du Groupe de travail spécial d’experts juridiques sur la responsabilité et la réparation dans le cadre du Protocole de Cartagena, Montréal (mars 2008)
- Coprésident du sous-groupe de travail durant la réunion sur la responsabilité et la réparation, Cartagena (mars 2008)
- Représentant du Groupe Afrique à la réunion des amis des coprésidents tenue durant la réunion sur la responsabilité et la réparation, Cartagena (mars 2008)
- Chef de la délégation sud-africaine lors des négociations pour l’adoption d’un instrument sur la fusion de la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples et de la Cour africaine de justice, Addis-Abeba (avril 2008)
- Chef de la délégation sud-africaine auprès du Groupe de travail spécial sur la biodiversité dans les zones marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale (avril 2008 à février 2012)
- Conseiller juridique de la délégation sud-africaine à la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena (Montréal), et négociateur en chef durant la session de contact sur le Protocole sur la responsabilité (mai 2008)
- Représentant de l’Afrique du Sud au Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, New York (juin 2008)
- Représentant de l’Afrique du Sud à la Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (juin 2008)
- Membre de la délégation sud-africaine lors d’une réunion avec la France pour discuter du projet relatif au plateau continental de l’Afrique du Sud (juillet 2008)
- Chef de la délégation sud-africaine à la réunion d’experts juridiques et de ministres de la justice de l’Union africaine pour débattre de différentes questions (octobre et novembre 2008)
- Conseiller juridique auprès de l’Équipe chargée du projet relatif au plateau continental de l’Afrique du Sud (2006 à nos jours)

**Appartenance à d’autres organismes**

- Oxford International Law Cases in Domestic Courts, rédacteur de comptes rendus d’audience (janvier 2007 à mai 2008)
- Membre du Comité du développement durable de l’Association de droit international (2004 à nos jours)
- 2002-2009 : Membre du Conseil exécutif de la branche sud-africaine de l’Association de droit international

- 2002-2004 : Membre du Comité de sélection des étudiants sud-africains pour le programme de bourses Fulbright
- 2003-2004 : Membre du Comité de sélection des étudiants américains pour le programme de bourses Fulbright
- 2003 et 2004 : Membre du Comité de sélection du *Integrated Bar Project*

## Muaz Ahmed Mohamed Tungo (Soudan)

[Original : anglais]

### Données personnelles

Lieu de naissance : Al-Geneina (Soudan)

Date de naissance : 1<sup>er</sup> janvier 1960

Marié, trois enfants

### Connaissances linguistiques

Parfaite maîtrise de l'arabe et de l'anglais. Aptitude à lire le français écrit, expression orale difficile.

### Formation

#### *Études universitaires supérieures*

1993-1997      Doctorat en droit international, faculté de droit de l'Université de Cambridge, Wolfson College (Royaume-Uni)

1989-1991      Maîtrise en études diplomatiques, Université de Westminster (Royaume-Uni)

#### *Études universitaires*

1982-1986      Diplôme de sciences juridiques et politiques, faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Hassan II (Maroc)

#### *Fonctions actuelles*

2008-mars 2009      Bureau technique du Cabinet du Ministre de la justice, Ministère soudanais de la justice

Solicitor General

Ma mission est d'écrire et de valider des notes et des articles, d'étudier, analyser et interpréter et de présenter des conseils, des mémorandums et des avis juridiques à tous les organes gouvernementaux sur le droit international en général et sur des questions touchant le droit des traités et les rapports juridiques entre le Soudan et toutes les organisations internationales dans tous les domaines.

1998-2008      Solicitor General

Chef du Département du droit international et des traités, Ministère de la justice, Khartoum

Au titre de ses responsabilités générales envers le Gouvernement soudanais, le Département du droit international et des traités, que j'ai contribué à créer et que je dirige depuis sa création en avril 1998, mène des activités de rédaction, d'étude, d'analyse et

d'interprétation et fournit des avis juridiques à tous les organes gouvernementaux sur le droit international en général et sur des questions touchant le droit des traités et les rapports juridiques entre le Soudan et toutes les organisations internationales dans tous les domaines.

### **Devoirs et responsabilités exercés dans les domaines suivants**

#### *1) Droit commercial et économique international*

Dans ce domaine du droit international, mes fonctions ont porté sur la rédaction, l'étude, l'analyse et l'interprétation, ainsi que la fourniture d'avis juridiques et de mémorandums à tous les organes gouvernementaux sur le droit commercial et économique international et sur les conventions, traités, accords et statuts d'organisations y relatifs. J'ai également rédigé, étudié, analysé et présenté des mémorandums juridiques relatifs à des accords de prêt émanant d'États souverains ou d'institutions financières internationales et régionales, en plus de soumettre au Conseil des ministres le texte définitif de projets de loi dans le cadre de procédures de ratification ou d'adhésion. En outre, j'ai été chargé d'examiner, avant leur signature et leur adoption par le Ministère de l'énergie et des mines, les concessions pétrolières et gazières au Soudan.

#### *2) Droit coutumier international, droit des traités, traduction et réforme judiciaire*

Dans ce domaine du droit international, mes fonctions ont porté sur la rédaction, l'étude, l'analyse et l'interprétation, ainsi que la fourniture d'avis juridiques et de mémorandums relatifs au droit international, aux conventions, aux traités, aux accords et aux organisations, dans les domaines autres que le droit commercial international, à tous les organes gouvernementaux, et de traduire ces documents en anglais ou en arabe. J'ai également rédigé des projets de loi dans le cadre de procédures de ratification ou d'adhésion et établi des mémorandums et des avis juridiques concernant l'incorporation de certaines dispositions du droit international dans la législation nationale. En outre, j'ai suivi l'évolution récente du droit international, notamment du droit international de l'environnement, et les travaux de la Commission du droit international, de la Cour internationale de Justice, de la Cour internationale d'arbitrage et de l'Organisation consultative juridique afro-asiatique.

#### *3) Organisations internationales*

Dans ce domaine du droit international, mes fonctions ont porté sur la rédaction, l'étude, l'analyse et l'interprétation, ainsi que la fourniture d'avis juridiques à tous les organes gouvernementaux sur les aspects juridiques des relations du Soudan avec les organisations internationales dont il est membre ou dont il envisage de devenir membre et la traduction en anglais ou en arabe des instruments et documents juridiques émanant de ces dernières. J'ai également établi des projets de loi dans le cadre de procédures de ratification ou d'adhésion et établi des avis juridiques concernant l'incorporation de certaines dispositions du droit international dans la législation nationale.

4) *Droit international humanitaire et droit pénal international*

J'étais chargé de rédiger, d'étudier, d'analyser, d'interpréter et de fournir des avis juridiques à l'ensemble des organismes d'État sur tous les aspects du droit pénal international, ainsi que des traités et décisions juridiques et judiciaires. J'ai également rédigé des projets de ratification et d'adhésion et formulé des avis sur l'adoption de certaines dispositions internationales dans les législations nationales et sur leur compatibilité avec le droit interne. Le droit international des droits de l'homme et les instruments, traités et accords relatifs au droit humanitaire relèvent également de mes responsabilités.

5) *Traités bilatéraux*

J'étais chargé de représenter le Ministère au cours de toutes les phases de préparation et de négociation au sein des hautes commissions et des commissions ministérielles conjointes, avec les pays amis. J'étais également chargé d'élaborer, d'étudier, d'analyser, d'interpréter et de donner des avis juridiques à l'ensemble des organismes d'État sur tous les traités et accords bilatéraux couvrant un vaste éventail de sujets, en coordination avec les autres sections. J'ai également élaboré des projets de ratification et d'adhésion, rédigé des mémorandums et formulé des avis juridiques sur leur compatibilité avec le droit interne. J'ai participé à toutes les commissions ministérielles conjointes avec les autres États ou délégué mes pouvoirs à des experts.

6) *Cours d'eau internationaux et sous-section du bassin du Nil*

J'étais chargé d'élaborer, d'étudier, d'analyser, d'interpréter et de rédiger des mémorandums et de donner des avis juridiques à tous les organismes d'État sur tous les accords et traités bilatéraux et régionaux ayant trait au bassin du Nil ou encore au droit international de la mer, au droit maritime national et international, aux eaux du Nil, aux eaux de surface et à la coopération avec les Grands Lacs. J'ai également élaboré des projets de ratification et d'adhésion, donné des avis et rédigé des mémorandums sur la compatibilité de ces accords et traités avec le droit interne.

7) *Frontières internationales*

J'étais chargé d'élaborer, d'étudier, d'analyser, d'interpréter, de rédiger des mémorandums et de donner des avis juridiques à l'ensemble des organismes d'État sur tous les traités et accords bilatéraux ou régionaux ayant trait au tracé et à la démarcation des frontières intérieures ou des frontières internationales avec les pays voisins. J'ai également participé au règlement de différends frontaliers.

Depuis 2001 Membre de la Commission qui a préparé l'adhésion du Soudan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Conseiller juridique et membre de l'équipe chargée d'élaborer des documents sur le respect des règles et des conditions d'adhésion et de recommander des projets législatifs. Ai participé à des séminaires et des ateliers en vue de l'adhésion, ainsi qu'à l'élaboration de nouveaux projets de loi et à l'amendement de certains instruments pour veiller au respect des conditions d'adhésion

- 2002-2009 Conseiller juridique et membre de la commission permanente chargée de l'adhésion à l'OMC, du comité chargé d'apporter des compléments d'information aux questions posées par les États membres; de la préparation à l'adhésion ayant trait aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, aux mesures sanitaires et phytosanitaires, aux accords sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et aux accords sur les obstacles techniques au commerce. J'ai également participé à l'élaboration de tous les nouveaux instruments et des amendements des instruments existants et l'ai supervisée, pour veiller au respect des conditions et faciliter l'adhésion du Soudan à l'OMC
- 2003-2005 Conseiller juridique à la Société nationale des télécommunications au Ministère des communications et des télécommunications à Khartoum. J'étais chargé de lui fournir des conseils, de défendre ses droits et ses intérêts et de vérifier qu'elle s'acquittait de ses obligations, outre le fait d'élaborer, de certifier et de légaliser les contrats
- Depuis 2005 Conseiller juridique de la Société de développement et des services du Kordofan occidental, à la présidence, à Khartoum. Je suis chargé de conseiller la société, de défendre ses droits et ses intérêts et de vérifier qu'elle s'acquitte de ses obligations, outre le fait de rédiger, de certifier et de légaliser les contrats
- Depuis 2008 Conseiller juridique de l'État du Kordofan méridional. Je suis chargé de conseiller l'État, de défendre ses droits et ses intérêts et de vérifier qu'il s'acquitte de ses obligations, outre le fait de rédiger, de certifier et de légaliser ses contrats
- Depuis 2009 Conseiller juridique de la White Nile Petroleum Operating Company. Je suis chargé de conseiller la société, de défendre ses intérêts et de vérifier qu'elle s'acquitte de ses obligations, outre le fait de rédiger les contrats pétroliers et gaziers
- Depuis 2006 Membre du Centre d'arbitrage de Khartoum et maître de conférences
- 2001-2008 Maître de conférences en droit international  
Ai enseigné les principes du droit international public, du droit international des droits de l'homme et des droits de l'homme dans l'islam à des étudiants de deuxième et troisième cycles, à l'Université de Khartoum
- 2000-2008 Conseiller juridique au Groupe du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) au Ministère du commerce extérieur à Khartoum. J'étais chargé de conseiller le Soudan, de défendre ses droits et ses intérêts et de vérifier qu'il s'acquittait de ses obligations, outre le fait de participer aux négociations et de m'occuper du processus d'élaboration des aspects juridiques des questions commerciales régionales. J'ai représenté le Ministère de la justice dans le domaine juridique, ainsi que le Comité, au cours des réunions des ministres de la justice

- 2000-2008 J'ai assisté aux conférences annuelles suivantes :
- Les organes directeurs de la COMESA de 2000 à 2002 et de 2004 à 2007
- La commission juridique et les réunions des ministres de la justice et des procureurs de la République en 2001, 2002, 2004, 2005 et 2007
- J'ai traduit en arabe les règles d'origine de la COMESA, qui sont parues sous forme de livre, ainsi que le protocole et le fascicule au sujet de leur mise en œuvre
- 2004-2006 J'ai rédigé les opinions du Soudan pour les conférences annuelles suivantes, auxquelles j'ai participé :
- L'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique de 2004 à 2006
- Depuis 2001 Membre et conseiller juridique de la Commission conjointe chargée du tracé des frontières entre le Soudan et l'Éthiopie
- 2002-2009 Membre et conseiller juridique de la Commission spéciale sur le Soudan et l'Éthiopie chargée des cultures transfrontalières et des établissements
- Depuis 2005 Membre et conseiller juridique de la Commission du 1<sup>er</sup> janvier 1956 chargée du tracé de la frontière entre le Nord et le Sud
- Depuis 2006 Membre et conseiller juridique de la Commission chargée du tracé de la frontière au nord du Darfour
- 2008-2009 Membre du Comité national chargé du tracé de la frontière dans la région de l'Abyei

#### **Expérience universitaire complémentaire**

- Depuis 2005 Supervision de thèses de maîtrise
- Ai supervisé les travaux de recherche effectués par des étudiants de troisième cycle de l'Université de Rabat à Khartoum
- Depuis 1998 Ai encadré les recherches et examiné les thèses de maîtrise d'étudiants en droit international à l'Université de Khartoum
- Depuis 2005 Ai supervisé les recherches et examiné les thèses de maîtrise d'étudiants en droit international à l'Université de la vallée du Nil à Atbara (Soudan)



## **Eduardo Valencia-Ospina (Colombie)**

[Original : anglais et espagnol]

### **Membre de la Commission du droit international (CDI)**

#### **Rapporteur spécial de la Commission sur la protection des personnes en cas de catastrophe**

**Lieu et date de naissance** : Cali (Colombie), 19 septembre 1939

**Connaissances linguistiques** : Maîtrise parfaite de l'espagnol (langue maternelle), anglais et français (parlé, lu et écrit)

### **Diplômes**

Baccalauréat, Colegio de Santa Librada, Cali, 1956 (1950-1956)

Doctorat en sciences juridiques, Universidad Pontifical Javeriana, Bogota, 1962 (1957-1961)

Doctorat en sciences économiques, Universidad Pontifical Javeriana, 1962 (1957-1961)

Certificat obtenu à l'issue d'un cours spécialisé d'un an portant sur le droit du travail et l'économie, Universidad Pontifical Javeriana, 1961

Certificat obtenu à l'issue d'un séminaire sur le droit américain à l'intention des juristes colombiens, Southern Methodist University, Dallas (États-Unis), 1961

Certificat obtenu à l'issue du Programme pour les étudiants étrangers, Yale University, New Haven (États-Unis), 1962

Maîtrise en droit, Harvard University (faculté de droit), Cambridge (États-Unis), 1963 (1962-1963). Spécialisation : Droit international

Études spécialisées, Harvard Law School (1963-1964). Spécialisation : droit international

### **Distinctions**

Médaille d'or « General Santander » décernée au meilleur étudiant du Colegio de Santa Librada (1956)

Première place à la faculté de droit de l'Universidad Pontifical Javeriana (1961)

Bourse ICETEX décernée chaque année pendant les cinq ans d'études à la faculté de droit de l'Universidad Pontifical Javeriana

Bourse « Fulbright », 1962

Bourse de Harvard University, 1962-1963

Bourse de l'Organisation des États américains, 1963-1964

Commandeur de l'« Ordre des villes confédérées », titre décerné par le Gouvernement fédéral de Cali (1995)

Médaille d'or « José Félix Restrepo », la plus haute décoration décernée par l'Universidad Pontifical Javeriana (1997)

Commandeur de l'« Order Javeriana », titre décerné par l'Association des anciens élèves de l'Universidad Javeriana (1997)

« Commentaries on World Court's Decisions, 1987-1996 », ouvrage qui lui est dédié, publié par Kluwer Law International (1998)

Premier membre honoraire de l'Institut TMC Asser, La Haye (2001)

Universitaire invité du Centre d'études international de la faculté de droit de la New York University (2001)

Grand-Croix de l'ordre de San Carlos, décernée par le Président et Ministre des affaires étrangères de la République de Colombie (2001)

Membre honoraire de l'Académie colombienne de droit international (2009)

### **Expérience professionnelle**

#### *I. Carrière après l'ONU (depuis 2000)*

Membre de la CDI :

2006 Élu par la CDI en remplacement de M. Bernardo Sepúlveda (Mexique), démissionnaire

2007-2011 Élu par l'Assemblée générale

2007 Élu Rapporteur spécial de la CDI sur la protection des personnes en cas de catastrophe

2008 Rapport préliminaire (A/CN.4/598)

2009 Deuxième rapport (A/CN.4/615 et Corr.1)

2010 Troisième rapport (A/CN.4/629)

2011 Quatrième rapport (A/CN.4/...)

Consultant en droit international auprès de plusieurs gouvernements, dont le Gouvernement colombien

Consultant en droit international auprès du Cabinet juridique Frère Cholmeley/Eversheds (Paris) (2000-2010)

Rédacteur en chef de la revue « The Law and Practice of International Courts and Tribunals » publiée par Martinus Nijhoff, Leyde, (Pays-Bas)

Directeur de la collection « International Litigation in Practice » publiée par Martinus Nijhoff

#### *II. Carrière avant l'ONU*

Assistant juridique auprès de l'Avocat général, Conseil d'État colombien, 1961-1962

Associé du Cabinet juridique Ropes and Grey, Boston (États-Unis) 1963

### III. Carrière à l'ONU (1964-2000)

#### A. Cour internationale de Justice (1984-2000)

Greffier, élu le 19 février 1987 et réélu le 17 février 1994, pour des mandats de sept ans, avec rang de Sous-Secrétaire général de l'ONU

Greffier adjoint, élu le 11 avril 1984, pour un mandat de sept ans

Alors qu'il exerçait ces fonctions, la Cour a été saisie des affaires suivantes :

#### *Affaires contentieuses*

1. Délimitation de la frontière maritime dans le golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)
2. Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)
3. Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)
4. Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (*Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*)
5. Demande de révision et d'interprétation du jugement rendu le 24 février 1982 sur l'affaire relative au plateau continental (*Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne*)
6. Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Costa Rica*)
7. Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Honduras*)
8. Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention présentée par le Nicaragua
9. Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (*États-Unis d'Amérique c. Italie*)
10. Délimitation des zones maritimes dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (*Danemark c. Norvège*)
11. Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)
12. Terres riches en phosphate à Nauru (*Nauru c. Australie*)
13. Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (*Guinée-Bissau c. Sénégal*)
14. Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)
15. Timor oriental (*Portugal c. Australie*)
16. Délimitation des zones maritimes entre la Guinée-Bissau et le Sénégal
17. Passage par le Grand-Belt (*Finlande c. Danemark*)
18. Délimitation des zones maritimes et questions territoriales entre le Qatar et Bahreïn
19. Questions relatives à l'interprétation et l'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni*)

20. Questions relatives à l'interprétation et l'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique*)
21. Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)
22. Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie*)
23. Projet Gabčíkovo-Nagymáros (Hongrie/Slovaquie)
24. Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria
25. Compétence en matière de pêcheries (*Espagne c. Canada*)
26. Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 sur les essais nucléaires (*Nouvelle-Zélande c. France*)
27. Île Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)
28. Convention de Vienne sur les relations consulaires (*Paraguay c. États-Unis d'Amérique*)
29. Demande d'interprétation de l'arrêt rendu le 11 juin 1998 dans l'affaire relative à la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, exceptions préliminaires
30. Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)
31. Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)
32. La Grand (Allemagne c. États-Unis d'Amérique)
33. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Belgique*)
34. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Canada*)
35. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. France*)
36. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Allemagne*)
37. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Italie*)
38. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Pays-Bas*)
39. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Portugal*)
40. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Espagne*)
41. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Royaume-Uni*)
42. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique*)
43. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Burundi*)
44. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Ouganda*)

45. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Rwanda*)
46. Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Croatie c. Yougoslavie*)
47. Incident aérien (*Pakistan c. Inde*)

*Rôle consultatif*

48. Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies
49. Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'Accord du 26 juin 1947 relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies
50. Applicabilité de l'article VI, section 22, de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies
51. Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé
52. Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires
53. Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme

**B. Secrétariat de l'ONU (Bureau des affaires juridiques) (1964-1984)**

Nommé juriste adjoint, septembre 1964

Juriste hors classe, démission en mars 1984

*1. Assistance juridique aux organes et conférences de codification des Nations Unies*

Membre du secrétariat des conférences et organes suivants :

Commission du droit international (depuis 1966; 18 sessions consécutives), Secrétaire adjoint de la Commission depuis 1981; Secrétaire du Comité de rédaction depuis 1976

Sixième Commission de l'Assemblée générale (depuis 1966; 18 sessions consécutives), Sous-Secrétaire; Secrétaire du Comité de rédaction ou des groupes de travail établis concernant les instruments internationaux suivants :

Projet de convention sur les missions spéciales (1968-1969)

Projet de convention sur la prévention et la répression des infractions contre les agents diplomatiques et autres personnes jouissant d'une protection internationale (1973)

Projet de déclaration sur le droit d'asile (1965-1967)

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1969), Assistant spécial auprès de Sir H. Waldock, expert consultant; Sous-Secrétaire du Comité plénier

Conférence des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, 1975), Sous-Secrétaire du Comité de rédaction

Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial (Genève, 1977), Secrétaire du Comité de rédaction Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités (Vienne, 1977-1978), Secrétaire du Comité de rédaction

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État (Vienne, 1983), Secrétaire du Comité plénier et du Comité de rédaction

Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (1966-1970), Sous-Secrétaire

Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (1967-1972), Sous-Secrétaire

Comité spécial du terrorisme international (1973-1977), Sous-Secrétaire

Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies (1975), Sous-Secrétaire

## 2. *Recherches, études et publications sur des sujets liés au droit international*

A notamment participé à l'établissement des documents et publications des Nations Unies suivants :

Pratique suivie par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique en ce qui concerne leur statut juridique, leurs privilèges et leurs immunités (A/CN.4/L.118 et Add.1 et 2; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1967)

Relations entre les États et les organisations internationales (A/CN.4/241 et Add.1 à 6); *Annuaire de la Commission du droit international*, 1971)

Examen du programme et des méthodes de travail de la Commission du droit international (A/7209/Rev.1, annexe; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1968)

Examen du programme de travail de la Commission du droit international (A/CN.4/230; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1970)

Examen d'ensemble du droit international (A/CN.4/245/Rev.1; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1971)

La succession d'États aux traités multilatéraux (A/CN.4/200 et Add.1 et 2; A/CN.4/210; A/CN.4/225; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1968, 1969 et 1970)

La succession d'États en matière de traités bilatéraux (A/CN.4/229; A/CN.4/243 et Add.1; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1970 et 1971)

Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux (A/35/312/Add.2; A/CN.4/325; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1979)

Examen du rôle de la Cour internationale de Justice (A/8382, 1971)

Terrorisme international (A/C.6/418 et Add.1, 1972)

Enquête sur les règles en vigueur du droit international relatives à l'interdiction ou à la restriction de l'emploi de certaines armes (A/9215, vol. I et II, 1973)

Asile diplomatique (A/10139, partie II, 1975)

Volume 14 de la Série législative des Nations Unies « Documentation concernant la succession d'États » (ST/LEG/SER.B/14)

Volume 17 de la Série législative des Nations Unies « Documentation concernant la succession d'États dans les matières autres que les traités » (ST/LEG/SER.B/17)

Volume XIV du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.65.V.4)

Volume XV du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.66.V.3)

Volume XVI du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.69.V.1)

Les travaux de la Commission du droit international (3<sup>e</sup> éd., 1980; publication des Nations Unies, numéro de vente : E.80.V.11)

Projet de recherche sur certaines circonstances excluant l'illicéité autres que la « force majeure » et le « cas fortuit » (nécessité, légitime défense, consentement, application légitime de sanctions)

Projet de recherche sur la clause de la nation la plus favorisée

Projet de recherche sur le statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique

#### **Autres écrits**

« Algunas Consideraciones Jurídicas y Económicas Suscitadas por el Tema de la Actuación Estatal » (Bogota, éd. La Meta, 1962)

« Legal Problems in Commodities Trade: The International Coffee Agreement » (Cambridge, États-Unis, 1963)

« Le droit et son interprète », dans Guy Ladreit de Lacharrière et la politique juridique extérieure de la France (Paris, éd. Masson, 1989)

« The International Court of Justice and International Environmental Law » (*Asian Yearbook of International Law*), vol. 2, 1994)

« The Use of Chambers of the International Court of Justice », dans *Essays in Honour of Sir Robert Jennings* (Cambridge University Press, 1995)

« The Role of the International Court of Justice in fifty years of the United Nations » (*The Hague Yearbook of International Law*, vol. 8, 1995)

« Aspects conceptuels et pratiques de la codification et du développement progressif du droit international : évolutions et priorités » dans *Le droit international comme langage des relations internationales* (publication des Nations Unies, numéro de vente : T.96.V.4)

« International Law and the Information Era », dans *Problems of Contemporary International Law: Conflict and Convergences* (La Haye, T.M.C. Asser Institute, 1996)

« Financing, Administering and Making Known the Work of the Court », dans *Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice*, publié sous les auspices de l'UNITAR (éd. Kluwer, 1997)

« Nueva Aproximación al *Uti Possidetis Juris* » (Quaestiones juridicae, 13, Bogota, 1997)

« The Role of the International Court of Justice in the Pact of Bogota », dans *Essays in Honour of José María Ruda* (éd. Kluwer, 1999)

« Le rôle de la Cour internationale de Justice dans les différends relatifs au droit des cours d'eau internationaux », dans les procès-verbaux de la première Conférence pour la région de l'Amérique latine de l'Association de droit international (São Paulo, 1999)

« Evidence before the International Court of Justice » (International Law Forum du Droit international, vol. I, 1999)

« [My] Bookshelf » (International Law Forum du Droit International, vol. IV, 2000)

« Non-governmental Organizations and the International Court of Justice », dans *Civil Society, International Courts and Compliance Bodies* (T.C.M. Asser Press, 2005)

« International Boundary Delimitation and the Law of Treaties », dans *Boundary Negotiation and Dispute Resolution* (IBRU, CD-ROM, Durham, Royaume-Uni, 2005)

« Agents before International Courts and Tribunals », dans *Max-Planck Encyclopedia of International Law* (Oxford University Press, 2006)

« The Pact of Bogota », dans *Max-Planck Encyclopedia of International Law* (Oxford University Press, 2007)

Préface du manuel de droit international de l'environnement de D. Uribe Vargas et F. Cárdenas Castañeda (Université Jorge Tadeo Lozano, Bogota, 2010)

### Activités diverses

Assistant spécial du Président de l'Assemblée générale à ses vingt-huitième (1973), trente-troisième (1978) et trente-huitième (1983) sessions

Représentant de l'ONU à la vingt-deuxième Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Téhéran en 1973

Participant, au nom du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, aux tables rondes d'experts sur le droit des réfugiés, organisées par l'Institut international de droit humanitaire à San Remo et Florence (Italie) en 1978 et 1979, respectivement

Membre du Comité des publications de l'ONU

Membre des délégations de la Cour internationale de Justice aux trente-neuvième (1984) à cinquante-quatrième (1999) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies



Observateur pour la Cour internationale de Justice aux réunions du Comité consultatif juridique afro-asiatique tenues à Arusha en 1985, à Beijing en 1989 et à Islamabad en 1992

Observateur pour la Cour internationale de Justice au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 1990)

Observateur pour la Cour internationale de Justice à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992)

Représentant au dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Vienne, 2000)

Représentant de la Cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce (Paris) à la dix-neuvième Conférence diplomatique de la Conférence de La Haye de droit international privé (2001)

Président du jury (Washington) et juge (ONU, New York) lors de la finale mondiale du concours Jessup International Law Moot Court Competition et président du jury lors des finales néerlandaise (La Haye) et colombienne (Bogota)

Juge au concours Telders Moot Court Competition (Leyde)

Membre honoraire du Comité de rédaction du Leiden Journal of International Law

Membre du Conseil consultatif de rédaction pour le projet d'annuaire du droit international public d'Amérique latine (Genève)

Membre du Conseil d'administration de la Fondation Manfred Lachs (Pays-Bas)

Membre du Comité directeur du Projet sur les cours et tribunaux internationaux (PICT) (Universités de New York et de Londres)

Membre du Comité consultatif du projet « Process and Legitimacy in the nomination, election and appointment of international judges » (University College, Londres)

Participant en qualité de président et de conférencier d'honneur à plus d'une centaine de conférences internationales, colloques, tables rondes et symposiums, sur des sujets de droit international et de relations internationales

### **Conférences**

Vingtième et trente-deuxième programmes externes de l'Académie de droit international de La Haye (Bogota, 1998 et Manille, 2001)

Vingt-troisième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain (Rio de Janeiro, 1996)

Chargé de conférences Wolfson au Dean Rusk International Law Center (University of Georgia, États-Unis)

Programme de formation (PICT), faculté de droit de l'Université de Pretoria

Programme de formation (PICT), Ministère des affaires étrangères, Téhéran

International Boundaries Research Unit de l'Université de Durham (Royaume-Uni), ateliers à Paris (2003) et Durham (2005)

Hommage à Rafael Altamira au nom de la Cour internationale de Justice (Alicante, Espagne)

Séminaire ONU/UNITAR organisé avec le programme de l'Académie de droit international de La Haye

Programme de hautes études à l'Office des Nations Unies à Genève

Séminaire de droit international organisé en liaison avec les sessions annuelles de la Commission du droit international à Genève

Séminaire organisé par l'UNITAR à New York à l'intention des délégués

Séminaire organisé par le Département de l'information de l'ONU à New York à l'intention de groupes d'étudiants invités

### **Universités (facultés de droit) et autres instituts universitaires**

Javeriana, Colegio del Rosario et Los Andes (Bogota); Asser Institute et Institute for Social Studies (La Haye), Leyde, Rotterdam et Utrecht (Pays-Bas); Boston, Californie (Davis), Géorgie (Athens), Harvard (Cambridge), Yale (New Haven); New York et City College de la City University of New York (États-Unis); Oxford, Glasgow, Durham, Londres (Université, Kings and Queen Mary Colleges, SOAS), London School of Economics et British Institute of International Law (Royaume-Uni); Buenos Aires et El Salvador (Argentine); Vienne; Institut de droit public et de science politique, Fondation Getulio Vargas (Rio de Janeiro) et Université de São Paulo (Brésil); Institut interaméricain des droits de l'homme et Université pour la paix (San José); Académie diplomatique (Quito); Institut diplomatique (Le Caire); Centre de droit économique international et européen (Thessalonique, Grèce); Ispahan (Iran); Milan (Italie) et Atheneum (Manille), Cardinal Wyszyński et École d'économie (Varsovie) et Nicolas Copernicus, Torun (Pologne)

### **Associations et autres institutions**

Cour suprême (Cali), Association des étudiants et anciens élèves de l'Académie de droit international de La Haye et Société hispanique des Pays-Bas; Association du barreau de la Ville de New York et American Association of Maritime Law (États-Unis); Association cubaine pour les Nations Unies (La Havane); Société égyptienne de droit international (Le Caire); Société roumaine pour les relations internationales (Bucarest); Association mondiale des anciens boursiers et stagiaires de l'ONU (Genève); Sections grecque et brésilienne de l'Association de droit international (Athènes et São Paulo)

### *Affiliation à des sociétés savantes*

Association de droit international :

Président du Groupe d'étude sur la responsabilité des organisations internationales (depuis 2005)

Membre du Comité sur la responsabilité des organisations internationales

Membre du Groupe d'étude sur l'indépendance des juges internationaux

American Society of International Law

Société latino-américaine de droit international

---

**Extrait d'une note verbale datée du 27 décembre 2010, reçue de la Mission permanente de la Colombie**

[Original : espagnol]

M. Valencia est docteur ès sciences juridiques et économiques de l'Université pontificale Javeriana de Bogota et titulaire d'une maîtrise de la faculté de droit de l'Université de Harvard. En novembre 2006, il a été élu membre de la Commission du droit international par l'Assemblée générale des Nations Unies pour une période de cinq ans (2007-2011), devenant ainsi le premier ressortissant colombien à siéger à la Commission en plus de 50 ans. En 2007, sa nomination comme Rapporteur spécial pour le sujet « La protection des personnes en cas de catastrophe » est venue consacrer son travail au sein de la Commission.

## Stephen C. Vasciannie (Jamaïque)

[Original : anglais]

**Date de naissance :** 17 janvier 1960

**Nationalité :** Jamaïcaine

### Fonctions actuelles

Directeur de la Norman Manley Law School (affiliée au Conseil de l'enseignement du droit des Antilles du Commonwealth) depuis août 2008

Membre de la Commission du droit international depuis janvier 2007. Il a siégé aux comités de rédaction chargés des questions suivantes : expulsion des étrangers, obligation d'extrader ou de poursuivre, responsabilité des organisations internationales, immunité des représentants de l'État et protection des personnes en cas de catastrophe. Il est également membre du Groupe de planification de la Commission

Directeur du *West Indian Law Journal* depuis août 2008

### Titres professionnels

Avocat au barreau de New York (admis au barreau de la Chambre d'appel de la Cour suprême de l'État de New York) (deuxième section judiciaire), depuis janvier 1990

Avocat au barreau de la Jamaïque (admis au barreau de la Haute Cour de Jamaïque), depuis février 1996

### Diplômes universitaires

|      |                                                                                                                                                        |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1989 | Doctorat (D. Phil) en droit international, Université d'Oxford                                                                                         |
| 1984 | Master (LL. M.) en droit international, mention très bien (First-class Honours) et mention spéciale pour travail exceptionnel, Université de Cambridge |
| 1983 | Licence (B. A.) en droit, mention très bien (First-class Honours), Université d'Oxford                                                                 |
| 1981 | Licence (B. Sc.) en économie, mention très bien (First-class honours), Université des Antilles (University of the West Indies)                         |

### Expérience professionnelle

|                |                                                                                                                    |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2008 à ce jour | Consultant en droit commercial international, HyltonBrown, consultants et avocats en droit international, Kingston |
| 2007 à ce jour | Président du Conseil d'administration de Scotia DBG Investments, Jamaïque                                          |
| 2005 à ce jour | Membre du Conseil d'administration de la Bank of Nova Scotia Jamaica                                               |
| 2005 à 2008    | Président du Comité de politique aérienne du Gouvernement jamaïcain                                                |

|                |                                                                                                                                                                           |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2004 à 2005    | Membre du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, Rio de Janeiro                                                                          |
| 2003 à 2008    | Avocat général adjoint, Bureau du Procureur général (Jamaïque), (à temps partiel, de 2004 à 2008), et Directeur du département des affaires internationales (2003 à 2008) |
| 2003 à 2006    | Directeur du département d'administration publique, Université des Antilles, Mona                                                                                         |
| 2002 à ce jour | Professeur de droit international, Université des Antilles                                                                                                                |
| 2001 à 2008    | Directeur d'études adjoint (Associate Tutor) à la Norman Manley Law School                                                                                                |
| 1994 à 2002    | Maître assistant (Senior Lecturer) en droit international, Université des Antilles (Jamaïque)                                                                             |
| 1991 à 1994    | Avocat au cabinet Sullivan & Cromwell à Wall Street (New York)                                                                                                            |
| 1989 à 1991    | Consultant juridique puis conseiller juridique au Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales                                                               |
| 1987 à 1988    | Chercheur en droit international au St. Catharine's College de Cambridge et membre de la faculté de droit à l'Université de Cambridge                                     |
| 1987 à 1988    | Membre extérieur de jurys chargés d'évaluer les mémoires de master (M. Phil.) en relations internationales pour l'Université de Cambridge                                 |
| 1984 à 1987    | Directeur d'études en droit international public et en droit de la mer à l'Université d'Oxford (à temps partiel)                                                          |

#### **Expérience diplomatique et juridique (sélection)**

|             |                                                                                                                                                                                                                    |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2009        | Consultant auprès du Gouvernement trinitadien dans l'affaire <i>Trinidad Cement Limited v. CARICOM</i> dont était saisie la Cour de justice des Caraïbes                                                           |
| 2008        | Consultant auprès du Gouvernement trinitadien dans l'affaire <i>Trinidad Cement Limited and TCL Guyana Limited v. The Government of the Co-operative Republic of Guyana</i>                                        |
| 2005 à 2007 | Chef de l'équipe chargée par le Gouvernement jamaïcain des négociations sur les accords bilatéraux relatifs aux services aériens avec le Royaume-Uni, le Mexique, l'Allemagne, le Brésil, le Chili et le Venezuela |
| 2006        | Président de la Conférence sur la délimitation des frontières maritimes dans les Caraïbes, élu en septembre 2005, Mexico                                                                                           |
| 2006        | Avocat principal de la Jamaïque dans l'affaire <i>Dudley Stokes</i> dont était saisie la Commission interaméricaine des droits de l'homme                                                                          |

- 2006 Avocat principal de la Jamaïque dans l'affaire *Jermey Smith* dont était saisie la Commission interaméricaine des droits de l'homme, mars 2006
- 2005 Membre de l'équipe de juristes dirigée par l'Avocat général qui représentait le Procureur général de la Jamaïque dans l'affaire *Independant Jamaica Council for Human Rights v. Syringa Marshall-Burnett and the Attorney General of Jamaica* dont était saisie la section judiciaire du Conseil privé
- 2004 Représentant de la Jamaïque à la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sixième Commission, octobre 2004
- 2004 Membre de la délégation jamaïcaine auprès de l'Autorité internationale des fonds marins, août 2004
- 2004 Membre de l'équipe de juristes dirigée par l'Avocat général et représentant le Procureur général dans l'affaire *Lambert Watson v. The Attorney General of Jamaica* dont était saisie la section judiciaire du Conseil privé
- 2004 à 2006 Avocat au service du Gouvernement trinidadien dans le cadre du différend frontalier maritime avec la Barbade
- 2003 Chef de l'équipe jamaïcaine chargée des négociations avec les États-Unis sur la révision de l'Accord sur la lutte contre les stupéfiants

## Publications (sélection)

### Livres

*Land-locked and Geographically Disadvantaged States in the International Law of the Sea* (Oxford University Press, 244 pages, 1990)

*Here and Elsewhere: Short Essays on Local and International Affairs*, 1995-1997 (Pear Tree Press, Jamaïque, 252 pages, 1997)

*International Law and Selected Human Rights in Jamaica* (Norman Manley Law School, 130 pages, 2002)

*Investor-State Dispute Settlement*, collection de la CNUCED consacrée aux accords internationaux en matière d'investissement (Nations Unies, 128 pages, 2003 – écrit en collaboration avec le professeur Peter Muchlinski)

### Monographies

*The Privy Council Versus the Caribbean Court of Appeal: Some General Observations*, *Caribbean Contemporary Affairs*, n° 3 (Initiative d'études culturelles, Bureau du vice-recteur adjoint, Université des Antilles, 33 pages, 1996)

*Fair and Equitable Treatment*, collection de la CNUCED consacrée aux accords internationaux en matière d'investissement (Publication des Nations Unies, 1999, 66 pages)

*Us and Them: International Law in a Time of Trial* (cours inaugural à l'Université des Antilles, 94 pages, 2004)

*Transparency*, collection de la CNUCED consacrée aux accords internationaux en matière d'investissement (Publication des Nations Unies, 2004 – auteur d'une partie du document)

*The Human Rights Project in Jamaica*, The Cobb Family Lecture 2008, Université des Antilles, Jamaïque (44 pages, 2008)

### Articles de revues et chapitres d'ouvrages

Plus de 40 articles parus dans des revues de droit et chapitres d'ouvrages, portant principalement sur des questions de droit international, notamment :

« Land-locked and Geographically Disadvantaged States and the Question of the Outer Limit of the Continental Shelf », *The British Yearbook of International Law*, vol. LVIII (1987), p. 271 à 302

« Part XI of the Law of the Sea Convention and Third States: Some General Observations », *The Cambridge Law Journal*, vol. 48 (1989), p. 85 à 97

« The Namibian Foreign Investment Act: Balancing Interests in the New Concessionary Era », *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, vol. 7, n° 1 (1992), p. 114 à 140

« Ownership and Control Aspects of Government Joint Ventures in Developing Countries », *Lesotho Law Journal*, vol. 7 (1991), p. 119 à 155 (rédigé en collaboration avec Charles L. Lipton)

« Bilateral Investment Treaties and Civil Strife: The AAPL/Sri Lanka Arbitration », *The Netherlands International Law Review*, vol. XXXIX, n° 3 (1992), p. 332 à 354

« The Charter of the Preferential Trade Area of Eastern and Southern African States (the PTA Charter) on Multinational Industrial Enterprises », *Transnational Corporations*, vol. 1, n° 2, août 1992, p. 97 à 110

« Haiti and the Use of Force: An *Ex Post Facto* Legal Argument », *West Indian Law Journal*, vol. 20, n°s 1 et 2 (1995), p. 1 à 21

« The 1996 Cuban Asylum-Seekers in Jamaica: A Case Study in International Law in the Post-Cold War Era », *University of Miami, Inter-American Law Review*, vol. 28, n° 1 (1996), p. 5 à 39

« The Haitian Invasion: After the Dust Has Settled », *Caribbean Affairs*, vol. 7, n° 6 (1997), p. 103 à 114

« The Jamaica/United States Shiprider Negotiations: Policy and Political Issues », *Caribbean Quarterly*, vol. 43, n° 3 (1997), p. 34 à 53

« International Law and the Settlement of Investment Disputes in Developing Countries : Aspects of the Evolving Treaty Practice », *West Indian Law Journal*, 25<sup>th</sup> Anniversary Volume (1998), p. 13 à 24

« Resource Entitlement in the Law of the Sea: Some Areas of Continuity of Change », in Goodwin-Gill et Talmon (sous la direction de), *The Reality of International Law: Essays in Honour of Ian Brownlie* (Oxford University Press, 1999), p. 539 à 564

« Fair and Equitable Treatment in International Investment Law », *The British Yearbook of International Law*, vol. 70 (1999), p. 99 à 164 (Prix du doyen de la faculté de sciences sociales pour la meilleure publication, décerné lors de la Journée de la recherche 2001 à l'Université des Antilles)

« In Re Ganja: International Law and the Decriminalisation of Marijuana in Jamaica », *West Indian Law Journal*, vol. 26, n° 1 (2001), p. 1 à 49

« Human Rights in Jamaica: International and Domestic Obligations », *Human Rights and Human Development Issues in Jamaica*, Programme des Nations Unies pour le développement, 2003, p. 53 à 83

« Foreign Policy Options for CARICOM: An Analytical Review », *The Integrationist*, vol. 1, n° 2 (2003), p. 16 à 34 (version abrégée)

« Humanitarian Intervention: Towards a Legal Response to the United Nations Secretary General », *West Indian Law Journal*, vol. 28, n° 2 (2003), p. 17 à 53

« Security, Terrorism and International Law: A Skeptical Comment », in Ivelaw Griffith (sous la direction de), *Caribbean Security in the Age of Terror* (2004), p. 52 à 71

« International Law and the Use of Force in Afghanistan and Iraq », *Journal of Diplomatic Language*, vol. 2, n° 1, juin 2005, article 2

« Caribbean Perspective on Human Rights », *XXXII Course on International Law*, Organisation des États américains, Comité juridique interaméricain, août 2005, p. 350 à 369

« Foreign Policy Options for CARICOM: An Analytical Review », in Kenneth Hall and Myrtle Chuck-A-Sang (sous la direction de), *CARICOM Options Towards Full Integration into the World Economy*, *The Integrationist*, vol. 3, n° 2 (2006), p. 35 à 88

« Human Rights in the Caribbean: Notes on Perception and Reality », *Jornadas de Derecho Internacional*, Organisation des États américains et Université d'Ottawa, 2006, p. 405 à 418

« The Relationship between International Law and Caribbean Domestic Law », *West Indian Law Journal*, vol. 32, n° 1 (2007), p. 51 à 64

Article « Geographically Disadvantaged States », in John B. Hattendorf (sous la direction de), *The Oxford Encyclopedia of Maritime History* (2007)

« The Constitution and the Rule of Law: Recent Issues from Jamaica », *Commonwealth Law Bulletin*, vol. 35, n° 1 (2009), p. 55 à 67

« The Decision of the Judicial Committee of the Privy Council in the *Lambert Watson* Case from Jamaica on the Mandatory Death Penalty and the Question of Fragmentation », *New York University Journal of International Law and Politics*, vol. 41 (2009), n° 4, p. 837 à 869

Plus de 600 articles sur les affaires publiques dans les journaux *The Daily Gleaner*, *The Jamaica Herald* et *Caribbean Today*



**Activités publiques et professionnelles (sélection)**

|                |                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1998 à 2003    | Expert des questions d'investissement auprès de la CNUCED                                                                                                                                                                               |
| 2002           | Membre de comités de lecture pour Cambridge University Press, University of the West Indies Press, <i>Caribbean Quarterly</i> , <i>Social and Economic Studies</i> , <i>Commonwealth Law Bulletin</i> et <i>West Indian Law Journal</i> |
| 2004           | Membre nommé par la Jamaïque du tribunal arbitral du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements                                                                                                 |
| 2005 à ce jour | Membre du Comité de rédaction, <i>The Integrationist</i> (projet CARICOM-United Way International)                                                                                                                                      |
| 2005 à ce jour | Membre du Comité de rédaction, <i>The Commonwealth Law Bulletin</i>                                                                                                                                                                     |
| 2006 à ce jour | Membre du Comité de rédaction, <i>The West Indian Law Journal</i>                                                                                                                                                                       |
| 2008 à ce jour | Membre du Conseil d'administration, Sir Shridath Rampal Centre for International Trade Law and Policy, Université des Antilles, Cave Hill Campus, Barbade                                                                               |

## Marcelo Vázquez-Bermudez (Équateur)

[Original : anglais]

La Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies considère que M. Marcelo Vázquez-Bermudez possède pleinement les compétences, les qualités et l'expérience requises pour continuer à contribuer aux travaux de la Commission du droit international, comme il ressort de la lecture de son curriculum vitae, qui est joint à la présente.

**Date et lieu de naissance :** 12 mars 1964, à Biblián (Équateur)

### Formation

|           |                                                                                                             |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1982-1988 | Études de droit (licence et doctorat)<br>Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador |
| 1993-1994 | Maîtrise de droit international<br>Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú          |
| 1988      | Académie diplomatique du Chili « Andrés Bello » Diplôme. Prix du meilleur étudiant étranger                 |

### Commission du droit international

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Depuis 2007 | Membre de la Commission du droit international<br><br>Président du Comité de rédaction de la Commission du droit international à sa soixante et unième session                                                                                                                   |
| 2009        | Membre de la table ronde sur la responsabilité des organisations internationales pour fait internationalement illicite, organisée à l'occasion de la réunion des conseillers juridiques des organisations internationales et des membres de la Commission du droit international |

### Expérience professionnelle

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Depuis 2006 | Représentant permanent adjoint de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)<br><br>Président de la huitième Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (La Haye), novembre 2009<br><br>Président de la première Réunion des États parties à la Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (Paris), mars 2009<br><br>Vice-Président des trente-quatrième et trente-cinquième sessions de la Conférence générale de l'UNESCO (Paris), 2007 et 2009<br><br>Représentant de l'Équateur au Conseil exécutif de l'UNESCO, 2006-2007 |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|           | Membre de l'Organe consultatif d'experts en droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale (COI)                                                                                                                                                     |
|           | Membre du Conseil du Bureau international d'éducation (BIE)                                                                                                                                                                                                                 |
| 2003-2006 | Directeur général des affaires juridiques, Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, du commerce et de l'intégration de l'Équateur                                                                                                                         |
| 1998-2003 | Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)                                                                                                                                                            |
|           | Ministère équatorien des affaires étrangères                                                                                                                                                                                                                                |
|           | Délégué de l'Équateur à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies (cinquante-troisième, cinquante-quatrième, cinquante-cinquième, cinquante-sixième et cinquante-septième sessions)                                            |
|           | Vice-Président de la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies (cinquante-cinquième session)                                                                                                                                      |
|           | Vice-Président du Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies)     |
|           | Coordonnateur des consultations sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (cinquante-septième session de l'Assemblée générale)                                              |
|           | Coordonnateur des négociations sur la résolution intitulée « Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite », adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-sixième session                                                            |
|           | Coordonnateur des négociations sur la résolution intitulée « Nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États », adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-cinquième session                                              |
|           | Chef de la délégation équatorienne à la plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies pour le point de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer ». A négocié plusieurs résolutions sur la question, y compris sur celle de la viabilité de la pêche |
|           | Chef de la délégation équatorienne aux Réunions des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1999-2003                                                                                                                                       |
|           | Chef de la délégation équatorienne aux réunions du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer des Nations Unies, 2000-2003                                                                                                           |

Chef de la délégation équatorienne du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1996. A participé aux négociations sur la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et sur la Convention internationale sur la répression des actes de terrorisme nucléaire

Chef de la délégation équatorienne aux 10 sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale tenues entre 1998 et 2002. A participé aux négociations des textes portant, notamment, sur le Règlement de procédure et de preuve, les éléments des crimes et l'Accord sur les relations entre la Cour et l'Organisation des Nations Unies

Chef de la délégation équatorienne à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale – participation aux réunions du Bureau, 2002-2003

Représentant de l'Équateur à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, 24 avril-19 mai 2000

Représentant de l'Équateur à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, 2001

Représentant de l'Équateur à la Commission des Nations Unies sur le désarmement. A participé aux négociations qui ont conduit à l'adoption du document comportant des principes et directives concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée, 1999

1998      Coordonnateur d'un des quatre groupes de négociation de l'Accord de paix de 1998 qui a réglé le différend territorial opposant l'Équateur et le Pérou (négociations tenues au Département d'État des États-Unis à Washington, ainsi qu'à Quito et à Lima)

1995-1997      Coordonnateur de la Commission de voisinage Équateur-Colombie et des relations bilatérales entre l'Équateur et le Pérou et entre l'Équateur et le Chili

Ministère équatorien des affaires étrangères  
Premier Secrétaire

A négocié des accords et arrangements bilatéraux sur divers sujets, y compris sur des questions concernant l'entraide judiciaire, l'intégration et la santé

1990-1994      Ambassade de l'Équateur au Pérou  
Deuxième et Premier Secrétaire

Rapporteur de la troisième Réunion ministérielle de la Commission permanente du Pacifique-Sud

- 1989                    Chef de la délégation équatorienne à la septième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Kingston
- Chef de la délégation équatorienne au Comité juridique de la Commission permanente du Pacifique-Sud, Bogotá
- 1986-1987            Département du droit de la mer  
Ministère équatorien des affaires étrangères  
Troisième Secrétaire
- A mis au point la position de l'Équateur dans le domaine du droit de la mer

### Activités universitaires

Professeur de droit commercial international depuis 2004

Faculté de droit de la Universidad Andina Simón Bolívar (université faisant partie du système de la Communauté andine), Quito, 2004-2005

Conférencier sur le droit international et la *common law* à la faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador et à l'Universidad Internacional SEK, Quito, 1995-1998

Conférencier sur le droit international et le droit de la mer pour l'Instituto de Altos Estudios Nacionales de Ecuador, la Marine équatorienne et l'Académie diplomatique

Conférencier au premier Séminaire à l'intention des fonctionnaires publics sur le droit international humanitaire et la Cour pénale internationale organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Ministère équatorien des affaires étrangères, Quito, août 2004

Membre d'un groupe sur l'entraide judiciaire et les extraditions internationales à l'occasion du Séminaire à l'adresse des procureurs publics, organisé par le Parquet général de Quito, mai 2005

Conférencier à l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, 2008

### Ouvrages

*The United Nations and the repression of terrorism and its financing: conventions and resolutions*, Ministère des affaires étrangères, Quito, 2006

*Oceans and the Law of the Sea: Considerations for the Agenda of Ecuador*, Académie diplomatique Antonio J. Quevedo, Quito, 2002

Divers articles et conférences sur des questions de droit international

### Autres activités dans les domaines international et juridique

Président du Comité juridique de la Commission nationale équatorienne pour les affaires océaniques et le droit de la mer, 2004-2006

Chef de la délégation équatorienne au groupe de négociation sur le règlement des différends pour la Zone de libre-échange Équateur-États-Unis d'Amérique, 2004

Chef de la délégation équatorienne au groupe de négociation sur le règlement des différends pour la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), 2003

Membre du Comité exécutif du Fonds commun pour les produits de base, organisme international créé par la CNUCED ayant son siège à Amsterdam, 2003-2005

Représentant de l'Équateur au treizième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, Kuala Lumpur, 2003

Autorité centrale pour la Convention interaméricaine sur les commissions rogatoires, 2004-2006

Autorité nationale pour l'application de la Convention de Strasbourg sur le transfèrement des personnes condamnées, 2006

#### **Associations professionnelles**

Membre de la Latin American Society of International Law (LASIL)

Membre de l'American Society of International Law (ASIL)

Membre de l'ordre des avocats équatoriens

#### **Connaissances linguistiques**

Espagnol, anglais et français

## **Amos S. Wako (Kenya)**

[Original : anglais]

### **1. Renseignements personnels**

1. Né le 31 juillet 1945
2. Marié, deux enfants

### **2. Études**

1. Licence en droit (avec mention) (LL.M.), University of East Africa (1969)
2. Avocat près la Haute Cour du Kenya (août 1970)
3. Licence en sciences économiques, spécialisation en affaires internationales (avec mention honorable) (B. Sc), Université de Londres (1975)
4. Fellow de l'International Academy of Trial Lawyers (États-Unis) (1977)
5. Maîtrise de droit (LL.M.) de l'Université de Londres, spécialisation en droit constitutionnel comparé, droit économique international et droit des traités (1978)
6. Fellow du Chartered Institute of Arbitrators (Londres) (1983)
7. Senior Counsel (2003)

### **3. Procureur général de la République du Kenya depuis le 13 mai 1991**

Le Procureur général est le Conseiller juridique principal du Gouvernement et a qualité de membre de droit du Parlement et du Conseil des ministres. En sa qualité de Conseiller juridique principal du Gouvernement, il exerce de multiples fonctions, parmi lesquelles :

1. Rédiger et examiner des accords et contrats internationaux et locaux ainsi que des traités et conventions, recommander leur adoption et contrôler leur application
2. Rédiger des textes législatifs et réglementaires
3. Siéger au Comité du Conseil des ministres chargé des affaires étrangères et de la sécurité
4. Siéger au Comité du Conseil des ministres chargé de la lutte contre la corruption
5. Siéger à la Commission de la magistrature (Judicial Service Commission)
6. Présider le Comité disciplinaire des avocats
7. Siéger à la Commission des pouvoirs et privilèges du Parlement

Selon la Constitution kényane, le Procureur général est l'autorité suprême en matière de poursuites pénales et est habilité à ordonner au Commissaire de la police d'ouvrir des enquêtes criminelles.

Il a été Procureur général à une période clef de l'histoire du Kenya.

## A. Principales missions et fonctions

### Action au plan national

- a) Membre du Comité d'experts sur la révision de la Constitution, chargé de mener cette révision à son terme et de proposer un nouvel ordre constitutionnel pour le Kenya. Le Comité d'experts est le principal organe technique intervenant dans ce processus. Il est composé de neuf experts et deux membres de droit proposés par l'Assemblée nationale et nommés par le Président conformément à la loi relative à la révision (*Review Act*)
- b) A guidé, en décembre 1991, la transition du Kenya d'un régime de parti unique à une démocratie multipartite; en décembre 2002, la passation des pouvoirs, à l'issue d'élections libres et régulières, entre le parti au pouvoir (KANU) et le parti d'opposition victorieux (NARC); et le passage du gouvernement de la coalition NARC au gouvernement de la grande coalition après les élections de 2007
- c) A rédigé le nouveau projet de constitution en se basant sur le projet de loi constitutionnelle de 2005 issu des travaux de la Conférence constitutionnelle nationale et modifié par le Parlement
- d) A guidé l'adoption par le Parlement des amendements constitutionnels et des lois nécessaires pour mettre en place un État démocratique multipartite et une commission électorale indépendante. A présidé plusieurs conférences constitutionnelles nationales réunissant des membres du Parlement, des dignitaires religieux et des représentants de la société civile. Membre de la Commission de révision de la Constitution kényane
- e) A dirigé la rédaction du nouveau projet de Constitution issu des travaux du Comité d'experts sur la révision de la Constitution et de l'Assemblée nationale, ce qui a conduit à la promulgation de la nouvelle Constitution kényane le 27 août 2010
- f) A présidé le Comité qui a officialisé l'accord de partage du pouvoir au Kenya en rédigeant l'amendement constitutionnel qui a créé les fonctions de premier ministre et vice-premiers ministres et la loi de 2008 relative à l'entente et à la réconciliation nationales (*National Accord and Reconciliation Act*) qui a établi un Gouvernement de coalition
- g) Est à l'origine d'un ambitieux programme de réforme du système judiciaire visant à réformer les lois en vigueur, qui étaient archaïques et d'origine coloniale, élargissant ainsi l'espace démocratique et introduisant les principes de bonne gouvernance, de transparence, de responsabilité et de respect de l'état de droit et des droits de l'homme. Dans le cadre de ce programme, il a constitué plus de 17 groupes de travail qui ont examiné différents aspects de la législation kényane et dont les travaux ont permis d'adopter de nouveaux textes dans les domaines suivants :



- **Ordre public** : Révision de la loi relative à la sûreté de l'État (*Preservation of Public Security Act*) qui a abrogé ses dispositions permettant de détenir une personne sans jugement. Adoption de la loi relative aux services de renseignement (*National Security Intelligence Services Act*), qui a remplacé l'ancien service de police chargé du renseignement, accusé de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, par un Service de renseignement de la sûreté nationale (*National Security Intelligence Service*) indépendant de la police et qui remplit ses fonctions dans le respect de la loi et des droits de l'homme. Révision de la loi relative à l'ordre public (*Public Order Act*), qui prévoyait de lourdes formalités pour obtenir le droit d'organiser des réunions publiques et des manifestations pacifiques. Ces formalités ont été remplacées par une simple obligation de notification aux forces de l'ordre, ce qui a renforcé la liberté de réunion
- **Secteur juridique** : En 1998, le Programme de réforme du secteur juridique a créé un Comité de coordination de la réforme du secteur juridique composé de représentants du système judiciaire, de la police, du service pénitentiaire, de la Direction des libérations conditionnelles et de la Direction de l'enfance. Ce comité était chargé de procéder à une révision complète du secteur juridique pour améliorer son fonctionnement. Le Programme a plus tard été remplacé par un programme de réforme du secteur de la gouvernance, de la justice et du maintien de l'ordre qui concernait 30 directions et services et a créé un cadre pour la coopération entre le Gouvernement, le secteur privé et les partenaires de développement
- **Administration de la justice** : Promulgation de lois telles que la loi relative aux peines de travail d'intérêt général, qui visait à réduire la population carcérale et à réinsérer les détenus; la loi relative aux ventes aux enchères (*Auctioneers Act*), qui a consolidé plusieurs lois et visait à professionnaliser les vendeurs aux enchères et à mettre au point des normes de vente aux enchères; la loi relative au Conseil de l'enseignement du droit (*Council of Legal Education Act*) qui visait à relever et harmoniser l'enseignement du droit; la loi relative au Conseil national pour le recueil des lois et de la jurisprudence (*National Council for Law Reporting*) qui assure la publication des lois et de la jurisprudence
- **Réforme du droit et de la procédure pénale** : La loi de 2004 portant modification du droit pénal (*Criminal Law Amendment Act, 2004*) a introduit une large série de réformes, notamment pour la protection des mineurs en justice; elle a rendu irrecevables par les tribunaux les aveux recueillis par la police, ce qui a réduit considérablement les cas de torture par des agents des services de répression; elle a aussi abrogé les châtiments corporels comme sanction pénale. Publication et présentation au Parlement du projet de loi de 2008 portant révision du Code de procédure pénale, qui introduit le jugement sur reconnaissance préalable de culpabilité et la procédure correspondante
- **Formation et déontologie des procureurs** : A fait adopter un code de conduite des procureurs, une directive relative à l'action publique et un manuel de formation des procureurs qui sont peut-être les premiers documents de ce genre en Afrique de l'Est
- **Protection des témoins** : La loi de 2006 relative à la protection des témoins (*Witness Protection Act, 2006*) prévoit un mécanisme officiel de protection des

témoins, des dénonciateurs d'abus, et maintenant des témoins des violences qui ont suivi les élections et possèdent des informations importantes sur leurs principaux auteurs. Un programme de protection des témoins a été adopté en 2008

- **Corruption et intégrité de la fonction publique** : La loi de 2003 relative à la lutte contre la corruption et les crimes et délits économiques et la loi de 2006 portant déontologie des fonctionnaires sont des lois essentielles pour la gouvernance et la lutte contre la corruption au Kenya
- **Condition de la femme** : La loi portant création d'une commission nationale sur l'égalité des sexes et du développement, qui défend les droits de la femme et facilite l'intégration des femmes dans le développement national; loi relative aux infractions sexuelles; et projet de loi relatif à la violence conjugale, qui doit être adopté prochainement
- **Protection de l'enfance** : La loi relative aux enfants (*Children Act*) vise à faire appliquer au niveau national la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant
- **Personnes handicapées** : La loi de 2003 relative aux personnes handicapées confirme les droits et privilèges des personnes handicapées et crée un Conseil national des personnes handicapées et un Fonds national de développement pour les personnes handicapées. Les formalités de ratification de la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées ont commencé en 2008
- **Droit du travail** : Refonte complète du droit du travail, avec l'adoption d'une loi relative aux relations entre employés et employeurs, d'une loi relative aux institutions du travail, d'une loi relative à l'emploi et d'une loi d'indemnisation des accidents de travail. Ces lois assurent la transposition des différentes conventions de l'Organisation internationale du Travail dans le droit interne kényan
- **Environnement** : Adoption d'une loi relative à la gestion de l'environnement et à la coordination dans ce domaine, qui a été saluée comme constituant un exemple pour le reste du monde; d'une loi sur les forêts et d'une loi sur l'eau
- **Droit commercial** : Rédaction d'un projet de loi sur les sociétés et d'un projet de loi sur l'insolvabilité qui devraient être adoptés par le Parlement dès 2011
- **Libéralisation, réforme et gestion de l'économie** : Adoption d'une loi relative à la gestion financière de l'État, qui régit la gestion des finances publiques; d'une loi relative aux marchés publics, qui met en place un système assurant la transparence de ces marchés, ce qui doit réduire considérablement la corruption et encourager les entreprises à soumissionner; d'une loi relative aux audits publics; et de lois abrogeant le contrôle des changes et renforçant l'indépendance du gouverneur de la banque centrale et la gestion de la politique monétaire

Les groupes de travail susmentionnés étaient composés, pour l'essentiel, de personnes concernées par les changements législatifs proposés et de représentants de la société civile. Les représentants des ministères compétents y étaient minoritaires.

Ces groupes de travail ont inauguré une nouvelle approche des problèmes politiques, juridiques et sociaux du Kenya basée sur la consultation des intéressés.

- h) Est à l'origine de la création du Comité permanent des droits de l'homme et a rédigé subséquemment la loi portant création de la Commission nationale des droits de l'homme (*National Commission on Human Rights Act, 2002*), qui a mis en place une commission indépendante dotée de larges pouvoirs pour mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme au Kenya
- i) A participé à la réforme de la police kényane, notamment en prodiguant ses conseil, en organisant la formation des agents de la force publique à la dimension « droits de l'homme » de leur travail et en faisant valoir la nécessité de pouvoir compter sur un organe de contrôle indépendant pour traiter les plaintes contre la police

#### **Action au plan international**

- j) Avril 2009 – élu Président de la Conférence d'examen de Durban à Genève. La Conférence d'examen avait pour but d'évaluer les progrès réalisés depuis la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée qui s'était tenue à Durban en Afrique du Sud en 2001
- k) Juin 1998 – Chef de la délégation kényane à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, élu Vice-Président de la Conférence. A fait ratifier par son gouvernement le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a publié et présenté au Parlement la loi de 2008 relative aux crimes internationaux
- l) Chef adjoint de la délégation kényane à la Conférence mondiale contre le racisme qui s'est tenue en Afrique du Sud et a été Coordonnateur pour l'Afrique à cette conférence
- m) Chef adjoint de la délégation kényane à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne
- n) Chef de la délégation kényane aux sessions de 1992 et 1999 de la Commission des droits de l'homme et coordonnateur pour l'Afrique; Chef de la délégation kényane au Comité des droits de l'homme (2005)
- o) 1994-1997 – Président du Groupe des 77 pour les questions concernant le droit international de la mer
- p) 1997 et 1998 – Président de l'Autorité internationale des fonds marins
- q) Chef de la délégation du Kenya aux conférences internationales contre la corruption, tenues à Durban (Afrique du Sud) en 1999 et à Prague en 2001, et au Forum mondial sur la lutte contre la corruption et la sauvegarde de l'intégrité, tenu à La Haye (Pays-Bas) du 28 au 31 mai 2002
- r) 2005 – Président de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, qui est dotée du statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies

### **Action au plan régional**

- s) 1993-1997 – Président du Groupe des ministres de la justice et des procureurs généraux du Marché commun de l'Afrique orientale et australe [a présidé les réunions décisives à l'issue desquelles la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe est devenue le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)]
- t) 1997-1998 – Président du Groupe des ministres de la justice et des procureurs généraux de l'Afrique de l'Est (a présidé les réunions décisives à l'issue desquelles le texte du Traité portant création de la Communauté de l'Afrique de l'Est a été rédigé)
- u) 2004 – Président du Comité pour la création accélérée d'une Fédération de l'Afrique de l'Est (nommé par les Chefs d'État de la République-Unie de Tanzanie, de la République de l'Ouganda et de la République du Kenya), qui a élaboré une feuille de route pour la création d'une future Fédération de l'Afrique de l'Est
- v) 2008 – Chef de la délégation kényane à la réunion du Groupe des ministres de la justice et des procureurs généraux de l'Union africaine chargée d'examiner et finaliser l'instrument juridique unique portant fusion de la Cour de justice de l'Union africaine et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

## **4. Autres activités pertinentes exercées à titre individuel**

### **A. Organisation des Nations Unies**

- a) 1982-2004 – nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, membre représentant l'Afrique au Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. Mandat renouvelé par MM. Boutros-Boutros Ghali et Kofi Annan
- b) 1982-1992 – Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Premier Rapporteur spécial thématique de la Commission. Mandat renouvelé chaque année. Principales recommandations formulées :
  - i) Prendre des mesures pour protéger les personnes qui jouent un rôle important dans la défense des droits de l'homme et la promotion de la justice sociale
  - ii) Mettre en place des principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions (voir la résolution 1989/65 du 24 mai 1989 du Conseil économique et social)
  - iii) Renforcer sensiblement le département de services consultatifs et d'assistance technique du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme
  - iv) A signalé dans son rapport de 1991 la multiplication des exécutions arbitraires ou sommaires, qui se sont aggravées encore au cours des années suivantes

En outre, en sa qualité de Rapporteur spécial :

- i) A effectué des missions spéciales en Ouganda (17-20 août 1986); en Guyane française (août 1987); en Colombie (octobre 1989); au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo) (mai 1991); au Suriname (1985 et 1987)
- ii) S'est rendu au Danemark (1982 et 1983) et aux Pays-Bas (1984 et 1989) pour y mener des consultations
- iii) A tenu, de 1985 à 1990, des auditions conjointes annuelles avec le Groupe spécial d'experts chargé d'étudier les violations des droits de l'homme en Afrique australe et, à ce titre, s'est rendu presque chaque année à Londres, Lusaka, Harare et Dar es-Salaam
- iv) A fait des exposés sur le droit international humanitaire, sur le droit international des droits de l'homme et sur les procédures spéciales prévues par le droit international des droits de l'homme dans des ateliers de formation organisés dans divers pays (dont les Philippines, la Zambie, le Rwanda, le Togo et le Cameroun) à l'intention de hauts fonctionnaires et d'officiers;
- v) A conseillé un certain nombre de pays sur la création de commissions nationales des droits de l'homme;
- vi) A été l'invité d'honneur du Gouvernement néo-zélandais aux manifestations organisées à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- c) 1984-1991 – membre du Comité des droits de l'homme institué par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, élu Vice-Président en 1991
- d) 1992 – nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Boutros Ghali, Envoyé spécial du Secrétaire général au Timor oriental pour enquêter sur les incidents survenus à Dili le 12 novembre 1991
- e) 1993 – nommé par le Secrétaire général de l'ONU, Boutros-Boutros Ghali, Président de la Commission d'enquête sur le massacre commis près d'Harbel (Libéria), à la suite d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU
- f) 1998 – nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, membre du Groupe de personnalités éminentes mandaté pour se rendre en Algérie et recueillir des informations en vue d'aider à clarifier la situation dans ce pays
- g) 2002-2003 – nommé membre de l'équipe technique chargée par le Secrétaire général du Commonwealth de rédiger les principes de Latimer House relatifs à la responsabilité des trois pouvoirs de gouvernement et aux relations entre ceux-ci, qui ont été subséquentement adoptés par les chefs d'État et de gouvernement des pays du Commonwealth
- h) A exercé la fonction de consultant auprès de l'Organisation internationale du Travail
- i) 2006 – élu membre de la Commission du droit international
- j) 2009 – élu Président de la Conférence d'examen de Durban de l'Organisation des Nations Unies

## **B. Action dans les organisations non gouvernementales internationales**

- a) 1993 – nommé membre du Groupe consultatif international pour le Prix des droits de l’homme à la mémoire de Robert F. Kennedy
- b) 1981 – élu membre de la Commission internationale de juristes puis membre de son comité exécutif (1985-1991). En cette qualité, a voyagé dans le monde entier pour participer à des conférences, des séminaires et des ateliers et y faire des exposés sur l’administration de la justice, l’état de droit, le droit international des droits de l’homme et la démocratisation. Est intervenu dans de nombreux pays du monde où l’état de droit et les droits de l’homme étaient menacés
- c) 1984-1991 – membre de la Commission des affaires internationales du Conseil œcuménique des Églises. En cette qualité, s’est rendu dans de nombreux pays pour conseiller et sensibiliser les Églises à tous les aspects des questions internationales
- d) A effectué des missions pour Amnesty International (notamment aux Seychelles en 1981)
- e) 1988-1990 – Vice-Secrétaire général de l’Association internationale du barreau et Président de la Conférence biennale de l’Association internationale du barreau, qui s’est tenue à New York en 1990

## **C. Action au plan régional**

- a) Membre du comité d’experts chargé de rédiger l’avant-projet de charte africaine des droits de l’homme et des peuples, à l’invitation du Secrétaire général de l’Organisation de l’unité africaine (OUA), M. Eden Kodjo, puis membre de la délégation kényane à la Réunion ministérielle de l’OUA qui a adopté le projet de charte
- b) Membre du comité d’experts chargé de rédiger l’avant-projet de charte africaine des droits de l’homme et du bien-être de l’enfant
- c) 1978-1981 – Secrétaire général honoraire de l’African Bar Association. Est intervenu en cette qualité dans de nombreux pays d’Afrique (dont le Ghana et le Nigéria) où il a effectué des missions de défense et promotion des droits de l’homme, de la démocratisation et de l’état de droit
- d) Secrétaire général honoraire de l’Union interafricaine des avocats (1980-1989)
- e) Membre de la Commission des affaires internationales de la Conférence des Églises de toute l’Afrique, chargée de sensibiliser les Églises d’Afrique aux questions dans toutes leurs dimensions internationales. S’est rendu en cette qualité auprès de plusieurs Églises et organisations religieuses de divers pays d’Afrique, dont le Lesotho, la Zambie et le Mozambique

## **5. Expérience professionnelle**

- a) Avocat dans le prestigieux cabinet Kaplan & Stratton en mars 1969, puis nommé associé en avril 1972, fonction qu’il a occupée jusqu’en mai 1991, date de sa nomination comme Procureur général. S’est occupé d’affaires

constitutionnelles et civiles et de litiges soumis à l'arbitrage commercial international

- b) 1979-1981 – Président de la Law Society of Kenya, qu'il a progressivement amenée à s'intéresser à des questions plus larges que la stricte défense des intérêts de la profession, et notamment à l'administration de la justice, à l'état de droit, aux droits de l'homme et à l'accès des plus défavorisés à la justice
- c) 1984-1988 – Président de l'Association of Professional Societies in East Africa
- d) 1982-1991 – Président fondateur du Public Law Institute, qui engage des actions en justice pour la défense de l'intérêt général
- e) 1994 – membre du Groupe consultatif international du World Copyright Arbitration Center
- f) Depuis 1995, membre du Conseil international pour l'arbitrage commercial
- g) Membre de l'Association internationale du barreau

#### **Titres honorifiques**

- 1. Membre honoraire à vie de Wiltshire Bar Association (Californie, États-Unis)
- 2. Elder of the Burning Spear (EBS)
- 3. Elder of the Golden Heart (EGH)
- 4. Senior Counsel

## Nugroho Wisnumurti (Indonésie)

[Original : anglais]

### Aide-mémoire

#### Réélection de S. E. l'Ambassadeur Nugroho Wisnumurti à la Commission du droit international pour la période 2012-2016

1. La candidature de S. E. l'Ambassadeur Nugroho Wisnumurti à sa réélection au sein de la Commission du droit international, lors du scrutin qui se tiendra durant la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011, est principalement motivée par l'importance que le Gouvernement indonésien attache à l'action conduite par la Commission en faveur du développement progressif du droit international et de sa codification.
2. M. Wisnumurti est membre depuis 2007 de la Commission du droit international, dont il a assuré la présidence de juillet 2010 à avril 2011. Il est associé au sein du cabinet de conseil juridique ABNR (Ali Budiardjo, Nugroho, Reksodiputro) et donne des cours en droit international et sur les organisations internationales à la faculté de droit de l'Université d'Indonésie, à Jakarta. Le 29 mars 2010, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a nommé M. Wisnumurti membre du Groupe spécial chargé d'examiner la plainte déposée par les États-Unis, l'Union européenne et le Mexique contre la Chine au sujet de mesures relatives à l'exportation de matières premières (métaux rares).
3. M. Wisnumurti a occupé les postes d'Ambassadeur et de Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, de 1992 à 1997, et d'Ambassadeur et de Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, de l'OMC et d'autres organisations internationales ayant leur siège à Genève, de 2002 à 2004. Il a par ailleurs occupé les postes de directeur général des affaires politiques au sein du Ministère des affaires étrangères de la République d'Indonésie, de 1997 à 2000, et de directeur des affaires juridiques et des traités, de 1987 à 1990. Il a été le représentant de l'Indonésie à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale de 1972 à 1977.
4. M. Wisnumurti est un diplomate chevronné et un spécialiste du droit international. Il a été membre de la délégation indonésienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, de 1973 à 1982, et a participé aux travaux préparatoires de la Conférence dès 1970. Il a négocié des accords de délimitation maritime et de frontières terrestres avec des pays voisins de l'Indonésie, ainsi que des accords relatifs aux pêches de 1977 à 1989.
5. M. Wisnumurti a joué un rôle très actif au sein de diverses instances internationales telles que le Conseil consultatif pour les questions de désarmement (1999 à 2003). Il a présidé le Conseil de sécurité des Nations Unies en août 1995 et novembre 1996, période à laquelle il a établi un document de référence pour le choix du Secrétaire général (*Wisnumurti Guidelines for selecting the UN Secretary-General*). Il a également présidé le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, de 1992 à 1995.



6. L'Ambassadeur Wisnumurti est engagé dans l'action en faveur du développement progressif du droit international et de sa codification. En tant que membre de la Commission, il a pris une part active aux débats sur des questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission et aux travaux du Comité de rédaction, du Groupe d'étude et du Groupe de travail.

7. Eu égard à ses éminentes qualités et à ses compétences en matière de droit international tant sur le plan théorique que pratique, le Gouvernement indonésien est convaincu que, dans l'hypothèse de sa réélection, M. Wisnumurti continuera de se consacrer avec enthousiasme et dévouement aux travaux de la Commission du droit international.

8. L'Indonésie a décidé de présenter la candidature de l'Ambassadeur Nugroho Wisnumurti à sa réélection à la Commission du droit international pour les raisons susmentionnées. Le Gouvernement indonésien exprime ses vifs remerciements aux États Membres qui apporteront leur soutien à cette candidature.

## Curriculum vitae

Date de naissance : 23 mars 1940 à Surakarta (centre de l'île de Java, Indonésie)

Situation de famille : Marié, père d'une fille

Nom de l'épouse : Nan Irama Wisnumurti

### *Études*

1988 Diplômé de la vingt et unième promotion de l'institut Lemhannas avec distinction du jury (Prix Scroja)

1973 Diplômé de la faculté de droit de l'Université Columbia (maîtrise de droit)

1965 Diplômé de la faculté de droit de l'Université d'Indonésie (maîtrise de droit)

### *Expérience professionnelle*

Depuis le 30 avril Membre du Groupe spécial de l'OMC chargé d'examiner la plainte déposée contre la Chine au sujet de mesures relatives à l'exportation de matières premières

Depuis 2007 Membre de la Commission du droit international des Nations Unies

Juillet 2010-avril 2011 Président de la Commission du droit international des Nations Unies

2009 Premier Vice-Président de la Commission du droit international

Depuis 2006 Membre du Comité consultatif sur la délimitation de la frontière maritime mis en place par le Ministère indonésien des affaires étrangères

2005 Membre du Groupe de haut niveau sur la réforme des Nations Unies mis en place par le Président de la République d'Indonésie

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 Associé au cabinet de conseil juridique ABNR (Ali Budiardjo, Nugroho, Reksodiputro)

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2004 Chargé de cours en droit international et diplomatie à la faculté de droit de l'Université d'Indonésie

29 octobre 2006-31 décembre 2008 Directeur de recherche au Centre for Strategic and International Studies (CSIS)

4 septembre-décembre 2003 Ambassadeur et Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales ayant leur siège à Genève

|                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Janvier 2002-décembre 2004 | Membre du Groupe de personnalités éminentes pour la lutte contre le trafic des armes légères                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Mai 1997-mai 2000          | Directeur général des affaires politiques au Département des affaires étrangères de la République d'Indonésie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Janvier 1999-décembre 2003 | Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement de l'Organisation des Nations Unies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Septembre 1992-avril 1997  | Ambassadeur et Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, et Ambassadeur en Jamaïque, aux Bahamas, au Guatemala et au Nicaragua                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1995-1996                  | Représentant de l'Indonésie au Conseil de sécurité des Nations Unies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Août 1995 et novembre 1996 | Président du Conseil de sécurité des Nations Unies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 1992-1995                  | Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 1989-1992                  | Ambassadeur et Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 1991-1992                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Membre du Groupe spécial d'experts chargé d'étudier les conceptions et politiques de sécurité défensive</li> <li>– Membre du Groupe d'experts du Mouvement des pays non alignés au sein du Centre Sud sur l'action de l'ONU en faveur de la coopération internationale</li> </ul>                                                                                                                                                                     |
| 1987-1989                  | Directeur de la Division des affaires juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères de la République d'Indonésie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1982-1986                  | <p>Ministre conseiller de la Mission permanente de la République d'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales ayant leur siège à Genève</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Chef-adjoint de la délégation indonésienne à la Conférence du désarmement</li> <li>– Coordonnateur des groupes de travail lors des négociations concernant certains aspects du projet de convention sur l'interdiction des armes chimiques</li> </ul> |
| 1997-1990                  | Directeur des affaires juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères de la République d'Indonésie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|           |                                                                                                                                                                  |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1977-1990 | Membre puis Chef de la délégation chargée de négocier les accords sur la délimitation maritime avec les pays voisins et sur les pêches                           |
| 1977-1982 | Directeur adjoint des affaires juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères de la République d'Indonésie                                       |
| 1974-1982 | Membre et Secrétaire de la délégation indonésienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer                                            |
| 1972-1977 | Troisième Secrétaire puis Deuxième Secrétaire à la Mission permanente de la République d'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York         |
| 1971-1974 | Membre de la délégation indonésienne auprès du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale |
| 1968      | Entre au Ministère des affaires étrangères                                                                                                                       |
| 1966-1968 | Haut fonctionnaire au Ministère de l'industrie                                                                                                                   |

M. Wisnumurti a écrit, en anglais et en indonésien, de nombreux articles et communications relatifs au droit international et aux affaires internationales, qui sont parus dans des revues nationales et internationales. Quelques exemples en sont donnés ci-dessous :

- « The Delimitation of Maritime Boundaries: Problems and Issues », dans *The Frontier of the Seas: the Problem of Delimitation*, The Ocean Association of Japan, 1980;
- L'impact de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 sur la politique étrangère de l'Indonésie, communication présentée à l'Institut Lemhannas (Institute for National Resilience) en 1988;
- « The Regime of Archipelagic Waters in the UN Convention on the Law of the Sea », *Political Science Journal*, 1988;
- La promotion et la protection des droits de l'homme en Indonésie : le rôle du Ministère des affaires étrangères, *Caraka Journal*, vol. II, n° 1, 1999;
- Renforcer l'efficacité de l'action de l'ONU au XXI<sup>e</sup> siècle, communication présentée au séminaire national intitulé « Vers un monde pacifique, juste et prospère : le rôle de l'ONU face aux défis et changements mondiaux », 2005;
- « UN High-Level Panel on Threats, Challenges and Change: Problems and Prospects for UN Reform », communication présentée à la dix-neuvième table ronde Asie-Pacifique, Kuala Lumpur, 31 mai-3 juin 2005;
- « Security in the Straits of Malacca and Singapore: Threats and Challenges », communication présentée au Forum du MIMA (Maritime Institute of Malaysia) sur l'objectif sécuritaire de la Malaisie et de l'Indonésie dans le détroit de Malacca, Kuala Lumpur, 28 septembre 2005;

- « Asian-African Solidarity and Partnership: Facing the Challenges of the 21<sup>st</sup> Century ». « The Afro-Asian Movement: its Relevance, Aspirations and Strategies », Bantarto Bandoro (sous la direction de), CSIS, 2005;
- « UN Secretary-General 2007-2012: an Asian Candidate? », article paru dans la revue *Gatra*, octobre 2005;
- « UN Reform: Success and Failure », *Indonesian Journal of International Law*, vol. 3, n° 1, octobre 2005;
- « Regional Cooperation on Countering Proliferation », communication présentée à la cinquième Conférence générale du Conseil de sécurité et de coopération dans l'Asie et le Pacifique, Jakarta, 6-7 décembre 2005;
- « Nuclear Energy and Non-Proliferation: What are the risks? », communication présentée à la troisième Réunion du Groupe de travail chargé de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, Conseil de sécurité et de coopération dans l'Asie et le Pacifique, Singapour, 26-27 mars 2006;
- « La réforme de l'ONU : les défis du XXI<sup>e</sup> siècle », conférence donnée à la faculté de droit de l'Université Pancasila, 1<sup>er</sup> novembre 2007;
- « Maritime Security Issues in Southeast Asia: an Indonesian Perspective », communication présentée au Symposium international sur la sécurité maritime, Université maritime mondiale, Malmö (Suède), 12-14 novembre 2007;
- « Responsibility to Protect: an Emerging Norm of International Law », *The Inclusive Regionalist*, Hadi Soesastro et Clara Joewono (sous la direction de), Centre for Strategic and International Studies, 2007;
- « L'action de l'Indonésie en faveur de la codification et du développement progressif du droit international », communication présentée au séminaire intitulé « Réflexions à propos du cinquième anniversaire de l'*Indonesian Journal of International Law* », 23 octobre 2008;
- « La diplomatie indonésienne face aux changements profonds de la situation stratégique internationale », communication présentée à une réunion du conseil d'administration de l'Institut Lemhannas, 16 février 2009;
- « La Commission du droit international et les intérêts de l'Indonésie », communication présentée aux conférences annuelles de l'Université Pajajaran de Bandung en l'honneur du professeur Mochtar Kusumaatmadja, 18 mars 2009;
- « La diplomatie indonésienne face à l'évolution de la situation stratégique internationale », conférence donnée à la faculté de droit de l'Université Pajajaran de Bandung, 21 avril 2009;
- « Le droit international et les intérêts de l'Indonésie », communication présentée lors d'un séminaire à l'Institut Lemhannas, 23 juin 2009;
- « La codification et le développement progressif du droit international », conférence donnée au Centre pour l'éducation et la formation, Ministère des affaires étrangères, 23 octobre 2009;

- « La diplomatie indonésienne dans le contexte régional », communication présentée lors d'une table ronde, Institut Lemhannas, 3 décembre 2009;
- « La contribution de la Commission du droit international au développement progressif du droit international et à sa codification », exposé présenté lors de la première Conférence internationale sur le développement progressif du droit international, organisée par le Centre des études de droit international, faculté de droit, Université d'Indonésie, Depok, 4-5 octobre 2010.

**Extrait d'une note verbale du 29 octobre 2010, reçue de la Mission permanente d'Indonésie**

M. Wisnumurti est un juriste et un diplomate expérimenté qui présente d'éminentes compétences dans ses deux domaines de spécialité. Il est un ardent défenseur du développement progressif du droit international et de sa codification et a fait preuve d'un dévouement sincère à cette cause. Le travail qu'il a mené en tant que membre puis Président de la Commission du droit international reflète ce soutien sans faille. L'aide-mémoire ci-joint donne de plus amples informations sur sa candidature.

**Sir Michael Wood, Chevalier commandeur de l'ordre  
de Saint-Michel et Saint-Georges (Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

[Original : anglais]

**Parcours personnel et formation**

**Date de naissance :** 1947

**Diplômes universitaires :** M. A. et L.L. B. (maîtrise ès lettres et licence en droit)  
de l'Université de Cambridge

**Admission au barreau :** Gray's Inn (1968)

**Doyen de Gray's Inn :** 2000

**Fonctions actuelles :** Membre de la Commission du droit international (depuis  
2008); maître de recherche du Centre de droit  
international Lauterpacht de l'Université de Cambridge;  
avocat au cabinet 20 Essex Street Chambers (Londres)

**Fonctions antérieures**

Conseiller juridique adjoint au Ministère des affaires étrangères et du  
Commonwealth (Londres) (1970-1981; 1984-1986)

Conseiller juridique adjoint auprès du Gouverneur de la Rhodésie du Sud (1979-  
1980)

Conseiller juridique à l'ambassade de Grande-Bretagne à Bonn (1981-1984)

Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth  
(1986-1991; 1994-1996)

Conseiller aux affaires juridiques à la Mission du Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1991-  
1994)

Conseiller juridique adjoint au Ministère des affaires étrangères et du  
Commonwealth (1996-1999)

Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth  
(1999-2006)

Membre et chef de la délégation britannique à diverses conférences et réunions  
internationales, notamment les suivantes : Assemblée générale des Nations Unies et  
Conseil de sécurité de l'ONU; troisième Conférence des Nations Unies sur le droit  
de la mer; Conférence internationale de Paris sur le Cambodge; négociations  
« 2 + 4 » sur la réunification de l'Allemagne; pourparlers de Dayton et de  
Rambouillet; Assemblée et Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins;  
Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale

Président du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international  
public; Président de la vingt-neuvième réunion consultative du Traité de  
l'Antarctique (Édimbourg)

**Autre expérience professionnelle****Agent et conseiller devant la Cour internationale de Justice**

Agent du Royaume-Uni dans l'affaire Lockerbie (*Libye c. Royaume-Uni*)

Agent du Royaume-Uni dans l'affaire concernant la Licéité de l'emploi de la force (*Serbie et Monténégro c. Royaume-Uni*)

Représentant du Royaume-Uni pour l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*

Conseiller de l'Ukraine dans l'affaire de la Délimitation maritime en mer Noire (*Roumanie c. Ukraine*)

Conseiller du Kosovo pour l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*

Conseiller du Pérou dans l'affaire du Différend maritime (*Pérou c. Chili*)

Conseiller de la Belgique dans l'affaire relative aux Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (*Belgique c. Sénégal*)

**Agent et conseiller devant la Cour européenne des droits de l'homme**

Agent du Royaume-Uni dans de nombreuses affaires portées devant la Commission européenne et la Cour européenne des droits de l'homme, notamment l'affaire *Soering*

Conseiller de la Turquie dans l'affaire *Demopoulos et autres c. Turquie*

**Nombreuses publications, notamment**

« The Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents », vol. 23, *International and Comparative Law Quarterly* (1974)

*The Legal Status of Berlin* (1987)

« The Interpretation of Security Council Resolutions », *Max Planck Yearbook of United Nations Law*, vol. 2 (1998)

« Northern and Western European Maritime Boundaries », in Colson/Smith, *International Maritime Boundaries*, vol. V (2005)

« Nécessité et légitime défense dans la lutte contre le terrorisme : quelle est la pertinence de l'affaire de la *Caroline* aujourd'hui? », in *La nécessité en droit international*, Société française pour le droit international, Colloque de Grenoble (2006)

« The International Tribunal for the Law of the Sea and General International Law », *International Journal of Marine and Coastal Law*, n° 22 (2007)

Trois conférences sur le thème « Conseil de sécurité de l'ONU et droit international » (2006), à consulter sur le site Web du Centre de droit international Lauterpacht de l'Université de Cambridge



---

« The Law on the Use of Force: Current Challenges », *Singapore Yearbook of International Law*, vol. 11 (2007)

« The Security Council and International Criminal Law », *Romanian Journal of International Law/Revista Română de Drept Internațional*, vol. 5 (2007)

« The General Assembly and the International Law Commission: What Happens to the Commission's Work and Why? », in I. Buffard, J. Crawford, A. Pellet et S. Wittich (dir.), *International Law Between Universalism and Fragmentation*

Diverses entrées de l'*Encyclopédie de droit international Max Planck* et contributions à la Médiathèque de droit international de l'Organisation des Nations Unies

## Jan M. F. Wouters (Belgique)

[Original : anglais et français]

### I. Données personnelles

Nom : Jan Maria Florent Wouters  
 Né : 14 juillet 1964 à Deurne (Belgique)  
 État civil : Marié  
 Nationalité : Belge  
 Titre professionnel : Professeur de droit international et des organisations internationales  
 Chaire Jean Monnet *Ad Personam*  
 Directeur du Leuven Centre for Global Governance Studies et de l'Institut pour le droit international, Université de Leuven

### II. Profil en bref

Le professeur Jan Wouters, LL. M. (Yale), est un expert de renommée internationale en droit international, en droit des organisations internationales, en droit européen et en droit comparé. Sa carrière académique l'a amené à enseigner et à publier sur des sujets très variés et dans de nombreux domaines du droit international. Son activité académique combine une expertise juridique étendue, une grande profondeur d'analyse, ainsi qu'une connaissance détaillée des multiples interactions entre les normes juridiques composant les sous-domaines du droit international, et entre les différents niveaux de gouvernance (globale, européenne, nationale, sous-nationale).

En reconnaissance de ses mérites académiques, le professeur Wouters s'est vu décerner des distinctions académiques variées, ainsi que plusieurs prix et bourses (entre autres chercheur au Netherlands Institute for Advanced Study in the Humanities and Social Sciences; chercheur Fernand Braudel à l'Institut universitaire européen; prix Stibbe; bourse Francqui de la Belgian American Educational Foundation; bourse de la Fondation Rotary). La Commission européenne lui a octroyé une chaire Jean Monnet *Ad Personam* et il est membre élu de l'Académie royale flamande de Belgique pour les Arts et les sciences depuis 2008.

Le professeur Wouters est rédacteur en chef de l'International Encyclopedia of Intergovernmental Organizations, Vice-Directeur de la *Revue belge de droit international* et rédacteur en chef de la série *International Law* chez Intersentia Publishers. Il est coauteur d'un livre récompensé sur le Traité de Maastricht, d'un traité de droit international public faisant autorité et d'un traité sur le droit de l'Organisation mondiale du commerce. Il a par ailleurs publié des ouvrages dans de nombreux domaines du droit international et européen, parmi lesquels *Legal Instruments in the Fight Against International Terrorism*, *The United Nations and the European Union: An Ever Stronger Partnership*, *Multilevel Regulation and the EU*, *The Interplay between Global, European and National Normative Processes*, *The Europeanisation of International Law*, *European Constitutionalism Beyond Lisbon*, *Belgium in the Security Council* et *Accountability for Human Rights*.

*Violations by International Organizations.* Sa bibliographie académique compte plus de 400 publications, parmi lesquelles 35 livres, plus de 70 articles dans des revues internationales et plus de 90 chapitres dans des ouvrages collectifs de droit international.

Vingt années de pratique ont permis au professeur Wouters de se forger une expérience étendue. Il a travaillé en tant que référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne (cabinet de l'avocat général Walter van Gerven), où il a rédigé un nombre important de conclusions dans des affaires relevant du droit institutionnel et matériel européen. Pendant plus de 15 ans, il a travaillé dans de prestigieux cabinets d'avocats internationaux, conseillant les gouvernements belge et étrangers ainsi que des entreprises sur des questions complexes de droit international et européen et défendant des affaires devant la Cour de justice de l'Union européenne. Il est régulièrement consulté par de nombreuses organisations internationales sur des questions litigieuses de droit international, notamment par la Banque mondiale, INTERPOL, la Commission européenne, le Benelux, l'Agence spatiale européenne et le Parlement européen.

Entre 2003 et 2009 le professeur Wouters était Président de la Vereniging voor de Verenigde Naties (Association flamande pour les Nations Unies). Sous sa présidence, l'Association a organisé des centaines d'événements en étroite collaboration avec l'ONU et le système onusien. Ces événements ont couvert un très grand nombre de sujets, représentant virtuellement l'entièreté des activités de ces institutions, des droits de l'homme aux questions de développement et de paix et sécurité, en passant par la réforme de l'ONU. Le professeur Wouters inaugura avec succès au sein de l'Association un « Model United Nations » interuniversitaire, ainsi qu'une série de livres sur l'ONU dont la qualité est aujourd'hui reconnue. Depuis 2009 il est Président honoraire de l'Association.

Depuis 2008, le professeur Wouters est Président du Conseil flamand des affaires internationales, un organe consultatif indépendant du gouvernement flamand. Il y a assuré la rédaction de plus de 40 avis sur des traités internationaux (entre autres sur les produits de base; la diversité culturelle; l'héritage culturel; la coopération économique; la protection environnementale; les traités de base de l'Union européenne et les accords externes de l'Union européenne; les accords de siège; le droit international humanitaire; les droits de l'homme; ou les normes applicables en matière de travail).

Le professeur Wouters dispose d'une expérience académique et pratique considérable dans la plupart des matières du droit international, du droit international général au droit international pénal, en passant par le droit international économique, le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme, le droit international des investissements, le droit des organisations internationales (en particulier l'ONU, les institutions spécialisées de l'ONU et l'Organisation mondiale du commerce), le droit de l'espace, le droit de l'Union européenne et le droit international privé. En droit comparé, il a étudié plus particulièrement le droit des sociétés, le droit bancaire et financier et, récemment, l'étude comparée du droit chinois (en tant que titulaire de la chaire InBev-Baillet Latour Chine – Union européenne à l'Université de Leuven).

Outre son expertise purement juridique, le professeur Wouters a acquis une compétence internationalement reconnue dans la recherche interdisciplinaire concernant la gouvernance globale, les nouvelles menaces sécuritaires posées par le

réchauffement climatique, la justice pénale internationale, la sécurité alimentaire, le régime international du commerce, ou encore l'état de droit. Il est Directeur et fondateur de l'Institut pour le droit international et du Leuven Centre for Global Governance Studies à l'Université de Leuven. Sous sa direction, le Centre for Global Governance Studies s'est développé de manière exponentielle (il comprend actuellement plus de 60 chercheurs en droit, économie, sciences politiques et humaines) et a été reconnu comme Centre d'excellence.

En tant qu'expert en droit international, en gouvernance globale et institutions multilatérales, le professeur Wouters est fréquemment invité à s'exprimer au cours de conférences internationales de haut niveau. Il a notamment été invité par le Curatorium à enseigner à l'Académie de droit international de La Haye. Il assure régulièrement la formation de fonctionnaires européens en matière de droit diplomatique, ou sur les Nations Unies et le système international des droits de l'homme.

En marge de ses responsabilités à l'Université de Leuven, où il est titulaire des cours de droit européen et international, droit international public, droit des organisations internationales, droit de l'Organisation mondiale du commerce, droit humanitaire et de la sécurité et droit de l'espace, il est professeur invité au Collège d'Europe (Bruges), à l'Université de Barcelone (Master of Laws in International Economic Law and Policy, IELPO), à l'Université de Sankt-Gallen (Executive Master of European and International Business Law) et dans le cadre de l'European Master's Programme en droits de l'homme et démocratisation (EMA, Venise).

Le professeur Wouters participe enfin à de nombreux projets de recherche et réseaux académiques, il est membre du comité de rédaction de plus de 10 revues académiques internationales et siège au conseil de nombreuses organisations académiques et professionnelles reconnues, telles que le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (ACUNS), l'Université des Nations Unies (études comparatives d'intégration régionale), la Société néerlandaise de droit international, la Société belge de droit international et la Branche belge de l'Association de droit international.

### III. Fonctions actuelles

- Chaire Jean Monnet *Ad Personam* Union européenne et Gouvernance globale et professeur ordinaire de droit international et des organisations internationales, Université de Leuven (Belgique)
- Directeur du Leuven Centre for Global Governance Studies ([www.globalgovernancestudies.eu](http://www.globalgovernancestudies.eu)) et de l'Institut pour le droit international ([www.internationallaw.eu](http://www.internationallaw.eu)), Université de Leuven
- Professeur invité, Collège d'Europe, Bruges (Belgique)
- Professeur invité, Master of Laws en droit international économique et politique (LL. M. IELPO), Université de Barcelone (Espagne)
- Professeur invité, EMA, European Master's Degree en droits de l'homme et démocratisation, Venise (Italie)
- Professeur invité, Executive Master de droit européen et international des affaires M.B. L.-HSG, Université de Sankt-Gallen (Suisse)

- Président, Conseil stratégique flamand des affaires internationales ([www.sariv.be](http://www.sariv.be))
- Avocat au barreau de Bruxelles (cabinet Linklaters)
- Expert, Liste indicative pour les groupes spéciaux de l'Organisation mondiale du commerce

#### IV. Carrière professionnelle

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2010      | Membre résident, Netherlands Institute for Advanced Study in the Humanities and Social Sciences (NIAS), Wassenaar (Pays-Bas)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 2009      | Chaire Jean Monnet <i>Ad Personam</i> « Union européenne et Gouvernance mondiale » octroyée par la Commission européenne                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 2008      | Élu membre de l'Académie royale flamande de Belgique pour les arts et les sciences<br><br>Nommé Président du Conseil flamand des affaires étrangères<br><br>Nommé titulaire de la chaire InBev-Baillet Latour Chine – Union européenne, Université de Leuven<br><br>Professeur invité Fernand Braudel, Institut universitaire européen<br><br>Nommé expert, Liste indicative pour les groupes spéciaux de l'Organisation mondiale du commerce |
| 2007-     | Directeur du Leuven Centre for Global Governance Studies, Centre d'excellence à l'Université de Leuven                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 2006-     | Professeur invité au Collège d'Europe, Bruges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 2003-2009 | Président « Vereniging voor de Verenigde Naties » [Association pour les Nations Unies, Flandre (Belgique)] ( <a href="http://www.vvn.be">www.vvn.be</a> )                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1999-     | Directeur de l'Institut pour le droit international à l'Université de Leuven, faisant partie du Centre d'excellence Jean Monnet                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1998-     | Professeur de droit international et des organisations internationales, Université de Leuven                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 1997-2003 | Professeur en droit bancaire et droit des valeurs mobilières européen, Université de Maastricht                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1993-1998 | Chargé de cours et professeur associé en droit européen et international, Université de Maastricht                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 1991-1994 | Référéndaire, Cour de Justice de l'Union européenne, Luxembourg                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1990-1991 | Bourse de la Fondation Rotary                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 1989-1990 | Bourse de la Fondation Francqui, Belgian American Educational Foundation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1989      | Conseiller juridique du Ministre belge des Finances, Bruxelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 1987-1989 | Assistant en droit financier, économique et commercial, Université d'Anvers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**V. Formation**

|           |                                                 |
|-----------|-------------------------------------------------|
| 1996      | Doctorat en droit, Université de Leuven         |
| 1990-1991 | Chercheur invité, Faculté de droit de Harvard   |
| 1989-1990 | Master of Laws, Université de Yale              |
| 1982-1987 | Licence en droit, Université d'Anvers           |
| 1983-1984 | Candidature en philosophie, Université d'Anvers |

**VI. Langues**

|             |                               |
|-------------|-------------------------------|
| Néerlandais | Langue maternelle             |
| Anglais     | Excellent                     |
| Français    | Excellent                     |
| Allemand    | Courant                       |
| Espagnol    | Connaissance pratique passive |
| Italien     | Connaissance pratique passive |

**VII. Mandats**

Expert nommé, Liste indicative pour les groupes spéciaux de l'Organisation mondiale du commerce

Président du Conseil flamand des affaires étrangères

Directeur d'études de la Branche belge de l'Association de droit international

Membre du Conseil d'Administration du Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (ACUNS)

Membre du Conseil consultatif scientifique de la United Nations University – Comparative Regional Integration Studies (UNU-CRIS)

Membre du Conseil d'administration de la Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht (Association néerlandaise de droit international)

Membre du Conseil d'administration de la Société belge de droit international

Membre du Conseil scientifique du Centre d'études de droit militaire et de droit de la guerre

Vice-Directeur de la *Revue belge de droit international*

Membre du comité de rédaction des revues académiques internationales suivantes :

*International Journal of Public Law and Policy*

*Journal of International Economic Law*

*Human Rights and International Legal Discourse*

*European Business Law Review*

*Zeitschrift für Öffentliches Recht – Austrian Journal of Public and International Law*

*Maastricht Journal of European and Comparative Law Legal Issues of Economic Integration*

*International Organizations Law Review*

*European Business Organization Law Review*

Membre du jury du prix Fernand Collin (prix scientifique le plus prestigieux pour juristes de langue néerlandaise en Belgique)

Membre du jury du prix Odissea (prix scientifique octroyé par le Sénat belge à des études académiques sur l'espace)

Membre du jury du prix Euro-Atlantique du Ministre des affaires étrangères

#### **Les mandats antérieurs du professeur Wouters incluent**

Membre du Groupe de travail parlementaire sur la globalisation, Chambre des représentants belge, 2002-2003; rapport final « Vers un renforcement de l'encadrement juridique et institutionnel de la globalisation »

Membre du Comité sur l'enseignement du droit international de l'Association de droit international (2000-2010; rapport final 2008)

Membre du Comité sur le droit international des droits de l'homme et la pratique de l'Association de droit international (2004-2008; rapport final 2008)

#### **VIII. Sélection de publications (tirée d'une liste en comptant plus de 400; articles parus dans des revues belges et des livres belges non compris)**

« International Organizations as Law-Makers », in J. Klabbers et Å. Wallendahl (dir.), *Research Handbook on International Organizations Law: Between Functionalism and Constitutionalism*, Cheltenham, Edward Elgar, à paraître 2011 (avec Ph. De Man)

« Global Tax Governance: Work in Progress? », Leuven Centre for Global Governance Studies, Working Paper, février 2011 (avec K. Meuwissen)

« The International Financial Crisis, Global Financial Governance and the European Union », in A. Antoniadis, R. Schuetze, E. Spaventa (dir.), *The European Union and Global Emergencies: Law and Policy Analysis*, Oxford, Hart Publishing, à paraître 2011, 141-166 (avec S. Sterkx et T. Corthaut)

« The Domestic Prosecution of Genocide », Leuven Centre for Global Governance Studies, Working Paper No. 55, décembre 2010 (avec S. Verhoeven)

« The Tormented Relationship between International Law and EU Law », in P. H. F. Dekker, R. Dolzer et M. Waibel (dir.), *Making Transnational Law Work in the Global Economy. Essays in Honour of Detlev Vagts*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 198-221

« Challenging Acts of Other United Nations' Organs, Subsidiary Organs and Officials », in A. Reinisch (dir.), *Challenging Acts of International Organizations before National Courts*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 77-110 (avec P. Schmitt)

« An Overview of the Agreement on Subsidies and Countervailing Measures – Including a Discussion of the Agreement on Agriculture », in K. W. Bagwell, G. A. Bermann et P. C. Mavroidis (dir.), *Law and Economics of Contingent*

*Protection in International Trade*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 7-84 (avec D. Coppens)

*Accountability for Human Rights Violations by International Organizations*, Anvers-Oxford, Intersentia, 2010, xxiv + 625 p. (avec E. Brems, S. Smis et P. Schmitt, réd.)

*The European Union and Peacebuilding. Policy and Legal Aspects*, La Haye, T.M.C. Asser Press, 2010, xxvi + 499 p. (avec S. Blockmans et T. Ruys, réd.)

« Residence of Individuals in EU Law », in G. Maisto (dir.), *Residence of Individuals under Tax Treaties and EU Law*, EC and International Tax Law Series, vol. 6, Amsterdam, International Bureau of Fiscal Documentation, 2010, 41-71

« The Institutionalization of Investor-State Arbitration and Sustainable Development », in M. Gehring, M.-C. Cordonnier-Segger et A. Newcombe (dir.), *Sustainable Development in International Investment Law*, Londres, Kluwer Law International, 2010, 617-641 (avec N. Hachez)

« International Normative Action for Cultural Diversity: the Contribution of Unesco », in M.-C. Foblets, J.-F. Gaudreault-Desbiens et A. Dundes Renteln (dir.), *Cultural Diversity and the Law. State Responses from Around the World*, Bruxelles, Bruylant, 2010, 779-790 (avec M. Vidal)

« Space in the Treaty of Lisbon », *Yearbook on Space Policy*, European Space Policy Institute (ESPI), Vienne, 2009, 116-124

« EC Law and Residence of Companies », in G. Maisto (dir.), *Residence of Companies under Tax Treaties and EC Tax Law*, EC and International Tax Law Series, vol. 5, Amsterdam, International Bureau of Fiscal Documentation, 2009, 61-91 (avec Ph. De Man)

« The Takeover Directive: A Commentary », in P. Van Hooghten (dir.), *The European Takeover Directive and its Implementation*, Oxford, Oxford University Press 2009, 1-76 (avec P. Van Hooghten et M. Bruyneel)

« The Creation of a Global Criminal Justice System: the European Union and the International Criminal Court », in C. Ryngaert (dir.), *The Effectiveness of International Criminal Justice*, Anvers-Oxford, Intersentia, 2009, 117-142 (avec S. Basu)

« Safeguarding the Rights of Suspect and Accused Persons in International Criminal Proceedings », in C. Ryngaert (dir.), *The Effectiveness of International Criminal Justice*, Anvers-Oxford, Intersentia, 2009, 55-90 (avec M. Fedorova et S. Verhoeven)

« Terrorism, Multilateralism and Regionalism », in W. J. M. van Genugten, M. P. Scharf et S. E. Radin (dir.), *Criminal Jurisdiction 100 Years after the 1907 Hague Peace Conference*, La Haye, T.M.C. Asser Press, 2009, 68-75

*Belgium in the Security Council: Reflections on the 2007-2008 Membership*, Anvers-Oxford, Intersentia, 2009, xiv + 196 p. (avec E. Drieskens et S. Biscop, dir.)

« Foreign Direct Investment, Human Development and Human Rights: Framing the Issues », 3 *Human Rights & International Legal Discourse*, 2009, 137-176 (avec O. De Schutter, Ph. De Man, N. Hachez et M. Sant'Ana)



« The Long and Winding Road of International Investment Agreements: Toward a Coherent Framework for Reconciling the Interests of Developed and Developing Countries? », 3 *Human Rights & International Legal Discourse*, 2009, 263-300 (avec Ph. De Man et L. Chanet)

« When Rules and Values Collide: How Can a Balanced Application of Investor Protection Provisions and Human Rights Be Ensured? », 3 *Human Rights & International Legal Discourse*, 2009, 301-344 (avec N. Hachez)

Case-Note to European Court of Justice, *International Association of Independent Tanker Owners (Intertanko)* Case C-308/06, 103 *American Journal of International Law* 2009, 555-560 (avec Ph. De Man)

« Litigation for Overseas Corporate Human Rights Abuses in the European Union: The Challenge of Jurisdiction », 40 *George Washington International Law Review* 2009, 939-975 (avec C. Ryngaert)

« Corporate Human Rights Responsibility: A European Perspective », 6(2) *Northwestern University Journal of International Human Rights* 2008, 262-303 (avec L. Chanet)

« In Search of a Balanced Relationship: Public and Private Food Safety Standards and International Law », Leuven Centre for Global Governance Studies, Working Paper No 29, May 2009 (avec A. Marx et N. Hachez)

« The International Criminal Court's Office of the Prosecutor: Navigating between Independence and Accountability? », 8 *International Criminal Law Review* 2008, 273-317 (avec S. Verhoeven et B. Demeyere)

« The UNESCO Convention on Cultural Diversity and WTO Law: A Case-Study in Fragmentation of International Law », 42 *Journal of World Trade*, 2008, 205-240 (avec B. De Meester)

*The Europeanisation of International Law. The Status of International Law in the EU and its Member States*, La Haye, T.M.C. Asser Press, 2008, xvii + 244 p. (avec A. Nollkaemper et E. De Wet, dir.)

*Multilevel Regulation and the EU. The Interplay between Global, European and National Normative Processes*, Leiden – Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2008, xxi + 420 p. (avec R. Wessel et A. Follesdal, dir.)

« The OECD Model Convention Commentaries and the European Court of Justice: Law, Guidance, Inspiration? », in S. Douma et F. Engelen (dir.), *The Legal Status of the OECD Commentaries*, Amsterdam, International Bureau of Fiscal Documentation, 2008, 195-215 (avec M. Vidal)

« GATS and Domestic Regulation: The Right to Regulate and Trade Liberalization », in K. Alexander et M. Andenas (dir.), *The World Trade Organization and Trade in Services*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2008, 207-262 (avec D. Coppens)

« Unesco's Convention on Cultural Diversity and WTO Law: Complementary or Contradictory? », in B. Demarsin, E. J. H. Schrage, B. Tilleman et A. Verbeke (dir.), *Art and Law*, Bruges, Die Keure, 2008, 342-373 (avec B. De Meester)

« Cultural Diversity and the WTO: David versus Goliath? », in H. Schneider et P. Van den Bossche (dir.), *Protection of Cultural Diversity from a European and International Perspective*, Anvers, Intersentia, 2008, 85-140 (avec B. De Meester)

« UN-EU Cooperation in Crisis Management: Partnership or Rhetoric? », in S. Blockmans (dir.), *The European Union and International Crisis Management: Legal and Policy Aspects*, La Haye, T.M.C. Asser Press, 2008, 215-232 (avec T. Ruys)

« The European Union's External Relations after Lisbon », in S. Griller et J. Ziller (dir.), *The Lisbon Treaty. European Constitutionalism Without a Constitutional Treaty?* Vienne – New York, Springer, 2008, 143-203 (avec D. Coppens et B. De Meester)

« The Impact of Human Rights Law on the Process of the Formation of Customary International Law », in M. T. Kamminga et M. Scheinin (dir.), *The Impact of Human Rights Law on General International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2008, 111-131 (avec C. Ryngaert)

« An International Lawyer's Perspective on the ECJ's Case-Law concerning the OECD Model Tax Convention and its Commentaries », in L. Hinnekens et Ph. Hinnekens (dir.), *Liber Amicorum Fiscalium: A Vision of Taxes within and outside European Borders. Festschrift in honour of Prof. Em. Frans Vanistendael*, Deventer, Kluwer Law and Taxation, 2007, 989-1006 (avec M. Vidal)

Keywords « Procès-verbal », « Desuetudo », « State Aircraft » et « Prescription », in R. Wolfrum (dir.), *Encyclopaedia of Public International Law*, Oxford University Press (avec respectivement S. Verhoeven et B. Demeyere)

« Case Note: Prosecutor v. Naletilic and Mariinovic », in A. Klip et G. Sluiter (dir.), *Annotated Leading Cases of International Criminal Tribunals. The International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia 2002-2003*, Anvers, Intersentia, 2007, 896-906 (avec S. Verhoeven)

« The Phenomenon of Multilevel Regulation: Interactions between Global, EU and National Regulatory Spheres », 4 *International Organizations Law Review* 2007, 169-201 (avec R. A. Wessel)

« The Transatlantic Dialogue on Africa », 5(3) *Northwestern University Journal of International Human Rights* 2007, 328-334

« Towards a Rebirth of Benelux? », *Revue belge de droit international* 2007, 532-556 (avec M. Vidal)

*The World Trade Organization. A Legal and Institutional Analysis*, Intersentia, 2007, ix + 302 p. (avec B. De Meester)

« The prosecution of genocide – in search of a European perspective », in R. Henham et P. Behrens (dir.), *The Criminal Law of Genocide. International, Comparative and Contextual Aspects*, Ashgate Publishers, 2007, 189-201 (avec S. Verhoeven)

« Some Reflections on Democracy and International Law », in *Droit du pouvoir, pouvoir du droit: mélanges offerts à Jean Salmon*, Bruxelles, Bruylant, 2007, 783-803

« The International Criminal Court's Office of the Prosecutor: navigating between independence and accountability? », in J. Doria, H.-P. Grasser et C. Bassiouni (dir.), *The Legal Regime of the International Criminal Court: Essays in Honor of Prof. Igor Blishenko*, Martinus Nijhoff, 2007, 345-386 (avec S. Verhoeven et B. Demeyere)

« UNESCO and the promotion of cultural exchange and cultural diversity », in A. A. Yusuf (dir.), *Standard-Setting in UNESCO. Normative Action in Education, Science and Culture*, Paris, Unesco/Nijhoff Publishers, 2007, 147-168 (avec M. Vidal)

« Making the European Union a Global Actor? Reform of the External Relations Machinery under the EU Constitution », in *International Institutional Reform. Proceedings of the Seventh Hague Joint Conference held in The Hague, 30 June-2 July 2005*, La Haye, T.M.C. Asser Press, 2007, 148-157

« Article IV-441 », in L. Burgorgue-Larsen, A. Levade et F. Picod (dir.), *Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Commentaire article par article*, I, Bruxelles, Bruylant, 2007, 781-790 (avec M. Vidal)

« Domestic regulation within the framework of GATS », in K. Byttebier et K. Van der Borgh (dir.), J. Wouters et F. Zia Mansoor (dir. ass.), *WTO Obligations and Opportunities: Challenges of Implementation*, Londres, Cameron May Publishers, 2007, 25-84 (avec D. Coppens)

« Domestic courts and treaty interpretation », in G. Maisto (dir.), *Courts and Tax Treaty Law*, EC and International Tax Law Series vol. 3, Amsterdam, International Bureau of Fiscal Documentation, 2007, 3-23 (avec M. Vidal)

« The legality of anticipatory military action after 9/11: the slippery slope of self-defence », 59 *Studia Diplomatica* 2006, 45-67 (avec T. Ruys)

« International Economic Policy-Making: Exploring the Legal Linkages between the World Trade Organization and the Bretton Woods Institutions », 3 *International Organizations Law Review* 2006, 267-315 (avec D. Coppens)

« Security Council reform: a new veto for a new century? » 44 *Revue de droit militaire et de droit de la guerre* 2006, 139-174 (avec T. Ruys)

*The United Nations and the European Union: An Ever Stronger Partnership*, La Haye, T.M.C. Asser Press, 2006, xvii + 434 p. (avec F. Hoffmeister et T. Ruys, dir.)

*Internationaal Recht in Kort Bestek* (concise treaties on international law, Dutch), Anvers, Intersentia, 2006, xxvii + 369 p.

« The legality of anticipatory military action after 9/11: the slippery slope of self-defence », in G. Bono (dir.), *The impact of 9/11 on European Foreign and Security Policy*, Bruxelles, VUBPress, 2006, 59-84 (avec T. Ruys)

« An international law perspective on tax treaties and domestic law », in G. Maisto (dir.), *Tax Treaties and Domestic Law*, EC and International Tax Law Series vol. 2, Amsterdam, International Bureau of Fiscal Documentation, 2006, 13-35 (avec M. Vidal)

« Regulation and Globalization: is there a need for international agencies? », in D. Geradin, R. Munoz et N. Petit (dir.), *Regulation through Agencies in the EU: A New Paradigm of European Governance*, London, Edward Elgar, 2006, 245-395 (avec S. Verhoeven)

« Africa and international justice: cases identified for investigation and prosecution by the International Criminal Court », in E. A. Ankumah et E. K. Kwakwa (dir.), *African Perspectives on International Criminal Justice*, Maastricht, Africa Legal Aid Special Series No 3, 2005, 133-160 (avec S. Verhoeven)

« The Obligation to Prosecute International Law Crimes », in *The Need for Justice and Requirements for Peace and Security*, Collegium, No 32, Summer 2005, 17-32 (publié en espagnol sous le titre « La obligación de judicializar los crímenes de derecho internacional », in M. Reed Hurtado (dir.), *Judicialización de crímenes de system. Estudios de caso y análisis comparado*, Serie justicia transicional, Centro internacional para la justicia transicional, 2008, 79-95)

« Preventive use of force: the case of Iraq – panel intervention », 4 *Northwestern University Journal of International Human Rights* 2005, 85-89

« Justice for Africa: the cases of the Democratic Republic of the Congo, Uganda and Darfur before the International Criminal Court », for International Law, Working Paper No 81, July 2005 (avec S. Verhoeven)

« Safeguarding coherence in global policy-making on trade and health: the EU-WHO-WTO triangle », 2 *International Organizations Law Review* 2005, 395-335 (avec B. De Meester)

« The prohibition of genocide as a norm of *jus cogens* and its implications for the enforcement of the law of genocide », 5 *International Criminal Law Review* 2005, 401-416 (avec S. Verhoeven)

*Grondlijnen van internationaal recht* (comprehensive treaties on international law, Dutch), Anvers, Intersentia, 2005, xxv + 1086 p. (avec M. Bossuyt)

*Legal Instruments in the Fight Against International Terrorism: A Transatlantic Dialogue*, La Haye, Martinus Nijhoff Publishers, 2004, xlv + 748 p. (avec C. Fijnaut et F. Naert, dir.)

« Some Challenges for (Teaching) the Law of International Organizations », 1 *International Organizations Law Review* 2004, 23-29 (avec F. Naert)

« Tort Claims Against Multinational Companies for Foreign Human Rights Violations Committed Abroad: Lessons from the Alien Tort Claims Act? », in P. J. Slot et M. Bulterman (dir.), *Globalization and Jurisdiction*, Deventer, Kluwer Law International, 2004, 183-200 (avec L. De Smet et C. Ryngaert)

« The Union Minister for Foreign Affairs: Europe's Single Voice or Trojan Horse? », in J. W. de Zwaan, J. H. Jans et F. A. Nelissen (dir.), *The European Union. An Ongoing Process of Integration. Liber Amicorum Alfred E. Kellermann*, T.M.C. Asser Press, 2004, 77-86

« Good governance: lessons from international organizations », in D. M. Curtin et R. A. Wessel (dir.), *Good Governance in the European Union. Lessons from National and International Law*, Schoten, Intersentia, 2004, 69-104 (avec C. Ryngaert)

« The European Security Strategy », in O. Horvath (dir.), *European Cooperation against Terrorism*, Nijmegen, Wolf Legal Publishers, 2004, 23-36 (avec T. Ruys)

- « Lessons to be Drawn from the Convention as a Method for Treaty Reform: Implications for the IGC and Beyond », in A. Michalski (dir.), *The Political Dynamics of Constitutional Reform: Reflections on the Convention on the Future of Europe*, Netherlands Institute of International Relations Clingendael, 2004, 101-109
- « Improving compliance with international humanitarian law during non-international armed conflicts: a global perspective », in *Improving Compliance with International Humanitarian Law*, Collegium No 30, 2004, 113-119
- « Of arrest warrants, terrorist offences and extradition deals: an appraisal of the EU's main criminal law measures against terrorism after "11 September" », *Common Market Law Review* 2004, 909-935 (avec F. Naert)
- « Customary International Law Before National Courts: Some Reflections From a Continental European Perspective », *Non-State Actors and International Law* 2004, 25-38
- « Democracy and International Law », *Netherlands Yearbook of International Law* 2004, 137-198 (avec B. De Meester et C. Ryngaert)
- « The Judgment of the International Court of Justice in the *Arrest Warrant* Case: Some Critical Remarks », 16 *Leiden Journal of International Law* 2003, 253-267
- « The Role of International Law in Protecting Global Public Goods. Regional and Global Challenges », Lirgiad Working Paper No 1, December 2003 (avec B. De Meester)
- « General Report: Cross Border Mergers in Company Law and Competition Law: Removing the Final Barriers », in *F.I.D.E. XX Congress London 30 October-2 November 2002*, Vol. II, Londres, British Institute of International and Comparative Law 2003, 113-172
- « Sources and Types of Legal Instruments in the EU », in C. Baudenbacher (dir.), *Internationales und Europäisches Wirtschaftsrecht*, I, Norderstedt, 2003, 229-255
- « Supremacy, Direct and Indirect Effect, and Interpretation of EU Law », in C. Baudenbacher (dir.), *Internationales und Europäisches Wirtschaftsrecht*, I, Norderstedt, 2003, 257-287
- « The EU and Space Policy: Constitutional and Institutional Aspects », in S. Hobe, B. Schmidt-Tedd et K.-U. Schrogl (dir.), *Legal Aspects of the Future Institutional Relationship between the European Union and the European Space Agency*, Cologne, Institute of Air and Space Law, 2003, 17-33
- « Corporate Law », in M. Van Empel (dir.), *From Paris to Nice: Fifty Years of Legal Integration in Europe*, Londres, Kluwer Law International, 2003, 33-74
- « The European Union and "September 11" », 13 *Indiana International & Comparative Law Review* 2003, 719-775 (avec F. Naert)
- « Stock Exchanges and Securities Settlement Systems: Utilities or Commercial Undertakings? », in *Stock Exchange Transactions in Europe: Towards Harmonized Legislation*, Cahiers AEDBF, Brussels, Bruylant, 2002, 13-21
- « Enforcement of Customary International Law through European Community Law », in J. M. Prinssen et A. Schrauwen (dir.), *Direct effect. Rethinking a Classic of EC Legal Doctrine*, Groningen, European Law Publishing, 2002, 183-234 (avec D. Van Eeckhoutte)

- « The Legal Position of Federal States and their Federated Entities in International Relations – the Case of Belgium », in T. A. J. A. Vandamme et J.-H. Reestman (dir.), *Ambiguity in the Rule of Law. The Interface between National and International Legal Systems*, Groningen, Europa Law Publishing, 2001, 121-162 (avec L. De Smet)
- « The European Union as an actor within the United Nations General Assembly », in V. Kronenberger (dir.), *The EU and the International Legal Order: Discord or Harmony?*, La Haye, T.M.C. Asser Press, 2001, 375-404
- « Institutional and constitutional challenges for the European Union – some reflections in the light of the Treaty of Nice », in A. E. Kellermann, J. W. de Zwaan et J. Czuczai, (dir.), *EU Enlargement. The Constitutional Impact at EU and National Level*, La Haye, T.M.C. Asser Press, 2001, 37-54
- « Constitutional Limits of Differentiation: the Principle of Equality », in B. De Witte, D. Hanf et E. Vos (dir.), *The Many Faces of Differentiation in EU Law*, Schoten, Intersentia, 2001, 301-345
- « The EU Charter of Fundamental Rights. Some reflections on its external dimension », *Maastricht Journal of European and Comparative Law* 2001, 3-10
- « Private International Law and Companies' Freedom of Establishment », *European Business Organization Law Review* 2001, 101-139
- « Human Rights NGOs: Role, Structure and Legal Status », Institute for International Law, Working Paper No 14, November 2001 (avec I. Rossi)
- « Les règles communautaires en matière d'aides d'État et la fiscalité directe : quelques observations critiques », *Cahiers de droit européen* 2001, 647-681 (avec B. Van Hees)
- « Institutional and constitutional challenges for the European Union. Some reflections in the light of the Treaty of Nice », *European Law Review* 2001, 342-356
- « How Effective is the European Security Architecture? Lessons from Bosnia and Kosovo », *International and Comparative Law Quarterly* 2001, 540-576 (avec F. Naert)
- « Perspectives for International Law in the Twenty-First Century: Chaos or World Legal Order? », *Ethical Perspectives* 2000, 17-23
- « National Constitutions and the European Union », *Legal Issues of Economic Integration* 2000, 25-91
- « European Company Law: Quo Vadis? », *Common Market Law Review* 2000, 257-307
- « Liability for one's own conduct », in W. van Gerven, J. Lever et P. Larouche, *Cases, Materials and Text on National, Supranational and International Tort Law*, Oxford, Hart Publishing, 2000, 279-394 (avec W. van Gerven)
- « Les entreprises publiques et les règles européennes en matière d'aides d'État », *Revue du marché unique européen* 1999/2, 35-72 (avec B. Van Hees)
- « The principle of non-discrimination in European Community law », *EC Tax Review* 1999, 98-106
- « La restitution des aides illégalement octroyées et ses implications en droit des sociétés et en droit fiscal », in Commission droit et Vie des affaires (dir.), *Les aides d'État en droit communautaire et en droit national*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 317-347

« The application of general principles of law by the European Court of Justice and their relevance for EC and national tax law », in D. Albregtse et H. Kogels (dir.), *Selected Issues in European Tax Law. The Legal Character of VAT and the Application of General Principles of Law*, Londres, Kluwer Law International, 1999, 19-33

« Conflict of Laws and the Single Market for Financial Services », *Maastricht Journal of European and Comparative Law* 1997, 161-208, 284-309

« Fiscal Barriers to Companies » Cross-Border Establishment in the Case-Law of the EC Court of Justice », in *14 Yearbook of European Law*, Oxford, Clarendon Press, 1995, 73-109

« Towards a European Private Company? A Belgian perspective », in H. J. De Kluiver et W. van Gerven (dir.), *The European Private Company?*, Anvers, Maklu-Nomos, Ius Commune Europaeum Series No 9, 1995, 161-186

« The European Court of Justice and Fiscal Barriers to Companies' Cross-Border Establishment », in J. Wouters et H. Schneider (dir.), *Current Issues of Cross-Border Establishment of Companies in the European Union*, Anvers, Maklu-Nomos-Bruylant e.a., Ius Commune Europaeum Series No 14, 1995, 101-141

« European citizenship and the case-law of the EC Court of Justice on the free movement of persons », in E. A. Marias (dir.), *European Citizenship*, Maastricht, European Institute of Public Administration, 1994, 25-61

« Current Issues of Community Law concerning Equality of Treatment between Women and Men in Social Security Matters », in C. McCrudden (dir.), *Equality of Treatment between Women and Men in Social Security*, Londres, Butterworths, 1994, 7-44 (avec W. van Gerven et W. Devroe)

« The Case-Law of the European Court of Justice on Direct Taxes: Variations upon a Theme », *Maastricht Journal of European and Comparative Law* 1994, 179-220

« EC Harmonization of National Rules concerning Securities Offerings, Stock Exchange Listing and Investment Services: An Overview », *European Business Law Review* August-September 1993, 199-225

« Towards a level playing field for takeovers in the European Community? An analysis of the proposed thirteenth directive in light of American experiences », *Common Market Law Review* 1993, 267-310

« Free Movement of Financial Services and the European Contracts Convention », in M. Andenas et S. Kenyon-Slade (dir.), *E.C. Financial Market Regulation and Company Law*, Londres, Sweet & Maxwell, 1993, 43-79 (avec W. van Gerven)

« A U.S. Perspective on Corporate Takeovers in the European Community », in American Society of International Law/Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht (dir.), *Contemporary International Law Issues: Sharing Pan-European and American Perspectives* 1991, 50-57 (avec B. Hawk)

« La libération des mouvements de capitaux au sein de la Communauté européenne », *Revue internationale de droit économique* 1989, 303-350